

INSTITUT  
**KURDE**  
DE PARIS

Bulletin de liaison et d'information

---

N°423

---

JUIN 2020

*La publication de ce Bulletin bénéficie de subventions  
du Ministère français des Affaires étrangères (DGCID)  
et du Fonds d'action et de soutien pour l'intégration et la lutte contre les discriminations (FASILD)*

---

Ce bulletin paraît en français et anglais  
Prix au numéro : France: 6 € — Etranger : 7,5 €  
Abonnement annuel (12 numéros) France : 60 € — Etranger : 75 €

Périodique mensuel  
Directeur de la publication : Mohamad HASSAN  
Numéro de la Commission Paritaire : 659 13 A.S.  
ISBN 0761 1285

INSTITUT KURDE, 106, rue La Fayette - 75010 PARIS  
Tél. : 01- 48 24 64 64 - Fax : 01- 48 24 64 66

[www.fikp.org](http://www.fikp.org)  
E-mail: [bulletin@fikp.org](mailto:bulletin@fikp.org)

- **KURDISTAN D'IRAK: INTENSIFICATION DES OPERATIONS MILITAIRES TURQUES DEVASTATRICES**
- **IRAN: NOUVEAU PIC ÉPIDÉMIQUE, LES MINORITÉS PARTICULIÈREMENT FRAPPÉES**
- **ROJAVA: L'EAU ET LE BLÉ, SECOND FRONT DE LA GUERRE; NOUVELLES ATROCITÉS TURQUES À AFRIN**
- **TURQUIE: RACISME ANTI-KURDE ET POURSUITE DES DESTITUTIONS D'ÉLUS HDP**
- **NOUVELLES PUBLICATIONS**

---

## **KURDISTAN D'IRAK: INTENSIFICATION DES OPERATIONS MILITAIRES TURQUES DEVASTATRICES**

**L**e nouveau Premier ministre irakien, Moustafa al-Kadhimi, semble pour l'instant réussir à se maintenir en poste. Contrairement à ses deux prédécesseurs, il a bénéficié du soutien de l'Iran comme de celui des États-Unis. Par ailleurs, après avoir annoncé ses priorités: combattre l'épidémie et punir les responsables d'assassinats de manifestants, il a rétabli à la tête

du service antiterroriste le lieutenant général Abdul Wahab al-Saadi, dont le licenciement fin septembre 2019 avait contribué à déclencher les manifestations. Le 6 juin, il a obtenu l'approbation du Parlement pour sept nouveaux ministres, dont deux Kurdes: Fouad Hussein (PDK), ancien ministre fédéral des Finances, passe aux Affaires étrangères, et Salar Abdul Sattar (UPK) devient ministre de la

Justice. Ils rejoignent ainsi trois autres ministres kurdes, déjà nommés à la Construction, au Logement et aux Travaux publics.

Parallèlement, les discussions devaient se poursuivre entre gouvernement fédéral et Gouvernement régional du Kurdistan (GRK) autour de la question du budget de ce dernier. Le GRK, après avoir reçu

---

les fonds nécessaires de Bagdad, s'était engagé fin mai à régler rapidement les salaires de février à ses fonctionnaires, mais Bagdad a indiqué que les paiements ultérieurs étaient suspendus à la conclusion avec Erbil d'un accord portant notamment sur la fourniture de pétrole. Ce n'est pourtant qu'en fin de mois que les discussions ont réellement repris, d'abord avec une rencontre entre le premier ministre Kadhimi et le président de la région du Kurdistan, Nechirvan Barzani, puis l'arrivée le 23 à Bagdad d'une délégation du GRK dirigée par son vice-premier ministre, Qubad Talabani. Fin juin, les deux parties n'étaient pas encore parvenues à un accord, même si celui-ci était déclaré proche...

C'est que les deux gouvernements ont été confrontés ce mois-ci aux mêmes problèmes: chute du cours du pétrole et développement de l'épidémie du coronavirus. Les conséquences néfastes de la réouverture le 18 mai de deux points de passage Irak-Iran, l'un au Kurdistan, l'autre dans le Sud du pays, décidées en réponse à une demande téléphonique du président iranien, ne se sont pas fait attendre : après un court temps d'incubation, l'Irak et le Kurdistan ont rapidement commencé à signaler une nouvelle augmentation des cas. Au Kurdistan, la majorité des nouveaux contaminés se trouvait à Penjwin, soit moins de 10 km de l'un des points de passage avec l'Iran – mais on a aussi signalé six cas à Duhok... Devant cette situation, le GRK a imposé un confinement d'une semaine à compter du 1<sup>er</sup> juin. Le 3, on comptait au Kurdistan près de 250 nouveaux cas, dont 104 dans les dernières 24 heures, pour un total de 745 cas confirmés, huit décès et 434 guérisons. Étonnamment, c'est Duhok qui a enregistré le plus grand nombre

de cas avec 52, Suleimanieh 46, Erbil et Garmiyan ont chacune signalé six cas... Les hôpitaux ont été rapidement saturés, au point que les autorités ont dû héberger des patients dans des hôtels. En Irak, à la même date, on comptait 781 nouveaux cas et 21 décès, pour un total de 8.168 cas avec 256 décès (*Kurdistan-24*). Le 6, le Kurdistan comptait 1.089 cas: 634 à Suleimanieh, 33 à Erbil et 97 à Duhok, contre plus de 11.000 pour tout l'Irak...

Le 15, alors que l'augmentation du nombre de cas ne semblait pas devoir ralentir, le ministère de l'Intérieur du GRK a annoncé des amendes allant de 5.000 à 150.000 dinars pour ceux ne respectant pas les mesures sanitaires, notamment le port du masque en public, et l'interdiction de voyager entre provinces du Kurdistan a été prolongée jusqu'au 1<sup>er</sup> juillet. Le 17, le Kurdistan a atteint un triste record avec seize décès en 24 h, le nombre le plus élevé depuis le début de l'épidémie en mars. À cette date, on comptait 2.821 cas dont 1.623 actifs, 1.123 guérisons et 75 décès cumulés. Ce pic dans les décès survient alors que de nombreux soignants de la province de Suleimanieh se sont mis en grève pour protester contre le non-paiement de leurs salaires par le GRK (*Rûdaw*). Le 25, à Suleimanieh, 10 personnes sont décédées de la maladie en 10 heures dans plusieurs villes de la province, qui déplorait alors 111 des 133 décès de l'ensemble de la Région du Kurdistan (*Rûdaw*). Le 26, l'Irak comptait plus de 2.000 nouveaux cas et 100 décès en 24 heures. Au Kurdistan, la dernière semaine du mois, près de 1.300 nouveaux cas ont été confirmés, pour un total de 3.937 cas actifs, 200 décès et 1.767 guérisons.

Dans ce contexte sanitaire difficile, les attaques des djihadistes de

Daech s'étaient faites de plus en plus fréquentes durant les deux derniers mois. Début juin, après une visite à Kirkouk du nouveau Premier ministre irakien, l'armée irakienne a lancé contre les djihadistes une nouvelle offensive soutenue par la coalition dirigée par les États-Unis. Intitulée «Héros de l'Irak», cette campagne vise à «nettoyer» les territoires disputés entre Bagdad et Erbil, particulièrement touchés par les attaques des djihadistes, en particulier des incendies visant les champs appartenant à des agriculteurs kurdes. Elle est menée en coordination avec les pechmergas, notamment les unités stationnées au nord de Makhmour, entre Kirkouk et Erbil. Ceci n'a cependant pas empêché une nouvelle attaque djihadiste dans la nuit du 13 au 14 contre la minorité religieuse kurde des Kakais, durant laquelle sept habitants du village de Dara, à Khanaqin, ont été tués et deux autres blessés. Cette attaque n'était que la dernière d'une série ayant dans les jours précédents visé cette région ainsi que les abords de la ville de Kirkouk. Le 15, le président de la Région du Kurdistan, Nechirvan Barzani, a exprimé sa préoccupation face à la situation d'insécurité dans les territoires disputés et appelé une nouvelle fois à une coopération plus développée entre pechmergas et militaires irakiens pour protéger les communautés vivant dans ces territoires (*Kurdistan-24*). Le 24, des discussions à ce propos se sont de nouveau tenues entre le GRK et les responsables militaires américains en Irak (*Rûdaw*), mais jusqu'à présent, elles n'ont pas permis une amélioration de la situation. Plusieurs responsables de pechmergas se sont plaints dans les semaines précédentes de n'être pas entendus par les Irakiens.

Par ailleurs, une autre question

est venue sur le devant de la scène ce mois-ci: celle des incursions militaires turques dans les zones montagneuses du nord du Kurdistan irakien. Les incessantes opérations militaires turques, et en particulier les bombardements aériens, font de plus en plus de victimes civiles. Le 2, une frappe turque a tué cinq combattants du parti kurde d'Irak PJAK dans un village de Suleimanieh, près de la frontière iranienne, endommagé un hôpital local. Le 7, d'autres bombardements turcs ont causé d'importants incendies dans les montagnes de Bradost, près de Soran, provoquant la panique des habitants des villages proches. Les pompiers ont rencontré de grandes difficultés à maîtriser les flammes en raison d'un terrain très montagneux (*Kurdistan-24*). Le 8 au soir, une manifestation a eu lieu à Suleimanieh pour demander la fin des bombardements turcs. La province de Duhok en a également été victime, notamment la région de Deraluk, régulièrement bombardée, dont sur 82 villages, seulement neuf sont toujours habités, et celle de Shiladze, dont 85 villages sur 91 sont maintenant abandonnés... Quant à la région de Sidakan, près de Soran, 118 de ses 264 villages sont désormais vides: elle subit non seulement les frappes turques, mais aussi les tirs d'artillerie de l'Irak qui vise les combattants kurdes iraniens... Le maire du district, Ihsan Chalabi, a déclaré à *Rûdaw*: «S'il n'y a pas de bombardement durant une journée, les gens ont l'impression que c'est l'Aïd(fête religieuse)...».

Loin d'être des dommages collatéraux, il semble que les pertes civiles et les destructions soient dues à une stratégie sciemment choisie par la Turquie: frapper des lieux habités pour terroriser et faire fuir les habitants afin d'y instaurer une zone tamponne

sous contrôle militaire turc.

Le 14, le ministère turc de la Défense a annoncé le lancement d'une nouvelle opération, «Serre d'aigle» (*Claw-Eagle*), avec des frappes visant dans la nuit du 13 au 14 des bases du PKK à Qandil, Sinjar, Zap, Avasin-Basyan, Makhmour et Hakurk. Au Sinjar, quatre membres des *Unités de résistance de Shingal* (YBŞ), établies contre Daech et proches du PKK, ont été blessés. Plusieurs ONGs, et la lauréate yézidie du Prix Nobel, Nadia Mourad, ont dénoncé les frappes sur le Sinjar, indiquant qu'elles risquaient d'empêcher le retour de nombreuses familles yéziennes dans la région. La veille des bombardements, le ministère irakien des migrations avait annoncé le prochain retour de 200 familles des camps de la province de Duhok, après 150 qui venaient de rentrer... Le choix de la Turquie de frapper à ce moment précis montre qu'Ankara ne vise pas seulement le PKK, a déclaré à *Kurdistan-24* Hayrî Demir, le rédacteur en chef de *Ezidi Press*. Le 16, les autorités irakiennes ont de nouveau convoqué l'ambassadeur turc à Bagdad pour lui remettre une note de protestation, et ont publié un communiqué dénonçant une «violation de la souveraineté irakienne» (*AFP*). Le même jour, l'artillerie iranienne a de nouveau frappé les territoires frontaliers du Kurdistan d'Irak, notamment près de Haji Omeran et Choman (Soran). Les frappes ont été préparées par des reconnaissances de drones (*Kurdistan-24*).

Le 17, la Turquie a annoncé avoir déployé «en légitime défense» des forces spéciales dans la région d'Haftanin, dans le cadre d'une opération appelée «Griffes du tigre». «Nos commandos, qui sont appuyés par des hélicoptères de combat et des drones, ont été transportés par nos forces

aériennes», a indiqué le ministère turc de la Défense, qui a justifié l'opération par la «recrudescence récente des attaques contre nos commissariats et nos bases militaires» situés près de la frontière irakienne... Le 18, l'Irak a appelé la Turquie à retirer ses troupes de son territoire et à cesser les «actes de provocation». Le même jour, un berger kurde de 36 ans a été tué dans la région de Bradost. Le PKK a indiqué répondre aux tirs turcs, et le lendemain, on comptait encore cinq victimes civiles des frappes aériennes turques, notamment trois personnes frappées dans leur véhicule près de Shiladzê, tandis qu'Ankara annonçait la mort d'un de ses soldats. Au troisième jour de cette offensive terrestre, le gouvernement du Kurdistan irakien a pour la première fois réagi, condamnant la mort de civils et appelant Ankara à «respecter sa souveraineté» et le PKK à «quitter ces régions et ne pas créer de tensions». Le 21, un second soldat turc a été tué, dans un lieu de nouveau non précisé par Ankara (*AFP*).

Le 25, un nouveau raid aérien a visé un pick-up à Kouna Massi, dans une zone de loisirs fréquentée par de nombreuses familles au nord de Suleimanieh. Le conducteur a été tué et six civils, qui se trouvaient non loin, blessés, a indiqué à l'AFP le maire de la localité, Kamrane Abdallah. Selon ses déclarations, les blessés, «deux femmes, deux enfants et deux hommes », étaient tous membres d'une même famille. Le 28, Ankara a annoncé la mort d'un troisième soldat (*AFP*). Des militaires turcs ont également été déployés en fin de mois dans les collines entourant la ville de Zakho, alors que des rapports font état de l'établissement de nouvelles bases militaires turques au Kurdistan irakien (*WKI*).

Comme toutes celles qui l'ont précédée, cette opération militaire en Irak affiche comme objectif l'éradication du PKK... Aucune des précédentes n'a pu y parvenir, et les signes commencent à s'accumuler pour faire penser que celle-ci n'y parviendra pas non plus. *Ouest France* a même titré le 28 :

«L'opération turque s'enlise au Kurdistan irakien». Bien que la Turquie empêche les médias comme les défenseurs des droits de l'homme d'accéder à ses zones d'opération, des informations arrivent tout de même à filtrer: si l'état-major turc a pu annoncer la «neutralisation» d'une dizaine de

combattants du PKK, l'opération peine à «nettoyer» comme prévu la région de Haftanin pour enfin progresser vers Qandil. Après 36 ans d'une guerre dévastatrice et sans issue, la Turquie joue toujours la théorie du dernier quart d'heure et de l'ultime offensive pour «éradiquer définitivement le PKK».

---

## IRAN: NOUVEAU PIC ÉPIDÉMIQUE, LES MINORITÉS PARTICULIÈREMENT FRAPPÉES

**E**n Iran, les chiffres officiels de l'épidémie de coronavirus et ceux collectés par l'opposition en exil divergent largement.

Le 1<sup>er</sup> juin, le porte-parole du ministère de la Santé, le Dr Kianoush Jahanpour, a annoncé 3.117 nouveaux cas dans les dernières 24 heures, pour un total de 7.878 décès. Ce chiffre officiel, pourtant le plus élevé depuis le pic de début avril, demeure pourtant bien inférieur à ceux publiés le lendemain par le Conseil national de la résistance iranienne (NCRI): plus de 48.800 décès dans 324 villes de tout le pays. Accompagnés de chiffres calculés par province, ces calculs de l'Organisation des Moudjahiddine du Peuple d'Iran (OMPI), membre du NCRI, paraissent malheureusement vraisemblables: Khouzistan 3.745 morts, Qom 3.555, Khorassan Razavi 3.110, Sistan-Balouchistan 1.545, Lorestan 1.532, Fars 1.071, Kurdistan 935, Kerman 580, Nord-Khorassan 548, et Hormozgan 245. Il semble clair qu'après l'importante baisse de début mai, l'Iran est frappé par un nouveau pic résultant en grande partie d'une réouverture prématurée, imposée pour des raisons économiques par le président Rouhani malgré l'opposition du ministère de la Santé... L'épidémie frappe plus dure-

ment les minorités: les sept régions les plus gravement touchées sont les provinces à majorité kurde d'Azerbaïdjan-Occidental, du Kurdistan, de Kermanschah ainsi que Khouzestan (Arabistan), Bouchehr, Hormozgan, et Sistan-Balouchistan. Déjà le 19 avril, dans un article du *Middle East Institute* intitulé «COVID-19: Hitting Iran's minorities harder», Ramin Jabbarli et Brenda Shaffer prévenaient du risque en rappelant que les provinces frontalières connaissent une plus grande pauvreté et des infrastructures sanitaires moins développées que le Centre persan du pays. Le 1<sup>er</sup> juin, le vice-gouverneur du Kurdistan a déclaré à l'agence *Fars* que la situation de l'épidémie dans la province, et notamment dans sa capitale Sanandaj, était «alarmante». Selon la télévision d'État, le porte-parole de l'Université médicale de Kermanshah a déclaré: «Avec 235 nouveaux patients [...], le nombre de patients dans la province a atteint 5.752», et le président de l'Université médicale d'Azerbaïdjan-occidental a indiqué que le nombre de cas à Mahabad avait «augmenté de manière rapide et inquiétante». Le 10, le *Washington Kurdish Institute* (WKI) indiquait que la pandémie continuait de frapper particulièrement le Kurdistan iranien, les villes de Sardasht et

Sanandaj, par exemple, ayant toutes deux connu des centaines de nouveaux cas en quelques semaines. À cette date, les chiffres officiels étaient de 172.000 cas et 8.281 décès, montés à respectivement 187.000 et 8.500 une semaine plus tard. En contraste, le NCRI comptabilisait plus de 53.600 décès...

Les autorités, face à cette situation, tiennent un double discours: elles culpabilisent la population qui ne respecterait pas les règles de distanciation sociale, mais répètent qu'il n'y a aucun lieu de s'inquiéter, la hausse des cas recensés résultant seulement d'un dépistage plus intensif... Enfin, le régime réprime toute enquête indépendante, comme celle du journaliste kurde Sharam Safari sur la façon dont sont dissimulés nombres de cas et de décès: Safari a reçu en milieu de mois 91 jours de prison pour «publication de fausses nouvelles et confusion du public» (WKI). Le 19, le député de Saqqez et Baneh déclarait: «L'indifférence des autorités de la province du Kurdistan les dix derniers jours de mai et le manque de supervision adéquate dans la province ont fait que la situation du coronavirus au Kurdistan a atteint un point critique. [...] Les officiels et les autorités de la province du Kurdistan continuent de rejeter la responsabilité des consé-

---

quences de leur inaction sur la population, et celle-ci est très inquiète» (CNRI).

Le 25, l'Iran annonçait plus de 10.000 morts, plus de 100 par jours durant les sept derniers jours, pour un nombre de cas de 215.096 (*France-24*), et le 29, on était à 162 morts en une journée, le pire bilan quotidien depuis le début de l'épidémie en février. Le 27, il était annoncé que le port du masque deviendrait obligatoire à partir du 4 juillet dans les espaces fermés ou durant les regroupements.

La situation sanitaire dans les prisons continue à inspirer des inquiétudes, notamment pour l'activiste kurde Zeynab Jalalian, accusée d'appartenance au PJAK et seule femme prisonnière politique purgeant une peine de prison à vie en Iran. On a appris en début de mois qu'elle avait été placée en quarantaine dans la prison pour femmes de Qarchak (30 km au sud de Téhéran), où elle avait été transférée fin avril. L'administration pénitentiaire n'a pas indiqué la cause de son isolement, mais son père pense qu'elle a été infectée par le coronavirus. Selon lui, le régime lui a refusé l'admission à l'hôpital et l'accès à un médecin. Selon le *Kurdistan Human Rights Network* (KHRN), la prison est complètement surpeuplée avec environ 2.000 détenues, et il est impossible d'y respecter des distances sanitaires. Il semble que Jalalian se soit remise ensuite du coronavirus, mais en fin de mois, elle a entamé une grève de la faim pour obtenir son retour vers sa prison d'origine, à Khoy.

Parallèlement, les assassinats de porteurs transfrontaliers kurdes ou *kolbars*, déjà très nombreux en mai (26 abattus depuis janvier), se sont poursuivis ce mois-ci. Trois ont été tués et huit blessés la première semaine de juin, près

de Baneh, Chaldiran, Saqqez et Sardasht, et un autre, blessé le 28 mai, est décédé à l'hôpital. À mentionner un incident particulier lié à l'épidémie de coronavirus, qui a touché un poste-frontière de la Région du Kurdistan d'Irak, impliquant un groupe de près de deux-cents porteurs venus de Khurmal: événement jusque-là inédit, dans la nuit du 23, ceux-ci s'étant vus selon des sources différentes confisquer leurs charges ou bien interdire la sortie vers l'Iran, la frontière étant fermée à cause du coronavirus, ils ont... attaqué le poste-frontière de Sargat! Durant l'échange de coups de feu qui a suivi, un porteur a été tué et quatre garde-frontières blessés. Le procureur de Halabja a émis un mandat d'arrêt contre les gardes-frontières ayant tiré sur les contrebandiers (*Rûdaw*).

La semaine du 14, deux autres porteurs ont été tués et six autres blessés par les soldats turcs à Salmas, et iraniens à Baneh et Sardasht. Par ailleurs, deux *kolbar* sont morts sur des mines datant de la guerre Iran-Irak. Le 22, un *kolbar* a été blessé quand son groupe a été pris en embuscade par des garde-frontière iraniens (WKI). Le 27, trois porteurs ont été blessés près de Nowsud, et le lendemain, deux autres ont été abattus et un troisième blessé par des garde-frontière iraniens près d'Ouroumieh (*Kurdistan-24*).

Comme chaque été malheureusement, la région du Kurdistan d'Iran a de nouveau été frappée par des incendies de forêt, certains criminels, d'autres causés par la sécheresse et la déforestation, la mauvaise situation économique incitant les habitants à couper du bois en prévision de l'hiver. L'Association du Kurdistan pour les droits de l'homme KMMK a rapporté plusieurs incendies ayant visé des

terres agricoles à Sarpol Zahab et des forêts dans les provinces du Lorestan, Kermanshah, Ilam et Kurdistan. Un militaire a trouvé la mort dans les feux, combattus avec courage par les membres de plusieurs associations kurdes de défense de l'environnement, comme la *Zhiway Pawa Society* de la ville de Paveh (Kermanshah), dont une centaine de membres se sont rassemblés pour lutter contre les incendies (*Rûdaw*). L'un des responsables de l'association, Mokhtar Khandani, justement interviewé le 6 juin par *Rûdaw*, a trouvé la mort avec deux autres personnes dans les incendies en fin de mois. L'association *Hengaw* a indiqué que les trois activistes avaient été tués par une mine placée par le régime pour combattre les rebelles, mais d'autres sources ont déclaré qu'ils avaient été entourés par les flammes. Leur mort, rendue suspecte par les tentatives de l'*Etelaat* pour censurer les publications la concernant, a déclenché des rassemblements de protestation à Paveh le 29, lors de leurs obsèques. Une autre association de défense des droits de l'homme, le KMMK, a demandé la création d'une commission d'enquête indépendante.

Par ailleurs, en fin de mois, le PDKI a annoncé un «engagement important» de ses *pechmergas* avec les *pasdaran* près des Monts Halgurd, au cours duquel ces derniers ont dû se retirer, les combattants kurdes n'ayant pour leur part essuyé aucune perte (WKI).

La situation sanitaire n'a pas stoppé la répression, et la liste d'arrestations, condamnations et exécutions perpétrées par le régime s'est encore allongée. Le 4, le chercheur français Roland Marchal, libéré le 20 mars, a d'ailleurs lancé un appel dans une tribune publiée dans *Le*

Monde à ne pas oublier les universitaires étrangers incarcérés, dont sa collègue, la Franco-Iranienne Fariba Adelkhah, qui venait après un an de détention d'être condamnée à six ans de prison... Le 6, le défenseur de l'environnement kurde Sohaib Saadi a été arrêté à Sanandaj (et battu lors de son arrestation). Le 15, on a appris que le prisonnier politique kurde Hedayat Abdollahpour avait été exécuté le 21 mai, sans que sa famille soit informée, puis inhumé dans un lieu inconnu. Le 12 mai, son épouse s'était entendue répondre par le procureur adjoint d'Ouroumieh que si elle ne savait pas où se trouvait son mari, elle «ferait mieux d'aller chercher au cimetière»... Arrêté avec une dizaine d'autres habitants de son village après un affrontement entre les pechmergas du PDKI et les *pasdaran*, Abdollahpour, soupçonné de soutenir le PDKI, avait été torturé et condamné en février 2017 pour « inimitié avec Dieu » (NCRI). Parallèlement, le journaliste kurde Nasrollah Nashine, incarcéré pour six ans en 2016 pour «propagande contre la République islamique», et qui avait profité d'une permission de sortie pour se réfugier en Turquie, a été renvoyé en Iran par les autorités turques. Le 13, l'activiste kurde Babek Dabirian a été arrêté à Kermanshah, et le lendemain Jaffar Awsafi a été

arrêté à Bokan et mis au secret. Par ailleurs, l'annonce par les autorités de la mort du coronavirus dans la prison de Saqqez du prisonnier kurde Kamal Husseini a été accueillie avec suspicion, plusieurs organisations de défense des droits de l'homme ayant demandé une enquête. À Kermanshah, des agents de l'*Etelaat* ont informé la famille de Khalil Muradi, arrêté en octobre 2017, qu'il était mort dans un «accident de voiture »... Le 19, le militant écologiste irano-américain Ashfeen Sheikholah, libéré de prison cinq semaines auparavant, a été de nouveau arrêté alors qu'il rendait visite à ses parents à Sanandaj. Aussi à Sanandaj, la militante écologiste Faranak Jamshedi a été arrêtée le 21. Le 23, le militant kurde Sirwan Rahimi a été arrêté à Dehgan (WKI).

Le 30, *Amnesty International* a attiré l'attention sur le sort du Kurde de Syrie Kamal Hassan Ramezan Soulo, détenu depuis trois ans en Azerbaïdjan Occidental, torturé et menacé d'exécution: ses geôliers de l'*Etelaat* refusent de reconnaître sa véritable identité, malgré deux décisions de justice récusant leurs affirmations que Soulo est en fait un haut responsable du PJAK, Kamal Soor, condamné à mort par contumace en 2011 après l'attaque d'un poste de

police... *Amnesty* appelle à écrire au responsable du pouvoir judiciaire, Ebrahim Raisi, pour demander la libération de Kamal Hassan Ramezan Soulo (<https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/2612/2020/fr/>). (Anglais : <https://www.amnesty.org/en/documents/mde13/2612/2020/en/>).

Le même jour, l'activiste iranien Rouhollah Zam, exilé en France mais attiré puis enlevé à Bagdad en octobre 2019 avant d'être transféré en Iran, a été condamné à mort pour espionnage. Il avait notamment dévoilé sur sa chaîne *Telegram* appelée *Amadnews* l'existence de 63 comptes bancaires au nom de l'ancien chef de l'appareil judiciaire, Sadegh Amoli Larijani, où avaient été versés des cautions déposées par des accusés et des dommages financiers versés par des condamnés...

À l'étranger, un ancien responsable du PDKI, Sadegh Zarza, 64 ans, a survécu le 20 à une tentative d'assassinat aux Pays-Bas. Poignardé à de nombreuses reprises par un Iranien de 38 ans avec lequel il avait rendez-vous, et qui a été arrêté, il demeure toutefois dans un état critique (*Kurdistan-24*). Sa famille a accusé le régime iranien, qui a déjà fait assassiner de nombreux opposants à l'étranger.

---

## ROJAVA: L'EAU ET LE BLÉ, SECOND FRONT DE LA GUERRE; NOUVELLES ATROCITÉS TURQUES À AFRIN

**L**e territoire de l'Administration autonome de l'Est syrien (AANES), qu'il est devenu habituel de désigner par le nom kurde de Rojava (Kurdistan de l'Ouest), bien que sa population soit loin d'être exclusivement kurde, est simultanément confronté à la

guerre, à l'épidémie de coronavirus et à la pénurie d'eau. La dernière invasion turque à l'Est de l'Euphrate en octobre dernier a encore aggravé ce dernier problème. En occupant la région de Serê Kaniyê, les mercenaires djihadistes de la Turquie ont aussi pris le contrôle de la station de pompage d'Al-Alouk, qui appro-

visionne une région de près d'un demi-million d'habitants, dont la ville de Hassaké. Mise hors-service au moment de l'invasion puis réparée, la station a été stoppée depuis plusieurs fois. Par ailleurs, selon l'ONG britannique *Solidarity Economy Association*, «les forces militaires turques et leurs alliés ne cessent

d'attaquer les infrastructures hydrauliques, d'incendier les vergers nouvellement plantés et d'endiguer les cours d'eau qui fournissent à la Syrie la majeure partie de l'eau douce et de l'électricité». L'usage de l'eau comme arme n'est pas une première pour la Turquie, qui avait dès 2015 utilisé ses nombreux barrages sur l'Euphrate pour limiter le débit entrant au Rojava... En partenariat avec plusieurs autres ONGs, l'organisation britannique a lancé une campagne appelée «De l'eau pour le Rojava». Son but: collecter 100.000 £ pour aider les communautés locales à entretenir les infrastructures hydrauliques, voire en installer de nouvelles, puits, pompes ou systèmes d'irrigation agricole. Le site de la campagne :

<https://www.crowdfunder.co.uk/water-for-rojava> (RojInfo).

En plus du manque d'eau, alors que l'économie syrienne, minée par neuf ans de guerre, est menacée d'effondrement, les agriculteurs du Rojava sont aussi confrontés, comme chaque été, à de nombreux incendies, dont certains criminels... Il faut maintenant 2.300 livres syriennes pour obtenir un dollar, contre 1.000 en début d'année (et 50 avant la guerre, autant dire à l'époque préhistorique...), et la situation des familles devient de plus en plus critique. Côté régime de Damas, 80% des Syriens vivent sous le seuil de pauvreté. Une pénurie de blé pourrait provoquer des troubles aussi bien dans les territoires contrôlés par le régime que dans ceux tenus par l'AANES. Le blé de l'Euphrate est donc vital. Les fermiers kurdes n'ont guère envie de traiter avec le régime, mais celui-ci part avec un avantage: il propose 400 livres syriennes le kilo, contre seulement 315 pour l'AANES... Celle-ci devrait tenter de contrer en soutenant le cours du blé, et peut-être aussi

en imposant une taxe de sortie qui rétablirait l'équilibre...

Par ailleurs, la crise économique risque encore de s'amplifier, car les États-Unis vont imposer à compter du 17 du mois des sanctions économiques à la Syrie au titre du *Caesar Syria Civilian Protection Act*, nommé d'après le pseudonyme du photographe de la police militaire syrienne qui avait fait défection en 2013 en diffusant 55.000 clichés montrant des civils torturés par celle-ci. D'une dureté sans précédent, ces sanctions viseront non seulement de manière ciblée de nombreux responsables politiques syriens, mais aussi toutes les entreprises étrangères en relations avec le régime, ce qui pourrait avoir un impact important sur la reconstruction du pays. Si, comme l'a déclaré le 9 Fawza Yousef, l'une des responsables du PYD, l'objectif est d'abord de punir le régime et de protéger les civils, et que les responsables américains ont promis à l'AANES qu'elle bénéficierait d'exemptions, il n'en reste pas moins que le Rojava est considéré au niveau international comme appartenant à la Syrie, et que ses habitants seront affectés.

Parallèlement, les discussions intra-kurdes «pour l'unité», annoncées courant avril, se sont poursuivies avec l'annonce en début de mois par le commandant des Forces démocratiques syriennes (FDS), Mazloum Abdi, leur principal initiateur, du succès de leur «première étape». Lancées avec des médiations notamment américaine et française, ces discussions visent à résoudre les différends entre les partis kurdes au pouvoir en Syrie (le PYD et les partis qui lui sont alliés au sein du front TEV-DEM), et le Conseil national kurde (ENKS, *Encûmena Nîştimanî ya Kurdî li Sûriyê*), dont certains membres sont basés en Turquie, un pays toujours très

opposé à l'unité kurde en Syrie... Le 17, après plusieurs rounds de négociations tenus à Hassaké, les deux camps ont annoncé être parvenus la veille au soir à un accord qualifié d'«historique» pour le renforcement de leur coopération. Leur déclaration commune fait état d'une «conclusion satisfaisante» du «premier cycle de négociations pour l'unité kurde», avec l'arrivée à «une vision politique commune sur la base de l'accord de Duhok de 2014 sur la gouvernance et le partenariat dans l'administration et la défense». L'accord du 16 devrait donc fournir la base permettant de poursuivre les discussions. Cependant, le chemin paraît encore long pour parvenir à un accord opérationnel. L'accord de 2014 prévoyait en effet un partage du pouvoir à égalité entre les deux tendances et la fusion de leurs forces militaires, des points qui ne sont jamais arrivés à application... Mais cette fois, les discussions se sont tenues au Rojava, ce qui donne davantage de poids à l'accord obtenu, et d'autre part, le jeu en vaut la chandelle: parler d'une même voix pourrait permettre aux Kurdes de Syrie de surmonter l'opposition turque pour participer enfin aux discussions sur l'avenir de la Syrie menées à Genève sous l'égide de l'ONU. Celles-ci devraient reprendre dès que la situation sanitaire le permettra, peut-être fin août.

Très probablement une conséquence des progrès dans ces discussions, le 27 juin, pour la sixième année jour pour jour après l'incident d'Amouda, les YPG ont présenté leurs excuses aux familles des victimes de celui-ci. Les 27 juin 2013, des combattants des YPG avaient ouvert le feu sur un groupe de manifestants rassemblés devant le bureau de la Sécurité de la ville (*Asayish*) pour demander la libération de jeunes protestataires, tuant six personnes. Le porte-parole des YPG, Nouri Mahmoud, a dans une déclaration diffusée en

vidéo qualifié l'événement de «catastrophe», précisant: «En tant que commandement général des Unités de protection du peuple, nous considérons être responsables de cet événement malheureux», et a attesté de la volonté des YPG d'apporter une compensation morale et matérielle aux familles.

À Afrin, les exactions des mercenaires djihadistes de la Turquie se poursuivent. Le 1<sup>er</sup> juin, suite à la découverte lors d'affrontements entre différentes factions d'une prison secrète où étaient retenues et torturées des dizaines de femmes kurdes, un groupe de femmes déplacées de cette région a envoyé une lettre ouverte au Secrétaire-Général des Nations Unies António Guterres, à la Haut-commissaire des Nations Unies pour les droits humains Michelle Bachelet, et au président de la Commission d'enquête internationale la Syrie Paulo Pinheiro. Elles y dénoncent les graves violations de toutes les lois internationales perpétrées par ces milices, qui «ne diffèrent en rien» de l'esclavage sexuel pratiqué par Daech, et demandent «à la communauté internationale et aux instruments internationaux appropriés», entre autres d'agir immédiatement pour mettre fin à des violations qui perdurent depuis plus de deux ans, de mettre en place un comité international d'enquête pouvant juridiquement initier des poursuites contre les auteurs, et de mettre fin à l'occupation turque (*Kedistan*). Parmi les prisonnières libérées, dont des Yézidiées, certaines avaient de 13 à 16 ans, d'autres avaient été kidnappées à Idlib, région aussi sous contrôle turc...

Le 5, le corps d'une jeune fille de 16 ans enlevée le 23 mai à Afrin par des mercenaires pro-turcs de la brigade *Sultan Murad*, une composante djihadiste de la soi-disant «Armée nationale syrienne», a été retrouvé criblé de balles dans un champ près d'Azaz (*RojInfo*). Le 9,

onze civils ont à leur tour été enlevés à Afrin, huit par les mercenaires du groupe *Al-Jabhat al-Shamiya* (dont deux ont été libérées contre rançon), et trois par *Sultan Muhammad Fateh*. Malgré la peur inspirée par ces groupes, les habitants du district de Mabata, d'où étaient originaires les kidnappés, ont manifesté contre l'occupation, de même que des centaines d'habitants de Tel Abyad / Giré Sipî, qui ont exigé la libération des civils, dont des femmes, enlevés là aussi par les mercenaires (*Kurdistan au Féminin*). Le 11 à Afrin, un homme kurde de 80 ans, Aref Khalil, enlevé lors du pillage de sa maison, a été retrouvé mort au bord d'un lac (WKI). Le 18, un autre habitant d'Afrin enlevé la semaine précédente a été retrouvé mort dans un champ près d'Azaz. À cette date, selon *RojInfo* on comptait au moins 500 cas de remise de rançons allant de 3.000 à 100.000 euros, des montants choisis selon les possibilités de la famille...

Les militaires turcs et leurs mercenaires djihadistes poursuivent aussi attaques et tentatives de nettoyage ethnique contre les implantations situées juste au-dehors de leur zone de contrôle. Comme ils l'ont fait avec les oliveraies d'Afrin, ils n'hésitent à détruire les ressources agricoles d'une région pour forcer les habitants à partir. Ainsi le 2 juin, au sud-ouest de la ville chrétienne de Tal Tamr, ils ont incendié à l'artillerie depuis l'autoroute M4 les champs de céréales des villages d'Amiriya, Arbihin et Lalan, puis ont tiré sur les civils qui tentaient d'éteindre le feu (ANF). L'agence *Hawar News* a estimé en fin de mois que ces incendies criminels ont emporté plus de 1.600 ha depuis janvier (sur 344.000 pour l'ensemble du Rojava). Ces méthodes sont les mêmes que celles utilisées simultanément par Daech à Deir Ezzor (WKI).

Le soir du 23, une frappe de

drones turcs sur le village d'Helincê, près de Kobanê, a tué trois femmes de *Kongra Star*, dont l'une avait participé à la bataille de Kobanê contre Daech, et blessé un nombre indéterminé de civils. L'attaque a provoqué une manifestation devant la base militaire russe de la ville, les habitants accusant la Russie, qui contrôle Kobanê depuis le départ des Américains, d'avoir autorisé cette frappe turque contre des civils (WKI).

Autre menace loin d'avoir disparu, Daech, organisation contre laquelle les FDS ont annoncé le 4 dans un communiqué le lancement d'une campagne baptisée «Dissuasion du terrorisme», en coopération avec la coalition internationale, incluant les forces de sécurité irakiennes. Face à la récente augmentation des attaques, notamment dans la province de Deir Ezzor, l'objectif est de «traquer les cellules de l'organisation dans l'est du pays, le long de la rivière Khabour et de la frontière syro-irakienne» (AFP). Les premiers résultats apparaissaient le 6 avec l'arrestation de 17 suspects. L'opération n'est pas exempte de considérations politiques intérieures, une trop grande insécurité à Deir Ezzor, majoritairement arabe, risquant de miner la légitimité de l'AANES. La campagne a pris fin après une semaine, des raids sur 56 objectifs frontaliers, et la capture de «110 terroristes et suspects» (WKI).

Le soir du 29, les détenus djihadistes d'Hassaké se sont mutinés durant plusieurs heures, avant que les FDS ne parviennent à reprendre le contrôle, assistés d'hélicoptères américains. L'OSDH a rapporté que les prisonniers demandaient des procès équitables et la possibilité de voir leurs proches. Des mouvements semblables avaient déjà touché l'établissement en mars puis en mai.

Enfin, dans la nuit du 21 au 22 juin, la France a rapatrié de Syrie dix enfants de djihadistes français retenus dans des camps de déplacés de l'AANES, que le ministère français des Affaires étrangères, qui n'a pas précisé leur lieu d'arrivée, a «remercié» pour sa «coopération». Depuis la perte par

Daech de son territoire en mars 2019, la France a ainsi rapatrié 28 enfants. Le Collectif Familles Unies, qui regroupe des proches de ces enfants en France, a de nouveau réclamé le rapatriement de «l'ensemble des enfants avec leurs mères, comme le demandent l'ONU, l'UNICEF, le CICR,

le CNCDH...». Rien que dans le camp d'Al-Hol, 517 personnes, dont 371 enfants, sont morts en 2019 (AFP), et il resterait encore 900 enfants dans les trois camps du Rojava. La délégation française, dirigée par Eric Chevallier, a également discuté du récent dialogue intra-kurde (WKI).

## TURQUIE:

### RACISME ANTI-KURDE ET POURSUITE DES DESTITUTIONS D'ÉLUS HDP

e mois-ci, le racisme anti-kurde est revenu sur le devant de la scène en Turquie, puisque juin a commencé avec l'assassinat d'un jeune Kurde à Ankara: Barış Çakan, 20 ans, a été poignardé à mort le 1<sup>er</sup> par trois ultranationalistes après une altercation causée par la musique. L'agence kurde *Mezopotamya* a indiqué qu'il avait été tué parce qu'il écoutait de la musique kurde, ce qui a poussé le HDP à dénoncer «l'esprit raciste» nourri par la politique de l'AKP au pouvoir. Après que l'événement ait suscité une polémique dans le pays, le père du jeune homme en a ensuite présenté une version différente, ce qui a nourri le soupçon de pressions des autorités (WKI). Dans cette seconde version, la dispute aurait éclaté au contraire parce que la musique écoutée par les trois meurtriers dans leur voiture couvrait l'appel à la prière... Mais des proches ont bien témoigné de pressions sur la famille pour qu'elle modifie ses premières déclarations (*The Guardian*). Quelle que soit la vérité dans ce cas précis, il reste qu'être Kurde en Turquie signifie être discriminé, comme le montrent depuis des années des incidents réguliers. Un autre Kurde, d'Istanbul cette fois, Mehmet Nuri Deniz, l'a expérimenté lorsque, après avoir perdu son emploi en raison de l'épidémie, il est venu le 5 du mois demander une aide sociale au bureau du sous-gouverneur de

Şişli pour payer son loyer. Après lui avoir promis deux mois de loyer, le bureau ne lui a finalement envoyé qu'un tiers d'un mois, «comme une moquerie», a-t-il déclaré. Revenu s'informer, il a été accueilli par ces mots: «Est-ce que nous devons te donner de l'argent? D'où que tu viennes, retournes-y! Voilà un Kurde venu de Bitlis, qui veut vivre à Nişantaşı! Retourne dans ton village, qui es-tu pour vivre à Nişantaşı!». Le ton est monté, et Deniz a été sévèrement battu puis expulsé par la sécurité du bureau. Muni d'un rapport médical, il est allé porter plainte, assisté de l'avocate Eren Keskin. Le 15, le bureau du sous-gouverneur a déposé plainte contre lui... (*Bianet*). Autre rapport, cette fois de Başkale (Van), le 14, où des soldats turcs ont tué Emrah Görür, un civil kurde de 20 ans qui irriguait son champ, et blessé une autre personne. Selon des témoins, Görür a été d'abord étouffé avec un foulard avant d'être exécuté par balle.

L'épidémie de coronavirus ayant montré un certain ralentissement fin mai, la Turquie a engagé une phase de normalisation le 1<sup>er</sup> juin, avec la réouverture de lieux comme les cafés et restaurants et l'allègement des contrôles sur les voyages intérieurs. Mais cela ne signifie pas la fin de l'épidémie. Le virus a continué à se propager, et en particulier au Kurdistan, une des régions les

plus pauvres du pays. Le 1<sup>er</sup> juin, on comptait selon le ministère de la Santé 162.120 cas cumulés et 4.489 décès en Turquie, dont 28 morts et 1.141 nouveaux cas en 24 h. Plusieurs organisations professionnelles, dont celle des médecins, ont appelé à voter des lois sanitaires pour éviter une deuxième vague. Le pouvoir, lui, a continué à utiliser le virus comme prétexte à la répression: le 4 juin, le ministère de l'Intérieur a indiqué que 520 personnes avaient été incarcérées, dont 11 ensuite arrêtées, pour des *posts* «provocateurs» sur les réseaux sociaux et que des poursuites légales ou administratives avaient été lancées contre le nombre incroyable de 496.841 personnes n'ayant pas respecté les mesures anti-coronavirus! Le 10, l'organisation de défense des droits de l'homme *Human Rights Watch* (HRW) a publié une déclaration <https://www.hrw.org/news/2020/06/10/turkey-probes-over-doctors-covid-19-comments#> appelant les autorités turques à cesser les enquêtes contre les responsables des associations médicales de Mardin, Şanlıurfa et Van, accusés depuis mars de «déclarations menaçantes visant à créer la peur et la panique au sein du public». Conséquence, beaucoup de médecins préfèrent s'autocensurer de peur d'être inculpés s'ils informent le public sur la COVID-19. Le 12, les responsables des Chambres médi-

cales de Diyarbakır, Elazığ, Dersim, Bingöl, Urfa et Van ont indiqué que le nombre de nouveaux cas avait recommencé à augmenter depuis la normalisation, une information confirmée le lendemain par le ministre de la Santé Fahrettin Koca, qui a annoncé un record de 1.459 nouveaux cas en 24 h. Le 18, était annoncée la mort de six détenus, sur 72 cas actifs dans les prisons, et le port des masques à l'extérieur était rendu obligatoire dans 50 des 81 provinces du pays (*Bianet*).

En fin de mois, l'inquiétude s'est exprimée ouvertement sur la situation sanitaire au Kurdistan. Le site *Ahval* a dressé le 25 un tableau particulièrement sombre de la situation dans la province de Cizre, où les hôpitaux de différentes villes, Cizre, Silopi et İdil, étaient saturés, surtout depuis les rassemblements liés à l'Aïd, et où au moins 200 maisons étaient placées en quarantaine. La situation se dégrade aussi sur le plan économique, l'épidémie frappant une région déjà sinistrée par les années de guerre. Le président de la Chambre de commerce de Diyarbakır, Mehmet Kaya, tirant les conclusions d'une enquête menée dans la province, a réclamé le 29 un plan d'aide spécifique pour les provinces de l'Est et du Sud-Est – grossièrement le Kurdistan de Turquie. Ce même jour, on comptait dans tout le pays 20.000 cas actifs de COVID-19, plus de 1.000 patients en soins intensifs, et 1.300 nouveaux cas en 24 h...

Parallèlement, les autorités turques ont poursuivi leur répression systématique du HDP. Le 4, deux députés du HDP, Leyla Güven (Hakkari) et Musa Farisoğulları (Diyarbakır), ainsi que le député CHP Enis Berberoğlu, ont été démis de leur mandat lorsque le vice-président

du Parlement Süreyya Sadi Bilgiç a, malgré les protestations, lu en séance la décision de justice les concernant. Güven et Farisoğulları avaient été condamnés à des peines de prison dans l'affaire du KCK (Union des Communautés du Kurdistan), l'acte d'accusation contre Güven mentionnant également son opposition à l'invasion d'Afrin. Berberoğlu avait quant à lui été condamné pour sa participation à la diffusion d'images montrant des livraisons d'armes du MIT à des rebelles syriens. Tous trois ont été rapidement incarcérés, mais Berberoğlu a été placé en résidence surveillée le jour suivant en raison des risques sanitaires, et Güven, ayant déjà purgé six ans de prison pour ces affaires, a été relâchée le 9. Elle a déclaré à *Rûdaw* qu'elle ne comprenait pas comment elle pouvait être privée de son mandat sur la base d'un acte d'accusation préparé par des juges depuis emprisonnés pour terrorisme en raison de leurs liens avec le prédicateur Fethullah Gülen...

Le même jour, la maire HDP de Bismil (Diyarbakır), Cemile Eminoğlu, a également été incarcérée (*Duvar English, Ahval*). Avant son arrestation, Leyla Güven a dénoncé l'opération comme un «coup d'État» visant à couper la politique kurde des bases démocratiques, ajoutant: «Nous sommes confrontés à un fascisme qui vise les tombes, les cadavres et l'existence des Kurdes». À Diyarbakır, de nombreux politiciens et femmes militantes kurdes ont été arrêtés dans des raids policiers les 7 et 8, dont Gülistan Nazlier, de l'association de protection des femmes Rosa et plusieurs responsables locaux du HDP, du DBP et du syndicat DISK, et le 9, six autres personnes ont été arrêtées, dont un conseiller municipal de Bağlar, Vahit Doğru, de plusieurs membres de

l'Association de Soutien aux Familles des Détenus (TUAYDER), dont deux de ses dirigeants, Mehmet Emin Güzel, et Şafi Hayme. Les locaux du TUAYDER ont également été perquisitionnés et selon son épouse, Hayme, elle-même et leur fille ont été frappés et menacés de leurs armes par les policiers durant l'interpellation. Le 8, six autres membres et dirigeants du HDP ainsi qu'une membre de l'association de femmes Rosa et un syndicaliste ont été incarcérés pour «participation à une organisation illégale». Le 22 mai déjà, 18 personnes avaient été incarcérées dans le cadre d'une enquête contre Rosa. Le 17, les co-maires HDP de la commune d'Ipekyolu (Van), Azim Yacan et Şehzade Kurt, révoqués et remplacés par des administrateurs en novembre 2019, ont été condamnés respectivement à sept ans et trois mois et six ans et trois mois de prison pour «appartenance à une organisation illégale». Şehzade Kurt a été libérée avec assignation à résidence. Le 22 tôt le matin, 18 personnes ont été incarcérées à Batman, dont l'ex-co-maire HDP d'İkiköprü, Hatice Taş, démise et remplacée par un administrateur en décembre 2019, ainsi qu'un conseiller municipal et plusieurs employés de la mairie. Parallèlement, l'administrateur nommé pour remplacer le maire de Batman a profité de la rénovation de 49 passages piétons de la ville pour en faire supprimer les indications en kurde. Le même jour, l'ancienne co-maire de Nusaybin, Sara Kaya, destituée en janvier 2017, a été condamnée à 16 ans de prison, notamment pour «participation à une organisation illégale». Le parquet avait demandé la perpétuité... Le 23, les deux co-maires HDP de Sarıcan (Elazığ), Bekir Polat et Canan Tagtekin, ainsi qu'un responsable local du HDP, Mehmet Sari, ont été incarcérés dans un raid policier, tandis que l'armée encerclait

la mairie (*RojInfo*). Le vice-gouverneur a été nommé administrateur.

Le 24, à l'issue d'un grand procès tenu à Malatya où comparaisaient 79 accusés, 68 politiciens et activistes kurdes, dont l'ancien maire de Cizre, Mehmet Zırığ, ont été condamnés à des peines allant jusqu'à dix ans de prison pour «appartenance à une organisation terroriste» (T24). Là encore, l'acte d'accusation avait été préparé par des juges emprisonnés depuis pour leur appartenance au mouvement güleniste... (*Rûdaw*). En fin de mois, près de 70 personnes supplémentaires ont été arrêtées: 24 personnes à Batman, dont les deux co-maires démis d'İkiköprü, Hatice Taş et Osman Karabulut, 5 autres à Pazarcık (Maraş), et 43 à Diyarbakir, pour la plupart des membres du Congrès pour une société démocratique (DTK), dont Rojbin Çetin (*WKI*), qui a été victime lors de son arrestation de violences graves sur lesquelles nous reviendrons plus bas.

Pour réagir à la poursuite de la répression dont il est l'objet, le HDP a décidé d'organiser du 15 au 20 juin une «Marche pour la démocratie et contre le coup d'État» au cours de laquelle deux cortèges partis chacun d'une extrémité du pays se rejoindront à Ankara, après des étapes donnant lieu à autant de rassemblements et de conférences de presse tout au long du chemin. Présentant les détails de l'opération le 11, la co-présidente du HDP Pervin Buldan a annoncé qu'elle prendrait la tête du cortège parti d'Edirne (lieu d'emprisonnement des anciens co-présidents du HDP Figen Yüksekdağ et Selahattin Demirtaş), tandis que celui venu d'Hakkari serait dirigé par son collègue masculin Mithat Sancar. Déclarant que le pouvoir ne parviendrait pas à les

faire reculer dans leur lutte pour la démocratie et la liberté, Buldan a également annoncé la publication d'un document rassemblant les revendications des marcheurs, dont la rédaction d'une nouvelle constitution: «Ce dont la Turquie a le plus besoin maintenant, c'est changer immédiatement cette Constitution qui nie les peuples et restreint les libertés». Dès avant le début de la marche, les gouverneurs de seize provinces qu'elle doit traverser ont interdit les manifestations. Le gouverneur de Tekirdağ a notamment expliqué que la marche menacerait l'ordre public et affaiblirait la lutte de la Turquie contre la pandémie en violant les directives de distanciation sociale... (*Ahval*) Alors que la marche démarrait, le 15, la police a cerné les locaux du HDP à Edirne, et a arrêté des dizaines de participants à Hakkari, Van, Silivri, et Istanbul, faisant parfois usage de gaz lacrymogènes et de canons à eau pour tenter de disperser les rassemblements. Le groupe d'Edirne est arrivé à Ankara après avoir visité Istanbul et Kocaeli. Le groupe de Hakkari a rejoint Ankara en passant par Van, Bitlis, Diyarbakir, Urfa, Antep et Adana. Presque tous les événements organisés au cours de la marche se sont déroulés avec une forte présence policière, et de nombreux marcheurs ont été arrêtés. Durant ces six jours de marche, selon Garo Paylan, député HDP de Diyarbakir, «la force mise en œuvre était pire que jamais: soldats, police, hélicoptères, armes à feu partout»...

Durant ce mois, plusieurs cas de violences policières ou de tortures en prison ont émergé, et notamment l'agression subie lors de son arrestation chez elle par l'ancienne co-maire HDP d'Edremit (Van) Rojbin Çetin. Avant d'entrer dans son appartement à Diyarbakir, la police anti-

terroriste y a envoyé deux chiens qui l'ont mordue aux jambes. Selon les témoignages, elle a ensuite été agressée puis photographiée par les policiers partiellement dévêtue (*Ahval*).

Dans un autre cas, un membre du MHP a publié le 1<sup>er</sup> juin sur son compte *Twitter* la photo d'un homme subissant des tortures dans un commissariat de Diyarbakir. Le barreau de la ville a dénoncé la «politique d'impunité» qui a permis à la torture de devenir pratique courante. Le 18, le ministre de la Justice, répondant à une question posée sept mois plus tôt par député CHP Sezgin Tanrikulu, a indiqué que 396 prisonniers avaient déposé des plaintes pour torture depuis le 1<sup>er</sup> octobre 2019, ajoutant qu'une unité spéciale avait été créée pour examiner ces cas au sein de la Direction des prisons, dépendant de son ministère. Cela n'a pas empêché le président de la Commission des droits de l'homme du parlement, Hakan Çavuşoğlu, quatre jours plus tard, le 22, de répondre à une question parlementaire du député HDP Ömer Gergerlioğlu en déclarant: «Nous constatons avec plaisir qu'il n'y a pas de plaintes pour torture ou coups et blessures dans les établissements pénitentiaires!» Au moins cette question a-t-elle obtenu une réponse, toute insatisfaisante qu'elle soit: au cours de la session parlementaire, le ministre de la Justice n'a répondu qu'à 154 des 3.553 questions parlementaires reçues, ce qui en dit long sur le rôle du parlement... Le 23, la section de Diyarbakir de l'Association de défense des droits de l'homme İHD a publié un rapport où elle indique que dans les dix dernières années, 690 personnes ont fait appel à elle à propos de cas de torture, dont 45% en prison, avec une augmentation en nombre durant les trois dernières années (118

plaintes entre 2010 et 2015, mais 217 pour 2016-2019)... (Bianet) La torture et les violences, notamment celles infligées aux femmes, semblent malheureusement appartenir à la culture étatique turque, comme en témoignent les chiffres publiés récemment par la plate-forme «Nous stopperons les féminicides» (*Kadın Cinayetlerini Durduracağız Platformu* – KCDP), qui concernent aussi bien la Turquie elle-même que les territoires qu'elle

occupe en Syrie: en Turquie en 2019, on comptait au moins 474 femmes tuées, dont plus de la moitié dans des lieux publics, et plus de 146 depuis janvier 2020. Dans les zones occupées en Syrie, elles sont 564. Mais selon l'organisation des droits de l'Homme du nord et de l'est de la Syrie, dans les régions sous occupation turque (Jérablous, Azaz, al-Bab, Afrin, Tal-Abyad et Serêkaniyê), plus de 1.564 femmes ont été exposées à des

exactions allant des enlèvements aux meurtres en passant par des violences physiques et des viols (*Kurdistan au Féminin*).

Enfin, dans un tout autre domaine, le Kurdistan de Turquie a été frappé par trois tremblements de terre ce mois-ci: deux à Bingöl le 14 et le 15, qui ont fait une victime, et un troisième à Van le 25, qui a blessé légèrement cinq personnes et endommagé plusieurs maisons.

## TROIS PUBLICATIONS RÉCENTES



signaler trois projets culturels différents qui ont abouti à des sites internet très différents, mais tous enrichissants.

**Les archives de Radio Erevan.** Durant ces longues années où la langue kurde était totalement interdite en Turquie, les Kurdes de ce pays pouvaient se tourner vers Radio Erevan, *Radyoya Erîvanê*, en Arménie, pour écouter des programmes dans leur langue. Il y avait des actualités mais surtout de la musique traditionnelle. Démarrés dès les années 30, puis fermés à l'époque du stalinisme en 1937, les programmes reprirent en 1955 sous la direction de Casîmê Celîl. Les Kurdes attendaient avec impatience ces 15 mn diffusées trois fois par semaine... Selon le responsable des archives de la radio, Artur Ispiryan, celles-ci contiennent plus de 10.000 enregistrements de chansons populaires kurdes. Une copie des principaux enregistrements est conservée dans les archives de l'Institut kurde de Paris où ils ont été numérisés, nettoyés, répertoriés. Une sélection de ces enregistrements est depuis 2018 diffusée par notre radio web KURD 1.

De son côté, l'Institut culturel germano-kurde (*Deutsch-Kurdisches Kulturinstitut*), après avoir commencé en avril dernier à publier en ligne 900 chansons numérisées provenant de ces archives, vient de les transférer le 26 juin sur un support plus traditionnel: un recueil papier en quatre volumes rassemble la transcription des chants, notes et paroles, grâce au travail accompli durant quatre ans par une équipe dirigée par le musicologue et artiste kurde Cewad Merwanî. Les livres sont accompagnés d'un DVD contenant les chansons.

**Chaîne Youtube du Deutsch-Kurdisches Kulturinstitut:**

<https://www.youtube.com/c/DeutschKurdischesKulturinstitut>

**Page Youtube des chansons numérisées par l'Institut :**

[https://www.youtube.com/playlist?list=OLAK5uy\\_ITujIdEUgvyBUbBB86E\\_ZrM8yBTe4fr-M](https://www.youtube.com/playlist?list=OLAK5uy_ITujIdEUgvyBUbBB86E_ZrM8yBTe4fr-M)

« **Big Village** ». Autre publication, cette fois exclusivement sur le web, le site d'un documentaire cinéma interactif appelé «Gewrede», en kurde, «Grand village», dû à la réalisatrice kurdo-néerlandaise Beri Shalmashi, qui a travaillé en col-

laboration avec l'historien Lyangelo Vasquez. Il ramène à la vie un lieu qui n'existe plus que dans les mémoires des acteurs de la révolution kurde des années 80 en Iran, un village créé par les pechmergas du PDKI qui finit bombardé par l'armée iranienne du régime de Khomeiny.

Le projet est né d'une demande faite à Shalmashi de contribuer à un podcast sur la vie antérieure des réfugiés kurdes. Elle a alors réalisé qu'elle n'avait aucun souvenir de cette période de sa vie (elle était alors juste un bébé) et qu'elle n'avait jamais questionné son père, un ancien cadre du PDKI, à ce propos (sa mère est décédée il y a des années). Elle a alors commencé à poser des questions, à rassembler de la documentation, des séquences de films... Le projet est progressivement devenu ce documentaire interactif où l'on peut trouver interviews, images, cartes, séquences vidéo de l'époque... Shalmashi explique qu'elle n'a pas cherché à réellement recréer le village, mais plutôt à transmettre l'esprit de liberté qu'on y respirait aux nouvelles générations.

On peut suivre le documentaire comme on le ferait dans une salle

de cinéma ou à la télévision, en restant passif. Mais on peut aussi interagir avec le village virtuel en cliquant sur un lieu que l'on souhaite explorer plus précisément...

<https://bigvillagestory.com/en>

**Le patrimoine immatériel syriaque.** Ce troisième site web est l'aboutissement d'un projet visant à sauvegarder le patrimoine immatériel représenté par les pratiques culturelles de la com-

munauté syriaque de la région de Mardin – et d'avertir sur les risques qu'il court. Il met à la disposition du public une grande quantité de documentation sur ce patrimoine, non pas seulement pour le bénéfice des Syriaques eux-mêmes, mais en raison d'une richesse culturelle qui selon les auteurs apporte des bénéfices à toute la région: «La région, appelée *Tur Abdin* dans la tradition syriaque, a abrité une société à caractère multilingue,

multiethnique, multiculturel et multireligieux. Les communautés de cette société comprenaient des musulmans, des chrétiens et des Yézidis, et on y parlait tout au long de l'histoire aussi bien le turc que l'arabe, le kurde et le syriaque». Il s'agit pour les réalisateurs du projet de promouvoir aujourd'hui cet aspect multiculturel face aux menaces qui le guettent.

<https://intangiblesyriac.org/index.php>

---

# Killing of Kurd in Turkey sparks discrimination accusations

**T**hree arrested over fatal stabbing of Barış Çakan in Ankara in row over music

The murder of a 20-year-old Kurdish man in Ankara has launched a wave of accusations of discrimination in Turkey over the mistreatment of the ethnic minority.

Barış Çakan was visiting a park with a friend in Ankara's Etimesgut neighbourhood on Sunday night when he asked three men to turn down the volume of the music playing from their car during the evening call to prayer. The friend told police that an argument ensued and Çakan was stabbed in the heart and killed, according to a statement from the Ankara governor's office on Monday. Three suspects were arrested.

Initial news reports quoted a family member as saying that Çakan had been attacked because he had been listening to Kurdish-language music. While Çakan's father said in later interviews that the assault was not triggered by Kurdish music, the racial overtones of the killing have led to an outpouring of anger on social media, particularly after a friend and another relative stepped forward on Tuesday to say the family had been pressured to cover up the reason for the fight.

Hundreds of messages of solidarity have appeared under the hashtag #BarışÇakan, as well as comparisons with the killing of African American George



High level Turkish officials, including the president, Recep Tayyip Erdoğan, have condemned racist violence in the US. Photograph: Anadolu Agency/Getty Images

Floyd at the hands of US police, which sparked the protests currently raging across the US over institutional racism.

"Those who plant the seeds of hatred and enmity in the public and those who ban even the discourse on peace, this is the result," pro-Kurdish Peoples' Democracy party (HDP) official Meral Daniş Beştaş said in a tweet, referring to the policies of the ruling Justice and Development party (AKP).

The HDP says 45 mayors out of a total of 65 municipalities that the party won in local elections in March 2019 have been removed from office to date, with at least 21 imprisoned over accusations of links to the outlawed militant Kurdistan Workers' party (PKK).

In reaction to Çakan's death, Giran Ozcan, another HDP official,

quoted Martin Luther King Jr with the words "injustice anywhere is a threat to justice everywhere," referencing the killing of both Floyd and Iyad Halak, a Palestinian man with autism who was shot and killed by Israeli police in Jerusalem last week.

Comments from Interior Ministry spokesperson, İsmail Çataklı, who said that the crime was not racially motivated, and that focusing on the racial dynamic is the work of "provocateurs", have also led to allegations of state hypocrisy over the treatment of Turkey's Kurdish population.

Several high-level Turkish officials, including President Recep Tayyip Erdoğan, have issued statements condemning racist violence in the US in the wake of Floyd's killing.

Around one fifth of Turkey's 80 million-strong population

is Kurdish. Since the creation of the modern state in 1923 various Kurdish insurgent groups have fought for independence from Ankara: until the 1990s the language and many cultural practices were outlawed. In Turkey today, Kurds still face widespread discrimination.

The peace process between Erdoğan's government and the PKK broke down by 2015, engulfing the south-east of the country in violence which has killed at least 4,869 people, according to data compiled by the International Crisis Group.

Last week, a library named after Kurdish intellectual Celadet Bedir Khan in the southeastern city of Siirt was demolished and Kurdish-language signage taken down and replaced with Turkish.



1 June, 2020  
By Karwan Faidhi Dri

# KRG confirms 19 coronavirus cases on first day of new lockdown

**ERBIL, Kurdistan Region** — Nineteen new cases of COVID-19 were recorded in the Kurdistan Region on Monday, the first of six days of a new complete lockdown.

Twelve of the new cases were recorded in the Garmiyān administrative area, according to a statement from the Kurdistan Regional Government (KRG) health ministry late Monday. The ministry also confirmed six people had tested positive for the virus in Duhok province, while one more was recorded in Erbil on Monday night.

The KRG's interior ministry imposed a full six-day lockdown on Monday, following the confirmation of over 100 cases of COVID-19 across the Kurdistan Region - the highest single-day total it has ever recorded. According to the decree, all non-emergency travel is prohibited, exempting only media, medical teams and security forces.

The Kurdistan Region has recorded 729 cases of the virus, with 420 recoveries and seven deaths to date, according to a KRG interactive dashboard. Sulaimani looks likely to continue bearing the brunt of the outbreak, with 229 of the Kurdistan Region's 302 active cases located in the province.

Hospitals in Sulaimani are in need of more polymerase chain reaction (PCR) devices, with "more people coming to hospitals" and "showing symptoms," provincial health directorate spokesperson Dr. Yad Naqshbandi told Rudaw on Sunday.

The outbreak has shown such a resurgence in the Kurdistan Region that authorities have had to use "hotels instead of hospitals" to treat patients, KRG health minister Dr. Saman Barzanji said on Sunday.

Iraq as a whole saw its highest ever daily case total recorded



Erbil's downtown market lies deserted after a six-day Kurdistan Region-wide lockdown began on June 1, 2020. Photo: Bilind T. Abdullah / Rudaw

on Monday, with 429 people testing positive for the virus according to an Iraqi health ministry statement including Kurdistan Region figures.

Across the country, ten people died after contracting COVID-19, while 119 people recovered. The capital city of Baghdad, the epicenter of the virus in Iraq, recorded 172 of the new cases.

The all-time high in cases

came as the government eased measures curtailing free movement and shuttering businesses for weeks, damaging an already frail economy. Lockdown measures first introduced in March were eased on May 10, though a nighttime curfew remained in place. Shorter-term, localised lockdowns were implemented after a surge of cases in some Baghdad neighbourhoods last month.

## Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

1 er juin 2020  
By Karwan Faidhi Dri

# 40 Japonnais diplômés de la langue kurde

**JAPON** – Après que l'université de Tokyo a annoncé qu'il y aura des cours de kurde au sein de l'université en 2019/2020. La Turquie était intervenue auprès du gouvernement nippon pour qu'il fasse annuler les cours de kurde, en vain.

En mars dernier, 40 japonais ont reçu leur certificat de première année après avoir suivi les cours de langue kurde lancés en avril 2019.



Le nombre d'étudiants en kurde devrait augmenter pour l'année 2020/2021 car l'intérêt

La presse japonaise avait rapporté qu'Ankara a essayé de bloquer ces cours. Selon

des étudiants japonais pour la langue kurde a u g m e n t e , selon Vakkas Çolak, membre du corps enseignant du département de langue kurde de l'université de Tokyo.

des informations, le ministère turc des affaires étrangères aurait fait pression sur le gouvernement nippon pour annuler les cours de langue kurde.

En Turquie, l'enseignement de la langue kurde est interdite, même dans les écoles des villes kurdes et on assiste régulièrement aux meurtres de Kurdes car ils auraient parlé en kurde ou écouté de la musique kurde



1 June, 2020

## Kurdish man stabbed to death in Turkish capital over music dispute

**A** Kurdish man named Barış Çakan (20) was stabbed in the heart in Etimesgut neighbourhood in Turkey's capital Ankara on Sunday night, and died in the hospital he was taken to.

The initial report by the Mezopotamya news agency, published late Sunday night, quoted Çakan's family as saying the young man had been sitting in a park with his friend when he was targeted because of the Kurdish music they were listening to at the time.

Barış Çakan's cousin was quoted by the agency as saying that other members of the family had been targeted for listening to Kurdish music before.

The police have since detained three suspects.

A statement by the Ankara Governorate disputed the reports and said the claims aimed to provoke tension.

The incident happened "when

the deceased and his friend warned the suspects because they were listening to loud music in a car and disturbing the neighbours during evening prayers, contrary to the claims," the governorate said.

"(Some people) are hostile to everything about Kurds! This hostility will be what ends you. You are fascists!" Kurdish parliamentarian Remziye Tosun said in a tweet on Sunday, based on the initial reports.

"Are you happy now, Süleyman Soyulu?" another Kurdish parliamentarian, Hüseyin Kaçmaz, asked Turkey's interior minister in a tweet, to which Soyulu's adviser Burak Gültekin responded.

Supporting the governorate's statement, Gültekin said the fight had broken out over loud music from a car, and had nothing to do with the language of the music.

"Related authorities will press



(Updates with statement from state officials and the family)

charges against you for openly inciting hatred and animosity," Gültekin said.

"Those who put forth this claim are provocateurs who have abused this issue for years," Interior Ministry Spokesman İsmail Çatakli said in a statement.

The same cousin, Doğan Çakan, later told left-wing newspaper Evrensel that the young man had been preparing for his evening prayers when a friend called him downstairs, and that the incident had nothing to do with Kurdish music.

"I don't know why he went. But when they went there, his friend apparently warned some people in a car, for playing loud music. Then the people in the car attacked them," Doğan Çakan told Evrensel.

Kurds in Turkey, the country's largest ethnic minority, representing around 20 percent of the population, have for decades been denied basic rights including education in their mother tongue by governments that viewed expressions of Kurdish identity as a threat. Several Turkish citizens have been targeted in hate crimes for speaking Kurdish.



1 June, 2020

## Photos of mistreatment by Turkish police leaked to social media

**E** mre Soyulu, adviser to Nationalist Movement Party (MHP) deputy Olcay Kılavuz, on Sunday posted to his twitter account photographs showing a man being tortured in a police station in the southeastern Diyarbakır province.

"The traitor dog who martyred our valiant police officer is in the loving arms of security forces," Soyulu said in a since deleted tweet.

First one of the two photographs Soyulu shared showed a man, identified by the initials M.E.C., in a police van, hands

cuffed behind his back, as he was detained over the killing of one police officer a day before. In the second photograph, M.E.C. is seen stripped naked on the floor, with a foot on his back and three onlookers present in the room.

"There can be no exception for

the crime of torture, which has been prohibited in absolute terms in national and international legislation, under any circumstances," the Diyarbakır Bar Association said in a press release. "Policies of impunity have turned torture and mistreatment into a judicial and administrative practice."

The pro-Kurdish Peoples' Democratic Party called for an immediate investigation on "members of the security forces who openly committed the crime of torture, categorised among crimes against humanity, and those who exhibited the crime" in a statement.

"The perpetrator (who martyred officer Atakan Arslan) M.E.C. was put in a police vehicle with his hands cuffed in the front," a statement by the Diyarbakır Governorate said. "During transport, the suspect took out a razor blade and attacked our officers on duty."

"Enemies of the nation don't stop their manipulations, naturally we continue with our explanations," Interior Ministry spokesman İsmail Çataklı said in a tweet where he shared a press release on the matter.

"We refuse the debate on a police murderer started strangely by those who did not offer con-



dolences for our soldiers and police officers martyred in the weekend," Çataklı's statement said.

Çataklı touted Turkey's zero-tolerance policy against torture and said Committee for the Prevention of Torture reports found no torture in Turkey in 2017 and 2019.

The detained man had been stripped naked for a detailed search because of the razor blade found on his person, and the officers had used proportionate force, Çataklı said.

Interior Minister Süleyman Soylu had attended Atakan Arslan's funeral in person on

Sunday.

The United Nations special rapporteur on torture, Nils Melzer, said in a 2018 report that in the immediate aftermath of the coup attempt on July 15, 2016, torture and other forms of ill treatment had been widespread, particularly in the period immediately after arrest.

Organisations including Human Rights Watch (HRW) have reported on torture and abuse in Turkish jails and prisons, particularly following the coup attempt in 2016. According to the reports, in the immediate aftermath of the attempt, torture and other forms of ill treatment had been wide-

spread, particularly in the period immediately after detention.

A 2017 HRW report included details of police beating and threatening detainees with sexual assault and rape in order to obtain confessions of membership to terrorist organisations.

"Continued allegations of torture, ill-treatment, and cruel and inhuman or degrading treatment in police custody and prison and the lack of any meaningful investigation into them remained a deep concern," the HRW said in a 2019 report.

Allegations of torture in police custody against Kurds have been on the rise since the collapse of a peace process between Turkey and the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK) in 2015. A HDP statement from 2019 mentioned repeated strip searches in custody and a detainee "tortured so badly that he can hardly walk."



1 June, 2020  
By Nurcan Baysal

## War and destruction have crushed hope in Sur

In the heart of Diyarbakır, the largest city in Turkey's predominantly Kurdish southeast, lies the ancient district of Sur. The fortress encircling the district, and the gardens just beyond the walls, are a UNESCO World Heritage Site, while over 1,500 buildings in Sur have been labelled historic and are protected by law.

In late 2015, however, the Turkish military entered with tanks and troops to root out Kurdish militants, which led to widespread destruction of buildings and displacement of residents. The authorities followed up with curfews and a vast reconstruction plan.

After months of quarantine, I was in Sur again last week. I met with the muhtar, head of the district, first. The crowd on the main

streets fades as we enter side streets. A few people are seen in the narrow parts of Sur. Children are playing in puddles on the streets.

I was walking with the muhtar and talking about the district's needs. At that moment, a woman who saw us passing came out of her house and shouted fiercely: "Muhtar, solve the drug issue!"

Then I learned that the previous night a flashbang had gone off in the neighbourhood.

Drug use and prostitution have become widespread in Sur's empty houses and someone had attacked one of these places with a flashbang to chase away the people inside.

"Drug use has become wide-



spread, we do not know what to do," the muhtar said.

People are nervous and there has been a large-scale migration out of Sur. The number of households living in each neighbourhood in the district has decreased by half in the last four to five years. After calming the woman, we continued to Alipaşa - another historic neighbourhood that no longer ex-

ists. The construction of strange villas in the area - part of the urban transformation to replace properties damaged or destroyed three years ago from the fighting - is now finished.

The villas are separated from the poor part of Sur by steel barriers. Next to the barriers, there is a family living in a tent that I have known for a long time. "You are still here?" I said.

«I will not go anywhere until they give me back my house," the man said, and swore. His little son played with a plastic truck next to the barriers, oblivious to anything else.

I learned that the social services directorate has provided bread and food aid during the coronavirus pandemic. "Nurcan, you know I have been the muhtar here for more than 20 years, those who seek help apply to us. Before, only women or children would come to

us. For the first time, men are coming too this year, asking for help. The situation is really bad," the muhtar said.

Despite the beautiful, promising graffiti on the walls and new cafes that open every day, a terrible poverty can be felt in Sur. This poverty is accompanied by great despair.

I went to another neighbourhood, Melikahmet. I stopped by the coppermiths, I was their first customer of the day. From there, I went to the spice shop. More than

half of the shops are open, but they are generally empty - there are no customers.

I went to the carpet seller that I have known for years. He also complained about the rise in drug use.

"We have let the problems happen by ignoring them for many years. Now, things go unsolved by saying that it is 'not the time'," he said.

Going to Sur now gives me a great sorrow. The beautiful narrow

streets where I grew up are empty. Sur is hurt, Sur is alone, Sur is abandoned.

Then, I went to the street where I watched a blocked-off area secretly without leaving Sur. I sat on a rock. I looked at the destroyed district once again. A woman came, and she crouched on the stone next to me. Obviously, her heart hurt. "I lost hope," she said.

"This war and destruction lasted so long, and now hope is gone."



1er juin 2020

## La déclaration des Femmes Déplacées d'Afrin

Voici la déclaration des Femmes déplacées d'Afrin que nous a envoyée notre amie Gulistan Sido, depuis le Rojava. Nous la publions dans son intégralité.

À l'attention de M. António Guterres, Secrétaire-Général des Nations Unies

À l'attention de Mme Michelle Bachelet, Haut commissaire des Nations Unies pour les droits humains

À l'attention de M. Paulo Pinheiro, président de la Commission d'enquête internationale indépendante sur la République arabe syrienne

Des vidéos et des photos de séries de crimes et de violations de droits commis par les autorités d'occupation turque et des groupes armés affiliés qui leur sont loyaux dans ce qu'il est convenu d'appeler "l'armée nationale syrienne", récemment divulguées par les mercenaires eux-mêmes, révèlent que ces groupes détiennent des douzaines de femmes kurdes dans un centre militaire et leur inflige des violences.

Cette preuve visuelle s'ajoute

à des douzaines de rapports quotidiens et d'informations concernant les crimes et les exactions commises par des groupes armés suivant les instructions des autorités d'occupation turque, et sert de confirmation additionnelle du comportement de terreur imposé sur la région depuis son occupation par la Turquie. Ces pratiques extra-légales ne tiennent pas compte d'un minimum de considération pour l'humanité et la morale et sont couvertes par un silence honteux de la part d'instruments internationaux.

Ces factions armées ne possèdent pas la moindre légitimité en droit et servent d'instrument à Ankara afin d'occuper Afrin et en déplacer 80% des habitants kurdes d'origine. Le reste de ces résidents sont détenus dans une vaste prison où ils sont soumis à l'imposition d'amendes, au vol, à l'emprisonnement, à la torture, aux enlèvements et au meurtre.

Les pratiques des groupes armés contre les femmes kurdes sont en violation ouverte de toute les lois internationales et de toutes les normes sociales, et ne diffèrent en rien des pratiques de DAESH consistant à réduire



les femmes en esclavage, bafouant leur dignité et les soumettant à des traitements brutaux.

Ce qui se passe à Afrin viole le droit naturel de l'être humain à la vie, ainsi qu'un nombre de lois internationales, y compris les suivantes :

– La déclaration universelle des droits de l'homme adoptée à Paris le 10 décembre 1948 dans laquelle il est dit à l'article 5 que "nul ne sera soumis à la torture, ni à des peines ou traitements cruels, inhumains ou dégradants." À l'article 9: "Nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé." À l'article 12: "Nul ne sera l'objet d'immixtions arbitraires dans sa vie privée, sa famille, son domicile ou sa correspondance, ni d'atteintes à son honneur et à sa

réputation. Toute personne a droit à la protection de la loi contre de telles immixtions ou de telles atteintes."

– L'article 7 du Statut de Rome définit en tant que crimes contre l'humanité sujets à peines sous la loi internationale, l'emprisonnement, la torture, la réduction à l'esclavage et toute forme de violence contre les femmes et leur honneur.

– L'article 27 de la Convention de Genève déclare que "les personnes protégées ont droit, en toutes circonstances, au respect de leur personne, de leur honneur, de leurs droits familiaux, de leurs convictions et pratiques religieuses, ainsi que de leurs us et coutumes." La convention contient des articles et des dispositions inter-

disant les traitements cruels et les attaques contre la dignité personnelle.

– La déclaration de l'Assemblée générale des Nations Unies en 1974 concernant la protection des femmes et des enfants.

– Les principes de la Déclaration internationale sur l'élimination de la violence faite aux femmes (1993)

– Les recommandations du Haut Commissariat des Na-

tions Unies dans la Convention sur le Statut des Femmes.

Au vu de l'ensemble des articles cités ci-haut, nous demandons à la communauté internationale et aux instruments internationaux appropriés :

1.D'agir immédiatement pour mettre fin aux violations qui se produisent depuis plus de deux ans à Afrin, de révéler le sort fait aux femmes kurdes emprisonnées dans les centres de détention des factions armées

loyales à l'occupation turque, et de libérer ces femmes immédiatement.

2.De mettre sur pied un comité international d'enquête avec le pouvoir de poursuivre les auteurs des crimes qu'ils ont commis, comprenant le meurtre, les enlèvements, et la torture des femmes kurdes à Afrin.

3.Permettre à des réseaux de presse fiables d'entrer dans la région d'Afrin afin de fournir une information objective et vé-

ridique sur l'amère réalité imposée aux populations autochtones qui y sont encore.

4.Mettre fin à l'occupation turque, expulser les groupes extrémistes et assurer le retour de façon sûre et digne aux personnes chassées de leurs terres.

5.Classer au rang de groupes terroristes les groupes armés contrôlant Afrin, en se fondant sur leur comportement.

## Kurdistan au féminin

1er juin 2020

Le Kurdistan à travers le regard féminin

# Il y a 37 ans, 59 jeunes Kurdes étaient enlevés et exécutés par le régime iranien

**RAN / ROJHILAT** – Dans le cadre de la politique de guerre de la République islamique d'Iran, le 2 juin 1983, le régime a exécuté 59 jeunes Kurdes, dont certains avaient moins de 18 ans, dans la ville de Mahabad. Leur seul crime était d'être kurdes.

Des témoins ont déclaré que des hommes en civil se sont déversés dans la ville tôt le matin et ont capturé les étudiants kurdes sur le chemin de l'école. Ils ne sont jamais rentrés chez eux et leurs corps ont disparu. Un énième crime resté impuni, comme tous les crimes visant les Kurdes dans les quatre parties du Kurdistan divisé entre la Turquie, l'Iran, l'Irak et la Syrie...

Depuis l'établissement de la République islamique à la suite de la déclaration du Jihad (guerre sainte) de l'Ayatollah Khomeini contre le peuple kurde, le régime a poursuivi sa guerre militaire, économique, culturelle, sociale et psychologique massive contre le peuple kurde jusqu'à ce jour. En conséquence, des centaines de villages kurdes ont été détruits au cours des dix premières années de la guerre de la République islamique contre le peuple kurde. Après cela, le régime a commencé à répandre systé-



matiquement les stupéfiants, la drogue chez les jeunes.

En parallèle à la destruction de la société kurde par la drogue etc., le régime iranien les condamne à la pauvreté en empêchant les Kurdes de travailler, d'exploiter leurs richesses naturelles qui sont pillées par l'Etat iranien.

La nature du Kurdistan de l'Est (Rojhilat) est détruite par le pillage de la forêt et la militarisation de tous les villages et villes.

Les Kurdes sont privés de leurs droits fondamentaux et vivent sous la domination des forces militaires iraniennes. Pour l'exemple : il y a plus de mercenaires et de soldats au Kurdistan que d'enseignants et de médecins.

Les 59 personnes exécutées sont :

1. Abbas Hosseinpour
2. Abbas Yousefi

3. Abdollah Tahriyan
4. Aboubakr Shokri
5. Ahmad Kahroubi
6. Ali Abade
7. Ali Baneiyen
8. Ali Baziyen
9. Ali Ghaware
10. Ali Golparast
11. Ali Mazna
12. Ali Salahi
13. Feridoun Shanga
14. Gholamreza Barezi
15. Hamed Mahmoud Kando
16. Hasan Jahani
17. Hasan Rahmadian
18. Hejar Karimi
19. Homayon Niloufari
20. Hossein Kalhori
21. Ibrahim Amini
22. Inshallah Naderi
23. Kamal Chawshini
24. Kamal Karimi
25. Kamran Zaher Hejazi
26. Karim Kaveh
27. Karim Rahimian
28. Kazem Khatooni
29. Khaled Rahim Azar
30. Khaled Safayi
31. Khalegh Barzani
32. Khezzer Rangin

33. Maghsoud Mahmoudi
34. Mahmoud Rizeyi
35. Mansour Janah
36. Mohamad Farough Baziar
37. Mohammad Aboubakri
38. Mohammad Amin ahmadi
39. Mohammad Hosseini
40. Mohammad Mashoodi
41. Mohammad Olyayi
42. Mohammad Salimi
43. Mohamman Amin Safa
44. Molla Hasan Lajavardi
45. Mostafa Faghri
46. Mostafa Ismati
47. Rahman Khezerpour
48. Rahman Rahimi
49. Saleh Farhoudi
50. Saleh Mam Ibrahim
51. Seyed Ibrahim Ahmadi
52. Seyed Mahmood Seyed Mahmoudi
53. Shokri Naderi
54. Siyamak Saghezi
55. Soleiman Hasanzadeh
56. Vafa Elyasi
57. Yousef Ayazi
58. Yousef Habibpanah
59. Yousef Hasanzadeh

Kurdistan au féminin 2 juin 2020

Le Kurdistan à travers le regard féminin

## ROJAVA. L'occupation turque brûle les champs et les habitations à Tal Tamr

L'armée d'occupation turque et ses mercenaires islamistes ont lancé une attaque d'artillerie depuis la colline d'Amiriya, située sur l'auto-route M4, au sud-ouest de Til Temir (Tal Tamr), incendiant les champs de céréales dans les villages d'Amiriya, Arbihin et Lalan.

Ahmed Ibrahim, un habitant du village de Gozaliya a déclaré; «L'incendie a éclaté près de la base des troupes turques et s'est propagé à d'autres villages. Les maisons et les arbres (...) ont pris feu.»

Ibrahim a déclaré que les envahisseurs visaient les civils qui tentent d'éteindre le feu. (ANF)

Les incendies criminels des forces turco-islamistes visant les champs de céréales au Rojava menacent la sécurité alimentaire d'une région vivant sous l'embargo depuis des années. Les incendies criminels font partie de la guerre contre le nord et l'est de la Syrie et sont utilisés par la Turquie comme méthode de politique d'expulsion systématique et de nettoyage ethnique. Déjà, pendant l'occupation du canton



SYRIE / ROJAVA – Les forces d'occupation poursuivent leurs attaques contre les civils en incendiant leurs maisons et leurs champs.

kurde d'Afrin il y a deux ans, on a vu la Turquie mettre en place cette politique de destruction systématique de l'économie de la région.

Kurdistan au féminin 02 juin 2020

Le Kurdistan à travers le regard féminin

## Le politicien kurde, Muhsin Melik commémoré lors du 26ème anniversaire de son assassinat

TURQUIE / BAKUR – URFA – 26 ans après le meurtre du politicien kurde Muhsin Melik et son ami Mehmet Ayyıldız, leurs meurtriers n'ont toujours pas été retrouvés. Le frère de Melik a déclaré que son frère n'avait pas peur, il n'avait pas abandonné la lutte et c'est pourquoi il a été assassiné.

26 ans se sont écoulés depuis la mort du politicien kurde Muhsin Melik et de son ami et chauffeur Mehmet Ayyıldız, par des « inconnus » à Urfa le 2 juin 1994. Cependant, malgré tout ce temps, les assassins de Melik et Ayyıldız n'ont pas été identifiés, ni jugés. La « justice » turque a abandonné l'affaire prétextant le délai d'expiration pour un crime qu'elle qualifie étant l'oeuvre d'« auteurs inconnus » alors même que dans les années 1990 des centaines de politiciens et d'hommes d'affaires kurdes étaient enlevés et assassinés par les paramilitaires turcs.

### Qui était Muhsin Melik

Melik, né en 1951 dans le village central d'Urapoku (Açmalı) d'Urfa, installé à Diyarbakır dès 1968, a été emprisonné deux fois et libéré après 2 mois de détention à la prison de Diyarbakır pour avoir participé aux funérailles de Vedat Aydın, un politicien kurde assassiné à Diyarbakır. Ce temps carcéral constitue un tournant dans la vie de Melik et devient le point de départ de la lutte qui couvrira toute sa vie.

### Une vie dédiée à la lutte politique

Lorsque les calendriers montrent les années 90, le problème kurde devient un sujet brûlant en Turquie. Lorsque le Parti social-démocrate populaire (Soyal demokrat Halk Partisi – SHP) expulse 7 députés kurdes, Melik élu SHP dans la ville d'Urfa, quitte le parti et co-fonde le Parti du travail du peuple



(Halkın Emek Partisi, HEP). Puis au sein du Parti de la démocratie (Demokrasi Partisi – DEP) et du Parti de la démocratie du peuple (Halkın Demokrasi Partisi -HADEP), fermés à plusieurs reprises en raison de leurs activités politiques. (Tous ces partis dits « kurdes » ont été fermés les uns après les autres par l'Etat turc qui a toujours refusé aux Kurdes le droit à faire de la politique. En raison de ses activités politiques et de ses discours, de nombreux procès ont intentés contre Melik.

### Muhsin Melik recevait des menaces de morts

Notant que son frère avait un esprit combatif, son frère Faruk Melik a déclaré que qu'il avait été arrêté à ce moment-là et soumis à de nombreuses pressions. Melik a déclaré que son frère avait participé aux funérailles de Vedat Aydın : « Ils les ont arrêtés et emprisonnés à Diyarbakır (Amed). Après son emprisonnement, il est d'abord devenu député d'Urfa de l'alliance du Parti social-démocrate

populaire (Sosyal demokrat Halk Partisi – SHP). (...) On a essayé de le kidnapper plusieurs fois, sans succès. Il a alors été menacé. Il a signalé aux autorités turques de la région qu'il était poursuivi et menacé. Il a demandé un permis d'armes à feu parce qu'il était menacé. Cependant, aucune licence d'armes à feu ne lui a été accordée. »

#### Il a vu ses assassins

Alors que Melik quittait son domicile le matin du 2 juin 1994, la veille de l'enlèvement de Buldan, on a ouvert le feu contre son véhicule. Alors que son chauffeur, Mehmet Ayyıldız, est

décédé sur les lieux, Melik, gravement blessé, est décédé à l'hôpital où il a été transféré. Melik raconte à ses amis qu'ils connaissent les auteurs de l'attaque juste avant de mourir : « Je connais personnellement les assassins. Parce qu'ils me surveillaient depuis longtemps. Ce sont des gens que j'ai rencontrés plusieurs fois. Ceux qui nous ont abattus sont des membres en civil de l'équipe de police qui m'a surveillé auparavant. »

#### \* Qu'est-ce que JITEM ?

Selon l'Association des droits de l'Homme (IHD), entre 1992 et 1996, 792 disparitions forcées et

meurtres – commis par les escadrons de la mort de JITEM – ont été signalés dans les régions kurdes de la Turquie.

JITEM est le nom du service de renseignements de la gendarmerie turque. JITEM est l'abréviation de Jandarma İstihbarat ve Terörle Mücadele (service de renseignements et anti terrorisme de la gendarmerie).

Le JITEM a été actif dans le conflit kurde en Turquie. Après le scandale de Susurluk, les anciens premiers ministres Bülent Ecevit et Mesut Yılmaz ont confirmé l'existence de JITEM. Selon Murat Belge de l'Université Bilgi d'Istanbul, qui a rapporté avoir été torturé en 1971 par son fondateur, Veli

Küçük, JITEM est une incarnation de l'Etat profond. En d'autres termes, il est utilisé par « l'Establishment » pour faire respecter des intérêts nationaux présumés, ainsi que par l'aile militaire de l'Ergenekon, une organisation nationaliste turque clandestine. En 2008, les dénégations officielles de l'existence de JITEM ont commencé à s'effondrer devant les tribunaux, comme en témoignent les anciens membres de l'appareil de sécurité « d'Etat profond » turc qui ont participé à des activités secrètes et illégales au cours des dernières décennies dans le cadre de l'enquête Ergenekon. (Wikipedia)



June 2, 2020

## Turkish-backed Syrian militias routinely commit human rights abuses in northern Syria – op-ed

**T**urkish-backed Syrian militias have committed systematic human rights abuses in northern Syria, most recently the kidnapping of women and children, the Jerusalem Post said in an op-ed on Tuesday.

“Hundreds of women have been reportedly kidnapped, which appears to be a systematic campaign to kidnap and disappear Kurdish and minority women,” the Israeli newspaper said.

The Hamza Division, one of the Turkish-backed rebel groups controlling the once Kurdish-majority district of Afrin, reportedly abducted and held women inside its secret prison, falling victim to human rights violations, including rape and forced marriages, it said, citing news outlet Kurdistan 24.

The Kurdish-led Autonomous Administration of North and



East of Syria, de facto autonomous region in northeastern Syria, has called for an international investigation into the kidnappings.

“So far, the U.N. and other groups devoted to human rights have not documented the recent allegations of systematic kidnapping of women and use of secret prisons to hold them, or what crimes may have been committed against them,” the Jerusalem Post said.

Turkey in Jan. 2018 declared a military offensive into Afrin, a mainly Kurdish populated canton cut off from the rest of

Kurdish-held territory. After a two-month offensive against Kurdish militia, Turkish troops and Turkey-backed Free Syrian Army took control of the enclave's main town in March 2018.

The operation led to the displacement of 300,000 Christians, Yazidis, and Kurds in what the Jerusalem Post called “ethnic cleansing reminiscent of the Balkan conflicts of the 1990s”.

Following an in-depth investigation into life in Afrin under Turkish military occupation, Amnesty International in August 2018, said Turkish forces

have been giving Syrian armed groups free rein to commit serious human rights abuses against civilians in Afrin.

Human Rights Watch documented in April 2018 that Syrian armed groups were looting and destroying civilian property in Afrin and surrounding villages, exacerbating the plight of civilians.

“Turkey has systematically resettled mostly Arab refugees in Kurdish homes, hoping to stoke tensions between Kurds and Arabs while encouraging the rebel groups it backs to embrace extremist religious ideology that labels Kurds ‘atheists’ and ‘infidels,’” it said, citing reports that the Kurdish population of Afrin had dropped from 90 percent to some 30 percent.

The article drew parallels between the actions of the Turkish-backed militias and the

Islamic State (ISIS), an Islamist militant group that once controlled large swaths of Syria and Iraq.

“The end result of kidnapping women is to create a kind of Islamist far-right state similar

to ISIS where women cannot walk alone or leave their homes without fear of assault and kidnapping,” the Jerusalem Post said.

“Shrines of the Yazidi faith have also been destroyed and desecrated, similar to how

ISIS destroyed them in Iraq. The targeting of women will also continue, because there are no strong groups to prevent it or any authorities that enforce the protection of women’s rights in Turkish areas of control.”

However, Turkey will not rein in allied Syrian militias as Ankara “has no desire to antagonise its allies on the ground”, it said.



2 Juin 2020

## L'eau n'est pas une arme, l'eau c'est la vie !

Une campagne intitulée « De l'eau pour le Rojava » a été lancée il y a deux semaines dans le but de lever des fonds pour aider les coopératives de femmes et les municipalités locales du Rojava et d'autres régions du nord-est de la Syrie.

Lancée par la Solidarity Economy Association, ONG basée à Londres, en partenariat avec plusieurs autres organisations humanitaires et écologistes, la campagne « De l'Eau pour le Rojava » vise à collecter 100 000 livres sterling pour financer les infrastructures hydrauliques du nord-est de la Syrie.

Dans la présentation de la campagne, les initiateurs expliquent que le Rojava, où est en place depuis 2012 un système d'auto-administration résolument démocratique dans lequel toutes les composantes de la population sont représentées, est aujourd'hui confronté à de grands dangers. La région doit faire face, en effet, à la guerre et à la pénurie d'eau, ces deux menaces étant liées, puisque la Turquie utilise l'eau comme une arme de guerre contre les Kurdes : « En 2015, la Turquie a commencé à utiliser l'eau comme une arme contre le Rojava en contenant le flux des cours d'eau qui coulent de la Turquie vers la Syrie, à travers les barrages qu'elle a construits au cours des vingt dernières années. » Le problème de l'eau s'est en-



core aggravé à partir d'octobre 2019, avec la prise et l'occupation de la région de Serêkaniyê par la Turquie, soulignent les auteurs de la campagne, précisant que la station d'Alouk située dans cette région approvisionne en eau près d'un demi-million de personnes, dans la région de Hassaké. Cette station a été prise pour cible le premier jour de l'invasion. Elle a été réparée par la suite, mais mise hors service ensuite à plusieurs reprises.

« Depuis le début de l'invasion de Serêkaniyê, indique encore la campagne, les forces militaires turques et leurs alliés n'ont cessé d'attaquer les infrastructures hydrauliques, d'incendier les vergers nouvellement plantés et d'endiguer les cours d'eau qui four-

nissent à la Syrie la majeure partie de l'eau douce et de l'électricité. Des centaines de milliers de personnes sont actuellement privées d'eau potable sûre et fiable. »

Comme le précise la campagne, cette situation est aggravée par la menace de Covid-19, l'accès à l'eau étant « plus vital que jamais en période de pandémie ». Elle cite à cet égard la déclaration de Michael Page, directeur adjoint de Human Rights Watch (HRW) pour le Moyen-Orient, concernant les mises à l'arrêt de la station d'Alouk par la Turquie : « Au milieu d'une pandémie mondiale qui surcharge des systèmes de gouvernance et d'infrastructure sophistiqués, les autorités turques ont coupé l'approvisionnement en eau des régions les plus vulnérables en Syrie. »

ables en Syrie. »

Les fonds récoltés sont destinés à aider les coopératives de femmes et les communautés démocratiques du Rojava dans la réalisation des projets tels que la réparation des infrastructures endommagées par les bombardements. L'argent collecté sera également utilisé pour creuser des puits et construire des pompes à eau dans les camps de réfugiés ainsi que pour financer des projets à long terme tels que des systèmes coopératifs d'irrigation agricole et des initiatives de nettoyage des rivières.

Pour plus d'informations sur la campagne:

<https://www.crowdfunder.co.uk/water-for-rojava>.

## Osman Kavala : « Ma détention peut être prolongée indéfiniment »

**E**mprisonné sans réel fondement depuis le 18 octobre 2017, l'homme d'affaires et mécène turc estime que son cas ternit l'image de la justice de son pays.

Incarcéré depuis 2017, l'homme d'affaires Osman Kavala est une personnalité respectée du monde de la culture en Turquie et au-delà. C'est en grande partie grâce à sa fondation qu'il a été possible par le passé de débattre publiquement du génocide des Arméniens en 1915, de la question kurde ou des droits des personnes LGBT. Ce rare espace de liberté s'est vite refermé après la tentative de putsch du 15 juillet 2016, qui a servi de prétexte à une vaste purge des intellectuels, des magistrats, des universitaires.

Accusé d'avoir cherché à « renverser le gouvernement », ce géant de 63 ans aux bleus perçants et au sourire débonnaire n'a pourtant rien d'un agitateur. Les charges qui pèsent contre lui sont tellement inconsistantes que les juges l'ont acquitté lors de son dernier procès au mois de février. Mais avant même de pouvoir quitter la prison, il a été placé en garde à vue dans le cadre d'une nouvelle accusation.

Son acquittement a tellement déplu en haut lieu que les trois juges qui l'avaient prononcé ont été poursuivis en justice. Une façon de rappeler à l'ensemble du corps judiciaire qu'il n'est qu'un jouet aux mains de l'exécutif. Il a répondu par écrit aux questions du « Monde » depuis la prison de haute sécurité de Silivri, à la périphérie d'Istanbul.

Quelles sont vos conditions de détention à la prison de haute sécurité de Silivri ?

Je suis dans une cellule individuelle avec des toilettes à l'intérieur. Le lit et la table occupent environ un tiers de la cellule. Je passe la plus grande partie du temps assis, à la table située à côté de la fenêtre, à lire, à réfléchir et un peu à écrire. A cette occa-

sion, j'ai relu des romans classiques. Tout à fait par hasard, je lisais *La Peste*, d'Albert Camus, au début de l'épidémie due au coronavirus.

Le petit écran de la télé est aussi sur ma table. Les images que je vois me donnent une impression de déjà-vu par rapport au roman de Camus. Je regarde les informations et les débats sur des chaînes indépendantes. La chaîne publique TRT 2 passe aussi des films de qualité. Le fait de regarder depuis ma cellule le film *Le Havre* dirigé par Aki Kaurismäki [2011] m'a fait du bien. Je ne dirais pas la même chose des films d'Andreï Tarkovski.

Je reçois aussi des journaux. Comme je ne peux accéder à la presse étrangère, la publication par le journal *Cumhuriyet* de la traduction en turc du Monde diplomatique a été très bénéfique pour moi.

Dans la journée, je peux avoir accès à une petite cour que je partage avec mon voisin. Deux fois par jour, nous marchons ensemble dans cette cour. En marchant, nous essayons de regarder les mouettes qui volent au-dessus de nous. Nous contemplons les nuages. Ces derniers temps, l'endroit est devenu plus animé. Les moineaux ont installé leurs nids en haut des murs. Bientôt, leurs petits vont naître. Ecouter leurs gazouillis, observer les mouvements des mâles et des femelles autour des nids sont des moments privilégiés. Eux aussi se sont habitués à nous. Quand nous sortons dans la cour, ils comprennent que le moment de voler est venu. Ils commencent alors à planer vers le bas. Grâce à tout ça, notre lien avec la nature n'éprouve pas de coupure. Si vous ajoutez la lessive, la vaisselle, le ménage, etc., cela fait pas mal d'activités. Le temps passe sans trop de difficultés, à condition de ne pas penser en permanence à ce qui vous arrive et à tout ce que vous auriez pu faire si vous étiez en liberté.

Des cas de coronavirus ont été détectés dans la prison de Silivri. Êtes-vous inquiet pour votre santé ?

Des mesures sérieuses ont été prises. Pour empêcher le contact avec l'extérieur, les visites familiales ont été supprimées. Le personnel pénitentiaire est confiné en prison durant deux semaines, par roulement. La prison de Silivri est un vaste complexe pénitentiaire. Des cas de contamination ont été observés dans les quartiers où les prisonniers sont nombreux. Nous, nous sommes dans la prison de haute sécurité, il n'y a pas de surpeuplement et les risques de contamination sont moindres. Je suis seul dans ma cellule. Je ne pense pas être exposé à un risque élevé. Mais, malgré tout, je ne peux pas être autant en sécurité qu'à la maison.

En raison des risques posés par l'épidémie, le gouvernement a proclamé récemment une loi d'amnistie pour 90 000 prisonniers de droit commun. Les prisonniers de conscience, comme vous, n'ont pas pu en bénéficier. Que nous dit cette loi sur la mentalité des autorités ?

Comme vous savez, les « crimes contre l'Etat » ont été exclus de la loi permettant des libérations anticipées. Parmi les condamnés selon ce chef d'accusation, il y a des personnes qui ont participé à la tentative de coup d'Etat du 15 juillet 2016, des militants du PKK [Parti des travailleurs du Kurdistan, interdit en Turquie] ou de l'[organisation] Etat islamique. Il y a aussi des gens accusés d'avoir aidé une organisation terroriste sans en être membres. Si ces personnes avaient eu droit à un procès équitable, elles auraient dû être acquittées, dans la mesure où il n'y a aucune preuve de leur participation à aucune action violente que ce soit. Et il y a aussi des gens comme moi, arrêtés sans que le caractère illégal de

leurs activités, par ailleurs sans rapport avec la politique, n'ait jamais pu être démontré.

Juger que ces personnes sont plus dangereuses pour la société que des meurtriers, estimer qu'il est moins important de protéger leurs vies face à l'épidémie de Covid-19, c'est inquiétant, tant sur le plan éthique que du point de vue de la justice. Je crois que cette pratique reflète une conception aléatoire du droit.

organisation révolutionnaire. Pourquoi un tel acharnement de la part des autorités turques ?

Certaines des activités de défense de la société civile que j'ai poursuivies, notamment celles concernant les Kurdes et les Arméniens, ainsi que mes contacts au niveau international, ont pu être perçus comme gênants. Mais cela ne justifie pas la persistance dans le non-droit. Alors que les élections [présidentielle et législatives, prévues pour 2023] auront lieu dans trois ans, les autorités cherchent avant tout à lancer des accusations. Les protestataires de Gezi [première grande manifestation anti-Erdogan, violemment réprimée au printemps 2013] et le CHP [le Parti républicain du peuple, kémaliste, premier parti d'opposition] sont décrits comme des putschistes, dont le but est de servir les intérêts des puissances étrangères.

Les protestations de Gezi ont été de bien plus courte durée que le mouvement des « gilets jaunes » en France. De plus, au moment du Gezi, les réflexes de résistance contre la police ont été minimes. Mais, si je comprends, le gouvernement juge utile de développer un récit selon lequel les protestations de Gezi étaient un complot ourdi de l'étranger pour le renverser. Exprimé plusieurs fois par le président de la République, ce récit repose exclusivement sur la présomption suivante : [le milliardaire américain] George Soros aurait financé ces protestations par mon intermédiaire.

Je crois que le président de la République ne veut pas que ce récit soit affaibli par le fait que les tribunaux n'arrivent pas à trouver de preuves concrètes qui le confirment. Selon lui, il l'a dit, les juges qui ont décidé de mon acquittement n'ont pas fait leur travail convenablement ! La CEDH [Cour européenne des droits de l'homme] a jugé que la décision de me maintenir en prison était politique. Il est possible que le président de la République estime que cette décision de la CEDH est un geste hostile contre son gouvernement.

### Qu'est-ce que la Turquie peut gagner en vous maintenant en prison ?

Je crois que le gouvernement lui-même comprend que la poursuite de ma détention, avec une série d'accusations plus absurdes les unes que les autres, ternit l'image de la justice. La tolérance, voire l'encouragement à de telles pratiques, fragilise l'attachement des juges aux principes universels du droit et aux valeurs éthiques. A cause de ces encouragements, les juges se croient libérés de l'obligation de justifier leurs décisions par des arguments rationnels.



Le mécène turc Osman Kavala, en 2014 à Bruxelles, au Parlement européen. Wiktor Dabkowski/picture-alliance/dpa/AP Images

Les lois sont, de fait, interprétées et appliquées selon une conception de la justice guidée par des priorités politiques, sans rapport avec les normes établies dans notre Constitution et dans la Convention européenne des droits de l'homme. Ceux qui poursuivent de telles pratiques veulent donner l'impression d'être dans la légitimité.

La CEDH a demandé à plusieurs reprises votre libération. La Turquie, pays membre du Conseil de l'Europe, pourra-t-elle encore longtemps ignorer les arrêts des juges de Strasbourg ?

Si je comprends bien, la stratégie poursuivie à mon égard ne consiste pas à récuser directement la décision de la CEDH. En inventant de nouvelles accusations, les autorités insinuent qu'elles échappent au champ d'application de la décision des juges de Strasbourg et la vident de son sens. Cette stratégie ressemble aux efforts des avocats des grandes firmes commerciales, qui usent et abusent des failles juridiques pour échapper à certaines sanctions ou obligations.

Je ne m'attends pas à être condamné à de lourdes peines à la fin de ces manipulations juri-

diques. Mais ma détention, contraire au droit, peut être prolongée indéfiniment. Une situation similaire a eu lieu en Azerbaïdjan. Le militant des droits de l'homme Ilgar Mammadov a obtenu in fine sa libération, mais est resté quatre ans en prison, malgré les décisions de la CEDH.

### LE PROFIL OSMAN KAVALA

Incarcéré depuis 2017, l'homme d'affaires de 63 ans est une personnalité respectée du monde de la culture en Turquie et au-delà. C'est en grande partie grâce à ce philanthrope et à sa fondation Anadolu Kültür qu'il a été possible, jusqu'en 2015, de débattre publiquement du génocide des Arméniens en 1915, de la question kurde ou des droits des personnes LGBT. Ce rare espace de liberté s'est refermé après la tentative de putsch du 15 juillet 2016, qui a servi de prétexte à une purge des intellectuels, magistrats et universitaires.



June 3, 2020

## Turkish prison officials censoring Kurdish politician Demirtaş's letters, says wife

Prison officials in Turkey's northwestern province of Edirne have censored letters sent by Selahattin Demirtaş, co-chair of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), his wife Başak Demirtaş said on Wednesday. Başak shared photos on social media of what appeared to be redacted letters penned by the politician, along with a caption asking the Justice Ministry, "What's next?" "In person visits have been shelved. Nor are there means to have a video call. And now censorship," she wrote. The former HDP co-chair has

been jailed since November 2016 over a string of terror-related charges, including links to the outlawed Kurdistan Workers' Party (PKK), which has waged an armed struggle for Kurdish self-rule in Turkey since 1984. The Turkish government accuses the HDP of sympathizing with and acting in the interest of the PKK and has carried out a years-long crackdown on the political party. Moreover, Ankara has refused to comply with a ruling from the European Court of Human Rights (ECHR) demanding Demirtaş's release.



In 2018, the ECHR ruled that Demirtaş's confinement without new evidence would amount to continued violations of Article 46 of the European

Convention on Human Rights. Demirtaş faces dozens of charges which, if combined, could exceed 140 years in prison sentences.



June 03, 2020  
By Laurie Mylroie

## COVID-19 spikes again in Iran, with regional implications

WASHINGTON DC (Kurdistan 24) – For two successive days, senior officials from the Ministry of Health in Iran have warned of a spike in coronavirus infections in their country.

The spike in Iranian cases has implications for the Kurdistan Region, as well as Iraq, almost certainly contributing to the rise that they have each seen in their own coronavirus cases.

On Tuesday, the spokesman for Iran's Ministry of Health, Dr. Kianoush Jahanpour, announced that 3,117 new cases of the coronavirus had been discovered over the past 24 hours. That represents the highest number of new infections since April 1, when the virus was close to its peak in Iran.

Iran's Health Minister, Saeed Namaki, similarly warned of a second wave striking the country. "Not only is corona not finished, we might also get a dangerous peak at any moment," Namaki said on Monday.

Further addressing the issue on Tuesday, Namaki explained that contrary to earlier beliefs, warmer weather did not block the spread of the virus.

"The same thing that we witnessed in Gilan and Qom," where the virus first emerged in Iran in mid-February, "is now happening in the warmer southern provinces," he said.

Namaki also stressed that all people, regardless of their age, were vulnerable. "The virus is infecting the young and old," he affirmed.

The Reasons why COVID-19 is spiking again in Iran

Two causes for Iran's increased infection rates have been cited. One is that the population has become careless, thinking the danger has passed or otherwise heedless of the risk.

"Two days ago, I was in Mashad," Namaki said in an earlier television interview. "Social distancing is not observed. People are not wearing masks" and "what I saw was appalling," before warning of the virus' resurgence, as Radio Farda reported.

The second reason for the spike in Iranian coronavirus cases is economic. Iranian President Hassan Rouhani has pushed, largely successfully, for a reopening of the Iranian economy, despite opposition from health ministry officials.

Already in April, as the number of coronavirus cases dropped, Iran "began easing some restrictions such as local bazaars and shopping malls," The Wall Street Journal explained on Tuesday, as it reported on the rise in Iranian infections.

"This past weekend, the government gave permission for all state employees to return to work and allowed gyms to reopen, removing most of the restrictions on businesses," the Journal continued. "Mosques across the country, some of which had been allowed to perform Friday prayers, are now permitted to hold daily congregations."

Of course, the result has been a renewed upsurge in Iran's coronavirus cases.

Regional and Ethnic Variations in COVID-19 Infections

COVID-19 has caused more



People in face masks at a subway station in Tehran, Iran. (Photo: Xinhua/REX/Shutterstock)

harm to Iran's ethnic minorities than to Iran's Persian population, as Ramin Jabbarli and Brenda Shaffer explained in a Middle East Institute paper, entitled, "COVID-19: Hitting Iran's minorities harder."

They attribute that to the fact that minorities tend to live in Iran's outlying border provinces, where people are poorer and the health infrastructure inferior to that in the country's Persian center.

On Tuesday, the spokesman for Iran's Health Ministry suggested as much. In his daily briefing, Jahanpour explained that the coronavirus outbreak in six provinces, including West and East Azerbaijan Provinces, in the north, and Khuzestan Province in the south, was particularly worrisome.

The southern area of West Azerbaijan Province borders the Kurdistan Region. While the province is predominantly Azeri Turkish, roughly one quarter of the population is Kurdish.

Roughly a quarter of Iran's southern Khuzestan Province is Arab, and it borders Iraq's Basra province.

In their paper, published al-

ready on April 19, Jabbarli and Shaffer warned that because Iran's ethnic minorities have higher rates of the virus and tend to live in Iran's border areas, "reopening Iran's borders will likely facilitate COVID-19 dissemination regionally."

The Consequence of Reopening Border Crossings with Iran

In an article entitled, "Iraq reopens 2 border crossings to help boost battered Iranian economy," Al-Monitor explained that a week before, Rouhani had called Iraq's new Prime Minister, Mustafa al-Kadhimi, "asking him to accelerate the procedures for reopening the border between the two countries for trade."

"Two of five Iranian-Iraqi border crossings" have reopened "for both goods and individuals to the benefit of Iran's sanctions and coronavirus-hit economy, and of Iraqis in the south and in the KRG-run north," Al-Monitor reported on May 18.

The incubation period for the coronavirus is roughly three to 14 days. It was a little over 14 days later, when Iraq and the Kurdistan Region each began to report their own spikes in coronavirus cases.

Indeed, as Kurdistan 24 just reported, "On Tuesday, the federal Iraqi Ministry of Health announced its highest numbers yet of new daily infections of the coronavirus since the beginning of its spread throughout the country, while the ministry's counterpart in the autonomous Kurdistan Region confirmed that its own current uptick is continuing as well."

Figures from the Kurdistan Regional Government (KRG) are particularly telling, as the KRG's Health Ministry breaks its statistics down by the area in which the new infections occur.

According to figures that the Health Ministry released on Monday, 102 of the 104 new coronavirus cases in the Kurd-

istan Region were in Sulaimani province, which borders Iran. Of those 102 cases in Sulaimani, fully half – 51 – occurred in Penjwin, a town lying on a major highway, just five miles from a designated border crossing between Iran and Iraq.

Kurdish officials are, doubtless, well aware of this problem, but the public may not be—those

who travel to Iran, do so at their peril. The country, particularly the border areas, has a high rate of coronavirus infections.

And, as this analysis suggests, one of the most vital steps in controlling the spread of the coronavirus in the Kurdistan Region, as well as Iraq, is to monitor and control the traffic from Iran.



June 3, 2020  
By Hiwa Shilani

## COVID-19: Iraq records major surge with 781 new cases and 21 deaths

**E**RBIL (Kurdistan 24) – On Wednesday, the Iraqi Ministry of Health and Environment announced 21 deaths caused by the coronavirus and 781 new cases, yet again breaking record daily figures of infections since the highly-contagious disease was first recorded inside the borders of the embattled nation.

The ministry said in a statement that 8,585 individuals had been tested for COVID-19 by federal health workers in the previous 24 hours with results for 781 of them coming back positive. The total number of confirmed infections has increased to 8,168, 256 of which have been fatal. Nearly 4,100 individuals are reported as having recovered, leaving 3,817 active cases, 46 of which are being treated at intensive care wards.

The numbers do not include the most recent tests conducted in the autonomous Kurdistan Region, which has its own health ministry. Since regional health officials typically announce results later in the day than their federal counterparts in Baghdad, the region's numbers are usually



Women wear protective face masks to guard against the coronavirus while walking on the street in Iraq's Babil province, Feb. 27, 2020. (Photo: Reuters/Essam al-Sudani)

added to the following day's national tally.

For two successive days, senior officials from the Ministry of Health in neighboring Iran have warned of a spike in coronavirus infections in their country, almost certainly contributing to the recent rise in cases throughout Iraq and the Kurdistan Region.

Another statement released on Wednesday by the Iraqi Mini-

stry of Interior called on the public to follow curfews and other health restrictions now in place.

"The various sectors of the ministry continue to implement total lockdown measures and we urge citizens to strictly abide by the curfew and not go out into the streets and markets except when absolutely necessary," the statement read, adding, "All citizens must take the warnings of the Mini-

stry of Health very seriously and not add to the risk of increasing infections, and further pressure the health system in the country."

It concluded, "The Ministry of Interior will continue to carry out its duties without complacency or leniency since health security is the responsibility of everyone: citizens, health authorities, and security services."

## Three opposition deputies stripped of MP statuses in Turkey

**T**wo lawmakers of the Kurdish issue-focused Peoples' Democratic Party (HDP) and one main opposition Republican People's Party (CHP) deputy were stripped of their statuses as members of parliament on June 4.

HDP lawmakers Leyla Güven and Musa Farisoğulları and CHP deputy Enis Berberoğlu were stripped of their statuses when Deputy Parliament Speaker Süreyya Sadi Bilgiç read court ruling on the three politicians amid protests from the parties' seats.

Both Güven and Farisoğulları were tried in the main Kurdistan Communities Union (KCK) case and were handed six and nine years in prison, respectively.

HDP deputies are often accused of having links to the Kurdistan Workers' Party (PKK). A number of its deputies were stripped of their statuses in the past and scores of HDP members, including former lawmakers, are currently imprisoned.

Berberoğlu was sentenced to five years and 10 months in jail in the case into a story on National Intelligence Agency (MİT) trucks filled with weapons bound for Syria in early 2014. He was accused of providing footage of the trucks to journalist Can Dündar and was arrested.

Turkey's Court of Cassation approved the conviction of Berberoğlu in 2018, while postponing the execution of the five-year jail sentence due to his status as a member of parliament.

While the final court rulings were issued way earlier, no



From L to R: Enis Berberoğlu, Leyla Güven, Musa Farisoğulları.

steps were taken by the government to strip them of their statuses until June 4.

Before Bilgiç read the rulings, CHP Group Deputy Chair Engin Altay said, "Don't read them," adding that it's unconstitutional.

He also said that stripping deputies of their statuses is a coup against people's will.

After Bilgiç read the rulings, deputies chanted slogans against fascism and the ruling Justice and Development Party (AKP). They also slammed the AKP for being "putschists."

The lawmakers chanted, "The AKP is the enemy of democracy."

HDP Group Deputy Chairwoman Meral Daniş Beştaş said that the judges and prosecutors of the main KCK case were tried and imprisoned over membership of the organiza-

tion of the U.S.-based Islamic preacher Fethullah Gülen, which is officially called the Fethullahist Terrorist Organization (FETÖ).

AKP deputy Ravza Kavakçı Kan attempted to approach Beştaş during her speech.

CHP deputy Onursal Adıgüzel made similar remarks, saying that the move is "a proof of the continuation of FETÖ's coup at the hands of the AKP."

The Gülen movement, an ally-turned-foe of President Recep Tayyip Erdoğan and the AKP, is the believed mastermind of the July 15, 2016 attempted takeover.

While the move came as a surprise to both the CHP and the HDP, lawmakers of the Nationalist Movement Party (MHP), a staunch ally of the AKP, reportedly knew about the issue earlier.

MHP deputies were told to attend the parliament session "because an important issue will be discussed," Birgün daily reported on June 4.

Commenting on the issue, Berberoğlu said that he wasn't surprised, adding that he will hand himself to authorities for his remaining sentence, which is 18 months in jail.

CHP leader Kemal Kılıçdaroğlu slammed stripping Berberoğlu of his status, saying that the move is a result of the ongoing July 20, 2016 civilian coup process.

Kılıçdaroğlu was referring to the day that the state of emergency was declared following the July 15, 2016 failed coup attempt. While the emergency rule lasted for two years, which was marred by human rights abuses, the CHP says that the unlawful practices are still ongoing.

## Roland Marchal :

# « La soumission accrue de la justice iranienne aux gardiens de la révolution renforce son arbitraire et sa politisation »

Libéré le 20 mars, le chercheur appelle dans une tribune au « Monde » à ne pas oublier les universitaires étrangers incarcérés, dont sa collègue, la Franco-Iranienne Fariba Adelkhah.

**F**ariba Adelkhah, détenue depuis un an ce 5 juin, vient d'être condamnée à six ans de prison. Près d'une vingtaine d'autres universitaires – surtout des binationaux – sont aujourd'hui emprisonnés en Iran, eux aussi pour des motifs essentiellement politiques. Sans parler ici d'autres pays du Golfe, de l'Égypte, de la Chine...

Le cas de Fariba Adelkhah est exemplaire à plusieurs titres. Anthropologue, elle a publié sur son pays depuis trois décennies, faisant face à plusieurs reprises à des interrogatoires en Iran. Pourtant, c'est seulement en 2019, comme la grande majorité de ses collègues aujourd'hui en prison, qu'elle a été mise en détention et que des accusations graves ont été émises contre elle.

Cette situation, contemporaine des effets les plus dévastateurs des sanctions américaines sur la population plus que sur la survie du régime, soulève des questions importantes. D'une part sur la vulnérabilité juridique des universitaires qui tentent de faire leur métier dans ce pays. De l'autre sur le système judiciaire iranien et une soumission accrue aux gardiens de la révolution qui renforce son arbitraire et sa politisation.

### Le coût d'un tel choix

Indépendamment des contextes particuliers de ces arrestations, l'actuelle répression contre ces universitaires, et Fariba en particulier, souligne combien le contrôle de l'information et l'affaiblissement

des liens universitaires ou de production de connaissances avec les pays européens et démocratiques deviennent des priorités pour certains secteurs du régime dans un moment où les attentes de la société iranienne se radicalisent et où les alliances géopolitiques montrent leur limite.

Dans ce contexte, quelles réponses peuvent venir du monde universitaire, qui par définition n'aspire à aucun pouvoir et est résolu à laisser les acteurs politiques et sociaux se déterminer par eux-mêmes ? Une première piste est offerte par la position de Fariba Adelkhah : cette dernière se refuse à tout accord qui ne lui reconnaîtrait pas son statut d'universitaire binationale, iranienne et française. Elle veut recouvrer ses notes de terrain et son ordinateur, symboles d'une identité professionnelle que les gardiens de la révolution lui contestent. Elle veut être ce qu'elle a toujours été : profondément iranienne, mais aussi française. Le coût d'un tel choix est élevé pour elle. Elle n'a plus guère d'espoir sur les suites du processus judiciaire et estime que sa détention va se poursuivre. Elle y voit le prix à payer pour ne perdre ni son honneur de femme et de chercheuse ni la confiance de tous ceux qui, notamment en Iran et en Afghanistan, l'ont côtoyée ou ont travaillé avec elle.

Une autre piste serait d'inciter une partie des services de renseignement et de sécurité d'Iran (et de bien d'autres pays) à ne plus considérer a priori les chercheurs comme des espions potentiels, qu'un simple

changement de politique transformerait en opérateurs actifs. L'idéal serait de définir à l'échelle internationale des droits et des tolérances spécifiques pour les universitaires comme il en existe, même s'ils ne sont pas strictement codifiés, pour les journalistes.

Pour cela, il faudrait que les gardiens de la révolution et leurs homologues ailleurs cessent d'emprisonner de façon préemptive les universitaires pour ensuite construire des dossiers d'accusation ou, faute d'y parvenir, estimer sur la base d'une détention qui a trop duré que ces chercheurs ne peuvent être simplement relâchés innocents. Il s'agit moins de protéger une corporation que de travailler à un changement d'approche, de promouvoir des stratégies d'enquête moins obsidionales, en gageant que ces évolutions aideraient rapidement tous nos collègues iraniens trop souvent malmenés puis leurs concitoyens tant le but ultime en Iran et ailleurs est la garantie à tout un chacun de ses droits constitutionnels.

### Un système inique

Pour aller dans une telle direction, dans un moment où les classes dirigeantes iraniennes sont tétanisées par les risques de déstabilisation et les sanctions, il faut un interlocuteur international exigeant et crédible. L'Union européenne ou une coalition de pays européens peut-elle jouer un tel rôle ? Tel n'a pas été le cas jusqu'à aujourd'hui.

Emprisonné pendant neuf mois et demi à la prison d'Évin, je

sais combien je suis redevable à Emmanuel Macron et à la diplomatie française de ma libération. Depuis mon retour en France, je sais aussi, grâce à mes conversations avec des parents de collègues détenus, que nombre de pays qui constituent aux yeux de mes anciens geôliers l'Occident ne partagent pas la position française et restent fondamentalement indifférents à ces arrestations en se focalisant sur des dimensions jugées plus stratégiques. La rhétorique guerrière et les imprécations assorties de sanctions ont montré leurs limites et suggèrent qu'il faudrait plutôt redonner vie et vigueur à une diplomatie réaliste consciente du passé, au dialogue et à la construction de la confiance.

Cette démarche, indubitablement, créera des oppositions en Iran, mais aussi en Europe, tant la confusion entre intérêts nationaux et alliances régionales rend une démarche cohérente périlleuse. Pour moi, simple citoyen et chercheur, une évidence inébranlable demeure. Neuf mois et demi de ma vie m'ont été volés par un système inique. Fariba Adelkhah, dans des circonstances encore plus douloureuses, a déjà passé un an privée de tout ce qui lui est cher, et sa détention semble devoir durer. Nous ne sommes pas les seuls sacrifiés de cette situation. Pourquoi, alors, en accepter la pérennisation ?

Roland Marchal est chercheur CNRS/Sciences Po, détenu à la prison d'Évin à Téhéran en Iran, du 5 juin 2019 au 20 mars 2020.



June 4, 2020

## Rojava's wheat farmers face tough choices under economic crunch

ERBIL, Kurdistan Region — Syria's contentious M4 Highway reopening to commercial traffic has given Kurdish farmers access to new buyers during harvest season.

But with every economic choice in Syria comes a political choice, as hard times have pressured farmers to reluctantly begin selling their grain to areas under the control of the Assad regime.

"We've worked from autumn until now. We're poor." Mohammed Kheir, a wheat farmer in Qamishli told Rudaw. "Whoever gives us more money, we sell it to them."

Skyrocketing inflation has made life especially difficult for many Syrians this year. The value of the Syrian pound has plummeted in recent months, crashing from nearly 1,200 per US dollar in January to now trading for up to almost 2,000 Syrian pounds per dollar in some off-market currency exchanges.



"One kilogram of wheat gets 400 Syrian pounds, and one dollar is equal to nearly 2000 Syrian pounds," farmer Ibrahim Beri told Rudaw.

Kurdish farmers say they are reluctant to do business with the Syrian regime, but it's no contest given that the Autonomous Administration of North and East Syria (NES) pays less, offering just 315 Syrian pounds per kilogram.

"Current prices are not favorable

to farmers," Sheikh Mus Khelo, another farmer told Rudaw, adding that at these rates farmers can't even recoup the investment spent on planting.

Last year, the NES bought about 550,000 tons of wheat from Syrian farmers – just over half of the one million tons produced in northeast Syria, known to Kurds as Rojava, in 2019.

Facing a growing food shortage, Damascus has planned to buy

more wheat from Kurdish-controlled areas, budgeting 450 billion Syrian pounds to fill the domestic demand with products from farmers in the area.

The Autonomous Administration of North and East Syria (NES) started buying wheat from farmers in Deir ez-Zor and Raqqqa last month, and has already bought 22,000 tons of wheat.

But with 2020's economy shrinking severely amid a global economic crisis brought on by the global coronavirus pandemic, it is expected that farmers will produce just 800,000 tons of wheat this year.

The NES says it will be putting an extra tax on wheat being exported to regime areas, in order to discourage farmers from selling off all of the region's supply, even though the higher demand brings higher prices. But Beri, the farmer concurs: "whoever gives us more, that's who I'm going to sell to."



June 5, 2020

By Wladimir Van Wilgenburg

## Dutch prosecution seeks 3-year sentence for Dutch Kurd who fought ISIS in Syria with YPG medical unit

ERBIL (Kurdistan 24) – The Dutch Public Prosecution Service on Thursday told a criminal court that it was seeking a sentence of three years in prison for a Dutch Kurd who in 2016 served as a volunteer for the People's Protection Units' (YPG) in Syria during as part of operations against the Islamic State.

Prosecutors have charged the Dutch citizen, known as Devin, with "preparation for murder or manslaughter in Syria and/or Iraq."

"We emphasize that it is forbidden to travel to a conflict area for armed struggle, especially if you join a jihadist group like ISIS," the Dutch prosecution argued during the trial, as reported by the Dutch news agency AD.

However, the Dutch prosecution also argued that the law also applies to those who join a group like the YPG that fight the Islamic State and are widely seen by the majority of the Dutch public as a positive force in Syria.

"But I do assume that the suspect did indeed go to help people. He didn't go there to join a sniper unit, for example," the prosecutor was quoted during the trial by AD. Devin's lawyer asked the judge to acquit his client or dismiss the case entirely, arguing, "There is no criminal intent."

Devin earlier told AD he was part of the YPG's Tactical Medical Unit (TMU) during the battle for the control of Tabqa Dam. "I wanted to help people, fighters and civilians. I didn't want to kill people, every-

body can do that," he said.

"I carried a gun, you can see that on a lot of pictures. I also put those on Facebook. But that was for self-defense if IS (Islamic State) would attack the medical unit."

"I didn't need the gun to fight. Nevertheless, I was shot at by snipers," he claimed.

Devin, now 30, says he is surprised by the sentence sought by the prosecution.

"I am shocked by this demand," he told Kurdistan 24. "The prosecution also doesn't have concrete evidence and nothing is concrete. They only took a few pictures from my own Facebook [page] and a quote from John Hardin about the TMU in which he says it's plausible that the medical unit participated in active combat."

"But this is plain nonsense and not evidence. There are ISIS fighters that get lower (sentencing) recommendations. According to Devon, the Dutch prosecution wants to make him

into an example "so they want to sentence me, regardless of the facts, if I committed what they claim."

The court is scheduled to give its final verdict on June 18.

Macer Gifford, a British former YPG volunteer who also was a member of the same medical unit and has since written a book about his experiences in Syria expressed solidarity with the Dutch fighter on Twitter.

."He went to Syria to help people,

to resist ISIS and to show the world that internationalism is alive and well. It is absurd to harass and threaten him when thousands of ISIS fighters are waiting to come back to Europe».

This is not the first time a Dutch citizen who has returned to the Netherlands after fighting against the Islamic State has been arrested or faced trial for doing so. This is despite the fact that the YPG and its volunteers are supported by the US-led Coalition against the Islamic State, of which, since its founding, the Netherlands has been a member.

Although Dutch ground forces have conducted no missions in Syria, the European nation's military has provided air support there to troops fighting the Islamic State.

In 2016, the Dutch Public Prosecution Service withdrew a case against the most well-known Dutch YPG volunteer, Jitse Akse, due to a lack of evidence. Another Dutch volunteer known by the name Andok was arrested last year by Dutch police for being suspected of "participating in armed combat,"



June 5, 2020  
By Wladimir Van Wilgenburg

## Iran: Coronavirus Death Toll in 325 Cities Is More Than 49,500

Despite the 10-day closure of offices and guilds in Ahvaz, five other hospitals forced to accept Coronavirus patients. Ahvaz Fire Department reports that 52 firefighters have contracted Coronavirus

The regime's Health Ministry announced that the provinces of Hormozgan, Kurdistan, Kerman, Kermanshah, Bushehr, and East and West Azerbaijan have alarmingly status.

The People's Mojahedin Organization of Iran (PMOI / MEK) announced on Friday, June 5, 2020, that the Coronavirus death toll in 325 cities across Iran had passed 49,500. The number of victims in Khuzestan is 3,860, Qom 3,585, Sistan and Baluchestan 1,635, Lorestan 1,650, East Azerbaijan 1,640, West Azerbaijan 1,360, Bushehr 450.

The spokesman for the Health Ministry said today, "The situation in Khuzestan is still red ... The provinces of Hormozgan, Kurdistan, Kerman, Kermanshah, and Bushehr, as well as East and West Azerbaijan, are on alert."

"Calamity will strike us at the last minute. Coronavirus is not over. It may surprise us again at any moment," Rouhani's Health Minister told the State TV yesterday. The Qods force news agency, Tas-

nim, wrote, "These days, we are witnessing the second outbreak of Coronavirus in 10 provinces around the country. Khuzestan, East Azerbaijan, Hormozgan, Sistan and Baluchestan, Gilan, Lorestan, Kurdistan, Bushehr, Mazandaran, and Hamedan have witnessed a growing trend of infection and patients in hospitals in recent days."

In Khuzestan Province, the spokesperson for Ahvaz University of Medical Sciences was quoted by Aftab news yesterday as saying that the number of new infections in the past 24 hours was 792, the highest in recent weeks. Head of the public relations office of the University of Medical Sciences in Abadan said all sections of Ayatollah Taleghani Hospital had been allocated to Coronavirus patients. Ahvaz Fire Department reported the infection of 52 firefighters, according to IRGC mouthpiece, Javan, today. State-run Rouydad-24 wrote yesterday, "Ahvaz Hospital capacity designated for Coronavirus patients is full. Medical Sciences University hospital in Ahvaz was forced to accept patients in five new hospitals in the city. Khuzestan has the third-highest slum population. These people have no choice other than escaping from being quarantine to try to make ends meet any way possible. One-fourth of those newly infected daily in the country in the

past two weeks are from the Province. Despite a 10-day lockdown of all offices and high-risk businesses, this trend is still on the rise.

In Fars Province, vice-president of Shiraz University of Medical Sciences told Javan yesterday, "In the past 24 hours, we have faced a dramatic and unprecedented rise [in infections] .... The number of those infected in the Province has reached 6,397." Dr. Hadi Motalebi, an infectious diseases specialist in Shiraz, was quoted by IRNA yesterday as saying, "This week, the number of those infected daily has seen a three-digit upward trend. We only had these many hospitalizations in one period, at the peak of the Coronavirus outbreak in the country during the Nowruz holidays. We can confidently say that alarm bells are sounding. The situation awaiting us is a bad one."

According to the state TV network, the head of the public relations office of the University of Medical Sciences in Kermanshah, said yesterday, "By identifying 235 new patients with Coronavirus as of last night, the number of patients in Kermanshah Province reached 5,752."

In Sistan and Baluchestan Province, Health Vice-president of Iranshahr University of Medical

Sciences told the state-run daily, Hamshahri, yesterday, "As of this morning, the number of definite patients with Covid-19 in the region of Iranshahr University of Medical Sciences has increased to 634. Six citizens of Dalgan, died last night, who tested positive for Coronavirus."

Yesterday, Javan daily, quoted the vice-president of the University of Medical Sciences in Hormozgan as saying, "With another 206 cases of Coronavirus disease, the number of patients in the Province has increased to 4,686. In the last two weeks, a very critical and fragile situation has emerged such that if the (protocols) and restrictions in place are not seriously observed, we will face a great challenge next week."

The same daily quoted the President of the University of Medical Sciences in West Azerbaijan, today, as saying, "In the past month, the number of Coronavirus patients in Mahabad has been rising steeply and alarmingly."

In Bushehr, the president of the University of Medical Sciences told the Tasnim news agency, "The prevalence of the virus and infection with the Coronavirus in Bushehr Province is on the rise. Bushehr Province is in a state of serious warning."

# Le gaz au centre de l'engagement militaire turc en Libye

Faïez Sarraj, le chef du gouvernement libyen d'accord national, a rendu visite, jeudi, à son protecteur, le président Erdogan, à Ankara

C'est une visite de gratitude que Faïez Sarraj, le chef du gouvernement libyen d'accord national (GAN) reconnu par les Nations unies, a rendue, jeudi 4 juin à Ankara, à son protecteur, le président turc, Recep Tayyip Erdogan.

Grâce au soutien militaire turc, les forces du GAN ont pris le dessus sur l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal dissident Khalifa Haftar, stoppées net dans leur tentative de conquérir Tripoli. Mercredi, les forces progouvernementales se sont emparées de l'aéroport international de Tripoli, repris à l'ANL. Ce gain du GAN est le plus significatif depuis la prise de la base aérienne d'Al-Watiya, une place forte de l'ANL au sud-ouest de Tripoli.

Le revers essuyé par Haftar intervient après que l'ONU a annoncé la reprise des pourparlers entre les belligérants. La veille de la visite de Faïez Sarraj à Ankara, son adjoint, Ahmed Miitig, ainsi que le ministre des affaires étrangères du GAN, Mohamed Siyala, étaient reçus en Russie. A Moscou, le ministre russe des affaires étrangères, Sergueï Lavrov, a souligné la « nécessité d'une reprise des pourparlers » entre les deux camps.

## Empêcher la « vente illégale » de pétrole

Une éventualité que le président Erdogan semble écarter pour le moment. « Nous ne nous associons pas à la table des négociations avec Haftar », a-t-il prévenu, jeudi, qualifiant le maréchal de « putschiste », invitant



Le président turc, Recep Tayyip Erdogan, et le chef du gouvernement libyen d'accord national (GAN) Faïez Sarraj, lors de leur rencontre à Ankara, le 4 juin. HANDOUT / AFP

la communauté internationale à empêcher la « vente illégale » de pétrole sur les marchés internationaux.

Galvanisé par les gains militaires de son allié du GAN, le président turc entend récolter les fruits de son investissement. Les richesses énergétiques sont un élément-clé de l'engagement turc en Libye. Ankara a intensifié son soutien militaire au GAN en décembre 2019, après avoir signé, avec le gouvernement de Tripoli, un pacte de coopération militaire assorti d'un accord de démarcation maritime.

Par le biais de ce pacte, la Turquie s'arroge des droits de forage d'hydrocarbures dans la Méditerranée orientale, un projet que la Grèce, Chypre, l'Egypte, les Emirats arabes unis et la France ont condamné, le jugeant illégal. En mai, ces pays ont publié une déclaration commune condamnant les actions de la Turquie. A son tour, Ankara a qualifié ces pays d'« alliance du mal », accusant la France d'en être « le patron ».

Aux côtés de Faïez Sarraj jeudi, le président Erdogan a réitéré

l'importance de la coopération énergétique. En vertu de l'accord maritime signé avec le gouvernement de Tripoli en novembre 2019, la Turquie a prévenu qu'elle allait mener, dès juillet, de nouvelles activités de forage dans les zones de la Méditerranée orientale qu'elle s'est arrogées, renforçant ainsi les tensions avec la Grèce.

Déjà alarmé par les forages turcs à proximité de Chypre, Athènes est irrité par la perspective de nouvelles activités exploratoires turques, cette fois autour de la Crète et de Rhodes.

## Un nouveau point chaud

L'Union européenne a également dénoncé des forages qu'elle juge « illégaux », menaçant Ankara de sanctions. « Nous appelons la Turquie à cesser de forer dans les zones où se trouvent la ZEE [zone économique exclusive] ou les eaux territoriales de Chypre et de la Grèce », a déclaré, jeudi, Josep Borrell, le haut représentant de l'UE pour les affaires étrangères et la politique de sécurité.

Depuis la découverte de champs gaziers importants pour Chypre, Israël et l'Egypte, la Méditerranée orientale est devenue un nouveau point chaud. Se sentant exclu du partage des ressources énergétiques, le gouvernement turc fait monter la pression.

Les revendications maritimes turques sont énoncées dans une doctrine militaire connue sous le nom de « patrie bleue » (Mavi Vatan). L'idée d'une Turquie attachée à projeter sa puissance non seulement en Méditerranée mais aussi dans l'Égée et la mer Noire y est exaltée.

Caressée par les cercles militaires anti-occidentaux, devenus puissants au sein de l'armée après les purges qui ont suivi le putsch manqué du 15 juillet 2016, cette doctrine a le vent en poupe. Le camp des « Eurasiens », favorables à un rapprochement avec la Russie et la Chine au détriment de l'orientation pro-occidentale du pays, a plus que jamais l'oreille du président Erdogan. Les tensions n'ont pas fini de croître en Méditerranée.



June 6, 2020  
By Hiwa Shilani

## COVID-19: Kurdistan Region records 74 new cases; Iraq reports 1,252, and 33 deaths

On Saturday, the Kurdistan Region's Ministry of Health reported 74 new coronavirus cases as well as one death from the disease over the past 24 hours. Iraqi authorities, meanwhile, said they had recorded 1,252 new cases and 14 deaths.

A regional health ministry statement said that health workers had conducted over 1,100 laboratory tests over the past 24 hours across the autonomous region, noting that one death and 74 new infections were recorded. Only four patients had reportedly recovered.

According to official data, the total number of people infected with the new coronavirus, since the virus reached the region, has now reached 1,089, including 19 deaths, with 448 recoveries. There are 622 active cases, the ministry says.

Sulaimani province now has

634 confirmed cases and 15 deaths from the coronavirus. Erbil province has 333 infections and four deaths, while Duhok province has 97, and Halabja province has 25.

The Iraqi health ministry on Saturday reported that the total number of total infections since the outbreak began crossed 11,000. About 318 patients have died, 4,904 have recovered, and 5,876 cases remain active. The ministry also said that 60 individuals are under intensive care.

The federal government warned last week that a more severe wave of the virus than the current one was likely, breaking the 1,000 daily infections barrier.

The date of the strict curfew imposed by Iraqi authorities since the start of the Eid Al-Fitr holiday will end on Sunday, June 7, 2020, and a new decision regarding the extension or



Since the outbreak of the pandemic in the region, the total infections reached 1,089, including 19 deaths, with 448 recovery cases, while 622 are still under medical care. (Photo; Archive)

an end to the lockdown is expected.

The Parliamentary Crisis Cell is reportedly pushing for the lifting of the nationwide curfew, which excludes the Kurdistan Region, and resorting to a partial lockdown and quarantine of areas most affected by the crisis.

Abas Alewi, a member of the crisis cell, said on Saturday that the high health Committee would hold its meeting this evening, to discuss the report of the directorates and the

Ministry of Health to develop a plan with new measures in the next phase.

The highly contagious disease, first reported by Chinese authorities in late 2019 before spreading globally, has infected over 6.9 million people and killed close to 400,000, according to government-reported data compiled by Johns Hopkins University. The actual figures could be dramatically higher due to insufficient testing capabilities or underreporting.

### Kurdistan au féminin 6 juin 2020

Le Kurdistan à travers le regard féminin

## Horreurs d'Afrin.

### Des femmes kurdes retrouvées dans des conditions inhumaines dans une prison secrète

Nues, sales, effrayées. Ainsi ont été retrouvées les onze femmes faites prisonnières par les milices djihadistes d'Al Hamza, affiliées à l'armée turque avec laquelle elles contrôlent la région d'Afrin, en Syrie. C'est dans une prison secrète que s'est tenu le théâtre des horreurs. Onze femmes kurdes ont été enlevées et détenues dans un

état inhumain, en violation du droit international, des conventions de Genève, contre tous les scénarios imaginables. La prison a été découverte après un affrontement entre les mercenaires d'Al Hamza et les mercenaires armés de Ghouta installés à Afrin.

Les mercenaires syriens de Ghouta ont pris le contrôle du

siège d'Al Hamza, qui a mis au jour la terrible découverte et a demandé des explications explicites à Recep Tayyip Erdogan, qui occupe le canton kurde d'Afrin depuis 2018, après l'opération du « Rameau d'olivier ».

Ce n'est pas le seul fléau tenu dans le sombre silence des terres occupées par la Turquie.

Les enlèvements de femmes et de filles kurdes ne cessent d'augmenter, comme le note l'Observatoire des droits de l'Homme d'Afrin: «L'esclavage sexuel est l'arme privilégiée contre les Kurdes par l'armée turque et les milices loyalistes. Une jeune fille de 16 ans, Malak Nabih Khalil Jumah, a été kidnappée le 23 mai. Pour la protéger d'un mariage forcé

avec les milices djihadistes et d'un enlèvement, les parents avaient choisi d'arranger un mariage avec un proche. La fille a été kidnappée avant que tout cela ne puisse arriver. Quelques jours plus tôt, d'autres enlèvements et viols avaient eu lieu. »

Une matriochka faite de drames. Les mariages précoces qui ont lieu pour échapper au viol et à l'enlèvement. Une succession de violences physiques et psychologiques que les filles et les femmes kurdes encore présentes à Afrin et dans les villages voi-



sins sont contraintes de subir. (...) Droits humains violés à plusieurs reprises. Crimes contre l'humanité et génocide, telles sont les accusations qui peuvent être portées contre la

Turquie et les milices djihadistes alliées car des violences répétées contre des individus et des groupes ont été commises sans distinction entre une situation de guerre et

de paix.

Ils ont été persécutés car Kurdes, privés de la liberté de parler leur langue, victimes de meurtres barbares, en violation de tous les droits qui devraient protéger les vies humaines. La Cour internationale des droits de l'Homme ne peut plus, même maintenant devant onze femmes violées, nues et enfermées dans des prisons secrètes, rester dans un silence assourdissant. Un silence qui crée des lacunes et des espaces libres pour la violence inhumaine d'un État comme la Turquie, membre de l'OTAN.

AL-MONITOR

June 6, 2020

By Jared Szuba

## Syria's Kurdish-led alliance sweeps Deir ez-Zor for Islamic State sleeper cells

**A** Syrian Democratic Forces operation dubbed "Deterring Terrorism" nets 17 Islamic State suspects in Syria's Deir ez-Zor province.

Northeast Syria's Kurdish-led forces said they have arrested 17 Islamic State suspects in a sweeping counterterror operation launched Thursday in the country's east.

The operation, dubbed "Deterring Terrorism," is one of the largest the Syrian Democratic Forces (SDF) have undertaken since capturing the final holdout of the Islamic State (IS) near the Iraq border in March 2019, according to the SDF.

The sweep comes in response to increased attacks by suspected IS sleeper cells in the majority-Arab Deir ez-Zor province — a problem that the US military has said undermines locals' faith in the Kurdish-led administration.

SDF media official Marwan Qamishlo told Al-Monitor by phone that the manhunt spans



Fighters from the Syrian Democratic Forces hold walkie-talkies in the village of Baghouz, Deir ez-Zor province, Syria, March 20, 2019. Photo by REUTERS/Rodi Said.

from southern Hasakah province into Deir ez-Zor, and is expected to conclude next week in Syria's eastern border area with Iraq, but may be extended. Qamishlo, who was present during the operation, told Al-Monitor that SDF forces had arrested 17 suspected IS affiliates as of this evening.

SDF spokesperson Kino Gabriel said today that the operation was intended to "end the threat of sleeper cells" and "restore security and stability" in

the area. SDF media official Adnan Afrin told the North Press Agency that the search includes some 6,000 fighters, and was launched following a decision last month in response to complaints from civilians in Deir ez-Zor about increased IS activity in the province.

Suspected IS affiliates in Syria's east have carried out a series of attempted assassinations on individuals affiliated with the Kurdish-led admin-

istration in recent months. The US military reported in May that a lack of security in Deir ez-Zor poses a legitimacy challenge to northeast Syria's Kurdish-led administration.

The SDF's media office said the campaign will target IS "hideouts and hotbeds which were a source of concern to the people." American soldiers were seen participating in the operation, which the SDF said is being coordinated with the Iraqi army across the border.



June 6, 2020  
By Sarkawt Mohammed

## Kurdish environmental activists beat back Iran bushfires

Thousands of acres of forests and grassland have been destroyed in two weeks of bushfires across Iran. Images of the destruction wreaked by the blazes, including burnt carcasses of mountain goats, partridges, snakes, birds and other wildlife have been circulating on Iranian social media.

Grassroots groups in the western, Kurdish region of Iran are tackling the wildfires head on.

Mukhtar Khandani is spokesperson for the Zhiway Pawa Society, a Kurdish non-governmental organisation working to raise environmental consciousness across Iran.

Nearly 300 acres of mountain-



side land around the western Iranian city of Paveh have been destroyed by the recent wildfires, he said, with about 100 members of the NGO working to extinguish the blazes.

"We controlled the fires, but

with strong winds blowing, they soon came back. Although the Iranian government has a department that extinguishes wildfires, they don't have enough equipment or the workforce to do so." Khandani told Rudaw English.

In the mountains of Nowsood

near Paveh, men put their lives in danger to extinguish the fierce fires with little to protect them. According to Mukhtar, three members of Zhiway Pawa have suffered burns, while others have incurred minor injuries.

"The mountains are very high and rough," Mukhtar said. "There is a lot of thatch at the top of the mountains that can easily catch fire. It's hard to stand on your feet and if you aren't alert, you may slide down the mountain into the 180-meter deep lake."

According to Khandani, the main reason for the wildfires is deforestation, with locals chopping down trees for their own use.



June 5, 2020

## Swiss court blocks extradition of alleged PKK functionary

**ERBIL, Kurdistan Region** — A Swiss court blocked the extradition to Germany of an alleged regional leader of the Kurdistan Workers Party (PKK), Reuters reported Friday.

A Swiss judge ruled that German authorities had not made enough of a case against the man, whose group is not banned in Switzerland.

The man, a Turkish citizen whose identity was not revealed in the Federal Criminal Court verdict released on Thursday, had fought extradition since his arrest at Zurich airport last November on an international warrant.

The suspect, 38-year-old H.M., was arrested on charges of "conducting terror propaganda" and "being a member of a terrorist organization." The PKK, which has



Photo: Sebastian Pichler / Unsplash

waged an insurgency against the Turkish state since 1984, is designated a terrorist organization by Turkey, the United States and the

European Union — but not Switzerland, which not a member of the EU. Because the PKK is not outlawed

in Switzerland, the court examined whether he would have faced similar Swiss charges for his actions, which allegedly included spreading propaganda and recruiting fighters in 2014.

It found a lack of evidence that he supported a criminal organization, the equivalent Swiss crime that would have justified sending him to Germany to face trial.

If he was recruiting fighters, the court said, it was likely that they were to fight Islamic State jihadists in Kurdish areas of Syria or Iraq rather than to attack Turkish targets.

The court ordered the man released from custody and awarded him 2,000 Swiss francs (\$2,000) in compensation.

## Lancement d'une campagne anti-EI près de la frontière irakienne

Les forces démocratiques syriennes (FDS) ont annoncé vendredi le lancement d'une traque aux jihadistes du groupe Etat islamique (EI), dans l'est du pays, à la frontière avec l'Irak, en coordination avec la coalition internationale anti-EI, dirigée par Washington et les forces irakiennes.

"En coopération avec les forces de la coalition internationale (...) et l'armée irakienne, nos forces ont lancé une campagne baptisée +Dissuasion du terrorisme+ pour traquer les cellules de l'organisation terroriste Daech dans l'est du pays, le long de la rivière Khabour et de la frontière syro-irakienne", ont annoncé dans un communiqué les FDS, dominées par les combattants kurdes. Daech est l'acronyme arabe de



Des combattants d'une milice assyrienne affiliée aux Forces démocratiques syriennes (FDS), le 15 novembre 2019 dans la province de Hasaké. Photo d'archives Delil souleiman / AFP

l'EI, dont les attaques "ont récemment augmenté, ce qui représente une réelle menace (...) pour la stabilité et la sécurité" dans cette région, ajoute le communiqué. Après avoir autoproclamé en 2014 un "califat" à cheval sur la Syrie et l'Irak, l'EI a enchaîné les défaites

dans les deux pays avant de s'écrouler en mars 2019. Mais les jihadistes, qui ont renoué avec la clandestinité, continuent de mener des attaques meurtrières, notamment dans le vaste désert du centre syrien, qui s'étend de la province de Homs (centre) à celle

de Deir ez-Zor (est). Les attaques du groupe ciblent aussi bien l'armée syrienne et ses alliés que les forces kurdes, longtemps soutenues par Washington dans leur lutte contre l'EI.

Depuis mars 2019, les forces kurdes, soutenues par la coalition anti-EI, ont mené plusieurs attaques contre le groupe, traquant ses cellules dormantes sans réussir à en endiguer les activités. Jeudi, les Etats-Unis ont exhorté leurs alliés à continuer de financer la lutte contre l'EI malgré la crise économique suscitée par la pandémie de nouveau coronavirus. "Notre combat contre l'EI continue, et continuera encore à l'avenir. Nous ne pouvons pas nous reposer sur nos lauriers", a prévenu le secrétaire d'Etat américain Mike Pompeo.

## A Daughter Is Beheaded, and Iran Asks if Women Have a Right to Safety

The so-called honor killing of a 14-year-old girl in Iran has shaken the country and forced an examination of its failure to protect women and children.

Before he beheaded his 14-year-old daughter with a farming sickle, Reza Ashrafi called a lawyer.

His daughter, Romina, was going to dishonor the family by running off with her 29-year-old boyfriend, he said. What kind of punishment, he asked the lawyer, would he get for killing her?

The lawyer assured him that as the girl's guardian he would not face capital punishment but at



most 3 to 10 years in jail, Mr. Ashrafi's relatives told an Iranian newspaper.

Three weeks later, Mr. Ashrafi, a 37-year-old farmer, marched into the bedroom where the girl was sleeping and decapitated her.

The so-called honor killing last month, in a small village in the rolling green hills of northern Iran, has shaken the country and set off a nationwide debate over the rights of women and children and the failure of the country's social, religious and legal systems to protect them.

It has also prompted a me-too moment on social media of women pouring out their own

stories of abuse at the hands of male relatives in hopes of shedding light on a problem that is usually kept quiet.

Minoo, a 49-year-old mother of two in Tehran, said her husband

arms and curves in public, and they need the permission of a male relative to leave the country, ask for a divorce or work outside the home.

Honor killings are thought to be

Conservatives defended the existing laws and blamed Romina for promiscuity and disobeying religious and cultural strictures.

“The laws for violence against women are enough,” Mousa Ghazanfarabadi, a conservative cleric and lawmaker, told local media. “We cannot execute Romina’s father because it’s against Islamic law.”

President Hassan Rouhani asked Parliament last week to fast-track legislation to protect women. The bill, which has been pending in Parliament for eight years, would criminalize emotional, sexual and physical abuse and impose jail time for violators.

A separate bill that would criminalize the abuse and abandonment of children has stalled for 11 years.

Domestic violence is thought to be widespread, and the chief of Iran’s family protection agency said in November that it had increased by at least 20 percent over the previous year, the IRNA official news agency reported.

The agency said in April that reports of domestic violence had tripled during the coronavirus lockdown, and its hotline was receiving 4,000 calls a day.

Some women’s rights advocates see the current bill as an important step, but it is unclear whether the new conservative

Parliament — elected in February after the majority of critics and reformers were disqualified — will pass it. Conservatives dismiss any effort to change the law as succumbing to Western feminism.

But even if the bills passed, they would not change the punishment for a father killing his child.

Murder in Iran is subject to the death penalty under the Shariah mandate of “an eye for an eye.” But the penal code, based on Islamic law, exempts a guardian from capital punishment for killing his child. A child’s father and paternal grandfather are considered legal guardians.

Would you like recommendations for more stories like this? However, a mother who kills her child would face execution.

Under the Islamic patriarchy that has governed Iran for the past 40 years, changing Shariah is not an option. But some Islamic legal scholars and activists argue that the guardianship exception is based on tradition and interpretations, and is not found in the words of the Quran or sacred texts.

“How is it possible that a father kills and he is not held accountable and he does not face capital punishment?” Faezeh Hashemi, a prominent women’s rights activist and former lawmaker, told local media. “If we want to approach



Credit...Carlos Alvarez/Getty Images

had beaten their 17-year-old daughter when he spotted her with a male friend in the street.

Hanieh Rajabi, a Ph.D. student in philosophy, tweeted that her father had lashed her with a belt and kept her out of school for a week because she had walked home from class to buy ice cream instead of taking the school bus.

Others shared stories of rape, physical and emotional abuse and running away from home in search of safety.

“There are thousands of Rominas who have no protection in this country,” tweeted Kimia Abodlzhadeh.

In many ways, women in Iran are better off than those in many other Middle Eastern countries.

Iranian women work as lawyers, doctors, pilots, film directors and truck drivers. They hold 60 percent of university seats and constitute 50 percent of the work force. They can run for office, and they hold seats in the Parliament and cabinet.

But there are restrictions. Women must cover their hair,

rare but that may be because they are usually hushed up.

A 2019 report by a research center affiliated with Iran’s armed forces found that nearly 30 percent of all murder cases in Iran were honor killings of women and girls. The number is unknown, however, as Iran does not publicly release crime statistics.

Horror over the killing of Romina Ashrafi, a round-faced high school student with a bright smile, was nearly universal, condemned by liberals and conservatives alike. Her father is in jail awaiting trial.

Iran’s supreme leader, Ayatollah Ali Khamenei, called for “harsh punishment” for any man who abuses women in what appeared to be a reference to Romina’s case.

But the question of what to do about it broke along familiar lines.

“Everyone is infuriated and shocked because it’s a reminder that these laws are abnormal, these laws need to change,” said Shadi Sadr, a prominent women’s rights lawyer living in exile in London. “These laws were not meant for a woman or a child to be killed.”



Credit...Arash Khamooshi for The New York Times

this issue with logic, wisdom and justice, the father needs to face retaliation punishment multiple times over.”

She said that passing the bill without changing the punishment amounted to window dressing and would offer no meaningful protection for women and children.

Other critics of the current law oppose capital punishment — a minority view on a penalty prescribed by the Quran — but argue that, regardless, a father should not receive a lighter sentence for the murder of a child.

Romina’s father had threatened her many times before he killed her.

The two had frequently argued. She pushed against the rules by letting her hair poke out from her scarf when outside and posted pictures of herself on Instagram without hijab dressed in jeans and T-shirts, her black hair flowing to her waist.

When he discovered that she had a boyfriend, he flew into a rage, according to her mother, Rana Dashti, and other relatives. The details of Romina’s story were pieced together based on accounts provided to Iranian media by her family members, her boyfriend, his family and security officials.

The boyfriend, a farmer’s son who rode a motorcycle and sported a buzz cut and a tattoo, said he had been courting Romina since she was 12 and had proposed marriage. Iran has no law prohibiting an adult from having a romantic relationship with a child, and girls can marry with their father’s permission at age 13.



Credit...Vahid Salemi/Associated Press

Mr. Ashrafi rejected the proposal not because of the age difference, Ms. Dashti said, but because he didn’t like the man’s family.

He confiscated Romina’s phone, kept her at home and began to threaten and terrorize her, Ms. Dashti told an Iranian magazine. One evening he came home with rat poison and rope, she said, encouraging Romina to commit suicide so he wouldn’t have to kill her.

“Baba you wanted to kill me,” it said, addressing her father. “If anyone asks you where Romina is, tell them I am dead.”

The struggle for women’s rights has a long history in Iran but has suffered setbacks since the 1979 Islamic revolution. The women’s movement was finally dismantled as an organized effort in 2009, criminalized on grounds that it threatened national security.



Credit.../EPA, via Shutterstock

Romina ran away, leaving a note.

Today its most prominent faces, including the Nobel

Peace laureate Shirin Ebadi and the feminist lawyer Nasrin Sotoudeh, are either in exile or in jail. Even Ms. Hashemi, whose father was president and a founding father of the revolution, was jailed.

“Women’s rights are politicized and criminalized making it very hard to channel this outrage on the ground into tangible action,” said Sussan Tahmasebi a women’s rights activist based in Tehran and Washington.

The advocates said they held little hope of changing the laws and culture that led to Romina’s killing.

Three days after she ran away, Mr. Ashrafi discovered her hide-out and called the police, accusing the boyfriend of kidnapping. An investigator from the prosecutor’s office dismissed the kidnapping charge after Romina said she went with him voluntarily.

Romina pleaded not to be sent home with her father, telling the investigator of his threats on her life. But Mr. Ashrafi assured him of her safety and she was released to her father’s care.

By the next night she was dead.

After the killing made headlines across the country, the prosecutor said that the investigation and trial would be expedited and that he would seek the maximum 10-year sentence for Mr. Ashraf.

In Romina’s village of Lamir, population 600, her school girlfriends still trek up the hill to the cemetery on most days. They lay yellow and purple wildflowers on her grave, and whisper a prayer that this will not be their fate.



June 7, 2020  
By Khrush Najari

## WATCH: Fires erupt in Kurdistan's Soran area after Turkish bombardments

**E**RBIL (Kurdistan 24) – Turkish bombardments on Sunday caused huge fires in mountainous areas in northern parts of the Kurdistan Region, in the latest bout of attacks that Ankara says is targeting the strongholds of the Kurdistan Workers Party (PKK) at the border areas.

The shelling took place in Erbil province areas near the Turkish border and did not cause any casualties, according to early reporting. The attack and the fires that ensued, however, caused panic among civilians living in nearby villages, local sources told Kurdistan 24.

Eyewitnesses from the area told Kurdistan 24 that the incident occurred near the villages of Siran and Meragarsh in Bradost, located in Erbil's Soran district.

Sources said that firefighters are attempting to put out the fires that have followed the attack, but the teams are facing difficulties reaching the affected areas due to the rugged and rough nature of the terrain.



Fires erupt in Kurdistan's Soran area after Turkish bombardments target the area, June 7, 2020. (Photo: Kurdistan 24)

The fire has reportedly reached the vicinity of the village of Kanirish, leaving residents fearful for their safety. Firefighting teams also struggled to arrive at the small rural settlement to assist with putting out the blaze. The fires were ongoing as of Sunday noon local time.

This is not the first time that Turkish attacks in the Kurdistan Region have caused fires. Dozens of such incidents have occurred in recent years, resulting in significant material damages to the properties and farms of residents of areas close to outposts held by the PKK. Turkish clashes with and shelling

of outposts of PKK fighters have often resulted in civilian casualties in border villages as well. In one recent incident just over a week ago, Ankara warplanes killed two members of the same family in a village in Duhok province's Amedi district.

Days earlier, an armed exchange between PKK fighters and Turkish forces wounded a 13-year-old girl in another rural community living near the Turkish border in Duhok province.

The PKK is engaged in a decades-long insurgency against Turkey

over Kurdish rights and self-rule in a conflict that has resulted in the death of over 40,000 people on both sides. Ankara, along with Washington, the EU, and NATO, designates the PKK as a terrorist organization.

Turkish military operations inside the Kurdistan Region's Qandil Mountains and other sprawling areas near the borders of Turkey and Iran have become commonplace since the peace process between the PKK and Ankara collapsed in 2015.

A recent analysis by the US-based Armed Conflict Location and Event Data Project (ACLED) concluded that 77 percent of all engagements between Ankara and the armed group has "taken place in Iraq," referring mostly to the autonomous Kurdistan Region.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has repeatedly told Ankara to cease airstrikes within the Kurdistan Region and has been critical of the PKK for using its territory as a base from which to conduct operations within Turkey.

Kurdistan au féminin

7 juin 2020

Le Kurdistan à travers le regard féminin

## D'Afrin à Istanbul, les féminicides et les violences masculines présents partout où il y a l'Etat turc

**L**es crimes commis par l'État turc contre les femmes dans les zones qu'il occupe en Syrie ne sont pas différents de ceux commis en Turquie et au Kurdistan du Nord (Bakûr), selon les statistiques qui montrent une augmentation des cas de violence contre les femmes et la tolérance de l'État à l'égard des auteurs de crimes et de violences qui ne les condamne pas à des peines sévères.

Outre les pressions exercées par le gouvernement du Parti turc pour la justice et le développement (AKP) sur les femmes et les défenseurs de leurs droits en Turquie et au Bakur, les femmes sont confrontées à diverses violences – dont des féminicides – dans leur pays, alors que le régime turc continue de faire pression sur les femmes dans les zones occupées de la Syrie.

**En un an et demi, plus de 620 femmes tuées en Turquie et au Bakur**

La plateforme « Nous stoppons les féminicides » (Kadın Cinayetlerini Durduracağız Platformu – KCDP) a publié un rapport sur les violences faites aux femmes Turquie et au Bakûr (Kurdistan du Nord sous l'occupation turque), en 2019, selon lequel au moins 474

femmes ont été tuées, dont plus de la moitié dans des lieux publics.

Selon les rapports, en Turquie et au Bakur, plus de 146 femmes ont été tuées au cours des 5 premiers mois de 2020.

**564 femmes victimes de violences dans les zones occupées en Syrie**

Dans les régions occupées par

la Turquie dans le nord-est et le nord-ouest de la Syrie (Jarabulus, Azaz, al-Bab, Afrin, Tal-Abyad et Serêkaniyê), l'organisation des droits de l'Homme du nord et de l'est de la Syrie a déclaré que plus de 1 564 femmes étaient exposées à divers types de violence, notamment les meurtres, les enlèvements, les viols et les violences physiques.

L'État turc n'a pas caché son mécontentement face au rôle des femmes politiques dans le nord et l'est de la Syrie, en visant la secrétaire générale du parti Avenir de la Syrie, Havrin Khalaf, lors de ses attaques contre les villes de Tal-Abyad et Serêkaniyê en octobre 2019.

Les crimes de l'occupation turque ont récemment augmenté contre les femmes dans la ville occupée d'Afrin, ce qui a déclenché un tollé général, en particulier après la publication d'une vidéo d'un groupe de femmes dans une prison appartenant au groupe du mouvement al-Hamzat qui se déplace avec Ordres turcs, tandis que les sites publiés ont trouvé 5 filles nues dans une prison de La Division al-Hamza dans le quartier al-Zaydiyah dans la ville kurde d'Afrin, avec des enfants, sans parler de l'augmentation du nombre d'enlèvements de mineurs.

Selon Samira Ibrahim, membre de l'Organisation des droits de l'Homme à Afrin, les crimes de l'occupation turque augmentent jour après jour contre les femmes à Afrin, en raison d'actes barbares tels que des enlèvements, viols et meurtres.

Samira Ibrahim dit avoir documenté plus d'un millier d'enlèvements de femmes à Afrin, et 60 femmes ont été tuées, dont trois se sont suicidées dans des circonstances mysté-



rieuses, en plus de 65 femmes violées.

Après que la Turquie a occupé les villes de Tal-Abyad et Serêkaniyê en octobre 2019, l'Organisation des droits de l'Homme dans le nord de la Syrie a documenté des cas de 10 femmes tuées dans des circonstances mystérieuses et de 52 femmes qui ont subi diverses blessures et 11 cas d'enlèvement et de viol.

### Appel à la mise en œuvre des conventions pour protéger les droits des femmes

Les femmes en Turquie et au Kurdistan du Nord attendent l'application de la Convention d'Istanbul [un traité du Conseil européen pour la prévention et la lutte contre la violence à l'égard des femmes et la violence domestique] qui a été ratifiée par 45 pays européens le 11 mai 2011 à Istanbul.

Bien que la plupart des pays européens aient signé l'accord pour lutter contre la violence à l'égard des femmes, les cas de violence intentionnelle augmentent de jour en jour dans divers pays du monde, en particulier en Turquie, qui a

adopté l'accord pour prévenir la violence à l'égard des femmes et protéger la famille légalement.

Cependant, selon les femmes en Turquie, dans la vie de tous les jours, les dispositions de l'accord ne sont pas appliquées et elles soulignent que le gouvernement ne respecte pas l'accord.

Ayse Gokhan, porte-parole du Mouvement des femmes libres (Tavgera Jinên Azad – TJA), a déclaré que les femmes traversent une étape historique en développant leurs organisations et institutions féminines, car elles résistent dans tous les domaines et ont réalisé des gains importants.

Elle a souligné que les réalisations des femmes, en particulier au Bakur et au Rojava, dans le nord-est de la Syrie, n'étaient pas adaptées à la mentalité et au régime autoritaire turc. ajoutant que « par conséquent, jour après jour, les attaques contre les femmes et les mouvements de femmes réclamant leurs droits se multiplient. »

Concernant les crimes commis

par le gouvernement turc en Turquie et au Bakur, Gokhan a déclaré que dans le monde entier, y compris en Turquie, des lois qui sont nécessaires pour protéger les droits des femmes, mais que personne ne les applique.

Gokhan confirme qu'en 2015 et 2016, le gouvernement turc a détruit plus de 19 localités kurdes au Bakur, et tué des femmes et mutilé leur corps, en plus de son attaque contre le mouvement des femmes libres (TJA) et l'Association des femmes Rosa le 22 mai et l'arrestation de ses militantes. Elle a déclaré: « Le gouvernement turc ne peut pas changer sa mentalité. Dans les régions qu'elle occupe dans le nord et l'est de la Syrie, comme Afrin, Tal-Abyad et Serêkaniyê, des femmes continuent d'être enlevées, violées et tuées. »

Gokhan a appelé les organisations humanitaires internationales, les Nations Unies et les pays qui ont signé des accords pour protéger les droits des femmes à agir pour mettre fin aux crimes contre les femmes en Turquie, au Bakur et dans les régions que la Turquie occupe en Syrie.



June 7, 2020  
By Zana Kiyani

## Bombed by both neighbours: Kurdistan Region border areas deserted in fear

**R**egion — Upon hearing news that a Turkish airstrike has hit a Duhok district, its mayor rushes to the scene and spots three crying children in a house of shattered windows.

For residents of the Kurdistan Region's border areas, loss and damage to their homes through bombings is nothing new. Their mountains have for decades hosted Turkish military bases, and the camps of Kurdistan Workers Party (PKK) guerillas they war with.

"Once, the [Deraluk] village of Barchi was bombed, I immediately rushed to the scene where I found that three children had just woken up to the huge bang of the bombing crying out loud as their room's windows had all smashed," Sami Barwari told Rudaw on Saturday.

The districts of Shiladze, Duhok province and Sidakan, northeast Erbil province have also been bearing the brunt of the PKK-Turkey clashes, with the frequent hover of Turkish aircraft instilling fear in residents.

Once thriving districts are now eerily quiet, as locals fled in large numbers for their safety.

Seventy percent of the area around Deraluk has been designated a war zone by the Kurdistan Regional Government. Of 82 villages, only nine remain populated.

"We are prone for target at any moment," Barwari told Rudaw. In the past two years, six people have been killed and two others have gone missing."

"I have been the mayor of Deraluk for two and a half years now. Every day or week, our sub-district is bombed."

In the aftermath of bombings, the government has found it

difficult to "access to reach these areas in order to reconstruct and extend services to them," he added.

Shiladze 'housing crisis'

The villagers of Shiladze have abandoned 85 of 91 villages, district mayor Washin Salman told Rudaw Radio on Saturday. Mass displacement from villages has seen local towns overwhelmed by a "housing crisis", Salman said.

"People can't return to their villages," he said. "If they did, then we wouldn't have a housing issue."

Other displaced villagers who found renting a house inside Shiladze difficult have moved further afield, towards or into the city of Duhok.

Sidakan: bombed by both neighbors

In terms of space, Sidakan is the biggest town across the Kurdistan Region and Iraq, its territory amounting to 1,617 square kilometers. Located in northern Erbil's Soran district, it neighbors both Turkey and Iran. Of its 264 villages, 118 have been emptied.

With the suspected presence of PKK fighters and Iranian Kurdish opposition groups, the region is pounded not just by Turkish airstrikes, but Iranian cross-border artillery shelling too.

Turkish observation posts and military bases are just seven kilometers from the center of Sidakan, district mayor Ihsan Chalabi told Rudaw.

"Very few nights pass without hearing the hover of Turkey's warplanes overhead," Chalabi said.

Since 2017, Turkish bombings have killed five civilians, and wounded another seven in Si-



A Turkish airstrike hits Sidakan in July 2018. File photo: Rudaw TV

dakan, he said. Iranian mortar shelling has killed one and wounded another three in the same time period.

"The last bombing took place two days ago. If there is no bombing for a day, it feels like Eid for people," he said.

The ever-looming possibility of attacks are having a profound effect on the area's young residents, Chalabi added.

"The children are always in a state of fear. Sometimes bombings have happened while students have been in nearby schools, shattering classroom windows and forcing their closure for a week or 10 days," he said.

Local agriculture and farming wilts

The mountains of the Kurdistan Region are home mostly to poor farmers who struggle to earn a living at the best of times.

Fearful abandonment of rural areas has seen agricultural and livestock farming in Shiladze dwindle, though some former villagers risk journeys back along dangerous rural roads to tend to their orchards and groves. Since 2016, 21 civilians have been killed in Shiladze's outlying villages

amid Turkey-PKK crossfire, according to its mayor.

In Sidakan, more than 1,000 dunams of farmland were destroyed by Turkish bombings in 2019 alone, Chalabi said.

"The losses vary, burning orchards, groves, and bushes, the killing of sheep and hundreds of horses."

Before Turkey's land presence in Sidakan, nomadic families took to the mountainous outskirts of Sidakan to let their livestock graze on the fertile pastures. With little suitable land left to feed from, shepherding has become a dying practice in the area.

"But since Turkey came to the region in 2017, only 10 to 20 shepherds search for pasture in the area," Chalabi said.

"Lack of pasture and the sale of sheep have left the people of Sidakan desperate for a source of income," he added. "Those families who aren't earning a salary are eyeing support from humanitarian organizations."

Volatility in the area has "dealt a huge blow to apple and walnut produce in Sidakan, to the extent the two are on the verge of perishing."



Jun 7, 2020  
By Shawn Carrié

## Young Kurdish woman found dead in Azaz

**E**RBIL, Kurdistan Region – A Kurdish girl who had reportedly gone missing was found dead in the north-western enclave of Azaz, a district under the control of Turkish-backed Syrian militias, a Kurdish human rights monitor reported Sunday.

Local sources reportedly identified the girl as a 16-year-old native of Afrin whose body was found mutilated and dumped in a field in the Azaz sub-district of Fairuziyah with three bullets in her body, the Human Rights Organization in Afrin told Rudaw English in an email.

Elham Ahmed, president of the executive council of the Rojava-based Syrian Democratic Council, tweeted a photograph purporting to show the young woman alive, along with her name.

Rudaw English is not publishing the victim's name, as her identity could not be confirmed.

"These savages in the 'Free Syrian Army' are still called 'freedom fighters.' For years, Afrin was a refuge for women, but now it has become a slaughterhouse," Ahmed tweeted.

"She had been kidnapped by militias of Jaish al-Nukhba of Sultan Murad Division, using a van, at dawn on the day of Eid al-Fitr on May 23," according to Hussein Naso, a Kurdish human rights lawyer who is based in Germany.

A spokesman for the Afrin Human Rights Organization told the Rudaw on Sunday that more than 6,000 people had been detained since the start of the operation in the Afrin region, of which about 3,000 were unaccounted for and more than 600 were women.



Displaced Syrians from the northern city of Afrin, hold placards during a demonstration to condemn violations by local Turkish-backed factions in front of the UN office in the northern Kurdish Syrian city of Qamishli on June 1, 2020. Photo: Delil Souleiman / AFP

"What is being done under the control of these groups is a great crime against the Kurdish people," Hussein Naso told Rudaw English on Sunday.

According to several human rights organizations, Turkish-backed armed groups in north-western have committed repeated violations against the local population with impunity, including killing, kidnapping, and sexual violence.

Located on the Turkey-Syria border, Azaz was formerly controlled by the Kurdish People's Protection Units (YPG), the backbone of the Syrian Democratic Forces (SDF) until it was retaken by Syrian opposition factions backed by Turkey. Both before and after the Turkish-backed Operation Olive Branch in March 2018, Afrin has escaped from the relentless bombing campaigns that plague the rebel-controlled enclave of Idlib, which has been in the crosshairs of forces loyal to Syrian President Bashar al-Assad and his allied Russian Air Force.

In a recent report documenting human rights violations across

Syria, The United Nations Commission of Inquiry on Syria reported "there are reasonable grounds to believe that Syrian National Army (SNA) fighters perpetrated the war crime of murder and repeatedly committed the war crime of pillaging."

Accusations against the armed factions who police the streets of northwestern Syria have sporadically plagued the SNA since the first days that they entered Afrin, a district of northern Aleppo. Turkey has promised to help professionalize the umbrella grouping formed out scattered of anti-Assad rebels. While they have not been formally proscribed on international terror lists, accusations of "blatant war crimes" continue to be raised by human rights monitors who warn that factions operate with impunity from their superiors.

In 2019, Russia and Turkey reached a truce to cool tensions in northeast Syria by separating moderate opposition factions, from more extremist factions under the banner of Hayat Tahrir al-Sham (HTS) – offshoot of the Syrian wing of

al-Qaeda.

Months after the takeover of Azaz and Afrin, the United Nations' Commission of Inquiry on Syria released a report assessing the situation in Afrin under opposition rule.

"The commission finds there are reasonable grounds to believe that armed group members in Afrin committed the war crimes of hostage-taking, cruel treatment, torture, and pillage," the report said.

"Numerous cases involving arbitrary arrests and detentions by armed group members also included credible allegations of torture and ill-treatment, often targeting individuals of Kurdish origin, including activists openly critical of armed groups and those perceived to be so," the UN report added.

Equipped, trained and bankrolled by Turkey, the factions who police the streets of Afrin routinely and forcefully extort locals with impunity, and infighting among rival groups perennially escalates into bloody pitched battles between rival groups of gunmen.

However, for members of the SNA who commit violations against the civilians they rule over, accountability has been rare.

Contacted via WhatsApp, a spokesperson for the Sultan Murad Brigade denied any knowledge of the incident. "The body has not been identified yet, and these accusations are baseless and only being spread by the PKK," Spokesperson Mohammed Nour told Rudaw English, referring to the Kurdistan Workers Party, which has historical and ideological ties to the Kurdish forces who formerly controlled the area.

## Erdogan links antifa to Kurdish groups

**T**urkish President Recep Tayyip Erdogan told US President Donald Trump today that Kurdish groups in Turkey and Syria are working with the anarchist group allegedly linked to violence at otherwise peaceful protests in the United States.

Turkey tried today again to connect protests against police violence in the United States to Kurdish groups in the Middle East.

In a call with US President Donald Trump, Turkish President Recep Tayyip Erdogan said that people committing acts of violence and looting in the United States are cooperating with the Kurdistan Workers Party (PKK) in Turkey and the People's Protection Units (YPG) in Syria. Erdogan and

Trump also discussed Libya, according to Turkey's state-run Anadolu Agency.

The PKK fights for greater Kurdish political rights in Turkey and is considered a terrorist organization by both Ankara and Washington. The YPG in Syria shares a communalist ideology with the PKK but denies further links. The United States backs the YPG in its fight against the Islamic State. Turkey strongly and vocally opposes this support, believing the YPG to be the Syrian version of the PKK.

Erdogan's comments are related to the antifa movement in the United States. The loosely organized movement — whose name means anti-fascist — has allegedly been involved in many anti-Trump demonstra-

tions — some of them violent — as well as the ongoing George Floyd protests in the United States.

Some antifa supporters fought in the YPG in Syria, which is the basis of the Turkish government's claims of a connection. Following reports of alleged YPG-antifa ties in Turkish media, some foreign YPG fighters told Al-Monitor there were some antifa supporters in the group but there was no formal relationship between the two.

Turkey took some territories from the YPG last year following an extensive military offensive, seeing the YPG presence near the Turkish border as a threat. The YPG says Turkey and its Syrian rebel allies are pursuing forced demo-

graphic change against Kurds in the area.

Erdogan's remarks follow Trump's threat to label antifa a terrorist organization due to its alleged role in looting and property destruction that occurred during the protests in the United States.

The two presidents also agreed in their conversation to work together for peace and stability in Libya, according to the Anadolu Agency. Turkey is a major backer of the UN-recognized Government of National Accord (GNA) in Libya. The GNA has lately had significant military success holding on to the capital, Tripoli, against eastern-based Gen. Khalifa Hifter's Libyan National Army. The United States opposes Russian support for Hifter.



June 8, 2020  
By Halgurd Sherwani

## COVID-19: Kurdistan Region records 102 new cases, three deaths amid continued spike

**E**RBIL (Kurdistan 24) — The Kurdistan Region's Health Ministry on Monday announced another 102 new coronavirus cases and three deaths from the disease over the past 24 hours.

A ministry statement said that out of 2,516 coronavirus tests conducted across the region, 102 were positive. There were 1,352 tests carried out in Erbil province, 752 in Sulaimani, 400 in Duhok, and twelve in the Garmiyani administrative unit, the statement said.

Out of the new infections, Sulaimani province recorded the highest number. It had 85 new positive cases, including those from the Garmiyani administrative unit.

### Reopening the Border with Iran: an upsurge

The upsurge in coronavirus cases in the Kurdistan Region and in Iraq more broadly has followed the reopening of the border with Iran on May 18, following a phone conversation between Iraq's new prime minister, Mustafa al-Kadhimi, and Iranian President Hasan Rouhani.

The period for incubation of the disease is 2-14 days, and roughly fourteen days after the border reopened, coronavirus cases began spiking in the Kurdistan Region and in Iraq.

This also explains why Sulaimani, which borders Iran, has



Health workers at a COVID-19 treatment center in Kurdistan Region's Sulaimani province. (Photo: Barham Jamal / Kurdistan 24)

been the hardest hit area in the Kurdistan Region. Indeed, the governor of Sulaimani province recently warned of the danger of his province becoming "another Italy."

Over the past 24 hours, other provinces in the Kurdistan Region reported new cases, with fifteen in Erbil province and two in Duhok province.

The ministry also reported

three new coronavirus-related deaths on Monday, all of them in Sulaimani province.

### Movements across Provinces Restricted

On Sunday, the Ministry of Interior issued a new decree extending the ban on movement between the Kurdistan Region's provinces and administrative units for another week, to June 15, in a bid to curb the further spread of the disease.

In cases of emergency, the government allows citizens to request from the interior ministry a travel permit, which they can file online.

During a press conference last Tuesday, the Kurdistan Region's Interior Minister, Rebar Ahmed, reiterated warnings that the situation could well worsen.

"If we do not comply with health regulations, we will reach a dangerous phase, and

new infections and deaths will be very high," he said.

Ahmed added that provincial governments would be given the authority to implement certain relaxations of the current health regulations, amid a new, region-wide curfew imposed following the recent spike in new coronavirus cases.

Erbil's Head of Municipality Abdul Waheed Hamid, during an interview with Kurdistan 24 on Sunday, stated, "As of today,

they [municipality] have closed down around 200 businesses and shops due to non-adherence to health measures."

Since the disease first hit the region, health workers have conducted 90,106 COVID-19 tests across its four provinces. As of Monday, 1,324 cases have been confirmed, including 27 deaths, and 534 recoveries. According to Monday's statement, there are now 760 active cases.

## Kurdistan au féminin

Le Kurdistan à travers le regard féminin

8 juin 2020

# TURQUIE. Nouvelle rafle anti-kurde à Amed

**T**URQUIE / BAKÛR – De nombreux politiciens et femmes militantes kurdes ont été arrêtés à Amed lors de raids policiers.

Le régime turc continue sa guerre anti-kurde en arrêtant à tour de bras les responsables politiques et associatifs kurdes, malgré l'épidémie du coronavirus, dans la province d'Amed (Diyarbakir).

Ce matin, Gülistan Nazlier, membre de l'association de protection des femmes Rosa, a été arrêté dans la ville d'Amed. (Jin news)

La vieille (7 juin), Suzan İşbilen et Eşref Mamedoğlu, membres de l'Assemblée du Parti du Parti démocratique des peuples (HDP), Ramazan Dengiz, du Parti des régions démocratiques (DBP), et Hasan Hayri Eroğlu et Hasan Kale, membres de la Confédération des syndicats révolutionnaires des travailleurs (DISK) ont été arrêtés lors de raids policiers.



Depuis la nouvelle vague de répression frappant le mouvement politique kurde, dont le parti HDP et le mouvement féministe kurde payent le plus lourd tribut, depuis mars 2020, 13 autres municipalités du HDP ont été saisies et des gouverneurs nommés illégalement ont remplacé nos co-maires. Le nombre total de municipalités kurdes saisies a ainsi atteint 51 (sur les 65 remportées par le HDP en mars 2019).

Le 22 mai 2020, la police turque a arrêté 18 responsables politiques et activistes kurdes – 13 femmes et 5

hommes – à Amed. Cette opération visait principalement les femmes politiques kurdes et les activistes de l'Association des femmes Rosa (RKD), du Mouvement des femmes libres (TJA), du Parti des régions démocratiques (DBP) et du HDP. La police a également fait une descente dans le bureau du RKD et a confisqué leurs documents en l'absence de d'avocats. Le RKD avait été créé après que toutes les organisations de femmes de Diyarbakir aient été interdites et fermées en 2016. C'est la seule organisation de femmes de la ville

qui s'implique dans le travail de soutien et les luttes contre les violences envers les femmes.

A l'heure actuelle, des dizaines de milliers de Kurdes, dont des députés, des maires, des activistes, des féministes, des journalistes, des musiciens, des avocats, des défenseurs des droits, des étudiants... sont tenus en otages dans les prisons turques, certains depuis 2015.

Fidèle à sa tradition anti-démocratique, le régime turc s'acharne à détruire le peuple kurde qui lutte de façon pacifique pour ses droits élémentaires. Mais l'Etat turc dénie le droit d'existence des Kurdes et veut les assimiler de force en interdisant leur langue, culture et en pillant leurs richesses naturelles, leur patrimoine, comme on l'a vu avec l'inondation d'Hasankeyf - ville antique de plus de 12 000 ans – sous les eaux du barrage Ilisu.

June 8, 2020

## Turkey's wall along Iran border almost complete

**T**urkey plans to complete the construction of its border wall with Iran by the end of this year to stop the infiltration of "terrorists" into the country, have almost been realised.

Interior Minister Suleyman Soylu, who reportedly inspected the construction works in the border area, told Anadolu Agency that the wall is 75 per cent complete.

Soylu added that the wall is being established for Turkey's security.

He added that every military operation carried out by Turkey in northern Iraq to tighten the screws on Kurdistan Workers Party (PKK) militants, pushed them from Turkey's southeastern border area to its eastern border.

He also said that there are around 100 "terrorists" in Iran's Dambat, near Turkey, which "constitutes a real danger."

The PKK, a militant group that is fighting for the autonomy of Turkey's southeast, is listed as a terrorist group by Turkey as well as the United States and the European Union.



Turkish Interior Minister Suleyman Soylu and European Commissioner for Migration, Home Affairs and Citizenship, Dimitris Avramopoulos (not seen) hold a joint press conference on the issue of migration before their meeting in Ankara, Turkey on October 03, 2019 [Güven Yılmaz - Anadolu Agency]

June 8, 2020

By Steve Sweeney

## Fears raised for Kurdish political prisoner held in Covid-infected prison in Iran

**F**EARS have been raised over the safety of a Kurdish political prisoner held in unsanitary conditions in an Iranian prison that has been affected by the spread of Covid-19.

Zeynab Jalalian is being held in quarantine in the Qarchak Varamin prison, where she was transferred at the end of April.

Prison authorities did not disclose the reason for her quarantine but her father, Ali Jalalian, said he was deeply concerned and called for an end to the harsh conditions im-

posed on his daughter.

It is believed she may have been infected with coronavirus and other prisons had refused to accept her transfer from the notorious Evrin prison.

Ms Jalalian was detained in 2007 on suspicion of membership of the banned Party of Free Life of Kurdistan (PJAK), an affiliate of the Kurdistan Workers Party (PKK).

She was sentenced to death in what was described as a sham trial with no legal representative present and after she had been

tortured. The sentence was later commuted to life in prison.

In 2016 the UN High Commission on Human Rights submitted a request to the Iranian regime demanding the immediate release of Ms Jalalian, insisting that her detention was arbitrary and in breach of international law, but she remains deprived of her liberty. Her father explained that he had received a text message to say that Ms Jalalian had another undisclosed case against her pending with a hearing set to take place in the Tehran Criminal Court.

The Kurdistan Human Rights Network said: "There are about 2,000 women prisoners in Qarchak prison, where the law regarding separation of prisoners has not been implemented.

"It lacks the necessary standards for the detention of prisoners who are facing many problems in this overcrowded prison.

"In recent years, many female political prisoners have been exiled to this prison where the health and food standards are not observed."



June 8, 2020

## A Kurdish town's residents were sceptical of coronavirus – then cases surged

The Sulaimani province town of Kalar was being left relatively unscathed at the beginning of the coronavirus outbreak, recording only a trickle of cases.

Like elsewhere in the Kurdistan Region, many here dismissed the virus as a mere rumour.

Shopkeeper Hardi Rashid was one such person - until he contracted the illness himself a few days ago.

"I was infected by one of our [shop] guests from Baghdad. I have an aluminum shop in the market. I thought it might be good to come to the hospital to do a check up, so that no one else is infected."



He attributes public dismissal of the coronavirus to government "misinformation".

"Due to misinformation, people have lost trust [in the government] these days," Rashid said.

Among the 24 cases at Kalar's dedicated 50-bed coronavirus hospital are Azad and his wife. They both caught COVID-19 from Azad's 44-year-old sister, who died from the virus in Baghdad last week.

"I urge people not to claim, there is no coronavirus. I swear to God, it is real. There are people outside who don't adhere to the coronavirus protection instructions," Kareem said. "They say coronavirus is not real and it's all government gossip. I swear by God, it is real. I lost my sister."

As coronavirus cases grow by the day, health authorities are having to expand their dedicated treatment facilities. A new 75-bed hospital is planned to open in Kalar this week, local officials have said.

Health authorities across the Kurdistan Region have put the failures to adhere to public instruction.



June 8, 2020  
By Karwan Faidhi Dri

## Rojava feeling the crunch of Syrian economy's slide

ERBIL, Kurdistan Region — The Syrian economy's freefall has put many people in a position where they can barely afford essentials. Battered by war, isolation, and impending sanctions, things are only expected to get worse.

Before Syria spiraled into conflict in March 2011, one US dollar was worth around 45 Syrian Pounds. This week, it trades for as much as 3,000 at grey market currency exchange of-

fices. This dramatic decrease has affected the lives of nearly everyone in Syria, including in the northeast part of the country known to Kurds as Rojava.

"Markets are closed because the price of dollar is very high," Amir Telo, a resident of Qamishli, told Rudaw. Since the prices of most essentials are so high, "life has become very hard," he said.

Fees for running private gener-

ators, who many families use to power electricity in their homes, have increased fees because they purchase fuel oil in dollars, according to Mihyaddin Abdullah, owner of a private generator in Qamishli.

The crisis spans all areas of a divided Syria. For a second consecutive day, protesters poured onto the streets in the southern Syrian city of Suweida, chanting anti-government slogans and calling for

the departure of President Bashar al-Assad.

On paper, the official exchange rate in Syria is fixed at 700 pounds to the dollar. However, the price of a dollar at currency exchange offices where traders buy and sell hard currency is universally much higher — with some exchange offices selling at up to 3,000 Syrian Pounds this week.

The US is expected to imple-

ment new sanctions on Syria under the Caesar Act, which will target government officials and firms who do business with the state. When the sanctions go into effect on June 17, "doing business with Syria will become even more difficult and risky," Heiko Wimmen, Syria project director at the conflict tracker Crisis Group, told AFP.

"My husband is a government employee. He receives \$26



A market in the city of Qamishli on June 8, 2020. Photo: Rudaw

and I have been a teacher for 20 years but my salary is only \$23 which does not feed us for even three days," Hamrin Najat, a teacher from Qamishli, told Rudaw on Monday, referring to the Kurdish-led Autonomous Administration of North and East Syria (NES).

She says she keeps her fingers crossed for a better future.



9 juin 2020  
Par Par Hala Kodmani

## Syrie : « Les sanctions n'ont qu'un rôle mineur dans la crise »



Des habitations détruites par les forces du régime, le 6 mai au nord-ouest d'Idlib. Photo Bakr Alkasem. AFP

**P**our le journaliste économique Jihad Yazigi, la situation économique syrienne est avant tout due aux conséquences de la guerre.

Selon Jihad Yazigi, le directeur de la lettre d'information économique Syria Report, la situation n'a jamais été aussi grave en Syrie, entre crise, guerre ci-

vile et destructions.

**Alors que de nouvelles sanctions américaines visent le régime syrien en-trent en vigueur, quel est**

**l'état de l'économie, après neuf ans de guerre ?**

Elle est dans une situation désastreuse. Les infrastruc-

tures ont été détruites par la guerre, ainsi qu'un tiers des logements. L'essentiel des capitaux et des investisseurs ont quitté le pays, mais aussi les compétences et la main-d'œuvre qualifiée. Aujourd'hui, 85 % de la population syrienne vit sous le seuil de pauvreté. Le pouvoir d'achat a encore baissé avec l'effondrement de la monnaie face au dollar qui s'est accéléré avec l'entrée en vigueur des nouvelles sanctions. Le salaire moyen d'une enseignante par exemple se situe entre 50 000 et 60 000 livres syriennes, soit moins de 25 euros. La détérioration a été accélérée récemment par la crise financière au Liban, poumon de la Syrie vers le monde extérieur. Il faut ajouter à cela les conséquences du coronavirus et enfin la brouille entre Bachar al-Assad et son cousin Rami Makhoul, qui contrôlait jusque-là une part essentielle de l'économie syrienne.

#### **Les sanctions dites du Caesar Act vont-elles aggraver les choses ?**

Cette loi nommée d'après le pseudonyme du photographe des prisons qui a révélé les morts sous la

torture dans les geôles du régime rajoute une couche sur les sanctions américaines et européennes. Car elle vise les pays ou les sociétés tiers tentés d'investir en Syrie. Ainsi, la Chine, les Emirats arabes unis ou des particuliers libanais vont être découragés ou réfléchiront à deux fois avant de s'engager. Les domaines mentionnés par la loi incluent la reconstruction, mais plus largement tout ce dont l'Etat syrien peut bénéficier. Ce qui ouvre la voie à des interprétations qui vont faire reculer les entreprises étrangères. Toute perspective de reconstruction se retrouve ainsi bloquée. Or, la Syrie a besoin de dizaines de milliards de dollars pour redémarrer. Des investissements de base sont nécessaires dans les infrastructures, l'électricité, les structures touristiques. Et dans ce contexte, le pays ne présente aucun intérêt pour les grands investisseurs étrangers.

#### **La brouille avec le puissant homme d'affaires Rami Makhoul, cousin de Bachar al-Assad, est-elle liée à cette dégradation de l'économie ?**

Il est probable que l'accu-

mulation de facteurs de crise économique et la réduction du gâteau à partager aient contribué à cette brouille inédite au sein de la famille, même si rien de ce qui s'y passe n'est clair. L'émergence de nouveaux acteurs ayant joué un rôle dans l'économie de la guerre a bousculé la place de Rami Makhoul, comme principal bénéficiaire des contrats de l'Etat. Dans le même temps, les puissants Makhoul ont perdu de l'influence après la mort de la mère de Bachar al-Assad et la maladie de son oncle Mohamed Makhoul, père de Rami. Asma, l'épouse du Président, en profite pour avancer ses pions et introduire ses proches dans les affaires. Ce qui se raconte à Damas est qu'elle aurait dit à Bachar : «Tu dois ta fortune à ta famille maternelle, maintenant c'est le tour de tes enfants de pouvoir compter sur leur famille maternelle.»

#### **Un assouplissement des sanctions, de l'UE notamment, pourrait-il bénéficier à la population syrienne ?**

C'est une question qu'il faut peser de toutes parts. Il faut tout d'abord souligner que les sanctions n'ont qu'un

rôle mineur dans la situation économique actuelle de la Syrie. Les premiers responsables sont les destructions de la guerre, la corruption, les détournements d'argent public et la fuite des capitaux. Aujourd'hui, les sanctions sont la dernière carte de pression restante pour une solution politique, un retour des réfugiés, ou une libération des prisonniers. Il faut réfléchir à une conditionnalité de levée de certaines sanctions par étapes. Compte tenu de la situation des gens, ce serait légitime. Mais, politiquement, le régime peut toujours en profiter.

#### **Le désastre économique pourrait-il provoquer un soulèvement de la population ?**

Aujourd'hui les Syriens sont plus pauvres et affamés que les Yéménites. Ils n'ont cessé de s'acclimater au pire depuis des années sans se soulever. Mais on n'a jamais vu une situation pareille en Syrie avec effondrement économique, guerre civile et destructions. Il n'y a désormais plus aucune perspective et il est impossible pour la population de s'exiler et de se réfugier ailleurs.

## Les gangs de la Turquie kidnappent 11 Kurdes à Afrin

**S**YRIE / ROJAVA – L'armée d'occupation turque et ses mercenaires ont enlevé 11 civils kurdes à Afrin. Deux des personnes enlevées auraient été libérées après une rançon payée par leurs proches.

Meurtres, torture, viols, arrestations... l'armée d'occupation turque et ses mercenaires islamistes poursuivent leurs crimes contre l'humanité dans les zones occupées du Rojava où des civils, dont des femmes, sont kidnappés quotidiennement pour extorquer une rançon à leurs familles.

Selon des sources locales du district de Mobata, hier, les mercenaires du groupe de mercenaires Al-Jabhat al-Shamiya ont enlevé 8 personnes du village de Raja.

Les sources ont donné les noms des personnes kidnappées : Ali Hamo, Hussein Sheikho, Aziz Sheikho, Batal Muhammad Sheikho, Ali Hamo, Haitham Ramzi Haji Hamo, Hanif Aref Shaara, Mu-



hammad Prem et Hanif Hanan. Les gangs de la Turquie ont demandé aux familles de payer une rançon pour libérer les personnes kidnappées. Hanif Hanan et Muhammad Prem ont été libérés après que la rançon a été payée par leurs proches mais le sort des autres demeure inconnu.

Dans le même contexte, une source du village de Ma'amala, dans le district de Mobata, a indi-

qué que les mercenaires du « Sultan Muhammad Fateh » avaient kidnappé plusieurs villageois, sans en connaître la raison.

La source a obtenu les noms des kidnappés, à savoir Lawand Omar Samo, 20 ans, Muhammad Manan Prem, 32 ans, et Joan Shukri Omar, 20 ans, dont le sort reste inconnu.

Les populations des zones occu-

pées par la Turquie dénoncent l'occupation turque et ses crimes contre les civils. Hier, le district de Mobata a assisté à une manifestation contre l'occupation, tandis que les habitants de Tel-Abyad (Girê Sipî) se sont révoltés contre l'occupation et ont exigé la libération de civils, dont des femmes, enlevés par les mercenaires de l'occupation.

**R**  **J** **INFO**

9 juin 2020

## Six nouvelles arrestations politiques à Diyarbakir

**S**ix personnes, dont le Coprésident d'une association de soutien aux familles des prisonniers politiques, ont été arrêtées mardi matin, dans la ville kurde de Diyarbakir.

Dans le cadre d'un raid policier mené ce mardi matin à Diyarbakir, six personnes ont été placées en garde à vue. Il s'agit de Vahit Doğru, Conseiller municipal HDP (Parti démocratique des peuples) du district de Baglar, de Mehmet Emin Güzel, Coprésident de

l'Association de Soutien aux Familles des Détenus (TUAY-DER), de Şafi Hayme, dirigeant de TUAY-DER et de quatre membres de cette association (Leyla Ayaz, Abdulmenaf Kur et Müşerher Ülker).

Outre les domiciles des personnes arrêtées, les locaux de TUAY-DER ont également été perquisitionnés.

Selon l'épouse de Shafi Hayme, 70 ans, celui-ci a été battu par la police lors de son interpellation : "Ils sont entrés

dans la maison avec fureur. Ils ont jeté mon mari par terre et ont commencé à lui donner des coups de pied. Quand j'ai protesté, ils m'ont tiré les cheveux et m'ont jetée par terre en me disant de dormir. Quand ma fille a crié que c'était un vieil homme, ils l'ont également jetée par terre et l'ont rouée de coups. Ils lui ont mis un pistolet sur la tempe et l'ont écrasée au sol en lui appuyant le pied sur le dos. »

Ces dernières semaines, le régime turc a multiplié les arres-

tations dans les milieux politiques et associatifs kurdes, particulièrement dans la province de Diyarbakir. Le 22 mai, 18 personnes étaient interpellées dans le cadre d'une enquête contre l'association de femmes Rosa. 14 d'entre elles sont actuellement détenues. Hier, lundi 8 juin, 6 autres personnes, à savoir des membres et dirigeants du HDP, ainsi qu'une membre de l'association Rosa et un syndicaliste, ont été incarcérées pour « participation à une organisation illégale ».



June 10, 2020  
By Henry Brooks

# Cofiwch Hasankeyf: Water as a weapon in Wales and the Middle East

In Wales, we know the political impact of water. Water is in no short supply here but, as the drowning of Capel Celyn in 1965 serves to painfully remind us, water still matters.

Who has control of water and what that water is used for – including where the water goes – are highly charged issues with wide-reaching, and often destructive, implications. No where else is this truer than in the Middle East.

On 25th February, one word in the opening line of Wikipedia’s page on Hasankeyf was changed. Previously it had read, “Hasankeyf is an ancient town and district located along the Tigris River in the Batman Province in southeastern Turkey.” Now it reads, “Hasankeyf was an ancient town ...”.

This simple change of tense reflects decades of struggle against the Ilisu Dam, the hydro-electric dam responsible for the drowning of Hasankeyf. The dam has been in development for decades and has met passionate opposition, ranging from the



Soldiers at Hasankeyf surrounding protesters

local community and international activists to guerrillas.

Of the many complaints around the creation of Llyn Celyn, the reservoir at the bottom of which the village of Capel Celyn, in the Afon Tryweryn valley, used to reside, was that the flooding would destroy and scatter a precious

Welsh speaking community. Which it did.

And the same is true in the case of Hasankeyf, or Heskîf , نصرح , افديك , Հասրուհիքի, Κιφας, Cepha, or . These are the many names of the town in Kurdish, Arabic, Armenian, Greek, Latin, and Syriac. This incredible diversity reflects the rich, 12,000 year history of Hasankeyf. These names contain the many cultures and empires who have made their mark on Hasankeyf. They left many historic monuments and Hasankeyf’s iconic caves which honeycomb the cliffs.

## Tragedy

Until recently Hasankeyf was as alive as ever. Prior to the flooding of the town and expulsion of its residents by the Turkish regime, Hasankeyf was home to a harmonious synthesis of Arabic and Kurdish identities, with three languages spoken (including Turkish).

For the stateless Kurds in particular, subject as they have

been to systematic oppression by Turkey and the other states which the historical region of Kurdistan overlaps with (Iraq, Iran, and Syria), the loss of a Kurdish speaking community is a tragedy.

The drowning of Hasankeyf is another line on Turkey’s rap sheet of crimes against the Kurds. But this goes even further than just one town, or even just the Kurds.

The Ilisu Dam sits on the Tigris river. This river flows from the Turkey’s Taurus Mountains, into Iraq, through major settlements including Mosul and Baghdad, and finally empties into the Persian Gulf.

This geography is important. Iraq needs water. So does Syria. It has the Euphrates river which, on the other side of Mesopotamia (the “land between the rivers”), begins in Turkey’s Armenian Highlands, snakes through the middle of Syria, into Iraq, and meets the Tigris at Al-Qurnah in Iraq, which local folklore holds to



The Tigris and Euphrates rivers. Source.

be the historical site of the Garden of Eden.

These rivers provide water to vast and incredibly diverse populations across Syria and Iraq. This is the geographical reality which Turkey has used to its advantage.

By controlling the upstream flow of water on the Tigris and Euphrates with dams like the Ilisu Dam, not only has Turkey drowned towns like Hasankeyf – which had the arrogance to sit still in same spot for 12,000 years – but Turkey also controls a vital geopolitical resource: water. Turkey has used this to shape the Middle East and extract favours from other states in the region.

In Iraq, many fear Turkey's dam will drain the Tigris-Euphrates marshlands (only recently restored after they were emptied by Saddam Hussein) further displacing their inhabitants, the Marsh Arabs. Water is a sword Turkey can hold over Iraq, limiting or increasing the supply as a form of blackmail.

The same goes for the Syrian regime. But Syria has another political force, which is something like a state but not quite: the Autonomous Administration of North and East Syria.

### Sanitation

In the vacuum of the Syrian civil war, a Kurdish-led, multi-ethnic coalition of political forces across north and east Syria has built a pluralist, feminist, radical democracy, sometimes referred to by the region's Kurdish name: Rojava. The Kurds and their allies manage this while they also form the frontline military force against ISIS, including right now holding thousands of ISIS fighters prisoners with basically no help from Western states, even for fighters from those countries.

Turkey despises the Kurds and their pluralist democracy. Kurds living alongside Arabs, Turkmen, Syriacs, Ezidis, and other ethnic



Protestors at Hasankeyf.

minorities, sharing democratic structures with them; a commune-based democracy built on the emancipation of women: all of these things are an affront to the Turkish state's totalitarian mentality. Turkey dismisses this radical and incredibly successful in democracy as a bastion of terrorists, despite the Kurds repeated calls for dialogue, which Turkey intentionally ignores.

So, Turkey uses water as a weapon. On top of the control it has over the Euphrates, which runs through the Autonomous Administration of North and East Syria, it has attacked and destroyed vital water infrastructure in the region. On the first day of Turkey's latest invasion of Northeast Syria, triggered by Trump pulling troops out of the region, Turkey attacked the Alouk water station in Serekaniye, a border town on the Syrian side. Since then the site has been repeatedly taken out of action.

Turkey continues to attack water and electricity infrastructure, (with military equipment potentially originating from the UK), dam rivers, and burn newly plant orchards and other agriculture.

Hundreds of thousands of people are left without safe, reliable drinking water. A tragedy at any time, this crisis is further exacerbated by the COVID-19 crisis where access to water is vital for the maintenance of sanitation protocols.

You can't wash your hands if you don't have access to water. "Stay alert" in Rojava means "keep an eye out for drone strikes."

### What to do

Wales knows the power of water. We know how vital it is for life as well as the destruction that can be waged in its name. The people of Hasankeyf should not have been turned out of their homes, just like the people of Capel Celyn should have been able to remain and nurture their precious Welsh speaking community.

The people of Northeast Syria, who want nothing more than for Turkey to just leave their democracy in peace, deserve reliable access to clean water. Despite this dire situation, you can help.

Right now, activists from across the world are trying to raise £100,000 to help the people of Northeast Syria rebuild water infrastructure destroyed by Turkey. You can donate to that fundraiser here and I encourage you to do so.

Beyond this, the campaign calling on people to Boycott Turkey is growing. The UK provides weapons and military equipment to Turkey – some of it potentially produced in Wales. Welsh tourists cross Europe to holiday on Turkey's beaches. This puts money straight in the pockets of

the regime and is used to fund drone strikes and torture chambers used against the Kurds and their allies.

If you want to help the Kurds, don't holiday in Turkey and don't buy Turkish products. Beko, the fridge manufacturer, for example, is linked to the Turkish military. A boycott campaign helped bring down South African apartheid and it can bring an end to Turkey's merciless persecution of ethnic minorities.

Meanwhile, the fundraiser, Water For Rojava, doesn't have long left. Before submitting my own donation, I thought back to last year when I visited Hasankeyf and saw the rising waters, and the abysmal theatre of the Turkish armed forces who surrounded us by their hundreds with automatic weapons, at one point joking about gunning us down, all to halt our simple protest which was to be nothing more than jumping in the Tigris on a sunny day.

Our histories are very different, but Wales nonetheless has a lot in common with the Kurds and Kurdistan.

When we cofiwch Drywern we should also cofiwch Hasankeyf. Not to remember them as historical relics of struggles lost but as living memories which compel us to fight for a better world and make sure that tragedies like these never happen again;



June 10, 2020  
By Karwan Faidhi Dri

## Veteran Kurdish politician released after terror-related detention in Turkey

**E**RBIL, Kurdistan Region — Veteran Kurdish politician, Leyla Guven, was released late Tuesday after being detained by Turkish authorities for her alleged links to a group affiliated with the Kurdistan Workers' Party (PKK). The MP's detention came on the same day her parliamentary membership was revoked alongside two other lawmakers.

The legislative body's deputy speaker announced the impeachment of Guven and Musa Farisogullari from the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), as well as Enis Berberoglu from the main opposition Republican People's Party (CHP) on June 4, based on a contentious constitutional article stipulating a loss of membership for being convicted in a court of law.

The three parliamentarians were detained later, but Berberoglu was released within 24 hours and put under house arrest due to coronavirus-related health measures.

Guven was sentenced to six years and three months in late September, after being accused of affiliating with the Kurdish Communities Union (KCK), an umbrella group of a number of parties, including the Kurdistan Workers' Party (PKK). The court's decision came after the politician already served time in prison, which she says was for the KCK case, the proceedings of which began in 2009.



Leyla Guven after being released from detention late Tuesday night. Photo: social media

However, the judges who ruled on the case in September are said to have subsequently jailed for alleged links to Turkish cleric Fethullah Gulen, who the government blames for a failed coup attempt in 2016.

Guven told Rudaw Thursday after the impeachment decision that she has already served six years since 2009 for the cases, and therefore will not be jailed again, and wonders how her membership can be revoked based on a ruling made by judges jailed for having links to Gulen.

Guven was released late Tuesday "after her detention was deducted, taking into account the length of her stay in prison," according to a tweet by the HDP.

"I have been released, but Mr Musa [Farisogullari] remains

behind bars despite his illness," Guven told reporters after her release.

Farisogullari was also tried as an affiliate of the KCK and sentenced to nine years in prison.

"There are thousands of others [from the HDP] in jail. Therefore, I am not content in my release. However, we will all continue our struggle together until Kurds gain their freedom," added Guven.

"I call on our people not to be discouraged [by arrests] ... as we will definitely succeed."

Many compared Thursday's removal of politicians to the post-coup crackdown of the government against dissidents and those perceived to threaten the ruling party in 2016. The HDP suffered greatly under the surge of arrests, which led to the impris-

onment of many of its officials, members and supporters, including former co-leaders Selahattin Demirtas and Figen Yuksekdag, who are still behind bars.

Most of the HDP's 59 mayors have been removed from office and replaced by pro-government administrators (trustees). Some of the ejected-politicians have been detained, tried, and convicted for their alleged links to the PKK, an armed group which struggles for Kurdish cultural and political rights, but is seen by Ankara and its Western allies as a terrorist organization.

Six HDP mayoral-elects were not permitted to even begin their term in office despite their victory in the March 2019 local elections.

June 12, 2020  
By Carlotta Gall

## Erdogan and Trump Form New Bond as Interests Align

**R**elations between President Trump and President Recep Tayyip Erdogan of Turkey have long blown hot and cold. For the moment, they are finding common cause.

ISTANBUL — Relations between President Trump and his Turkish counterpart, Recep Tayyip Erdogan, were in the worst state anyone could remember 10 months ago, veering toward armed clashes between their armies across the Syrian-Turkish border, while Mr. Trump threatened to annihilate Turkey's economy.

But these days, as the coronavirus threatens recession and rallies their opponents, both men are under pressure at home, with not many friends abroad, and may feel the need of some friendly comfort. This week, according to the Turkish account, they shared a few jokes during a phone call.



Turkish soldiers patrolling last month in Syria's Idlib Province, where their country has opposed a Russian-backed offensive. Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

"To be honest, after our conversation tonight, a new era can begin between the United

States and Turkey," Mr. Erdogan said during a television interview afterward on Monday.

Relations between the two leaders have long blown hot and cold.

A Turkish court sentenced a U.S. consulate employee to eight years in prison on a terror-related charge on Thursday, a setback for U.S. officials who have been struggling for three years to exonerate three U.S. employees who they say are being used as political hostages.

But the presidents' stars have aligned for the moment, with the interests of Turkey and the United States converging on several of the biggest issues that had driven them apart in recent years.

It helps that even when interests diverge, the two men like and understand each other,

share a love of strongman politics and have thrust their family members together to



President Trump and his Turkish counterpart, Recep Tayyip Erdogan, in Washington in November. The two like and understand each other. T.J. Kirkpatrick for The New York Times

nurture potentially mutually beneficial business deals.

In recent months, Mr. Trump has not stood in the way of and even assisted Turkey's interventions in both Syria and Libya. He thanked Turkey for freeing an American evangelical pastor, even though diplomats accused Turkey of political hostage taking. And the F.B.I. has opened a budding investigation into Mr. Erdogan's *bête noire*, the Islamic preacher Fethullah Gulen, whom he accuses of masterminding a failed coup in 2016 from his self-imposed exile in Pennsylvania.

Equally important, Mr. Trump has held off imposing sanctions against Turkey for its purchase of a Russian S-400 missile system, something that has prevented Turkey drifting further away from the West, said Asli Aydintasbas, a senior fellow at the European Council on Foreign Relations.

"He saved this relationship,"

she said of Mr. Trump. "If not for this strange Trump factor, we really would have been in a Turkey-Russian axis."

Libya is the latest place where the two men have seemingly reached agreement, with Mr. Trump effectively greenlighting Mr. Erdogan's military intervention, which has reshaped the conflict.

"We came to some agreements during our call," Mr. Erdogan said this week about their conversation on Libya, without specifying exactly what these were.

President Trump has shown little interest in Libya and signaled an ambivalence over the outcome of the war.

His administration formally supports the United Nations-backed government of Prime Minister Fayez al-Sarraj. But Mr. Trump also held a phone call with the Libyan strongman Khalifa Hifter, a former C.I.A. asset who opened an offensive



Fighters loyal to the U.N.-backed government in Libya celebrated last week after taking over an area of Tripoli from forces loyal to the strongman Khalifa Hifter. Mahmud Turkia/Agence France-Presse — Getty Images

against Tripoli last year with the backing of Russia, Egypt and the United Arab Emirates.

This spring Turkish forces came to the aid of the al-Sarraj government, rescuing it and

“What Turkey has done in containing Russia, I believe also suits the U.S. perfectly well,” he said.

For Mr. Erdogan it is a dramatic turnaround in his dealings with



U.S. military vehicles, part of a joint convoy with the Kurdish People's Protection Units, in the northeastern Hasaka Province of Syria in November. Delil Souleiman/Agence France-Presse — Getty Images

turning the tide in the war, and there are signs that Washington is not opposed to the Turkish intervention.

Washington has not protested Turkey's use of American weapons in its operations, for example, said Ozgur Unluharsicikli, Ankara director of the German Marshall Fund of the United States. The U.S. Africa Command, based in Europe, is probably also not unhappy to see Russia restrained in Libya, he added.

the United States. Last fall he was on the verge of going to war in northern Syria against American troops — NATO allies — and was castigating Washington daily for its armed support for the Kurdish forces there.

Turkey had long complained that the Kurdish People's Protection Units, who collaborated with U.S. forces in fighting the Islamic State in Syria, were the same organization that has been mounting an insurgency inside Turkey for three decades.

The Pentagon's arming and training of the Kurdish forces along Turkey's southern border represented not only a security threat to Turkey but became an enormous diplomatic dispute with Washington.

That problem has more or less gone away after Mr. Trump pulled American troops away from Syria's northern border and reduced their footprint to a smaller area in the south of the country.

Mr. Trump's move set off anguished protests in Congress and even among his own military over what many saw as his betrayal of longstanding Kurdish allies. But the sudden withdrawal cleared the way for Turkey to seize control of a narrow band of territory along the border inside Syria, with Russia moving into the remaining border areas.

A new offensive by Russian and Syrian government forces in December and January in Idlib, the last rebel-held province of Syria, then brought a new convergence of interests between Turkey and the United States.

The rapid and ruthless offensive obliterated a swath of towns and villages, sending nearly a million people fleeing toward Turkey's border in desperate conditions of cold and misery. Turkey, aided by U.S. intelligence and surveillance, sent in troops to stem the advance.

Mr. Erdogan had until then been relying on his own relationship with President Vladimir V. Putin of Russia to negotiate a series of cease-fires, but the winter offensive was of such a devastating scale that it tipped Turkey



The cleric Fethullah Gulen at his home in Saylorsburg, Pennsylvania, in 2016. Charles Mostoller/Reuters

Mr. Erdogan barely mentions American support for the Kurdish forces these days, even though it continues.

He has also dropped mention of another thorny issue, the extradition of the Islamic preacher Mr. Gulen, which the United States has refused saying there is lack of evidence. Turkey seems to have accepted an alternative that the F.B.I. is conducting an investigation into Mr. Gulen's affairs instead.

firmly into open opposition. A Russian strike on a Turkish military convoy that killed 34 soldiers in February was a decider.

“There was always an illusion that Turkey was in this big power game with Russia,” said Ms. Aydintasbas. “That is all shattered.”

The Russian aggression in Idlib was one of the main drivers that has pushed Turkey into a closer cooperation with the United States, said Sinan

Ulgen, chairman of the Center for Economics and Foreign Policy Studies. "That was a turning point," he said.

The U.S. special representative for Syria, James Jeffrey, has been open in his praise for Turkey's actions in stemming the Russian-Syrian government advance and retaining a parcel of territory for the Syrian opposition. "We strongly support the cease-fire; we strongly support the Turkish military action," he told a video conference with the Atlantic Council in April.

This shift does not mean that Turkey will turn its back on Russia, analysts said. Turkey is conducting a "balancing act," Ms. Aydintasbas said.

The biggest thorn of all in the relationship, Turkey's purchase of a Russian S-400 missile system, remains unresolved.



A camp for displaced families in Idlib Province, on the Syria-Turkey border, in March. Ivor Prickett for The New York Times

Hit by a serious economic downturn as a result of the coronavirus pandemic, Mr. Erdogan has also softened his tone in an effort to buy some time for recovery. He did not activate the missile system in April,

as had been scheduled. Many analysts suggest he has held off in order to avert U.S. sanctions and even to negotiate a swap deal with the Federal Reserve.

Even if a swap is not successful, easing relations with Washington could at least help with improving the general investment climate, Ms. Aydintasbas said.

"Is there a new phase of cooperation? I think there is a window of opportunity," Mr. Unluhisarcikli said.

Mr. Erdogan may still want to bring out the S-400 to rally supporters at home nearer elections, or at least show them that he did not waste the \$2.5 billion only to keep the system unused, Mr. Unluhisarcikli added.

"The window is that Turkey is not operationalizing the S-400s," he said. "But if they do, it's back to square one."



June 13, 2020

## HDP not part of opposition alliance, says jailed Kurdish politician Demirtaş

The former leader of Turkey's pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), an umbrella organisation to bring together Turkey's left-wing and pro-Kurdish parties, said in a series of tweets on Saturday that the HDP was not of a secret alliance with the country's main opposition Republican People's Party (CHP).

"Our party officials at the top-levels constantly call for an alliance for democracy, but this call is insistently misconstrued," Demirtaş



said. HDP unilaterally decided to support CHP candidates in the last year's local elections in a select few provinces where votes from the party's majority-Kurdish base was critical, Demirtaş

said. "HDP's call for an alliance for democracy is not an election cooperation, but a call for a joint understanding to create a bright future based on democratic princi-

ples," he continued.

Demirtaş, who has been in prison over terrorism charges since November 2016 despite rulings by the European Court of Human Rights for his release, called for dialogue with his party "for the best outcome for Turkey."

The HDP on June 1 issued a document detailing the party's proposals for a more democratic country, and will be holding a March for Democracy between June 16 and 20.



June 13, 2020

## Turkey's governors ban demonstrations ahead of pro-Kurdish HDP march

The governor of Turkey's northwestern province of Tekirdağ has joined six others in issuing a province-wide ban on all protests and demonstrations, Cumhuriyet newspaper reported on Saturday.

The governor's office of Tekirdağ banned all gatherings for three days, between June 14 and 17, following a similar ban by the governors of the eastern provinces of Hakkari, Van, Bitlis, Gaziantep and Şanlıurfa.

"There have been calls for gatherings in our province and some other provinces to protest the revocation of parliamentary status for former deputies Kadri Enis Berberoğlu, Musa Farisoğulları and Leyla Güven and their arrest," the governor's office said.

Main opposition Republican People's Party (CHP) deputy Berberoğlu and pro-Kurdish opposition Peoples' Democratic Party (HDP) deputies Güven and Farisoğulları were stripped of their status as parliamentarians on June 4. All three were arrested shortly after on espionage and terror charges. Güven and Berberoğlu have since been released.

The HDP announced earlier this week that would be holding a march to capital Ankara in protest between June 15 and 20. The march was set to start from two locations, Edirne, where many HDP politicians including former co-chairs Figen Yüksekdağ and Selahattin Demirtaş are imprisoned, and HDP-stronghold Hakkari.



Such demonstrations could lead to "tensions between opposing groups," and "violent street protests," the governor's statement said.

The march would threaten public order and weaken Turkey's fight against the COVID-19 coronavirus pandemic, violating social distancing guidelines, it continued.

Entry to Tekirdağ will be restricted "to prevent such unde-

sirable events, to protect peace, national security and the public order, to uphold the fundamental characteristics of the Republic, the unity of the state with its country and people, and to avoid the spread of the coronavirus pandemic," the governor said.

Persons attempting to enter the province will be subject to legal action and administrative fines, according to the statement.

### Kurdistan au féminin

13 juin 2020

## Vallée de Zilan: une longue destruction écologique

TURQUIE / BAKUR – Au Kurdistan du Nord sous l'occupation turque, la destruction du peuple kurde va de paire avec celle de sa nature et son histoire, dont l'exemple parfait est l'anéantissement de la ville antique d'Hasankeyf. La vallée de Zilan est sur le point de connaître le même sort qu'Hasankeyf.

La vallée de Zilan, dans la région de Van, est parmi une des plus riches régions abritant des espèces endémiques de plantes et d'animaux. Elle abrite également de grandes terres agricoles, des pâturages très fertiles et des sources d'eau. C'est l'un des endroits où vit le poisson darekh ou tarek, connu sous le nom de poisson de Van. Zilan est également riche en res-

sources naturelles telles que les minéraux.

La région de Zilan a accueilli de nombreuses civilisations, dont le Royaume d'Urartu ou le Royaume de Van, une civilisation qui s'est développée à l'âge du bronze et du fer.

La poursuite des politiques de destruction de la région par l'État turc est la construc-

tion de 4 barrages hydrauliques. La première chose à faire lorsqu'un projet de barrage commence est de forcer les gens à quitter leurs terres. La zone où sera située la centrale hydroélectrique finira par être désertée, sans population, sans animaux, sans terres agricoles.

Un premier projet de barrage hydraulique a été lancé à

Zilan en 2014, dont la construction a été approuvée malgré l'objection des villageois. Il a été arrêté par la décision du Conseil d'État en 2015. Malgré la décision du Conseil d'État, la construction du barrage a été redémarrée il y a deux mois. (ANF)

**Faire disparaître les traces du massacre de Zilan**

En 1930, des dizaines de milliers de Kurdes ont été massacrés par l'Etat turc dans la vallée de Zilan et où des squelettes ainsi que des cartouches sont encore visibles 90 ans après le massacre. Avec ce barrage construit dans la vallée de Zilan, l'Etat turc compte faire disparaître les traces du massacre de Zilan.



**R**  **J** **INFO**

13 juin 2020

## 700 femmes engagées dans la défense des terres agricoles de la région de Cizîr

À Cizîr, dans le nord-est de la Syrie, 700 femmes des forces féminines de défense civiles (HPC-Jin) participent à des patrouilles pour protéger les terres contre les incendies criminels.

Les incendies criminels ciblés font partie des méthodes de guerre utilisées par la Turquie contre les régions autonomes du nord et de l'est de la Syrie. Ils relèvent de la campagne de destruction systématique des sources économiques de la population. A travers cette campagne déclenchée avec l'invasion d'Afrin en 2018, l'Etat turc poursuit l'objectif de vider ces régions de leurs habitants majoritairement kurdes, autrement dit, de réaliser un nettoyage ethnique.

En 2019, une commission d'enquête de l'administration autonome a estimé que les dommages causés par ces incendies dans les terres cultivées s'élevaient à près de 33 millions d'euros. Rien qu'au cours du premier semestre de cette année, 42 000 hectares de champs cultivés ont été détruits par l'armée turque et ses alliés djihadistes.

Les habitants de la région autonome du nord et de l'est de la Syrie déploient beaucoup d'efforts pour protéger leurs sources de subsistance. À l'heure actuelle, environ 45 000 personnes se relaient jour et nuit pour garder les champs. Parmi elles, 15 000 volontaires issus des Forces de défense civiles (Hêzên Parastina Civakî, HPC) et de leur branche féminine, HPC-Jin, les 30 000 autres étant des membres des Forces de sécurité intérieure (Asayish).

Dans la région de Cizîr, 700 femmes des HPC-Jin sont engagées dans la défense des terres agricoles. Fatma Mihemed est l'une d'entre elles. Elle patrouille avec ses amies entre Qamishlo et Tirbespiyê (al-Qahtaniyya). Elle déclare: "L'incendie criminel ciblé n'est rien d'autre qu'une guerre contre l'économie de nos régions, dit-elle. Très peu d'entre nous possèdent des terres, c'est vrai. Mais il est de notre devoir à toutes et tous de défendre les moyens de subsistance de toute notre société."

Fatma Mihemed estime cependant que les incendies causés par les mégots de cigarettes non éteints sont au moins



aussi graves que les incendies volontaires déclenchés par les forces d'occupation: "Nous devons intégrer et développer une approche sensible et durable de la nature, également pour les générations futures. Le paysage du nord et de l'est de la Syrie fait partie de l'identité culturelle et géographique de notre région."

**Chaque personne doit se sentir responsable**

L'amie de Fatma, Evîn Ibrahim, partage la même détermination. Lorsqu'elle n'est pas en patrouille, elle siège au Conseil populaire d'El Tenûriyê en tant que conseillère municipale. Elle estime que le traitement consciencieux de la nature doit être une préoccupation pour tous les habitants du nord et de l'est de la Syrie, soulignant que

la bande frontalière est une zone particulièrement sensible.

Mihabad Adnan Omar, une autre patrouilleuse des champs, indique que de nombreux incendies ont été évités cette année grâce aux efforts intensifs des forces de sécurité et des autorités de l'administration autonome. "Bien sûr, il est presque impossible d'arrêter les auteurs, car la majorité des terres agricoles sont sous le feu d'artillerie des gardes-frontières turcs ou des islamistes. Cependant, étant donné que les forces de sécurité et les pompiers sont positionnés de manière à atteindre les zones rurales les plus reculées en quelques minutes, de nombreux incendies de champs peuvent être éteints avant de se propager".

## Virus: l'Iran annonce plus de 100 morts, une première en deux mois

Téhéran a annoncé dimanche plus de 100 morts du nouveau coronavirus en 24 heures, ce qui n'était plus arrivé depuis deux mois, alors que les autorités minimisent la remontée continue du nombre de patients recensés en Iran.

Les autorités sanitaires ont enregistré 107 nouveaux décès dus au virus SARS-CoV-2 entre samedi midi et dimanche à la mi-journée, a annoncé Sima Sadat Lari, porte-parole du ministère de la Santé, ce qui porte le bilan de l'épidémie à 8.837 morts en Iran.

"Il s'agit d'un virus sauvage et imprévisible, qui peut nous surprendre à tout moment et requiert un réel effort collectif, que nous respectons tous sérieusement les protocoles sanitaires et que nous observons les règles de distanciation sociale", a déclaré Mme Lari.

L'Iran, qui a annoncé ses premiers cas de contamination par le nouveau coronavirus mi-février, est le pays au Proche et Moyen-Orient le plus durement touché par la pandémie de Covid-19, mais n'a jamais décrété de confinement obligatoire de la population.

Depuis avril, l'Etat a levé progressivement la quasi-totalité des restrictions destinées à lutter contre la propagation de la maladie et l'activité semble avoir repris un cours presque normal dans la majorité des 31 provinces du pays.

Sept d'entre elles sont néanmoins classées rouges, le ni-

veau d'alerte le plus élevé en ce qui concerne le risque de propagation de la maladie, selon Mme Lari. Il s'agit des provinces d'Azerbaïdjan-Occidental, du Kurdistan, de Kermanschah, du Khouzestan, de Bouchehr, du Hormozgan, et du Sistan-Baloutchistan, qui dessinent un arc de cercle presque continu le long des frontières courant du Nord-Ouest au Sud-Est du pays.

Depuis début mai, les chiffres officiels traduisent une tendance de hausse des nouveaux cas recensés de contamination par le virus.

"Conséquences irréparables" -

Face à cela, les autorités ne cessent de reprocher à la population de ne pas respecter les règles élémentaires de distanciation sociale tout en répétant qu'il n'y a aucun lieu de s'inquiéter car la hausse des cas ne serait selon elles que le résultat, mathématique, d'un dépistage plus intensif.

Cela ne traduit en rien une détérioration de la situation sanitaire du pays, assurent ainsi plusieurs responsables.

"Quand on mène plus de tests, alors, naturellement, on identifie davantage de cas", a déclaré mercredi le président Hassan Rohani. La hausse récente n'a rien de "négatif" et "les gens ne doivent pas s'inquiéter", a-t-il ajouté.

Le bilan quotidien officiel des morts du virus en Iran était tombé sous la barre des 100 le 14 avril, après que les autorités eurent annoncé 111 décès la veille.



Des Iraniens, la plupart portant des masques sanitaires, dans le métro de Téhéran, le 10 juin 2020

Dimanche, Mme Lari a indiqué que 2.472 nouveaux cas de contamination par le virus ont été confirmés en Iran au cours des dernières 24 heures.

Selon les chiffres officiels, 187.427 personnes ont été infectées par la maladie depuis

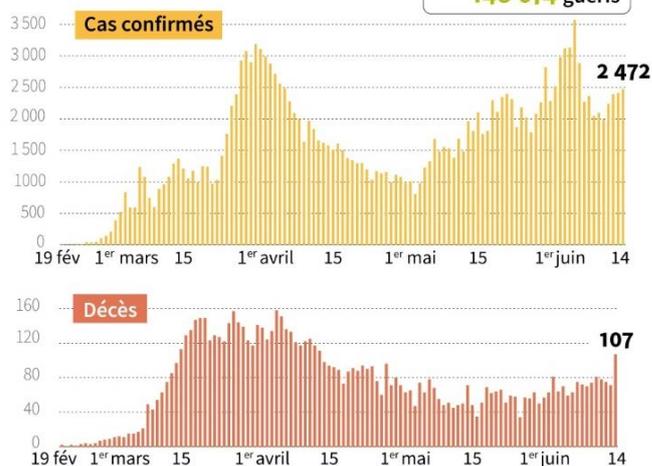
l'annonce des premiers cas en février.

A plusieurs reprises, les statistiques du gouvernement ont été remises en cause par des experts étrangers ainsi que certains responsables iraniens

### Le Covid-19 en Iran

Nouveaux cas et décès par jour  
Au 14 juin

187 427  
cas confirmés  
dont 8 837 morts  
148 674 guéris



Source : comptage AFP à partir de données officielles

© AFP

Le Covid-19 en Iran (AFP - Omar KAMAL)

qui les soupçonnent d'être largement sous-estimés.

S'ils cherchent à rassurer la population face à la situation sanitaire du pays, plusieurs responsables ne cachent pas leur inquiétude face à ce qu'ils dépeignent comme la négligence ou l'insouciance de la population face au virus.

Samedi, M. Rohani s'alarmait d'un rapport selon lequel seulement "18 à 20%" des Ira-

niens respecteraient désormais les consignes de lutte face à la maladie contre "80% et plus" en avril-mai.

"Le non respect de la distanciation sociale, des règles d'hygiène personnelle ou publique ainsi que les déplacements inutiles peuvent avoir des conséquences irréparables", avertissait début juin un bandeau tournant en boucle sur la chaîne d'information de la télévision d'Etat.



Des Iraniens, certains avec des masques sanitaires, sur un marché de Téhéran, le 3 juin 2020 (afp/AFP - -)



14 Juin 2020

## La France dénonce l'ingérence « inacceptable » de la Turquie

Paris (France), la France a durci le ton dimanche contre les ingérences de la Turquie en Libye, en dénonçant un interventionnisme "inacceptable" et en assurant que "la France ne peut pas laisser faire", a indiqué l'Elysée.

Paris, qui depuis des mois multiplie les charges contre les ambitions régionales turques, s'est irritée d'une "politique de plus en plus agressive et affirmée de la Turquie, avec sept navires turcs positionnés au large de la Libye et une violation de l'embargo sur les armes".

"Les Turcs se comportent de manière inacceptable en instrumentalisant l'Otan et la France ne peut pas laisser

faire", ajoute la présidence française.

Emmanuel Macron s'est déjà entretenu sur ce point avec le président américain Donald Trump cette semaine et "des échanges auront lieu dans les semaines à venir sur ce sujet avec les partenaires de l'Otan engagés sur place", ajoute l'Elysée.

Le président français avait déjà regretté le silence de l'Otan, dont la Turquie est membre, envers les offensives militaires turques contre les milices kurdes en Syrie, alliées des Occidentaux dans la lutte antiterroriste en Syrie. Il avait alors affirmé en novembre que l'Otan était en état de "mort cérébrale".

Vendredi, l'Union européenne a demandé l'appui de l'Otan pour l'aider à faire respecter l'embargo sur les armes en Libye, après avoir été empêchée par l'armée turque d'inspecter un navire suspect.

Alors que les gisements gaziers offshore de la région attirent les convoitises, la Turquie soutient en Libye le Gouvernement d'union libyen (GNA) de Favez al-Sarraj, reconnu par les Nations unies. Grâce à son appui, le GNA a infligé des revers cinglants aux forces du maréchal Khalifa Haftar, homme fort de l'Est soutenu par l'Egypte, les Emirats arabes unis et la Russie. La France, bien qu'elle s'en défende publiquement, est également soupçonnée d'avoir soutenu

le général Haftar.

La Turquie a conclu en novembre un accord controversé avec les autorités libyennes pour pouvoir effectuer des recherches d'hydrocarbures en Méditerranée orientale.

Comme de nombreux pays riverains, la Grèce a dénoncé l'accord turco-libyen, qui étend considérablement le plateau continental de la Turquie.

Ankara a aussi récemment effectué des forages exploratoires à proximité de Chypre, suscitant les protestations des pays voisins, Chypre, Grèce, Egypte ainsi que de l'Union européenne qui a menacé la Turquie de sanctions.

## Turkish Jets Strike Kurdish Militant Targets in Northern Iraq

STANBUL — Turkish warplanes struck Kurdish militant targets in various regions of northern Iraq on Sunday night in response to an increase in militant attacks on Turkish army bases, the Defence Ministry said.

"The Claw-Eagle Operation has started. Our planes are bringing the caves down on the terrorists' heads," the Turkish Defence Ministry said on Twitter.

Turkey regularly targets Kurdistan Workers Party (PKK) militants, both in Turkey's mainly Kurdish southeast and in northern Iraq, where the group is based.

A security source told Reuters the warplanes took off from various air bases in Turkey, notably in the southeastern cities of Diyarbakir and Malatya.

Advertisement

The defence ministry subsequently said the air operation

targeted the PKK in the region of its stronghold at Qandil, near the Iranian border, as well as the areas of Sinjar, Zap, Avasin-Basyan and Hakurk.

"The PKK and other terrorist elements are threatening the security of our people and borders with attacks increasing every day on the areas of our outposts and bases," it said.

The PKK, designated as a terrorist group by Turkey, the United States and European

Union, took up arms against the Turkish state in 1984. More than 40,000 people have been killed in the conflict, focused in southeast Turkey.

While Turkish warplanes frequently target PKK targets in northern Iraq, Turkey has also warned in recent years of a potential ground offensive targeting the PKK bases in the Qandil mountains.

LE FIGARO

15 juin 2020  
Par Delphine Minoui

## La Méditerranée orientale, un enjeu stratégique pour Erdogan

C'est un différend qui remonte à plus de cinquante ans. Une dispute sourde et lointaine qui s'est récemment exacerbée dans le contexte de guerre en Libye et de découverte de nouveaux gisements d'hydrocarbures en Méditerranée orientale. Faisant fi des mises en garde italiennes, grecques ou encore égyptiennes, Ankara démultiplie les démonstrations de force en Méditerranée orientale. Dernier événement en date : l'exercice militaire d'envergure qui s'est tenu, tambours battants, le 11 juin, sur un tracé de 2000 kilomètres aller-retour de l'est vers l'ouest et qui, photos à l'appui, a mobilisé huit frégates et corvettes, ainsi que des avions-radar et chasseurs

F-16. L'exercice baptisé « Haute Mer » suit de quelques jours l'annonce, par le ministre turc de l'Énergie, de son intention de mener « dans trois ou quatre mois » des forages d'hydrocarbures dans cette zone maritime particulièrement convoitée, dont les contours n'ont jamais cessé d'être disputés, et où la course à l'exploitation s'accélère.

« Il y a encore quelques mois, on se disait que les Turcs voulaient bloquer les forages entrepris par les autres car ils voyaient que tout le monde avançait sans eux. Mais aujourd'hui, ils sont arrivés au stade où ils construisent une situation alternative », observe Dorothee Schmid, responsable

du programme Turquie contemporaine et Moyen-Orient de l'Ifri. L'illustration, selon elle, « d'un pays qui démontre aujourd'hui des capacités de projection de puissance très larges, qui est dans une logique de statut international, qui prend des gages pour créer du fait accompli et se retrouver ensuite en meilleure position pour négocier. »

La « victoire » libyenne, qui a pris tout le monde de cours, y est pour beaucoup. Alors qu'au début du printemps, la crise du Covid a détourné les regards de la région, les Turcs ont marqué des points à Tripoli en parvenant, par leur soutien militaire au Gouvernement d'union nationale libyen (GNA) de Fayez al-Sarraj, à

faire reculer le maréchal Haftar, l'homme fort de l'Est soutenu par l'Égypte, les Émirats arabes unis et la Russie, et en montrant aussi leur volonté d'établir une présence durable dans le pays. Vendredi, le quotidien progouvernemental turc Yeni Safak évoquait ainsi les velléités d'Ankara d'établir deux bases militaires, l'une à al-Watiya (sud-ouest de Tripoli) récemment reprise aux forces de Haftar, et qui accueillerait des drones, et l'autre, navale, dans le port de Misrata.

### Risque d'escalade régionale

Dans ce nouveau contexte, la Turquie entend renforcer sa position régionale en

s'appuyant sur un accord maritime scellé le 27 novembre 2019 avec le GNA qui autorise Ankara à augmenter le territoire sur lequel mener des activités d'exploration. Une aubaine économique : la Turquie, pour qui le gaz constitue la première ressource énergétique consommée - et qui importe 99 % du gaz qu'elle utilise - veut tirer profit de ce riche sous-sol où d'importants gisements ont été découverts au cours des dernières années. « Si l'exploration et le forage turcs mènent à d'importantes découvertes en Méditerranée

orientale, non seulement cela allégera le fardeau qui pèse sur l'économie turque à cause de la facture des importations énergétiques, mais cela réduira notre dépendance énergétique tout en offrant à la Turquie des avantages politiques et stratégiques dans les affaires régionales », observe Necdet Pamir, expert en politique énergétique. En vertu de ce « deal » turco-libyen, Ankara peut également s'octroyer le droit de bloquer le projet de gazoduc EastMed, qui vise à exporter en Europe centrale du gaz israélien et qui traver-

serait la zone revendiquée par les Turcs.

De quoi laisser craindre une possible escalade régionale. « Le risque conflictuel s'accroît. Cette crise s'ajoute aux autres sources de tension qui opposent la Turquie, la Grèce et Chypre », estimait récemment Charles Ellinas, spécialiste des questions énergétiques, lors d'un séminaire en ligne, en allusion au litige qui oppose actuellement Ankara et Athènes autour du tracé du fleuve Evros. La Grèce et la Turquie étant toutes les deux membres

de l'Otan, un conflit reste néanmoins peu probable même si, précise Dorothée Schmid, « on n'est jamais à l'abri d'escarmouches et de dérapages comme ce fut le cas avec Israël lors de l'affaire du Mavi Marmara ». En Libye, Ankara dispose également d'une autre « arme », celle des réfugiés, comme elle l'a déjà fait avec la Grèce. « La Libye, c'est l'autre route des migrants, relève la chercheuse. Si les Turcs se mettent à avoir la main sur la politique migratoire libyenne, c'est la catastrophe pour l'Europe. »

LE FIGARO

15 juin 2020  
Par Alexia Kefalas

## Nikos Dendias : « La Turquie a intensifié ses provocations »

**P**our le ministre grec des Affaires étrangères, attendu à Paris lundi, les menaces turques concernent toute l'UE.

GRÈCE - Pour son premier voyage à Paris, le ministre grec des Affaires étrangères Nikos Dendias est l'invité d'honneur, lundi, de son homologue français Jean-Yves Le Drian. Après un déjeuner de travail, ils assisteront au Conseil des ministres des Affaires étrangères de l'Union européenne. Au-delà de la symbolique de solidarité, le menu est chargé : des tensions avec la Turquie voisine aux défis en Méditerranée orientale, sans oublier la Libye.

**LE FIGARO. - Vous vous rendez en France à un moment où la Turquie multiplie les menaces dans la région. Qu'attendez-vous de Paris ?**

Nikos DENDIAS. - Effectivement, la Turquie a dangereusement intensifié ses provocations en Méditerranée orientale. C'est



« Dans sa vaste tentative illégale d'étendre sa souveraineté en Méditerranée orientale, la Turquie prépare l'envoi de navires d'exploration dans la zone du plateau continental grec (...) Notre gouvernement ne laissera pas passer cela », prévient le ministre grec des Affaires étrangères, Nikos Dendias.  
Petros Giannakouris/AP/SIPA

inacceptable. Cela ne s'arrête pas aux violations de notre espace aérien et de nos eaux territoriales. S'ajoutent les survols d'avions de chasse armés au-

dessus d'îles habitées, ainsi que sur nos terres à la frontière gréco-turque, à Evros, au nord du pays. Parallèlement, la Turquie viole les droits souverains

et la souveraineté d'un autre membre de l'UE, la République de Chypre. Elle n'a pas hésité à forer dans la zone économique exclusive (ZEE), et dans les

eaux territoriales chypriotes. Ces actions ont été condamnées par l'UE qui a imposé des sanctions ciblées. Et ce n'est pas tout : en février, Ankara a non seulement menacé de violer massivement les frontières terrestres européennes, mais elle a essayé de le faire en instrumentalisant des migrants en détresse, leur faisant croire à l'ouverture des frontières. Le ministre turc de l'Intérieur a mené une campagne de désinformation affirmant que les frontières étaient soi-disant ouvertes et que 130 000 personnes avaient franchi la frontière avec l'Europe, alors qu'ils n'étaient que quelques dizaines. L'agence de presse nationale turque a renchéri en n'hésitant pas à publier des cartes pour indiquer les points d'accès les moins gardés.

Ces éléments s'ajoutent à l'accord illégal et non valide que la Turquie a signé avec le gouvernement de Fayez el-Sarraj en Libye. Elle s'implique de facto dans cette guerre civile. Dans sa vaste tentative illégale d'étendre sa souveraineté et ses droits souverains en Méditerranée orientale, elle prépare, avec des méthodes illégales, l'envoi de navires d'exploration dans la zone du plateau continental grec, tout en s'efforçant de la contester et de piller nos ressources sous-marines. Notre gouvernement ne laissera pas passer cela.

La Grèce apprécie particulièrement la position constante de notre alliée et amie, de la France. Paris a compris, dès le départ, que les provocations turques n'affectent pas que la Grèce et Chypre, mais concernent l'ensemble de l'Europe et du pourtour méditerranéen. La Turquie ne peut pas constamment exercer un chantage sur l'Europe. Sur le plan militaire, la présence de la Marine nationale et la participation de la France à l'opération IRINI dans la région lancent un message clair : le rejet de l'illégalité internationale.

**La Grèce a établi une ZEE avec l'Italie et prépare la même chose en Égypte où vous vous rendez dans quelques jours. Pourquoi est-ce si important ?**

Mon pays cherche à résoudre les problèmes en suspens avec ses pays voisins, au profit de la paix, de la stabilité et de la prospérité des peuples de la région. Cet accord est basé sur la Convention des Nations unies sur le droit de la mer (UNCLOS). Il confirme aussi le droit des îles à un plateau continental et à une zone économique exclusive, comme le stipule l'article 121 de la Convention. Ce droit, reconnu partout dans le monde, est rejeté par la Turquie, qui veut s'immiscer dans la région, en violant le droit international. Mais cet accord que nous avons signé

avec l'Italie est légal et peut servir d'exemple pour d'autres pays.

**Vous attendez-vous à une coopération plus intense entre nos deux pays après la rencontre avec le ministre français des Affaires étrangères ?**

L'amitié et la coopération franco-grecque sont très étroites, tant au niveau bilatéral qu'au sein de l'UE. Récemment, la France a cosigné une déclaration conjointe avec la Grèce, Chypre, l'Égypte et les Émirats arabes unis, qui condamne les manœuvres turques. Le soutien français à la Grèce, mais aussi à Chypre, est intangible et indéfectible, et je m'en réjouis. Bien entendu, notre coopération s'étend à de nombreux autres domaines, comme la crise du Covid-19, la reprise de l'économie européenne, la défense ou le renforcement du tourisme dans les deux pays. Je suis certain que nous continuerons à collaborer étroitement, dans un esprit de solidarité européenne.

**Qu'attendez-vous du Conseil européen du 19 juin ?**

Son thème principal sera la création du nouveau fonds pour la relance de l'économie européenne après la pandémie, mais aussi du cadre budgétaire

pluriannuel. Il s'agit d'une discussion très importante qui met en évidence la question essentielle de la solidarité européenne concrète et substantielle.

**Quelle est votre opinion sur le plan de développement de l'UE ? Et comment la Grèce pourra-t-elle rembourser les 32 milliards d'euros qui lui seront alloués ?**

La proposition que nous soumet la Commission européenne va dans la bonne direction et la Grèce l'a saluée. L'initiative du président Macron et de la chancelière Merkel a d'ailleurs été cruciale, et répond aux principes essentiels de l'édifice européen en tenant compte du fait que les urgences nécessitent des mesures courageuses et, je dirais même extraordinaires. J'espère que le Conseil européen approuvera le plan. Il est vital que nous parvenions le plus rapidement possible à un accord sur la reprise économique de l'Europe. La Grèce était entrée dans une trajectoire dynamique de développement avant la pandémie, après dix années de récession. Bien entendu, cette croissance a été interrompue par les circonstances, mais les fondements et les conditions de sa reprise sont bien établis et constituent un socle solide de croissance. C'est l'une des principales priorités du gouvernement de Kyriakos Mitsotakis.

The  
New York  
Times

June 15, 2020  
By Ben Hubbard

## Syria's Economy Collapses Even as Civil War Winds to a Close

**P**resident Bashar al-Assad faces threats he cannot bomb into submission, as protests erupt over living standards and a rift opens among the ruling elite. BEIRUT, Lebanon — President Bashar al-Assad, who has mostly won Syria's civil war, now faces an

acute economic crisis that has impoverished his people, brought about the collapse of the currency and fueled a rare public rift in the ruling elite.

Government salaries have become nearly worthless. Protests against falling living

standards have broken out in the southeast.

The Syrian pound is worth so little that people have posted images on social media of bank notes used to roll cigarettes.

The government is so strapped

for cash that it is squeezing wealthy businessmen to help fund the state, a move that prompted a powerful Syrian tycoon to openly criticize the government.

For nine years, Mr. al-Assad has relied on brute force to

beat back the rebels who sought to end his family's decades-old grip on power. But now, with the war's biggest battles behind him, he faces new threats that he cannot bomb his way out of or count on his few allies to help him surmount.

That the tycoon, a member of Mr. al-Assad's inner circle, had the temerity to go public with his dispute suggests a weakening of his power. And strict American economic sanctions that take effect Wednesday are likely to make matters worse.

"The problem for al-Assad is that he does not have a solution," said Danny Makki, a Syria analyst at the Middle East Institute in Washington. "It is going to create a high intensity crisis, and he either has to talk to the

rency has compounded the crisis.

Worth about 50 to the United States dollar before the war, the Syrian pound traded in the hundreds per dollar in recent years, but began plummeting last fall in connection with a financial crisis in neighboring Lebanon, where many Syrians kept their money. Unofficial capital controls aimed at stopping a run on Lebanese banks have also blocked Syrians who bank there from withdrawing dollars.

Last week the Syrian pound fell to 3,500 to the dollar on the black market, destroying the purchasing power of government employees. Prices for imported staples such as sugar, coffee, flour and rice have doubled or tripled.



A banner of President Bashar al-Assad in Aleppo, Syria. With the war's biggest battles behind him, he now faces an economic crisis that has impoverished his country. Credit...Alexander Zemlianichenko/Associated Press

But Syria's best known tycoon — Rami Makhoul, a billionaire financier with holdings in electricity, oil and telecommunications — pushed back, creating a rare open divide at the top levels of Syrian society.

Mr. Makhoul is a first cousin and childhood companion of Mr. al-Assad's who used his connections to the ruling family to become one of Syria's wealthiest men.

The United States Treasury Department sanctioned Mr. Makhoul in 2008 for corruption, freezing any assets he held in American banks. Calling him "one of the primary centers of corruption in Syria," the department said he had "amassed his commercial empire by exploiting his relationships with Syrian regime members" and "manipulated the Syrian judicial system and used Syrian intelligence offi-

cially to intimidate his business rivals."

When Mr. Makhoul refused to pay, Mr. al-Assad's government turned the screws, barring him from state contracts, freezing his assets and leveling about \$180 million in fees on SyriaTel, the country's main mobile phone provider and once a cash cow for Mr. Makhoul.

That's when Mr. Makhoul went public, posting a series of videos on Facebook complaining about the arrest of his employees, casting himself as a patron of the security services and calling on Mr. al-Assad to rectify matters.

"The situation is dangerous," Mr. Makhoul said in one video. If the pressure on him and his employees continued, he said, there would be "divine justice because we have started a dangerous turn."



The Syrian pound has plummeted, and prices for imported staples like sugar, coffee, flour and rice have doubled or tripled. Credit...Anas Alkharboutli/Picture Alliance, via Getty Images

Americans and make concessions or endure what could be a major economic collapse."

The war has throttled Syria's economy, reducing it to a third the size it was before the war and taking a toll thought to be in the hundreds of billions of dollars.

An estimated 80 percent of Syrians live in poverty. About 40 percent were unemployed at the end of 2019, the latest figures available, and joblessness has only increased because of government restrictions to control the coronavirus.

The collapse of Syria's cur-

A market street in Ariha, in Idlib Province in northwestern Syria, the last pocket of the country still under rebel control. Credit...Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

The government has been hitting up Syrian business leaders for money to help finance government salaries and services, according to Mr. Makki and Jamil al-Sayyed, a former Lebanese security chief who meets with Syrian officials.

Most of those approached have quietly acquiesced, and how much they paid has not been made public.



A market street in Ariha, in Idlib Province in northwestern Syria, the last pocket of the country still under rebel control. Credit...Omar Haj Kadour/Agence France-Presse — Getty Images

Efforts to reach Mr. Makhlof through his social media accounts were not successful.

Analysts and former associates of Mr. al-Assad said that Mr. Makhlof's public campaign revealed a new fragility in Mr. al-Assad's inner circle.

"The regime is suffering from many economic and other problems, or Rami would have never dared to do these videos," said Firas Tlass, a former associate of the al-Assad family who defected early in the war.

In another sign of turmoil in the government, Mr. al-Assad dismissed the prime minister, Imad Khamis, on Thursday in a move analysts said sought to

wrote. "Because I committed the greatest of all indecencies: I talked?!"

Anger about sinking livelihoods has flared even among members of Mr. al-Assad's Alawite minority, whose young men fought in large numbers with his forces only to find that they will share in the country's poverty instead of reaping the benefits of victory.

One Alawite man with relatives in the military said the currency collapse had made their salaries virtually worthless, with army generals earning the equivalent of less than \$50 per month and soldiers earning less than a third of that.

"We sacrificed tens of thou-

business and movement aimed at preventing the coronavirus had trapped Syrians "between hunger and poverty and deprivation on one side and death on the other."

Mr. al-Assad has managed to reclaim most of the country, aside from pockets in the north and most of the northeast, with generous military assistance from Russia and Iran.

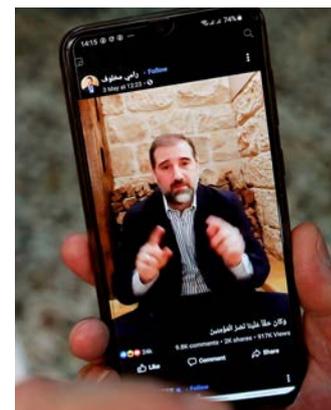
But those allies, both struggling under Western sanctions, are unlikely to bail him out financially. Officials in both countries have raised questions about how Mr. al-Assad will pay them back for their support.

"The Russians, the Iranians, the allies — they are not going to plow money into Syria," said Mr. Makki, the Syria analyst. "They want a return on their investment."

**More pain looms.**

The United States will impose sweeping new sanctions this week that could target the businesspeople Mr. al-Assad needs to rebuild his shattered cities.

The Caesar Act, named after a Syrian police photographer who defected with photos of thousands of prisoners tortured and killed in Syrian custody, requires the United States president to sanction anyone who does business with or provides significant support to the Syrian



Last month, Mr. Makhlof posted videos on Facebook calling Mr. al-Assad's policies "dangerous." Credit...Agence France-Presse — Getty Images

government or its officials. It specifically targets anyone who provides aircraft parts, offers services to the Syrian oil industry or engages in engineering or construction projects for the state or people linked to it.

Analysts said the legislation is so broad that it is unclear how it will be applied, but that it has already sent a chill through companies in the region that were eyeing opportunities to profit from Syria's reconstruction efforts.

"If I am a businessman and I have a few million dollars to invest, I won't go to Syria today," said Kheder Khaddour, a Syria analyst at the Carnegie Middle East Center in Beirut. "It's too risky."



Syrian government soldiers in the city of Qamishli, Syria, where they control only a small pocket in the part of northeastern Syria run by the Kurds. Credit...Delil Souleiman/AFP, via Getty Image

deflect blame for the country's economic distress.

Fearing that public grumbling in pacified areas of the country could fuel unrest, the security forces have detained a number of citizens who have written about corruption and the economic decline on social media.

In April, an economics professor at Damascus University, Ziad Zamboua, wrote on Facebook that he had been fired after speaking publicly about the erosion of Syria's middle class.

"Why is a university professor punished in a state of institutions and law?" Mr. Zamboua

sands of our sons and men to defend the united, strong Syria and live in dignity," the man said, speaking on condition of anonymity to avoid arrest. "The president should find a solution or leave."

Mr. al-Assad, who occasionally appears in public wearing dark suits and conservative ties, has not responded publicly to Mr. Makhlof and has blamed conspiracies by foreign adversaries — the United States, Israel and Saudi Arabia, among others — for his country's problems.

He has rarely addressed the economic pain facing his citizens, but last month he told a committee that restrictions on



Mr. al-Assad with Russia's defense minister, Sergei Shoigu, center, and President Vladimir Putin in Damascus in January. Russian forces have been crucial to helping Mr. al-Assad win the civil war. Credit... Pool photo by Alexei Nikolsky



June 15, 2020

## Turkey blocks NATO's plans for eastern Europe over Kurdish militants' status

**T**urkey blocked the implementation of NATO's new defence plans for eastern Europe over the alliance's refusal to recognise Syrian Kurdish militants as terrorists, German press agency DPA said on Monday.

Ankara will only agree to NATO's initiative if its members demonstrate stronger support for Turkey's national interests, DPA said. For example, Turkey has demanded that the Syrian Kurdish groups be classified as terrorist organisations, a re-

quest that several allies have rejected, it reported.

NATO members are seeking formal approval by all 29 members of the alliance for the military plan to defend Poland, Lithuania, Latvia and Estonia in the event of a Russian attack, especially after Russia's annexation of Crimea in 2014, the news agency said.

Turkey views the People's Protection Units (YPG), which has provided the backbone of a U.S.-led coalition fighting the



Islamic State (ISIS) in Syria, as a terrorist group due to its links to Kurdish insurgents in southeast Turkey.

Turkey has launched four

major military operations with allied Syrian Islamist militant groups since 2016 against YPG-controlled territories in Syria's north.



June 15, 2020

## Turkish airstrike on Iraq hindering Yezidi's return, say aid organisations

**Y**ezidi activists and aid organisations have come out in criticism of Turkey's military airstrike in northern Iraq, saying it posed a threat to the minority making its way to the region after being displaced, Kurdistan24 news site reported on Monday.

Turkish airstrikes in the Sinjar district on Sunday night could hamper the return of scores of Yezidi families to their homes, leading members of the minority community said.

On Sunday, Turkey's military launched an air operation in the Makhmour and Sinjar regions of northern Iraq, target-

ing the military positions of the Kurdistan Workers Party (PKK), an armed group that has been fighting for Kurdish political autonomy in Turkey for 40 years.

The attack arrived a day after the Iraqi Ministry of Migration and Displacement had announced the return to Sinjar of over 200 Yezidis from camps in the northern Duhok province.

"Over 150 Yezidi families had just returned to their homes," Yezidi activist and Nobel laureate Nadia Murad wrote on Twitter on Sunday. "When will the Iraqi government and the international community apply



some courage and political will to resolving security challenges in Sinjar?"

Pari Ibrahim, founder and executive director of the Free Yezidi Foundation (FYF), told Kurdistan 24 that Turkey's "outrageous and unjustifiable" attacks in Shingal destabilize the region.

"This is a violation of international law, a destabilizing action, and an unnecessary and cruel attack that has severe consequences on the Yezidi community seeking to recover from a genocide and rebuild," she said.

The timing of Turkey's airs-

trikes demonstrates that Ankara is pursuing a more elaborate plan rather than just targeting the PKK, Hayrî Demir, editor-in-chief of EzidiPress, told Kurdistan 24.

Turkey regularly targets PKK

fighters, both in Turkey's mainly Kurdish-majority southeast and in northern Iraq, where the outlawed group is based.

The vice chair of the U.S. Commission on International

Religious Freedom Nadine Maenza told Kurdistan 24 that Turkey's attack would "deter others from returning."

The ancient Yazidi religious minority that lives in the region faced genocide at the hands of

the Islamic State, which captured their homeland in 2014. They regained their homes when the jihadists were driven out by Iraqi and Kurdish forces in 2017.



June 15, 2020  
By Wladimir Van Wilgenburg

## Yezidis criticize Turkish airstrikes in Shingal, fearing it could hamper return of civilians

**E**RBIL (Kurdistan 24) – Several international Yezidi aid organizations criticized Turkish airstrikes in the Sinjar (Shingal) district on Sunday night, fearing it could hamper the minority group's return.

"Over 150 Yezidi families had just returned to their homes. When will the Iraqi government and the international community apply some courage and political will to resolving security challenges in Sinjar?" Yezidi activist and Nobel laureate Nadia Murad wrote on Twitter on Sunday.

On Saturday, the Iraqi Ministry of Migration and Displacement (MoMD) had announced the return of over 200 Yezidis from Internally Displaced Persons (IDPs) camps in the Kurdistan Region's Duhok province to their homes in Shingal.

Pari Ibrahim, Founder and Executive Director of the Free Yezidi Foundation (FYF), told Kurdistan 24 that Turkey's "outrageous and unjustifiable" attacks in Shingal destabilize the region.

"This is a violation of international law, a destabilizing action, and an unnecessary and cruel attack that has severe consequences on the Yezidi community seeking to recover from a genocide and rebuild," she said.

"There is no excuse for this egregious action."

Hayrî Demir, editor-in-chief of EzidiPress, told Kurdistan 24 the timings of the airstrikes show that Turkey is pursuing a more elaborate plan rather than just fighting the Kurdistan Workers' Party (PKK) or the PKK-backed YBS (Sinjar Resistance Units).

"Turkey carries out airstrikes at significant times for the Yezidis (always on holidays, commemoration days) and close to refugee camps," Demir said.

"This shows that Turkey has no interest in peace in the region, but wants to keep the region as a war zone," he added, "both to use the pretext of fighting the PKK/YBS for airstrikes and to prevent the Yezidis from returning to their homeland and building a normal life for themselves."

"Last night's airstrikes are intended to make it clear to the Yezidis that peace is still a long way off in their region. Civilians in the refugee camps are to be frightened and prevented from returning. This form of warfare is a crime. Yezidi organizations are aware of this fact and are therefore very concerned about the lack of action by the international community, but especially by



Turkish airstrikes in the Shingal district, June 15, 2020. (Photo: Social Media)

the Iraqi government."

A senior official from the US commission charged with monitoring international religious freedoms also expressed concerns over the massive number of Turkish airstrikes in Shingal, fearing it would hamper their return.

"With 200 Yezidi families having just returned this week, this violence will deter others from returning," US Commission on International Religious Freedom (USCIRF) Vice Chair Nadine Maenza told Kurdistan 24.

"NGOs who are working to rebuild will likely leave. The US government and international community must speak out against this."

This is not the first time Turkey has carried out airstrikes in Shingal. On Jan. 15, 2010, a Turkish strike killed at least five YBS fighters, including the YBS commander known as Sardasht Shingali.

In April 2017, Turkish airstrikes supposedly targeting the YBS killed five Peshmerga soldiers instead and wounded nine others, resulting in condemnation from the Kurdistan Regional Government (KRG).

The PKK found a foothold in Shingal after coming down from its mountain bases on the Iraq-Iran border to back the Kurdistan Region's Peshmerga forces and Syrian Kurdish People's Protection Units (YPG) to open a safety corridor for the Yezidis.

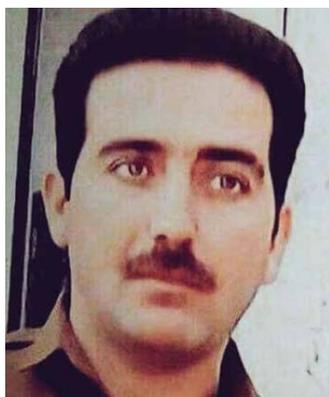
## Iran : Le régime a exécuté un prisonnier politique kurde en secret

**L**e régime iranien a secrètement exécuté le prisonnier politique kurde Hedayat Abdollahpour il y a 21 jours sans en informer sa famille.

Le régime a également refusé de remettre le corps du défunt à sa famille pour l'enterrement, au lieu de cela, ils l'ont enterré dans un endroit secret.

Selon le principal groupe de défense des droits de l'homme, Iran Human Rights Monitor (IRAN HRM), le père d'Abdollahpour a appris hier, à son arrivée au bureau du procureur islamiste d'Oroumieh, que son fils a été exécuté le 21 mai, après avoir été transféré dans un lieu tenu secret le 9 mai.

Sa famille a désespérément tenté d'obtenir des informations sur son sort auprès de la prison centrale d'Oroumieh, du Centre pour l'application des peines d'Oroumieh, des parquets d'Oroumieh et d'Oshnavieh et des bureaux du ministère du renseignement et de l'unité du renseignement des pasdaran, mais leurs efforts ont été en vain.



Iran : Le prisonnier politique kurde Hedayat Abdollahpour a été exécuté par le régime iranien

Le 12 mai, l'épouse d'Abdollahpour a fait un suivi auprès du procureur adjoint du régime à Oroumieh, qui a déclaré que lorsque personne ne vous dit où se trouve votre mari, « vous feriez mieux de vous référer au cimetière ».

Abdollahpour était dans le quartier des condamnés à mort de la prison centrale d'Oroumieh depuis février 2017, à la suite de son procès inéquitable sur l'accusation de « guerre contre Dieu » à la 2e branche du Tribu-

nal révolutionnaire d'Oroumieh.

Il a été arrêté le 15 juin 2016, avec de dizaines d'autres, à la suite d'un affrontement dans son village à Qarah Soqol entre le Parti démocrate du Kurdistan iranien et le CGRI (pasdaran). Les personnes arrêtées étaient soupçonnées de soutenir le groupe kurde.

Abdollahpour, qui avait deux enfants, a été détenu et torturé au centre de détention du CGRI d'Oroumieh pendant trois mois.

L'acte cruel du régime d'exécuter et d'enterrer Abdollahpour en secret n'est pas rare dans le cas des prisonniers politiques et des minorités ethniques. Parfois, leur sort est caché pendant des années.

Amnesty International avait précédemment écrit que trois autres prisonniers appartenant à des groupes ethniques minoritaires – Hossein Silawi, Ali Khasraji et Naser Khafajian – ont récemment disparu de force et risquent d'être exécutés en secret.

Le régime iranien a une longue histoire d'exécutions secrètes. Au cours de l'été 1988, plus de 30 000 prisonniers politiques, pour la plupart des sympathisants de l'Organisation des Moudjahidine du peuple d'Iran (OMPI / MEK), ont été exécutés en quelques mois. Le régime n'a jamais publié d'informations sur ce massacre.

Le régime iranien est le plus grand bourreau du monde par rapport au nombre de sa population.

La communauté internationale doit conditionner toute relation avec le régime des mollahs à l'arrêt immédiat des exécutions. Des milliers d'autres prisonniers politiques dans les cachots du régime risquent d'être exécutés et sont soumis à diverses formes de torture. La communauté internationale, en particulier les Nations Unies, doit intervenir et envoyer une mission d'enquête dans les prisons iraniennes et forcer le régime à arrêter les exécutions et la torture.



15 juin 2020

## En Turquie, le parti pro-kurde HDP lance sa «marche pour la démocratie»

**E**n Turquie, le HDP a donné le coup d'envoi, ce lundi 15 juin, d'une « marche de la démocratie contre le coup d'État », après que deux de ses députés ont été déchus de leur mandat début juin. Jusqu'à samedi,

élus et militants du parti pro-kurde prévoient de traverser le pays pour dénoncer la répression que subit leur formation. Mais le président Recep Tayyip Erdogan n'a pas l'intention de les laisser faire.

Avec notre correspondante à Istanbul, Anne Andlauer.

La marche du parti pro-kurde a à peine commencé que déjà, les autorités turques font tout pour l'arrêter. A Silivri, dans la banlieue d'Istanbul, la police a

dispersé avec des gaz lacrymogènes la foule qui s'était rassemblée pour lancer la première étape d'un programme de six jours. Au moins onze personnes ont été placées en garde à vue.

Les manifestations ont été interdites et les entrées et sorties limitées dans une dizaine de provinces par lesquelles doit passer cette marche. Marche symbolique, en réalité, puisqu'il s'agit plutôt d'une caravane avec, à chaque étape, des rencontres avec des associations et des militants du HDP.

Symbole, aussi, dans l'itinéraire choisi, avec deux points de départ : Edirne, la ville la plus au nord-ouest de la Turquie, et Hakkari, la plus au sud-est et un unique point d'arrivée : Ankara, la capitale. Le HDP, certes focalisé sur la question kurde, entend représenter l'ensemble de la Turquie.

C'est aussi à Edirne qu'est incarcéré, depuis novembre 2016, Selahattin Demirtas, an-



Affrontement entre manifestants et forces de l'ordre lors de la «marche pour la démocratie» à Istanbul, le 15 juin 2020. AFP

ci co-président du parti. Hakkari, quant à elle, est la ville que représentait la députée

Leyla Güven, autre figure de la cause kurde, avant d'être déchue de son mandat le 4 juin.

Tout comme 51 des 65 maires pro-kurdes élus l'année dernière.

LE FIGARO

15 juin 2020  
Par Renaud Girard

## L'inquiétante percée turque en Libye

Dans la stricte lignée nationaliste du général Mustafa Kemal, le fondateur de la Turquie moderne, le président turc actuel réussit à bouger méthodiquement ses pions, pour faire avancer son grand projet de reconquête néo-ottomane. Il s'agit toujours de venger l'humiliant traité de Sèvres (août 1920), qui obligea la Sublime Porte à renoncer définitivement à ses provinces arabes et maghrébines. Erdogan est en train de remettre les pieds dans cette Libye où Kemal remporta son premier succès militaire. En décembre 1911, le futur Atatürk repoussa les Italiens hors de Tobrouk et s'installa à Derna. Mais cette victoire ne servit à rien car le corps expéditionnaire turc dut se retirer en toute hâte de Libye pour aller combattre dans la première

guerre balkanique.

Comme tous les bons stratèges, Erdogan a su attendre le moment favorable pour agir. Le 28 novembre 2019, il avait conclu, à Istanbul, un accord de coopération militaire et sécuritaire avec le gouvernement libyen d'union nationale (GNA) de Favez al-Sarraj. Bien qu'étant le gouvernement reconnu officiellement par l'ONU, le GNA était à l'époque au plus mal, retranché à Tripoli, et attaqué par l'ANL (armée nationale libyenne) commandé par le général Haftar, maître de la Cyrénaïque, soutenu par l'Égypte, la Russie et les Émirats arabes unis. En intervenant dans la guerre civile libyenne du côté de Sarraj, Erdogan avait bien sûr monnayé son aide militaire salvatrice. Il s'agissait pour la Turquie de

recupérer les meilleurs contrats pétroliers lorsque les champs du golfe de Syrte auraient été regagnés par le GNA sur Haftar. Ankara et Tripoli signaient même un document de partage des zones économiques exclusives en Méditerranée orientale, non conforme au droit maritime international. Il s'agissait aussi, à moyen terme, de se faire donner quatre bases stratégiques en territoire libyen : les aérodromes militaires de Watiya (proche de la frontière tunisienne) et de Joufra (charnière entre la Tripolitaine et le Fezzan), les ports de Misrata et de Syrte (afin de contrôler par le sud la Méditerranée centrale).

Le 2 janvier 2020, Erdogan obtenait du Parlement d'Ankara l'autorisation d'envoyer en Libye des forces turques. Les-

quelles emmenèrent, comme supplétifs, plusieurs milliers de djihadistes, devenus oisifs dans la poche d'Idlib (nord-ouest de la Syrie, à la frontière de la Turquie). Sans attendre, elles s'y déployèrent, permettant aux milices du GNA de chasser progressivement de Tripolitaine les forces du maréchal Haftar, épaulées par les mercenaires russes de la division Wagner. Les drones armés turcs Bayraktar Akinci, petits avions sans pilote de haute altitude et de grande endurance, réussirent même à détruire les camions russes de défense aérienne rapprochée Pantsir-S1. Ce qui obligea, à la fin du mois de mai 2020, la Russie à rapatrier d'urgence le petit millier de mercenaires et les huit avions de guerre qu'elle avait envoyés en Libye.

Depuis juillet 2016, Poutine et Erdogan sont très bons amis, le premier ayant eu l'intelligence de prévenir le second qu'un coup d'État militaire se préparait contre lui. Les deux hommes forts s'entendent sur l'objectif stratégique de virer les Occidentaux du monde arabo-musulman. Mais le partage des dépouilles, en Libye comme en Syrie, ne se passe pas toujours très bien...

L'arrogance néo-ottomane en Méditerranée est montée d'un cran le 11 juin 2020. Dans le cadre de la mission de l'Otan

Sea Guardian de contrôle de l'embargo onusien sur les armes à destination de la Libye, un navire de la marine française se rapprocha d'un porte-conteneurs turc voguant vers Misrata, afin de l'inspecter. Le Courbet fut alors « illuminé » par la conduite de tir radar d'une frégate turque en escorte. Dans la guerre moderne, cette action équivaut aux coups de semonce d'antan. C'est une posture extrêmement agressive. Venant d'un pays membre de l'Otan (et couverte par un silence américain assourdissant), elle

est inacceptable. On avait reproché à Emmanuel Macron d'avoir, en novembre 2019, parlé de l'« état de mort cérébrale » de l'organisation atlantique. Le président français n'avait peut-être pas tort...

En déversant sur le sol libyen les djihadistes dont elle n'a plus besoin, la Turquie rapproche une menace vers les pays d'Europe. De surcroît, le contrôle du territoire libyen pourra lui permettre de reprendre, d'un autre lieu, son chantage migratoire à l'égard de l'UE. Et personne ne sera en

mesure d'empêcher des djihadistes de se mêler aux migrants.

L'intervention militaire franco-anglaise de 2011 en Libye reste à ce jour la plus grave faute de politique étrangère de toute la Ve République. Nous n'avons pas seulement créé un chaos dont se plaignent tous les États maghrébins et sahéliens. Nous avons aussi offert un terrain en or à notre plus grand challenger en Méditerranée : le Frère musulman Erdogan.



15 juin 2020  
Par Georges Malbrunot

## La Turquie exploite les divisions kurdes en Irak et Syrie

**P**rofitant du soutien d'Erbil, l'aviation d'Ankara a lancé une opération militaire contre les rebelles du PKK dans le nord de l'Irak.

MOYEN-ORIENT Alors que les Kurdes syriens sont engagés dans de délicats pourparlers en vue de renforcer leur unité, leur ennemi turc profite des divisions sur la scène régionale kurde pour frapper en Irak. « L'Opération Serre d'Aigle a commencé. Nos avions écrasent les cavernes des terroristes », a annoncé dans la nuit de dimanche à lundi le ministère turc de la Défense sur Twitter. Les raids ont visé des bases du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) à Qandil, Sinjar et Hakurk, dans le nord de l'Irak. Le PKK, qui mène une lutte armée contre l'État turc depuis 1984, est considéré comme une organisation terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

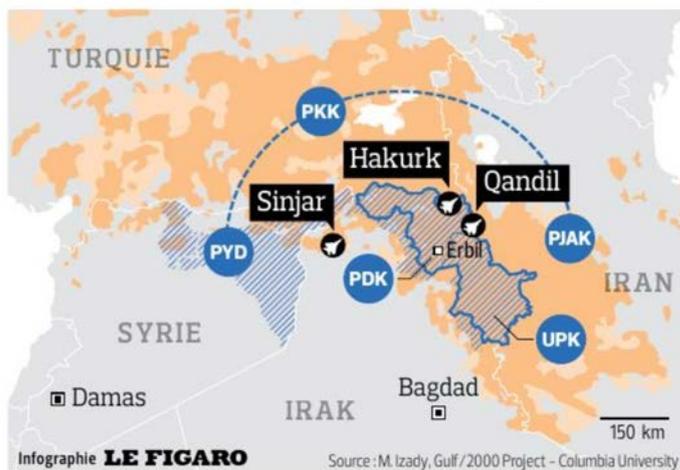
Chaque année, à la fonte des neiges sur les montagnes du nord de l'Irak, l'aviation turque

frappe ses ennemis. Les raids ont commencé il y a plus d'un mois, mais « ce qui est nouveau cette année, relève un diplomate, c'est que la Turquie a forcé le responsable kurde du nord de l'Irak, Massoud Barzani, à envoyer des soldats, sous couvert de lutte contre le virus, pour empêcher les déplacements des guérilleros du PKK sur les routes avoisinantes ».

Dispersés sur quatre pays, les Kurdes sont tout sauf unis, et leurs adversaires turcs, iraniens et syriens jouent de leurs divisions. D'abord entre Kurdes irakiens. Historiquement opposée à Massoud Barzani, qui dirige le Parti démocratique du Kurdistan (PDK), l'Union patriotique du Kurdistan (UPK) s'est mobilisée contre l'envoi de troupes de Massoud Barzani contre le PKK. Ces tensions entre frères ennemis n'ont été apaisées que grâce à la médiation de personnalités kurdes indépendantes.

### Frappes turques contre le PKK en Irak

ZONE DE PEUPEMENT	CINQ GRANDES ORGANISATIONS	CONTRÔLE TERRITORIAL ET TERRITOIRE AUTONOME
Majoritaire	Parti politique	Territoire contrôlé par les Kurdes
Mixte	Lien politique	Gouvernement régional kurde (GRK)



### Les États-Unis en arbitre

Accroché aux contreforts du Kurdistan irakien, Qandil abrite le noyau dur militaire du PKK. L'un de ses cadres, Ismail Nazlikul, a été tué le 27 mai lors d'un raid aérien turc. C'est de Qandil que sont partis de nom-

breux cadres du PKK pour renforcer à partir de 2012 la région tenue par les Kurdes syriens du PYD, après le départ forcé des troupes de Bachar el-Assad sous la menace de ses opposants arabes. Depuis, les Kurdes syriens n'ont jamais coupé les ponts avec le régime

de Damas. Quitte à changer de nom, les combattants aguerris du PKK, bien que considérés comme « terroristes » par l'Union européenne, ont constitué l'ossature des Forces démocratiques syriennes, alliées des Occidentaux contre Daech.

« Il y a toujours des allers-retours de responsables militaires kurdes entre Erbil et le Nord-Est syrien, relève le diplomate précité, ce qui alimente les tensions entre Kurdes irakiens, y compris au sein du PDK, entre le premier ministre du gouvernement autonome Nechirvan Barzani et son cousin Masrou, le chef de la sécurité, qui n'est pas content de ces assouplissements en faveur des Kurdes syriens. Masrou est adepte de la ligne dure, il se soucie des intérêts sécuritaires et économiques des Turcs dans le Kurdistan irakien. » Alors que Masrou Barzani dépêchait des hommes autour des positions du PKK à Qandil, son cousin Nechirvan offrait deux

machines de test PCR aux Kurdes syriens, exposés eux aussi au Covid-19.

Les Kurdes syriens se contenteraient d'une autonomie, là où de nombreux Kurdes irakiens réclament une indépendance, mais les premiers ne sont pas plus unis que les seconds. Pour rapprocher les Kurdes syriens, la France, qui les soutient grâce à des Forces spéciales déployées auprès d'eux, chercha l'an dernier à unifier leurs rangs afin de leur arracher un siège lors de futures négociations sur l'avenir de la Syrie. Les efforts français, qui visaient aussi à accentuer la coloration « arabe » des FDS pour que celles-ci soient mieux acceptées dans les régions arabes du Nord-Est syrien, ont échoué. Forts de meilleures relations avec la Turquie, les États-Unis ont pris le relais. À l'issue d'un premier round de discussions entre le PYD et ses adversaires, une sorte d'accord-cadre a été trouvé. Alors que le PYD a accepté la réouverture des bu-



Le ministre turc de la défense Hulusi Akar (à droite) et des commandants de l'armée après «l'opération Serre d'Aigle» dans le nord de l'Irak au centre de contrôle du commandement de l'armée de l'air à Ankara. ARIF AK-DOGAN/AFP

reaux d'autres partis kurdes dans le Nord-Est syrien, un deuxième round s'est ouvert mercredi. « S'ils ont presque la même vision politique, c'est sur le partage du pouvoir que cela coince », anticipe le diplomate, c'est-à-dire la réparation des sièges au sein de l'Administration et le retour de 5 000 combattants non-PYD, réfugiés au Kurdistan irakien, après 2012.

La Turquie accuse les États-Unis d'aider le PYD à établir « un État terroriste » dans le Nord-Est syrien. Pour apaiser Ankara, Washington pousse le PYD à renvoyer vers Qandil les cadres militaires du PKK, afin de préserver les fragiles acquis d'une autonomie kurde, menacée déjà par deux interventions militaires turques. Mais dans ce jeu de billard à trois bandes, rien n'est encore acquis.

LE FIGARO

15 juin 2020  
Par Delphine Minoui

## La Turquie essaie de sauver sa saison touristique estivale

À l'heure du déconfinement, les autorités multiplient les mesures de soutien à un secteur économique crucial.

EURASIE Ses propres vacances attendront. Ces jours-ci, Mehmet Nuri Ersoy est sans doute l'un des ministres les plus débordés d'Ankara. À la tête du portefeuille du tourisme, il s'est donné pour mission de sauver la saison estivale, que la crise du coronavirus a largement compromise. Mission délicate, mais cruciale : en Turquie, le tourisme - qui représente plus de 5 % du PIB - est un secteur clef de l'économie, elle-même

déjà fragilisée par l'inflation rampante de ces dernières années.

« Nous déployons maints efforts pour garantir une reprise du secteur », confie le ministre au Figaro, alors que certaines compagnies aériennes, dont Turkish Airlines, ont annoncé une reprise progressive de certains vols avec l'Europe. À son avantage, la Turquie a plutôt bien géré la crise du Covid : en s'appuyant sur un confinement ciblé, doublé d'un nombre important de dépistages et d'une infrastructure médicale de pointe, ce pays de 82 millions d'habitants n'a, à ce jour, pas



La basilique Sainte-Sophie, à Istanbul. La Turquie est la sixième destination touristique mondiale. MURAD SEZER/REUTERS

dépassé la barre des 5 000 morts. Un succès, comparé à de nombreux autres pays, sur lequel les autorités entendent capitaliser pour attirer les vacanciers. « Durant la pandémie, les hôpitaux n'ont jamais été saturés. À Istanbul, où le tourisme médical est en pleine expansion, quatre nouveaux hôpitaux ont été ouverts durant le seul mois de mai », dit-il.

Autre mesure incitative : la mise en place d'un programme de certification qui consiste en une série de mesures sanitaires (désinfection, distanciation, nombre de clients restreints) que les hôtels et restaurants s'engagent à prendre. Le ministère du Tourisme entend mettre à la disposition des voyageurs et tour-opérateurs une panoplie d'informations sur les centres médicaux des villes touristiques, leur capacité d'accueil, leurs unités de soins intensifs et les ventilateurs disponibles. L'obligation de quarantaine à l'arrivée a également été levée. En revanche,

les visiteurs devront, dès leur atterrissage, faire un contrôle de température - et un test Covid-19 si le thermomètre affiche plus de 38 °C. Mais encore faut-il que les vols internationaux reprennent. « On espère un retour à la normale d'ici fin juin, mais pour l'heure, la France, la Belgique ou encore l'Allemagne n'ont pas rouvert leurs frontières aux ressortissants non européens », regrette Mehmet Nuri Ersoy, en référence à la fermeture des frontières extérieures de Schengen, fermées au moins jusqu'au 1er juillet. La reprise dépend en effet fortement du retour des voyageurs étrangers, y compris les nombreux Turcs résidant en Europe. La Turquie, sixième destination touristique mondiale, avait attiré l'an passé 51,7 millions de visiteurs, générant des revenus touristiques équivalant à 30 milliards d'euros.

#### Le facteur peur

En attendant, le pays mise sur sa propre population pour relan-

cer la machine. Depuis le 1er juin, les musées, restaurants et cafés ont rouvert. Il est de nouveau possible de se déplacer en voiture d'une ville à l'autre, tandis que les vols intérieurs reprennent du service - y compris vers les stations balnéaires de Bodrum et Antalya. Pour venir en aide aux familles affectées par la crise, un « prêt spécial vacances » a même été créé. « Il consiste à prêter à taux avantageux 10 000 livres turques (1 300 euros) par personne, remboursables sur 36 mois. En vertu d'un accord passé avec les banques, la somme est directement versée à l'agence de voyages ou à la compagnie hôtelière », précise le ministre. Les autorités se sont aussi engagées à soutenir les professionnels : chômage partiel versé à de nombreux employés pendant les trois derniers mois d'inactivité, crédits spéciaux aux structures en difficulté, aménagements fiscaux pour sauver certaines entreprises.

« Au-delà du flou qui persiste autour de la réouverture des frontières européennes se pose la question de la confiance des voyageurs étrangers, s'interroge Can Selcuki, de l'Istanbul Economics Research. Rien ne garantit, par exemple, que les touristes russes qui étaient 7 millions en 2019, voudront venir en vacances cet été. Il y a le facteur de la peur : les vacanciers sont plus frileux et plus prudents qu'avant. Il y a le facteur économique : ont-ils les moyens de prendre des vacances ? Et si oui, ne vont-ils pas préférer rester dans leur propre pays ? »

Optimiste, mais réaliste, Mehmet Nuri Ersoy préfère ne pas se faire trop d'illusions. « Cette saison est une saison perdue, concède-t-il. Mais l'essentiel, c'est que la vie reprenne. Si nous parvenons à rouvrir 50 % des structures hôtelières, ce sera déjà un succès dans ce contexte sans précédent. »

The  
New York  
Times

June 16, 2020  
By Alissa J. Rubin

## In Iraq, a New Prime Minister Takes Stock of His Bloodied Land

In one city ruined by war, even the stones seem to have voices. They tell the stories of people who can no longer speak for themselves.

MOSUL, Iraq — From the second Iraq's new prime minister stepped off the Iraqi Army MI-17 helicopter for a tour of Mosul, the town most broken by the Islamic State's takeover in 2014, he plunged into a panorama of loss.

Everywhere there have been wrecked buildings, communities shredded, and the shadow of "the disappeared" — folks taken by the Islamic

State and by no means discovered, and people killed or imprisoned by Iraqi forces or militias, whose households by no means realized what occurred to them.

Twelve hours and scores of conversations later, Prime Minister Mustafa Kadhimi returned to Baghdad, nonetheless trying crisp in his gentle shirt and darkish jacket, however visibly making an attempt to prepare his ideas.

"I saw the distress of the constituent groups and the displaced," he stated. "People are



A peddler setting out his wares in the Old City of Mosul. Credit...Zaid Al-Obeidi/Agence France-Presse — Getty Images

bearing the burden of something they did not cause.”

In Mosul, the nation’s third-largest metropolis, the “constituent teams” are a cross-section of the nation — Sunni Arabs and Shiite Arabs, Kurds and Christians, Yazidis and Turkmen. And everybody feels one thing was stolen from them, first when ISIS took over, after which once more within the battle to push the militants out.

Mr. Kadhimî is in some ways a Western-style chief. He has a message for each occasion, and he stayed on schedule by way of a 12-hour day. His chief of protocol ensured that everybody with him was continuously equipped with disinfectant gel.

But nothing might put together Mr. Kadhimî, 54, for the anger and grief that individuals referred to as out to him each probability they received.

Among his first stops have been the Mosul Museum, its assortment hacked to items by ISIS, and the Al Nuri Grand Mosque, a famed Iraqi landmark with an intricately carved leaning minaret.

The wind blows by way of the decrease half of the mosque now, which was badly broken within the preventing. During the Islamic State takeover of Syria and Iraq, the militant chief Abu Bakr al Baghdadi declared himself the group’s caliph from its pulpit.

If ever there have been a place the place the stones have voices, it’s Mosul. The destruction is sort of audible. Whole blocks are piles of particles, chunks of concrete are massed three and 4 tales excessive, and clinging to them are shacks, tacked collectively out of scrap steel and canvas. This is what passes for houses right this moment in Mosul.

The prime minister solely glimpsed this chaos as he swept by way of the town in a

motorcade of vehicles and armed forces automobiles, tearing down streets emptied of folks to make sure his security.

But in his conferences with native residents, he received a true sense of the magnitude of the issues dealing with his new administration.

After assembly with the leaders of the safety forces, Mr. Kadhimî held a discussion board within the provincial governorate constructing. First the Sunni Muslim sheikhs filed in, dressed for the event. Their lengthy tribal robes and gauze dusters, trimmed with golden or black braid, brushed the ground, their checked head scarves have been held in place by conventional black agals.

“In the title of the Council of Nineveh Tribes, we greet you,” stated Sheikh Saleh Al-Khalidi.

Then he listed Mosul’s wants: new bridges to interchange those ISIS destroyed; compensation for householders and companies whose properties have been demolished or badly broken within the battle to reclaim the town; resumption of repairs on the Tomb of Jonah, the biblical determine stated to have been regurgitated close to Mosul after being swallowed by a whale; reconstruction of the hospitals and clinics.

And — oh, sure — all of the mosques and church buildings broken by ISIS wanted to be rebuilt.

The prime minister listened, after which reminded folks of the realities.

“We are witnessing the worst economic situation since the formation of the Iraqi state,” he stated greater than as soon as all through the day.

“We have solely relied on oil for our revenue,” he stated. “Ninety-four percent of our revenue comes from oil. So be-



Prime Minister Mustafa al-Kadhimi, center, in the black gloves, visiting Al Nuri Grand Mosque. Credit...Ammar Salih/EPA, via Shutterstock

cause of that there is no private sector.”

The prime minister recited his personal checklist of wants: cash, which the brand new authorities doesn’t have; a reconstruction ethos that’s free of corruption, which can take time to place in place; and reconciliation between tribes, sects, faiths and ethnicities, which can take effort from everybody.

As for the “disappeared?” They are a prime precedence, Mr. Kadhimî promised. Iraqi and worldwide human rights organizations estimate there are hundreds of folks lacking in Iraq from the ISIS period.

Mr. Kadhimî subsequent ventured into the Nineveh Plains, the nice flat farming lands that unfold north and east of Mosul. Below the peaceable fields, archaeologists say, are numerous historic Assyrian websites relationship again almost 3,000 years.

Above floor, the villages and farms are residence to some of the final surviving communities linked to the sects that populated this half of the world within the earliest years of Christianity — Assyrian Christians and Syriac Orthodox, in addition to non-Christian Yazidis and Kakai.

But as in a lot of Iraq, there may be untold harm right here too.

Less than 75 years in the past, Christians made up 12 % of the Iraqi inhabitants, and there have been nonetheless Jews within the nation. Today, barely 1 % of Iraqis are Christians.

Mr. Kadhimî has made a level of reaching out to them, and visited two Christian villages, Bartella and Hamdaniya, sending a reassuring sign to the beleaguered neighborhood. A measure of their pleasure was seen within the group of 20 younger Christians from Hamdaniya who dressed up within the embroidered native gown used for vital spiritual events.

“For the first time since 2003, we feel safe,” stated Nicodemus Dawood Sharif, the Syrian Orthodox bishop of Mosul, who met with Mr. Kadhimî in Hamdaniya. But, he added, “We haven’t any confidence within the authorities.”

“Our folks have left, Your Excellency,” the bishop stated. “Once upon a time, the Iraqis said, ‘Saturday has gone, and next we will get rid of Sunday.’” The reference was to the Sabbaths of Jews and Christians.

“I say, if Sunday goes, there will be no Friday,” he stated, referring to the Muslim holy day. “For Friday gets its strength from Sunday, and Sunday gets its strength from Saturday.”

In this assembly, which included Muslims in addition to

Christians, Mr. Kadhimi despatched a message of unequivocal help.

“This place is a symbol of co-existence,” he stated. “My brothers, it is everyone’s right to belong here. We must defend this heritage.”

“I advise you to have tolerance for each other, because Jesus stands for tolerance, and because without tolerance we cannot live together and our diversity must be a source of strength for us,” he added.

Mr. Kadhimi’s final cease was

a displaced individuals camp within the highlands southeast of Mosul.

It was scorching and there was no shade within the late afternoon as the lads gathered, the older ones in conventional dishdasha, the youthful ones in additional Western garments, however all trying anxious, afraid to be hopeful.

Mr. Kadhimi appeared out on the weather-beaten males, one in a wheelchair pushed by a younger relative, others leaning on canes, a few standing upright with expressionless faces.

“Daesh gangs have betrayed the people,” he stated, utilizing the Arabic acronym for ISIS, “and it’s the authorities’s responsibility to protect your dignity.”

One of the primary to talk was Sheikh Mohammed Kafash, who represents folks from Al-Ba’aj, a city within the far west of the province. He sounded determined. Dignity appeared nearly unimaginable to think about.

“Our solely demand is to return residence,” he stated. “Some of us here have no homes now

to shelter us, our harvest is lying in the field with no one to gather it. We are lucky that you came to us. Please bring us back home, one by one.”

“And please,” he continued, “our second demand is for the ones who are missing, our family members who were taken by Daesh and some who were taken by the Iraqi security forces.”

“We do not know their fate.”



June 16, 2020  
By Hiwa Shilani

## Baghdad summons Turkish ambassador for violating Iraq's 'sovereignty' after airstrikes

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Iraqi Ministry of Foreign Affairs on Tuesday announced that it had summoned the ambassador of Turkey in Iraq and handed him a complaint memo condemning the violation of Iraqi sovereignty and its airspace after recent Turkish airstrikes in the Kurdistan Region.

A statement from the foreign ministry announced that Iraq had “summoned” Turkish Ambassador Fatih Yildiz “against the backdrop of the Turkish bombing that affected a number of regions in northern Iraq, causing terror to the population, and spreading panic among them.”

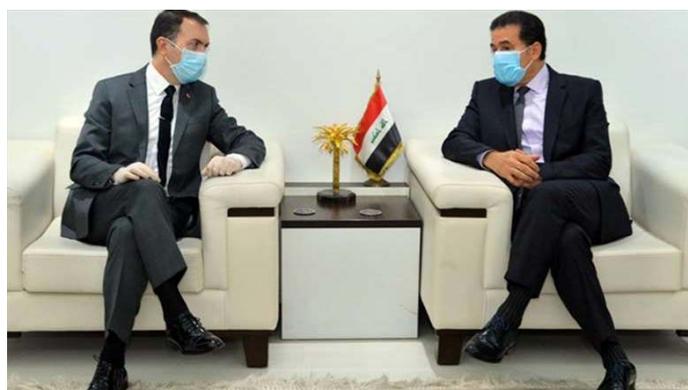
“Ambassador Abdul Karim Hashim met the Turkish ambassador and delivered him a protest note, which included

the Iraqi government’s condemnation of violations of the sanctity, sovereignty, and Iraqi airspace.”

The ministry explained that the Turkish breach is contrary to international conventions, relevant rules of international law, friendship relations, principles of good neighbourliness, and mutual respect.

It called on Turkey to “stop unilateral military operations” and expressed the Iraqi government’s willingness for joint cooperation in securing the border areas in a manner that safeguards the interests of both sides.

The Iraqi Foreign Ministry called on its Turkish counterparts to “take measures to end these violations and prevent their occurrence in the future.”



Abdul Karim Hashim (right), Senior Undersecretary of Iraq’s Ministry of Foreign Affairs, with Fatih Yildiz, the Turkish ambassador in Iraq, June 16, 2020. (Photo: Iraqi Ministry of Foreign Affairs)

On early Monday morning, Turkish warplanes carried out intensive airstrikes against alleged Kurdistan Workers’ Party (PKK) targets in Shingal and Makhmour, as part of a military operation launched by Ankara called “Eagle Claw.”

Turkish shelling in the border areas, as well as the Qandil Mountains, has become a norm since the peace process between the PKK and Ankara collapsed in 2015. Monday’s latest Turkish aerial assault targeted areas that Ankara claims have become a PKK “den.”



June 16, 2020  
By Hiwa Shilani

## Iranian artillery bombs border areas within Kurdistan Region: source

**E**RBIL (Kurdistan 24) – Iranian artillery bombed a number of border areas inside the Kurdistan Region on Tuesday.

A source in the area confirmed to Kurdistan 24 that the artillery shelling focused on the areas bordering Iran, targeting the Barda-Soran territory in Haji Omaran, Choman district in northeastern Erbil.

“The area was severely bombed for 20 minutes starting from 11:30 a.m.,” the source said, adding that the area was occupied by nomads who move into the territory annually to raise their livestock.

“So far, it is unconfirmed whether there have been casualties or not,” the source told Kurdistan 24.

Local sources said reconnaissance drones flew over the

area, and shortly after leaving the airspace, Iran launched a barrage of rocket-propelled grenades at the border areas. Those areas and their surroundings have been the target of repeated Iranian bombings over the past years with Tehran claiming it is pursuing military bases of the Iranian Kurdish opposition parties.

The Iranian attacks have taken a massive toll on the livelihoods of residents in the border areas who are mostly dependent on farming and livestock as their primary source of income.

The ongoing bombardment also caused the evacuation of five villages in the sub-district of Sidakan, with the risk of evacuating another 20 villages due to fear of being targeted.

The bombardment came one



The shelling often damages villagers' property. (Photo: Archive)

day after raids by Turkish warplanes targeting several areas in the Kurdistan Region's Makhmour and Sinjar (Shingal) among other areas.

Kurdistan Region authorities stated on more than one occasion that hundreds of residents from the border villages are displaced as a result of the military operations launched by Turkey and Iran that often re-

sult in civilian casualties and property damages.

The Kurdistan Regional Government (KRG) has called on the Iranian government to put an end to indiscriminate shelling of areas near the Kurdish border in the past and asked Iranian Kurdish fighters to avoid using the region to attack its neighboring state.



June 16, 2020  
By. Hiwa Shilani

## Kurdistan Region President warns of escalating 'terrorist attacks' in Iraq, because of 'security vacuum'

**E**RBIL (Kurdistan 24) – On Monday, the President of the Kurdistan Region, Nechirvan Barzani, warned about the rise of terrorism in the disputed areas, after repeated attacks in the disputed district of Khanaqin and in the outskirts of Kirkuk

over the past days.

President Barzani issued a statement expressing his concern about the multiple terrorist assaults in territories disputed between Erbil and Baghdad, saying, “The rising number of recent terror at-

tacks have destabilized these areas and undermined peace for all of the religious and ethnic communities there.”

“These communities have continuously faced the threats of death, abductions, and evictions from their own

homes,” his statement continued, as it also pointed out yet another form of terrorist activity: recently, farms and crops have been burned in arson attacks.

“We have frequently warned

of the seriousness of the situation in these areas, we reiterate that the continuation of current circumstances will threaten the stability and peaceful coexistence in these areas," Barzani stated, as he called for much-needed coordination and cooperation between the KRG and the federal government to protect communities in those areas.

Barzani also stressed that "cooperation between the Peshmerga and Iraqi forces and the continued support of the international coalition against ISIS are necessary since the terror groups have taken advantage of the security vacuum in these areas to launch more attacks." He underscored that the Kurdistan Region Presidency will continue to make serious efforts in this regard.

On late Saturday night and early Sunday morning, suspected fighters of the so-called Islamic State struck the village of Dara in Iraq's disputed Khanaqin district, killing seven individuals, in what was yet another assault targeting



Nechirvan Barzani, President of the Kurdistan Region. (Photo: Archive)

the country's Kakai community.

Barzani referred to the attack on the Kurdish Kakai religious minority, saying that it "shows the extent of escalation of terror activities and violence in these areas and the necessity of taking quick steps to prevent their repetition."

Barzani condemned the attack and concluded his statement by extending his condolences to the families of the victims.

"I wish the wounded a speedy recovery. May God grant them comfort and patience," he said.

Khanaqin is among the territories disputed between the Kurdistan Regional Government (KRG) and the federal Iraqi government. Similar incidents have occurred in the disputed Kirkuk province, where many Kakai also live.

As Iraqi security forces and Dara residents responded to the initial fight, four more vil-

lagers and one Iraqi officer were killed in a second armed engagement that followed, an informed source explained. Five other people were wounded, raising the total casualties to seven dead and seven wounded.

The repeated assaults are occurring, despite the fact that close to two thousand Iraqi forces are reportedly stationed in the area.

Top Kurdistan Region officials and Peshmerga commanders have issued repeated warnings to both the Iraqi government and the international community that the Islamic State remains active.

The terrorist group is capable of reasserting itself and re-emerging in the disputed territories to continue its campaign of violence, they explain, as they stress the need for joint security cooperation between the Peshmerga and the Iraqi Security Forces in order to tackle the threat in the security vacuum, which is becoming more menacing by the day.



16 juin 2020

## Elles protègent les champs de blé contre les djihadistes en Syrie

**E**n Syrie, pays ravagé depuis 2011 par une guerre meurtrière, où des millions de personnes sont incapables de répondre à leurs besoins alimentaires, le blé est aussi au cœur du conflit. C'est dans ce contexte que des bénévoles kurdes gardent les champs de blé.

"On est venues pour protéger nos cultures des incendies, parce que l'an dernier, il y a eu beaucoup d'incendies et on ne veut pas que ça se reproduise", a expliqué Rogge, une bénévole kurde des Forces de



protection de la communauté. Comme toutes les autres bénévoles, elle porte un uniforme avec l'inscription en kurde

"Forces de protection de la communauté".

"En cas d'urgence, notre inter-

vention consiste à contacter les pompiers, à apporter (des sacs humides) et à aider les pompiers à éteindre le feu", a ajouté la femme de 30 ans, sur le bord de la route entre Kameshli et Rmeilane.

"On est venues pour protéger nos cultures pour que ce qui s'est passé l'an dernier ne se répète pas. Cette année, on fait un grand effort pour se préparer à les protéger... Si Dieu le veut, on ne laissera pas les incendies se produire et on les éteindra s'ils se produisent", a précisé Samira, 45 ans.

## En Syrie, tenir et réprimer, les seules options d'un régime exsangue

**A**nalyse. Il y a quelques jours, des habitants de Souweïda, bastion druze du sud de la Syrie, ont conspué en pleine rue la mémoire de Hafez Al-Assad, le père de l'actuel président Bachar Al-Assad, décédé il y a vingt ans. « Que ton âme soit maudite », ont chanté les frondeurs, le majeur tendu, en direction d'un portrait du fondateur du régime baasiste. Ce rassemblement sacrilège participe des manifestations hostiles au pouvoir syrien, qui se déroulent depuis une dizaine de jours dans la cité druze.

L'inoxydable slogan des révolutions arabes de 2011, « Le peuple veut la chute du régime », y retentit, mêlé à des dénonciations de la corruption et de la débâcle économique en cours qui est marquée par une dégringolade de la monnaie nationale. Cette grogne s'est propagée dans la région de Deraa, une ex-zone rebelle, contiguë de Souweïda, et dans celle d'Idlib, dans le nord-ouest, contrôlée par des factions islamistes.

**Si Assad a gagné la guerre, excepté à Idlib, il aborde l'après-guerre en écopé et en proscrit**

Bachar Al-Assad espérait sûrement célébrer ses vingt ans à la tête de la Syrie dans un meilleur contexte. Non pas que ce regain de mobilisation constitue une menace pour son pouvoir. Autant que l'on puisse en juger sur les vidéos mises en ligne sur Internet, la participation à ces manifestations demeure modeste :

quelques centaines de personnes tout au plus. « Pour que le régime tremble sur ses bases, il faudrait que ça se passe à Damas ou dans les autres grandes villes sous son contrôle, comme Hama, Homs et Alep », observe un diplomate étranger.

Mais ces protestations témoignent d'un climat d'instabilité latent. Sous les cendres de la répression, les braises de la révolution du 15 mars 2011 rougeoient toujours. Le mécontentement est avivé par la chute libre de la livre syrienne, passée à 2 300 pour un dollar, contre 1 000 en début d'année. Si Assad a gagné la guerre, hormis à Idlib où il a dû suspendre ses efforts de reconquête sous pression russe, il aborde l'après-guerre en écopé et en proscrit.

**Loi César : coup de grâce à la reconstruction**

La loi César, nouvel arsenal de sanctions américaines, promet de priver le dictateur syrien des deux leviers qui auraient pu l'aider à se redresser. Cette législation devrait tout d'abord suspendre sa réintégration sur la scène diplomatique proche-orientale. Le processus avait débuté en décembre 2018, avec la réouverture de l'ambassade émiratienne en Syrie.

Ensuite, en interdisant la délivrance au gouvernement syrien « de services dans le domaine de la construction et de l'ingénierie », la loi César a les moyens de donner le coup de grâce aux vellétés de reconstruction du régime. Cette

l'abri dans le Golfe, de rentrer au pays et d'y réinvestir leur argent.

Cette mesure est du pain béni pour la propagande d'Etat, qui décrit les nouvelles sanctions de la Maison Blanche comme une machine de guerre économique. Avec elle, affirment les thuriféraires du régime, les Etats-Unis espèrent réussir ce qu'ils ont raté sur le terrain militaire : faire main basse sur la Syrie, cheville ouvrière de « l'axe de la résistance » à Israël. Mais ce laïus ne convainc qu'en partie les loyalistes.

Beaucoup comprennent que l'effondrement de la livre n'a pas tant à voir avec les pressions de Washington qu'avec des facteurs régionaux ou locaux : la chute simultanée de la monnaie au Liban, base arrière de l'économie syrienne ; les confinements à travers le monde, qui ont empêché des dizaines de milliers de réfugiés d'envoyer des dollars dans leurs pays ; et la chasse aux hawalas, ces agents de change traditionnels, à laquelle se livrent les autorités syriennes.

Pour faire oublier ses responsabilités massives dans la crise – comme par exemple sa politique de bombardements aveugles qui a anéanti la base productive du pays –, Bachar Al-Assad a offert à l'opinion deux victimes expiatoires : son cousin Rami Makhlouf, oligarque honni, qui a été évincé de la direction de Syriatel, la première société de téléphonie mobile du pays ; et le premier ministre, Imad Khamis, en poste depuis

2016, qui a été remplacé, jeudi 11 juin, par le ministre de l'eau, Hussein Arnous.

**Agacement de la Russie**

Au-delà, le régime n'a qu'un mot à la bouche : « tenir ». « Nous n'avons pas d'autre choix que la patience et la ténacité, qui finiront bientôt par payer », a déclaré début juin Boutheïna Chaaban, conseillère du président Assad. Une exhortation accompagnée d'un appel du pied à la Russie, la béquille du régime, qui a récemment laissé filtrer dans ses médias quelques signaux d'agacement vis-à-vis d'Assad. « Nous partageons la même vision stratégique et la même tactique », a assuré Mme Chaaban, probablement consciente que, sans l'aide financière de Moscou et de l'Iran, le gouvernement aura le plus grand mal à « tenir ».

Ce leitmotiv cohabite avec un autre mot d'ordre, plus discret : réprimer. Les opposants sont bien sûr visés, mais aussi les partisans du régime. Fin mai par exemple, les responsables de deux pages Facebook très populaires dans les milieux loyalistes ont été arrêtés après la parution d'articles critiquant la mauvaise gestion des autorités. En avril, Ziad Zamboua, un professeur d'économie de l'université de Damas, a été brutalement limogé. Sa faute ? Une simple conférence dans laquelle il s'émoyait que les trois quarts de la population syrienne vivent en deçà du seuil de pauvreté, et dénonçait le rôle néfaste des chefs de milice et des mercenaires étrangers.

## La loi César, pression maximale sur Assad

**L**es nouvelles sanctions des Etats-Unis qui entrent en application le 17 juin menacent de placer le pays, ruiné par la guerre, au bord de l'asphyxie

BEYROUTH - correspondant

Six mois après l'adoption de la loi César par le Congrès américain, ce nouvel arsenal de sanctions dirigées contre le pouvoir syrien, d'une dureté et d'une ampleur sans précédent, entre en application. Les autorités américaines sont censées publier, mercredi 17 juin, une première liste d'individus et d'entités tombant sous le coup de cette législation, qui s'apparente à la stratégie de « pression maximale » édictée par Washington pour mettre à genoux la République islamique d'Iran.

Ce texte est baptisé en l'honneur d'un photographe de la police militaire syrienne, désigné sous le nom de code « César », qui avait fait défection en 2013, emportant avec lui un lot de 55 000 clichés. Des photos prises dans les geôles du régime syrien, montrant des cadavres de prisonniers, la peau sur les os et le corps couvert de traces de supplices : la preuve de la barbarie routinière du régime syrien. Depuis leur publication certaines de ces images ont parlé et des dizaines de familles syriennes y ont reconnu un père, un fils ou une fille, disparus depuis des années.

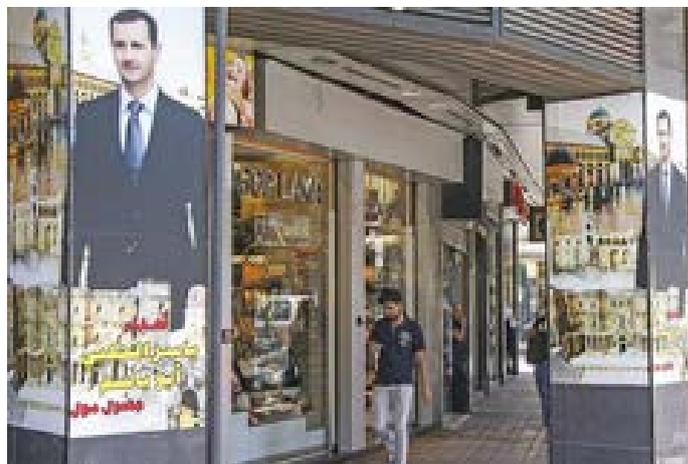
Cette nouvelle loi vient s'ajouter au volumineux corpus de sanctions anti-Damas, inauguré en 1979, à l'époque de Hafez Al-Assad, le père de l'actuel président, Bachar Al-Assad, et musclé à partir de 2011, en réponse à la répression du soulèvement contre le régime baassiste. Selon un dé-

compte du Monde, quatre cent dix personnalités syriennes – des dirigeants politiques, des responsables sécuritaires et des hommes d'affaires – et cent onze entreprises, banques et organes étatiques syriens ont été jusque-là placés sur la liste noire des Etats-Unis, en plus de secteurs économiques entiers, comme le pétrole. Cette désignation entraîne un gel des avoirs, une impossibilité d'accès au système bancaire international et une interdiction d'entrée sur le territoire américain.

### « Attaques meurtrières »

La particularité du Caesar Syria Civilian Protection Act par rapport à ces précédents textes réside dans le fait qu'il ne vise pas seulement des Syriens. Toute personne ou entité, de quelque nationalité qu'elle soit, qui « apporte un soutien significatif au gouvernement syrien, financier, matériel ou technologique, ou qui conduit des transactions significatives avec celui-ci » s'expose désormais à être pénalisée par le gouvernement américain, comme c'est le cas avec les entreprises étrangères commerçant avec l'Iran.

Cette menace de sanctions, dites secondaires ou extraterritoriales, s'applique notamment aux secteurs du pétrole, de l'aéronautique militaire, des finances et de la construction. La législation oblige l'administration américaine à « déterminer si la banque centrale de Syrie se livre au blanchiment d'argent et, dans l'affirmative, à infliger des sanctions à l'institution ». Plus classiquement, la loi appelle aussi à durcir les sanctions contre les « responsables ou complices » d'atteintes aux droits de l'homme en Syrie et à soutenir la collecte de preuves de ces crimes.



Portrait du président syrien Bachar Al-Assad, à Damas, le 10 juin. LOUAI BESHARA/AFP

Officiellement, il s'agit de « forcer le gouvernement de Bachar Al-Assad à cesser ses attaques meurtrières contre le peuple syrien et à soutenir une transition vers un gouvernement qui respecte l'Etat de droit, les droits de l'homme et la coexistence pacifique avec ses voisins », une allusion à Israël.

« César a dédié sa vie à la recherche de la justice pour ceux qui ont souffert sous le régime Assad. Cette nouvelle loi nous rapproche de cet objectif », avait déclaré en décembre Mike Pompeo, le chef de la diplomatie américaine, en référence au mystérieux photographe légiste, qui a déposé à plusieurs reprises devant le Congrès, de dos et soigneusement capuchonné, pour ne pas être identifié.

Les dirigeants de Damas ont réagi en dénonçant, sans surprise, une forme de « terrorisme économique ». Inversement, les associations syro-américaines, qui ont fait pression sur les membres du Congrès, pendant trois ans et demi, pour que ces sanctions soient votées, se réjouissent de leur entrée en vigueur, de

même que la Coalition nationale syrienne, la formation politique anti-Assad qui a les faveurs des capitales occidentales.

« La loi César cible exclusivement les intérêts du régime, ses agences de sécurité, ses hauts responsables et les pays, les individus et les institutions qui le soutiennent, prétend son président, Anas Al-Abdeh. Elle ne cible pas les civils, mais les protège plutôt, car l'alimentaire, l'humanitaire et le médical ne sont pas concernés. »

Les concepteurs du texte ont prévu effectivement des exemptions pour tout ce qui a trait à l'aide aux populations. Mais pour de nombreux spécialistes du conflit syrien, et même quelques opposants qui osent rompre tout haut avec leur famille de pensée, cette clause est loin d'être suffisante. Ils redoutent que les formulations particulièrement vagues et extensives du texte n'aboutissent à placer la Syrie sous un blocus économique de fait, dont les civils seront les premières victimes.

« Il y a plusieurs tendances au sein de l'administration améri-

caine sur ce sujet, expose Sinan Hatahet, un analyste proche de l'opposition syrienne. Certains, comme James Jeffrey [le représentant spécial des Etats-Unis pour la Syrie] veulent faire plier Damas à tout prix, d'autres sont moins radicaux. Si la loi est appliquée à la lettre, cela équivaudra à l'imposition d'un embargo contre la Syrie. Et comme toujours, c'est l'homme de la rue qui sera le plus affecté, car les affairistes propouvoir trouveront toujours le moyen de se jouer de ces mesures. »

Dans une telle situation, renchérit l'économiste syrien Samir Aita, « ce n'est pas le régime qui s'effondrera, c'est la société. Regardons l'exemple de l'Iran ou du Venezuela. Une population qui a faim ne fait pas une révolution, elle ne peut pas produire quelque chose d'organisé. Accroître la pression sur le pays, c'est prendre le risque du chaos total. »

La Russie et l'Iran, les deux principaux alliés de Damas, qui leur a offert des pans entiers de son économie, comme le secteur des phosphates ou le port de Lattaquié, en échange

de leur soutien militaire et diplomatique, sont peu susceptibles d'être gênés par la loi César. Ces deux pays, qui sont déjà sous sanctions américaines, ont appris à contourner. L'un de leurs stratagèmes consiste à positionner sur les marchés syriens des entreprises fantômes, faux nez de groupes plus importants, ou bien des firmes de troisième rang, qui se moquent d'être mis à l'index par Washington.

#### « D'une pierre deux coups »

Les Etats les plus embarrassés par la loi César sont le Liban, les Emirats arabes unis (EAU) et l'Egypte, qui entretiennent tous des relations économiques avec la Syrie. Le premier, en pleine crise monétaire, est implicitement visé par l'escalade économique américaine. Washington se défie du gouvernement en place à Beyrouth du fait du soutien que lui apporte le Hezbollah, le mouvement chiite pro-iranien, engagé militairement en Syrie, au côté des forces loyalistes.

« Trump veut faire d'une pierre deux coups, prévient un diplomate européen, qui fait la na-

vette entre le Liban et la Syrie. La loi César va affecter deux pays qui sont déjà au bord du précipice. » Abou Dhabi et Le Caire, qui sont favorables à un retour de la Syrie au sein de la Ligue arabe et qui ont commencé à réinvestir dans ce pays, en prévision de sa reconstruction, risquent aussi de devoir faire marche arrière. « Le texte américain va suspendre le mouvement de normalisation des pays arabes avec Damas », prédit la même source.

Les effets de la loi ont d'ailleurs commencé à se faire sentir. La peur du « gendarme » américain incite un nombre croissant d'opérateurs économiques étrangers à prendre leurs distances avec le marché syrien, quand bien même leur partenaire n'est pas « listé » par les Etats-Unis. La tendance à la surconformité (« over-compliance »), déjà observée avec les précédentes mesures américaines ainsi que les sanctions européennes, est en train de s'intensifier, notamment dans le secteur financier.

« Les banques du Golfe, les rares qui nous accueillent en-

core, sont sous la pression des banques occidentales, avec lesquelles elles collaborent, pour abandonner leurs clients syriens, témoigne un entrepreneur de Lattaquié, actif dans l'agroalimentaire. Un de mes fournisseurs japonais m'a annoncé au début de l'année qu'il préférerait arrêter de commercer avec moi, de crainte de se retrouver sous sanctions. On pensait qu'on avait vu le pire après ces neuf années de guerre. Mais non, la situation empire encore. »

L'inquiétude est d'autant plus grande que la loi américaine a une durée de vie d'au moins cinq ans. En théorie, le président Trump peut suspendre ses dispositions, si le pouvoir syrien satisfait à une liste de sept critères. Mais certaines de ces exigences sont tellement irréalistes, comme la mise en procès des responsables de crimes de guerre – ce qui supposerait que le régime se juge lui-même –, qu'il est vain d'imaginer que la loi César puisse être révoquée avant 2025.



17 juin 2020  
Par Hiwa Shilani

## Iraqi Foreign Minister, US Secretary of State discuss new prime minister's visit to Washington, among other topics

**E**RBIL (Kurdistan 24) – The Iraqi Foreign Ministry announced that Iraq's new Foreign Minister Fuad Hussein spoke by telephone with his US counterpart, Secretary of State Mike Pompeo, on Tuesday.

“The two sides discussed ways to develop joint cooperation between Baghdad and Wash-

ington in various fields and encourage investment in all sectors, including the oil sector, and infrastructure,” Ahmad al-Sahaf, Spokesperson for the Iraqi Foreign Ministry, said in a statement.

According to the statement, Hussein, Iraq's first Kurdish foreign minister, since Hoshiyar Zebari held that post from 2003

to 2014, stressed that Iraq seeks to build balanced relations with all countries of the world and abide by the principles of: non-interference in internal affairs; respect for the sovereignty of Iraq; working towards common interests; and maintaining the impartiality of Iraq decision-making.

The statement also explained

that Iraq's new prime minister, Mustafa al-Kadhimi, is slated to visit Washington, “if the health situation is suitable.”

For his part, Pompeo stressed that “the United States is happy with the initial results of the Strategic Dialogue,” and expressed his hope “for the continuation of these dialogues.”



Iraq's new Foreign Minister, Fuad Hussein. (Photo: The National)

He also affirmed “the US government’s respect for the sovereignty of Iraq, its support for Mustafa al-Kadhimi’s government, and the provision of economic support.”

The US readout of the conversation explained that Pompeo had also “congratulated Foreign Minister Hussein on his new role,” while affirming that he “looks forward to working

together to advance issues of mutual importance.”

“Secretary Pompeo also congratulated the Iraqi government for completing its government formation,” the US statement added, noting that both sides agreed that the Strategic Dialogue “was an opportunity for the two countries to strengthen ties.”

The first session of the Strategic Dialogue between the US

and Iraq was held last Thursday to expand relations between the two countries beyond the military dimension. The two-hour long meeting, held by video conference, was largely a formality, intended to prepare the way for further discussions.

Speaking to Kurdistan 24, State Department Spokesperson Morgan Ortagus explained that the US wants to broaden ties with Iraq—to go beyond just the military relationship—and move “to the next level.”

Read More: State Dept: US supports democracy in Iraq

“Now, we’re incredibly focused also on the diplomatic, the political relationship,” she said, adding there is also an emerging “economic and financial relationship” involving private sector US companies.

On June 6, Iraq’s parliament approved the appointment of Dr. Fuad Hussein as Minister

of Foreign Affairs. Hussein was Finance Minister from 2018 until 2019 in the previous Iraqi government, headed by Adil Abdul Mahdi.

Originally from Khanaqin, Hussein became deputy head of the Kurdish Institute of Paris in 1987. He held that position until returning to Iraq in 2003, following the initial phase of the US-led war that overthrew Saddam Hussein and his regime.

He then became Deputy Minister of Education in the new Iraqi government, and in that capacity, he organized the preparation of new “debaathized” textbooks for Iraq’s schools. He subsequently moved to the Kurdistan Region, where he became Chief of Staff for then President Masoud Barzani, a post he held until the Iraqi elections of 2018.



17 juin 2020

## Irak: la Turquie lance une vaste opération militaire contre les rebelles kurdes

La Turquie a annoncé mercredi le déploiement de forces spéciales dans le nord de l’Irak, dans le cadre d’une opération terrestre contre les combattants du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK. L’opération, qui fait suite à d’intenses frappes aériennes, est appuyée par l’aviation et l’artillerie turques.

Avec notre correspondante à Istanbul, Anne Andlauer

C’est une opération d’ampleur, la plus grande de l’armée

turque dans le nord de l’Irak depuis au moins cinq ans. L’opération « Griffes d’aigle », comme l’a baptisée Ankara, avait commencé dans la nuit de dimanche à lundi par des frappes aériennes couvrant une vaste zone allant des monts Sinjar, à l’ouest, aux monts Qandil, à l’est, à grand renfort d’avions de chasse et de drones.

Deux jours plus tard, l’opération est donc entrée dans sa phase terrestre, sous le nom d’opération « Griffes du tigre »,



Le ministre turc de la Défense Hulusi Akar suit le déploiement de l’opération « Griffes d’aigle », le 14 juin 2020. Turkish Ministry of Defense Press Office / AFP

avec le déploiement de forces spéciales. L'incursion des commandos turcs, appuyée par des hélicoptères de combat et des drones armés, a été précédée d'un intense bombardement d'artillerie, a affirmé le ministère turc de la Défense sur son compte Twitter, où il publie plusieurs fois par jour des vidéos de l'opération.

#### Le PKK ciblé

Selon le ministère, l'armée turque vise des bases du Parti des travailleurs du Kurdistan, le PKK, installé depuis une trentaine d'années dans les monts Qandil. La région du Sinjar, elle, est une cible plus

récente d'Ankara, qui soutient que le PKK utilise ce massif montagneux comme couloir pour relier ses bases barrières de Qandil au nord-est de la Syrie. Mais le Sinjar est aussi la terre des Yézidis, une communauté qui a subi les massacres du groupe État islamique en 2014.

#### ► ANALYSE

« L'offensive est très certainement menée avec l'accord du gouvernement irakien »

Si Bagdad a officiellement protesté contre le déploiement turc, c'est une réaction à minima estime le politologue ira-

kien Ahmed Rushdi, contacté par RFI à Bagdad. Selon lui, cette offensive est menée avec la bénédiction des autorités irakiennes.

« L'offensive turque est très certainement menée avec l'accord du gouvernement irakien, ou en tout cas avec celui du Premier ministre irakien. Il y a trois jours, avant le début de cette offensive, le chef du renseignement turcs était ici à Bagdad. Et il s'est entretenu avec le Premier ministre irakien Mostafa al-Kazimi.

Donc cette visite signifie certainement qu'il est venu prévenir les autorités irakiennes et qu'il

a eu le feu vert pour que son pays lance cette offensive dans le nord de l'Irak. Mostafa Al Kazaimi est Premier ministre depuis peu. C'est un homme qui a de l'estime pour la Turquie. Il a conscience que la Turquie est une grande puissance qui a des liens avec les autres grandes puissances comme les États-Unis. À la suite de cette offensive, c'est vrai que Bagdad a convoqué l'ambassadeur turc en Irak pour protester. Mais pour moi cela reste une simple mesure d'affichage, c'est de la diplomatie. »

AL-MONITOR 

June 17, 2020  
By Amberin Zaman

## Turkey mum as Syrian Kurds take 'historical step' in unity talks

Rival Kurdish groups in northeastern Syria said they had reached an initial agreement for what has long been an elusive goal — Kurdish unity — today, calling it “a significant historical step.” The announcement by opposition parties operating under the umbrella of the Kurdistan National Council (KNC) and those allied with the ruling Democratic Unity Party (PYD) follows US-mediated talks that began in April at a US military base outside the Kurdish-controlled city of Hasakah.

The sides said in a joint statement that they had “concluded the first round of the negotiations for Kurdish unity” and reached “a common political vision, agreeing on consideration for the 2014 Duhok Agreement on governance and partnership in administration and defense” as a basis to sustain the ongoing dialogue between the sides.

But they failed to elaborate.

Hours later, the US embassy in Syria followed up with its own statement in English, Arabic and, unusually, the main Kurdish dialect Kurmanji. “This understanding symbolizes an important first step towards greater political coordination between Syrian Kurdish political factions with the support of the United States and will contribute to a peaceful resolution of the Syrian conflict under UN resolution 2254 by helping all those Syrians opposed to the Assad regime,” it said.

On Thursday, the KNC emphasized in a statement that there was no agreement as such but rather an “understanding” between the sides, a further sign of how sensitive and fragile the talks remain.

The Duhok agreement — brokered by Massoud Barzani, the KNC's mentor and president of the Kurdistan Democratic Party (KDP) in northern Iraq — envisaged equal rep-



Members of the KNC and KUP, the biggest two Kurdish political blocs in northeast Syria, announce they have reached an agreement in Hasakah, Syria, June 17, 2020. Photo by TWITTER/Mo\_Herdem.

resentation in the government for the rival groups and merging their military forces. The deal fell through over internal bickering and outside meddling, chiefly from Turkey, which sees Kurdish unity as an existential threat.

Parts of the KNC bloc are based in Istanbul and are affiliated with the Turkish-backed Syrian opposition. The PYD has since steadily consoli-

dated power while its military arm, the People's Protection Units (YPG), took the lead role in the US-backed Syrian Democratic Forces (SDF) in the fight against the Islamic State.

It was SDF commander Mazlum Kobane who initiated the latest stab at unity after Turkey's October 2019 military incursion, which saw US forces pull back from the Turkish border and Russian and regime

forces replace them. The threat of further Turkish military intervention has receded and President Donald Trump decided to keep around 500 American forces in northeast Syria “only for the oil.” But the Syrian Kurds’ eight-year experiment with autonomy remains precarious.

Should the sides actually forge a common front, it would in theory allow the PYD to be represented at now frozen UN-sponsored talks in Geneva to hammer out a modified constitution for Syria that would be implemented in the wake of democratically held elections.

The PYD has not been allowed to participate — while the KNC has — because Turkey won’t let it. This is because the group was founded by members of the Kurdistan Workers Party (PKK), which has been fighting the Turkish army on and off since 1984. The group is designated as a terrorist organization by Turkey, the United States and the European Union.

Kobane persuaded the United States that its engagement was critical in getting the KNC, the KDP and in an ideal world Turkey on board. He called today’s draft agreement “a significant result” and “a basis for a national Kurdish agreement in Rojava Kurdistan.” Rojava means Western or Syrian Kurdistan in Kurdish. Thanks were also given to Nechirvan Barzani, the president of the Kurdistan Region of Iraq, who leaned on the KNC to cooperate. Speaking privately, sources from both camps described today’s agreement as a declaration of intent to pursue the talks and said issues of power-sharing had yet to be comprehensively addressed.

The matter has gained some urgency as a new set of crippling of sanctions against the regime of Syrian President Bashar al-Assad under the

Caesar Act came into force today. Washington insists they will not hamper humanitarian operations but Syrian Kurdish officials have aired worry about the sanctions’ impact as the collapse of the Syrian pound further pummels people’s buying power. The sharp drop in the price of oil, the main source of income for the administration, coupled with the COVID-19 pandemic, has added to its woes. D tente with Turkey would help mitigate the effects if it results in Turkey opening its borders with the Kurdish region for trade.

Wladimir van Wilgenburg, the co-author of the recently published “The Kurds of Northern Syria,” points out that, unlike the 2014 accord, today’s draft document was announced in Syria, not Iraqi Kurdistan, and that this vastly enhances its legitimacy. Moreover, the United States is directly involved this time, as is a top military figure from the PYD camp, SDF chief Kobane, who has broad public support that cuts across ideological lines in Rojava. “It’s unlikely that the KNC would have accepted a new deal without an international guarantor,” van Wilgenburg told Al-Monitor.

But even as Kobane and the top US diplomat in northeast Syria, William Roebuck, made upbeat comments, Turkish ground forces backed by fighter jets were pounding PKK targets during a third day of their “Claw-Eagle” offensive against the PKK in Iraq’s Kurdistan region. The move follows Kobane’s visit to Baghdad in early June to discuss security cooperation against the Islamic State.

Less than a week later, Turkey’s intelligence chief Hakan Fidan traveled to Baghdad as well. Iraq has formally protested the latest Turkish attack in a mild statement and by summoning the Turkish ambassador to Baghdad to the Foreign Ministry.

Sources familiar with the Kurdish unity talks said today’s announcement was made under “great pressure” from Roebuck, who was leaving Syria today. Some speculated that its timing was calculated to limit the fallout from the Turkish offensive.

A spokesperson for the women’s foreign relations committee at the Martyr Rustem Cudi Makhmour camp, which was struck by Turkish jets along with 80 other targets in the early hours of Monday, accused Baghdad, the KDP and the US-led coalition of colluding with Turkey yesterday. The three “agreed to attack,” Leyla Arzo Eylhan told the Hawar news agency.

The PKK has broadly supported the talks as it comes under mounting military pressure from Turkey. Engagement with the United States albeit via the PYD is viewed as a useful card in its bumpy relations with the KDP and more importantly as key to the survival of Rojava, its primary bargaining chip, as it sees things, should peace talks with Ankara that collapsed in 2015 ever resume.

Some PKK hard-liners, however, call the talks a trap whose ultimate goal is to destroy the PKK.

The fact that Washington is pressing for PKK cadres to be purged from the administration so as to make it more palatable to the KNC and Turkey has reinforced their suspicions. Yet veteran PKK official Sabri Ok, who was seen as “the PKK commissar” in Rojava, is no longer in Qamishli, according to a senior Kurdistan Regional Government official who spoke to Al-Monitor on condition that he not be identified by name. The official did not say when Ok had left.

PKK officials have denied all along that Ok was ever there,

other than “for visits.”

There are no signs, however, that Ankara’s position has changed. Turkey keeps pressing NATO — albeit unsuccessfully — to classify the YPG and the PYD as terrorist organizations. Ankara has also aired its displeasure over the unity talks via the state-run Anadolu news agency in a May dispatch, calling them an effort “to create an international representation space” for “the terrorist organization in northern Syria.”

Turkish leaders have not commented formally on the talks since then and Turkish officials reportedly did not raise any objections when Trump’s Syria envoy Jim Jeffrey broached the topic with Turkish officials during his last trip to Ankara in February.

But for Turkey, the benefits of the talks are measured by the extent to which they can weaken and divide the PKK — an unlikely outcome — and that is how Jeffrey may have sold them. But Turkey also desperately wants to undermine Kobane. The SDF commander’s meteoric rise on the diplomatic circuit, crowned by a phone call with Trump, is viewed with deepening alarm as it is seen as conferring legitimacy on the PKK. Turkey has placed a bounty on Kobane’s head.

But Ankara’s calculations could always change, especially if President Recep Tayyip Erdogan concludes that his foundering public support amid a weakening economy can only be reversed by engaging with the Kurds once again. But then so could Jeffrey’s, should he sense that the talks will dig Turkish-US relations into an even deeper hole.



June 17, 2020  
By Karwan Faidhi Dri

## Kurdistan Region records highest single-day COVID-19 death toll

**E**RBIL, Kurdistan Region — Sixteen coronavirus patients have died in the Kurdistan Region and 166 other people have tested positive for the virus in the last 24 hours, according to the Kurdistan Regional Government's (KRG) Ministry of Health.

10 deaths were recorded in Sulaimani province, five in Erbil and one in Raparin. This is the highest number of deaths in a single day since the outbreak began in March.

Eighty-nine new cases COVID-19 have been recorded in Sulaimani province, 35 in the independent administration of Garmiyani, 29 in Erbil province, 12 in Halabja province and one in Duhok province. Nineteen people have also recovered,

added the ministry.

The new data brings the total number of cases in the Region to 2,821. Of this, 1,123 have recovered and 75 have died. There are currently 1,623 active cases.

This surge in the death toll comes as many health workers in Sulaimani province, the epicenter of the virus, have gone on strike over the KRG's failure to pay their salaries.

Health and administrative officials in both Sulaimani and Erbil have warned that both provinces are in a "dangerous" condition, calling on people to follow health measures.

A ban on travel between Kurdistan Region provinces has



File photo: Bilind. T Abdullah/Rudaw

been extended until July 1, the interior ministry announced Monday night, as the coronavirus outbreak continues to make a stubborn resurgence.

The interior ministry also announced fines for people and

institutions that do not follow health measures, especially the wearing of face masks in public. The fines range from 5,000 to 150,000 Iraqi dinar (\$4.10-125).

Le Monde

18 juin 2020  
Par Nathalie Guibert et Jean-Pierre Stroobants

## L'activisme militaire de la Turquie empoisonne l'OTAN

**L**es Européens protestent contre l'attitude d'un pays membre de l'Alliance atlantique, après un incident grave impliquant un navire français en Méditerranée.

Tenu par visioconférence en raison du coronavirus, le rendez-vous des ministres de la défense de l'OTAN, mercredi 17 juin, aura pu être moins agité qu'en la présence physique des 29 représentants alliés. La journée fut quand même « très nerveuse » selon un participant, tant la Turquie, une fois encore, a empoisonné l'atmosphère.

L'ordre du jour était des plus classiques : la posture de défense et de dissuasion de l'Alliance atlantique d'un côté, les conséquences de l'épidémie de Covid-19, de l'autre. Mais, lundi, la ministre française Florence Parly a appelé le secrétaire général, Jens Stoltenberg, pour évoquer un incident grave, entre alliés. Le 10 juin, la frégate française Courbet, sous commandement de l'OTAN dans l'opération de surveillance « Sea Guardian » dans l'est de la Méditerranée, a été mise en joue par la marine turque. Un événement de trop, après une série de «

comportements centrifuges incompatibles avec l'esprit de l'Alliance », dénonce le ministère des armées à Paris.

Début juin, un cargo sous pavillon tanzanien suspecté de transporter des armes, le Cirkin, avait été repéré par le commandement maritime de l'OTAN (Marcom), quittant la mer Egée. Il a indiqué se diriger vers Gabès, en Tunisie. Mais en chemin, comme d'autres bateaux avant lui, il a changé de direction pour la Libye, en masquant son immatriculation et en coupant son émetteur d'identification auto-

matique AIS. Escorté par deux frégates turques, le cargo était bien protégé. Aux militaires grecs et français qui les ont interrogés sur leur route, les Turcs se sont présentés comme « navires OTAN », utilisant abusivement l'identifiant radio de l'organisation.

### Opération extrêmement agressive

Quand Marcom a demandé au Courbet d'interroger le cargo, une des frégates turques a, durant près de quarante secondes, et à trois reprises, actionné son radar de conduite

de tir contre lui – cette « illumination » est la dernière étape avant l'ouverture du feu. La marine turque avait aussi placé ses tireurs de bord en position derrière leurs affûts. Ces opérations sont aussi rares qu'extrêmement agressives. « On ne peut accepter qu'un allié fasse cela, indiquait, mercredi, le ministère des armées français. On ne peut plus prétendre qu'il n'y a pas de problème turc. Il faut le voir, le dire, le traiter. »

L'agacement français est aussi fort que mis en scène, face à ce que les sources gouvernementales nomment « le Misrata express », ces allées et venues de cargaisons d'armes d'un bord à l'autre de la Méditerranée, en violation de l'embargo frappant la Libye. La Turquie affrète « une noria » pour venir en soutien au gouvernement de Faïez Sarraj de Tripoli (reconnu par l'ONU), dénonce Paris, qui s'est rangé du côté adverse de Khalifa Haftar.

« Le soutien apporté par la France au putschiste et forban Haftar a aggravé la crise en Libye et renforcé les souffrances du peuple libyen », a tancé le ministère turc des affaires étrangères, mardi, accusant Paris d'être le « sous-traitant de certains pays de la région », les Emirats arabes unis et l'Egypte. La France tient une position d'équilibriste, mais ne livre pas d'armes. Il demeure vrai qu'elle reste silencieuse sur les violations de l'embargo dont sont aussi responsables ses alliés émiratis et égyptiens.

Avant d'être dans la ligne de mire, le 10 juin, le Courbet patrouillait avec un pétrolier turc, qui l'avait ravitaillé la veille encore. Ce double jeu turc dans l'OTAN semble avoir atteint ses limites. « La crise de solidarité avec la Turquie », évoquée par le président Emmanuel Macron fin 2019, quand il a parlé de la « mort



Le premier ministre libyen, Faïez Sarraj, et le président turc, Recep Tayyip Erdogan, lors de leur rencontre à Ankara, le 4 juin. ADEM ALTAN / AFP

cérébrale » de l'OTAN, « reste clairement d'actualité », commente une source diplomatique française. A ceux qui pourraient voir l'ingérence d'Ankara en Libye comme un contrepoids à celle de Moscou, la diplomatie française objecte : « Plus de Turquie en Libye ne signifie pas moins de Russie. »

Avec la France, les Etats baltes et d'Europe de l'Est critiquent aussi depuis longtemps le chantage exercé par Ankara, qui bloque les « plans de défense gradués » prévus face à la Russie en exigeant que l'OTAN reconnaisse le caractère terroriste des milices kurdes de l'YPG. Au-delà, les Européens s'inquiètent de l'activisme militaire turc, qualifié de « massif », et « tous azimuts », de la Syrie à la Libye – où Ankara aurait acheminé 7 000 mercenaires syriens. Le pacte de coopération militaire turco-libyen, assorti d'un accord de démarcation maritime illégal, ne saurait être validé comme un fait accompli. Paris parle d'« extension de l'empire ottoman à l'ouest de la Méditerranée ».

Les Européens s'étaient montrés soudés lors du dernier sommet de l'OTAN à Londres,

en décembre 2019, pour réprouver l'offensive lancée en Syrie contre les Kurdes. Mercredi, le bloc européen dans son ensemble – c'est rare – a protesté. Les critiques françaises ont été officiellement approuvées par huit pays membres, dont l'Allemagne et l'Italie. Le ministre turc de la défense a quant à lui nié tous les faits reprochés à son pays.

### Crise interne

Jens Stoltenberg a, tout aussi soigneusement que la veille, évité toute allusion à cette discussion. Il a seulement indiqué que la demande européenne d'une « coopération » de l'OTAN à l'opération « Irini » de contrôle en Méditerranée orientale mise en œuvre par l'UE était à l'examen. « Pour-parlers » et « contacts » se poursuivront, sans aucune chance qu'Ankara approuve cette initiative. Le credo du secrétaire général reste que l'organisation surmontera ses divergences. « Je ne nie pas les défis et les problèmes que nous rencontrons aujourd'hui, mais nous pourrions les vaincre », a-t-il déclaré.

L'OTAN a pris de nouvelles dé-

cision pour renforcer sa dissuasion face à la Russie et à « son comportement déstabilisateur et dangereux ». Un retour aux « fondamentaux » qui masque de plus en plus mal la crise interne. Le plus puissant des alliés, les Etats-Unis, continue de la nourrir par le comportement erratique de son président. Donald Trump s'est montré changeant sur l'achat turc de défenses antimissiles russes S-400, coulant sur l'offensive anti-Kurdes de Syrie au grand dam de ses chefs militaires, tout en condamnant les ingérences en Libye.

Dans l'immédiat, la seule réponse concrète risque d'être une interdiction ordonnée par le commandement maritime aux navires turcs d'utiliser l'indicatif de l'OTAN dans leurs échanges. « La Turquie a toujours sa place dans l'OTAN et le traité ne prévoit aucune clause de suspension. Personne n'a intérêt à ce qu'elle ne soit pas un allié », indique une source diplomatique à Bruxelles, traduisant l'incertitude générale.

## De la Syrie à la Libye, le projet « néo-ottoman » d'Erdogan

Investie militairement en Syrie, en Libye et en Irak, la Turquie s'affirme comme un partenaire de plus en plus problématique pour ses alliés européens.

Investie militairement en Syrie, en Libye et dans le nord de l'Irak, engagée dans un bras de fer juridique avec ses explorations gazières contestées en Méditerranée orientale, la Turquie s'affirme comme un partenaire de plus en plus problématique pour ses alliés européens. Ce regain d'activité militaire intervient alors que la bonne fortune politique du président turc, Recep Tayyip Erdogan, est en déclin. Son Parti de la justice et du développement (AKP) a perdu les élections municipales dans la plupart des grandes villes en 2019, ses anciens acolytes ont créé des partis politiques pour le défier tandis que l'économie déclinante est devenue son talon d'Achille.

Le numéro un turc a désespérément besoin d'une victoire après les revers subis par son armée en Syrie. L'accord de cessez-le-feu conclu avec Moscou, le 5 mars, pour le partage de la région d'Idlib, le dernier fief des rebelles anti-Assad, laisse les positions de l'armée turque à la merci de nouvelles attaques du régime et de son allié russe. L'alliance avec la Russie reste fragile, malgré l'acquisition des missiles antiaériens russes S-400. Autre paradoxe, le gazoduc TurkStream, inauguré en grande pompe le 8 janvier, est à moitié vide, la Turquie ayant considérablement réduit ses achats de gaz russe. Ils ont constitué 9 % de son approvisionnement en mars, contre en 21 % en février.

« Défendre nos descendants »

Ce qui n'empêche pas M. Erdogan de s'inspirer de Vladimir Poutine. « On nous demande souvent ce que nous faisons exactement en Libye. Nous y sommes pour défendre nos descendants, nos frères anatoliens », a-t-il déclaré, le 22 décembre 2019, à Gölcük (région de Kocaeli), alors qu'il assistait à la mise à l'eau d'un nouveau sous-marin. Tel le maître du Kremlin, prompt à justifier l'intervention russe dans l'est de l'Ukraine par la défense des populations russophones, le président turc habille sa politique étrangère d'une parure « néo-ottomane » qui, sans ancrage dans la réalité, rend son récit politiquement cohérent.

Les actions militaires d'Ankara dans une région située au carrefour de l'Europe, de l'Afrique et du Moyen-Orient sont facilitées par la décomposition de l'ordre mondial issu de la guerre froide, les Etats-Unis ne songeant qu'à limiter leur engagement à l'étranger, tandis que l'Union européenne apparaît sans perspectives, « défaillante », dira M. Erdogan au plus fort de la pandémie de Covid-19. De cette fenêtre d'opportunité, il compte tirer parti pour ressusciter l'influence de son pays. « Tout projet, plan, politique ou économique, dans la région et dans le monde, est voué à l'échec, si la Turquie en est exclue. Cela est valable des Balkans à la Méditerranée, du nord au sud de l'Afrique », a-t-il déclaré, le 18 mai.

Ces visées expansionnistes sont ressassées à l'envi par les médias à son service. « La capacité d'Ankara à remodeler la géopolitique de la Méditerranée orientale et de l'Afrique du Nord, grâce à ses opérations en Syrie et en Libye, va inciter l'Europe à voir la Turquie autrement. Les gouverne-

ments européens auront du mal à se faire à cette nouvelle situation », assurait, le 16 juin, Burhanettin Duran, l'éditorialiste vedette du quotidien pro-gouvernemental Sabah.

La force militaire et le soutien des réseaux islamistes sont les clés du succès turc. C'est grâce aux drones armés turcs, aux conseillers militaires turcs et aux milliers de mercenaires syriens envoyés sur place par Ankara que son allié libyen, le gouvernement d'accord national (GAN), a pu infliger de sérieux revers aux forces du maréchal Khalifa Haftar, soutenu par la France, la Russie, l'Egypte et les Emirats arabes unis.

### Consolider ses acquis

Galvanisée par ses succès militaires, la Turquie veut consolider ses acquis. Ankara et le gouvernement de Tripoli discutent de l'utilisation, par les forces turques, de la base navale de Misrata et de la base aérienne d'Al-Watiya, fraîchement reconquises par les forces du GAN. Une présence aérienne et navale permanente en Libye scellerait les ambitions énergétiques de la « petite Asie », avide de contrôler les ressources pétrolières et gazières de la Méditerranée. Pour recueillir au plus vite les fruits de l'engagement turc, les ministres des affaires étrangères et de l'économie, Mevlüt Çavusoglu et Berat Albayrak, ainsi que le chef des services secrets, Hakan Fidan, se sont envolés, mercredi, pour Tripoli.

L'accord de démarcation maritime, signé en novembre 2019, avec Faïez Al-Sarraj, le chef du gouvernement de Tripoli, est primordial. La découverte de vastes gisements de gaz en eau profonde a accru l'import-

tance géostratégique de cette région où sont menées des explorations pour la découverte d'hydrocarbures. Dorénavant, la Turquie et la Libye devront être consultées sur « toute activité d'exploration ou de construction d'un pipeline » dans les zones maritimes définies entre les deux pays, a fait savoir récemment le numéro un turc. Un projet auquel s'opposent la Grèce, Chypre, l'Egypte, Israël et l'Union européenne, qualifiés par Ankara de « bloc antiturc ».

Les visées militaires et énergétiques de la Turquie n'en sont qu'à leurs débuts. Alors que le GAN et son allié turc rejettent toute négociation avec l'Armée nationale libyenne (ANL) du maréchal Haftar, des affrontements ont lieu pour la prise de la ville côtière de Syrte qui, tenue par l'ANL, constitue la porte d'entrée vers les principaux terminaux d'exportation d'énergie. « Pour entamer les négociations politiques en vue d'un cessez-le-feu, le GAN estime que de nouveaux gains territoriaux sont nécessaires. Sa priorité est Syrte et de Djourfra », a déclaré Emrullah Isler, l'envoyé spécial de la Turquie en Libye.

La conquête de Syrte et de Djourfra, une base stratégique qui héberge un aéroport militaire où la Russie a déployé des avions de chasse MiG-29, n'est pas du goût de Moscou. C'est sur ce point, entre autres, que les négociations russo-turques sur la Libye, qui devaient se tenir à Istanbul, le 14 juin, ont échoué, contraignant la délégation russe, composée des ministres des affaires étrangères et de la défense, Sergueï Lavrov et Sergueï Choïgou, à annuler leur visite. Un accroc de plus à la relation russo-turque.

# La justice française condamne Rifaat Al-Assad, bourreau syrien en exil

L'oncle du président de la Syrie a reçu une peine de quatre ans de prison pour blanchiment et a vu ses biens confisqués.

C'est peut-être la fin de l'étrange impunité dont jouissait en France Rifaat Al-Assad, l'oncle du président Bachar Al-Assad et ex-bourreau de l'opposition syrienne, qui coulait depuis une trentaine d'années des jours tranquilles, entre son hôtel particulier de la très huppée avenue Foch, à Paris, et ses propriétés de la Costa del Sol et des bords de la Tamise. Le frère cadet de Hafez Al-Assad, fondateur du régime baassiste, a été condamné mercredi 17 juin à quatre ans de prison, pour s'être constitué dans l'Hexagone, avec l'argent des contribuables syriens, un empire immobilier d'une valeur de 90 millions d'euros.

Le tribunal correctionnel de Paris, qui a sanctionné « des faits d'une exceptionnelle gravité », a ordonné la confiscation de ces « biens mal acquis » sans toutefois délivrer de mandat d'arrêt contre l'octogénaire, absent du procès pour raisons médicales. Ses avocats, qui ont dénoncé « un procès à caractère politique », « sans la moindre preuve de flux financiers illicites », ont annoncé leur intention de faire appel. Compte tenu de son âge et de sa santé fragile, il est peu probable que Rifaat Al-Assad aille un jour en prison.

## Basses œuvres

Le chef des Brigades de défense, une formation paramilitaire en charge des basses œuvres du régime syrien, est accusé d'avoir orchestré en 1982 la sanglante reconquête de Hama, alors épicerie



Le président syrien Hafez Al-Assad (à droite, disparu en 2000) et son frère Rifaat, à Damas, en janvier 1984. HANDOUT / AFP

d'une insurrection antigouvernementale, dirigée par les Frères musulmans. De cette opération, qui a causé des milliers de morts, en majorité civils, et conduit à la destruction d'une partie du centre historique de la ville, il a gardé un surnom : le « boucher de Hama ». Deux ans plus tôt, en représailles à une tentative d'assassinat raté de Hafez Al-Assad, il avait envoyé ses sbires massacrer des centaines de détenus, dans la prison de Palmyre.

En 1984, la relation entre les deux frères vire à l'aigre. Profitant d'une hospitalisation du président, l'ambitieux Rifaat ordonne aux Brigades de défense de se déployer dans Damas. Mais le coup d'Etat est déjoué et le benjamin de la famille Assad, évincé de l'armée, est obligé de s'exiler. Il s'établit d'abord en Suisse, puis en France, avec une suite de 200 fidèles. Lui qui ne disposait d'aucune fortune personnelle, commence à se bâtir un immense patrimoine, principalement en Espagne, mais aussi

au Royaume-Uni et en France où il acquiert, outre sa demeure de l'avenue Foch, des dizaines d'appartements de standing dans les beaux quartiers parisiens et un domaine de 45 hectares dans le Val-d'Oise.

## Blanchiment aggravé

L'ex-cacique du régime Assad, décoré de la Légion d'honneur par François Mitterrand pour « services rendus à la nation », se croit au-dessus de tout soupçon. D'autant qu'après l'accession de Bachar Al-Assad à la présidence, en 2000, qui s'est accompagnée de la destruction de ses derniers réseaux en Syrie, il se convertit en opposant à Damas. Mais en 2013, deux associations anticorruption, Sherpa et Transparency International, déposent plainte contre lui pour détournement de fonds publics et blanchiment aggravé en bande organisée.

Leurs arguments ont été en-

tendus par la justice. Sur la base des notes d'un banquier suisse, des budgets syriens de l'époque et du témoignage d'un adversaire politique, la présidente du tribunal a jugé que l'exil doré de Rifaat Al-Assad a été payé par l'Etat syrien. Ses avocats arguent du contraire, en affirmant que la fortune de leur client provient de donations du prince héritier puis roi saoudien Abdallah. « Il n'y a pas au dossier un centime de fonds provenant de Syrie », ont-ils soutenu, en produisant notamment un chèque de 10 millions de dollars signé d'Abdallah en 1984 et la preuve de trois virements entre 2008 et 2010. Rifaat Al-Assad est aussi poursuivi en Espagne, pour des soupçons encore plus vastes de « biens mal acquis », ainsi qu'en Suisse, pour crimes de guerre.

## Nouvelles sanctions pour Damas

Les Etats-Unis ont imposé, mercredi 17 juin, de nouvelles sanctions contre 39 individus et entités associés au régime syrien. Ces annonces ont été faites dans le cadre de la loi César, une nouvelle législation qui durcit les entraves au commerce avec la Syrie, ainsi que dans le cadre de précédentes mesures anti-Damas. Parmi les personnalités visées figurent de nombreux noms qui étaient déjà sous sanctions, comme le président Bachar Al-Assad et l'entrepreneur Mohammed Hamcho, homme de paille de Maher Al-Assad, frère du chef de l'Etat. L'épouse de ce dernier, Asma Al-Assad, présentée par le département d'Etat comme « l'une des plus célèbres profiteuses de guerre », se retrouve pour la première fois sanctionnée.

## La Turquie lance une opération terrestre contre le PKK dans le nord de l'Irak

Cette offensive contre l'organisation autonome kurde est la troisième du genre menée par la Turquie, dont les forces armées sont déjà actives en Syrie et en Libye.

La Turquie a lancé une offensive terrestre contre les rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) dans le nord de l'Irak, mercredi 17 juin à l'aube. Des commandos ont pénétré sur le territoire irakien, soutenus par des chasseurs, des hélicoptères d'attaque et des drones armés et non armés. L'offensive a débuté dans la région irakienne de Haftanin, à une quinzaine de kilomètres de la frontière turque.

Après avoir mené une insurrection armée de plusieurs décennies dans les régions majoritairement peuplées de Kurdes dans le sud-est de la Turquie, le PKK est moins actif sur le sol turc mais il a conservé des bases dans le nord de l'Irak.

Le ministère turc de la défense a justifié cette incursion, « conforme au droit international », par « les attaques répétées du PKK et d'autres groupes terroristes qui se sont intensifiées ces derniers temps sur nos bases et sur nos postes d'observation ». Des vidéos ont été diffusées qui montrent Hulusi Akar, le ministre turc de la défense, supervisant les opérations depuis un centre de commandement à Ankara.

### « Violation flagrante »

Avant d'envoyer ses forces terrestres de l'autre côté de sa frontière, la Turquie avait bombardé ces derniers jours



8lundi 15 juin (photo diffusée par le ministère turc de la défense). AP

les positions du PKK dans le nord de l'Irak, notamment la base de l'organisation autonome kurde, située dans les montagnes de Qandil, non loin de la frontière avec l'Iran. Des bombardiers ont aussi frappé d'autres bases du PKK dans la région semi-autonome kurde du nord de l'Irak, à Sinjar, Karacak, Zap, Avasin et Hakurk.

Autant la Turquie mène régulièrement des attaques aériennes et terrestres contre le PKK dans le nord de l'Irak, autant l'offensive aéroportée et terrestre lancée mercredi est une première. « La Turquie poursuit sa lutte contre les terroristes sur la base du droit international », a déclaré Omer Celik, le porte-parole du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002. Ni la région autonome kurde d'Irak du Nord (KRG) ni Bagdad n'ont réagi à l'incursion turque. Mardi, le gouvernement irakien s'est contenté de convoquer l'ambassadeur de Turquie en Irak, Fatih Yildiz, en signe de désapprobation de l'offensive aérienne, qualifiée de « violation flagrante

» de la souveraineté irakienne.

Lundi, la Ligue arabe avait condamné les bombardements de l'aviation turque dans le nord de l'Irak contre les bases du PKK. « L'ingérence militaire turque, réalisée sans coordination avec le gouvernement de Bagdad est une violation de la souveraineté irakienne. Elle sape le droit international ainsi que les relations de la Turquie avec ses voisins arabes », dit le communiqué de l'organisation. Le ministère turc des affaires étrangères a riposté dans un communiqué diffusé mercredi dans lequel il invite la Ligue arabe « à adopter un discours de principe cohérent sur la lutte contre le terrorisme ».

### Logique de l'affrontement

L'opération terrestre dans le nord de l'Irak est la troisième du genre menée par la Turquie, dont les forces armées sont déjà actives en Syrie et en Libye tandis que ses navires font monter la tension autour des gisements de gaz dans l'est de la Méditerranée.

Cette démonstration de force intervient au moment où le régime du président turc, Recep Tayyip Erdogan, traverse une passe difficile en interne, menacé par sa perte de popularité dans les sondages et par la récession économique qui se profile. Obsédé par la projection de sa puissance militaire, surtout depuis les succès de ses conseillers militaires et de ses mercenaires en Libye, le numéro un turc privilégie plus que jamais la logique de l'affrontement.

Transgresser les frontières, faire pression sur l'Union européenne avec les réfugiés – comme cela a été fait en mars avec l'envoi de milliers de réfugiés à l'assaut de la frontière grecque –, attiser les tensions en Méditerranée sont autant de menaces d'instabilité qui garantissent sa propre stabilité. Le désengagement américain et l'inertie de la diplomatie européenne lui ouvrent de nouvelles perspectives, celles d'un nouveau partage de la Méditerranée dont il entend bien tirer parti.

## Under pressure, pro-Kurdish party holds democracy rally in Istanbul

ISTANBUL — Police in riot gear looked on as several hundred supporters of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) gathered in Istanbul's Besiktas district Thursday for a demonstration against ongoing state pressure on the party.

Surrounded by armored vehicles and trucks mounted with water cannons, speakers condemned the removal of two HDP deputies from parliament earlier this month, flouting a ban on demonstrations issued by the Istanbul governor's office Monday.

The rally was part of the HDP's March for Democracy, which was launched Monday from two starting points on opposite ends of Turkey in the south-eastern province of Hakkari and the northwestern province of Edirne, where the party's former co-chair, Selahattin Demirtas, has been jailed since 2016 on terror-related charges. Both marches are "symbolic," according to party members who are shuttling participants between urban centers until the two groups are scheduled to unite in Ankara Saturday for a final demonstration.

Arife Cinar, a member of the HDP's Women's Congress, marched in Edirne and Istanbul this week. She said police detained about a dozen marchers in Edirne, and some security force interventions resulted in the use of tear gas and rubber bullets, but the demonstration proceeded.

"There is no other way if our municipalities are restricted or taken over, if MPs are removed," Cinar told Al-Monitor during Thursday's demonstration in Besiktas' Abbasaga Park. "It might be HDP march-



A supporter of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party holds placards during a gathering as part of their March for Democracy, in Istanbul, Turkey, June 18, 2020. The placards read: "All together for democracy, freedom, peace, justice." Photo by REUTERS/Murad Sezer.

ing today, but tomorrow other groups in our society will march."

The march was organized after two HDP deputies, Leyla Guven and Musa Farisogullari, had their parliamentary seats revoked earlier this month along with Enis Berberoglu, a deputy for the main opposition Republican People's Party. All three MPs were detained the evening of June 4, though two have since been released, with Farisogullari remaining behind bars. Guven represented Hakkari, which is why one of the marches began in the south-eastern district.

The HDP had previously accused the government of carrying out a "coup" against elected officials. In May, five party mayors were sacked for terror-related charges and replaced with state-appointed trustees. Ankara officials have claimed some party members are linked to the Kurdistan Workers Party (PKK), a militant group that has waged a decades-long insurgency against the state.

Since the March 2019 elections, 45 of 65 municipalities won by the HDP have seen their mayors replaced, while an additional six mayors did not receive mandates to govern as a result of previous dismissals under state of emergency decrees.

As Turkey's second-largest opposition party, the HDP has been under pressure since it entered parliament in the June 2015 elections. Pressure then increased after a 2016 coup attempt sparked a broader crackdown on opposition groups. Hisyar Ozsoy, deputy co-chair of foreign affairs for the HDP, said state pressure has not abated despite the ongoing coronavirus crisis.

"They are continuing with their authoritarian policies even under these pandemic conditions, so as the HDP, we will continue with our democratic resistance," Ozsoy told Al-Monitor.

Ozsoy also noted limited mainstream domestic media coverage of the party's march and actions more generally. During

a televised debate this week on Turkish broadcaster Haber Turk, a participant asked why most news channels talk about the HDP without inviting party members to speak on the networks, to which presenter Didem Arslan Yilmaz responded, "We are not a public institution; we are in the private sector. This is a preference."

Nate Schenkkan, director for special research at Freedom House, a US-based civil society organization, said Turkey's news media, which is majority pro-government, has helped the Justice and Development Party (AKP) marginalize the HDP as opposition parties seek to build alliances to challenge the nation's ruling bloc.

"The consolidation of the news media under AKP influence has hit all of the opposition hard, but it has hit the HDP the hardest," Schenkkan told Al-Monitor. "Even in better times, they had difficulty getting mainstream coverage, and now it is impossible because of the tight control over stories and cable appearances," he added.

Schenkkan said the HDP had been the subject of "unrelenting pressure" for more than five years, hindering members' ability to govern and form broader coalitions.

"The pressure is encouraging internal splits, and it is making it harder and harder for the HDP to be in any kind of informal coalition with other parties," he said, adding, "So they are weaker internally and can't count on any of the other parties in the opposition to stand up for them either."

The march comes amid heightened tensions stemming from Turkish military operations launched Monday against PKK

militants in northern Iraq. On Thursday morning, Defense Minister Hulusi Akar said forces had struck more than 500 PKK targets with F-16 jets, drones and howitzers. A

ground offensive, Operation Claw-Tiger, was also launched in the region early Wednesday.

In a statement Wednesday, the Turkish Defense Ministry said

the operations were "being carried out as part of our legitimate defense rights" due to "increased harassment and attacks on our police station and base areas." On Thursday, four

workers died in a roadside bomb explosion in Turkey's southeast, which Ankara alleges was conducted by the PKK.



June 18, 2020

## Iraq demands Turkey 'stop bombardment, withdraw forces' from north - France 24

**B**aghdad on Thursday demanded Ankara immediately halt its assault in northern Iraq, where Turkish special forces and helicopters have been targeting Kurdish rebel hideouts.

Turkey early Wednesday launched a cross-border operation into the mountainous regions of northern Iraq where the Kurdistan Workers' Party (PKK), considered by Ankara to be a "terrorist" group, is thought to be hiding out.

Iraq's foreign ministry summoned Turkish ambassador Fatih Yildiz on Thursday and handed him a "strongly-worded memorandum calling for a halt to such provocative actions".

"We stress that Turkey must stop its bombardment and withdraw its attacking forces

from Iraqi territory," the ministry said in a statement.

"We affirm our categorical rejection of these violations," it added.

It was the second time in a week that Baghdad summoned Yildiz, who was also called to the foreign ministry on Tuesday following Turkish bombardment in northern Iraq, also against PKK hideouts.

After that meeting, Yildiz said he had told Iraqi officials that if Baghdad did not take action against the rebels, Ankara would continue to "fight the PKK wherever it is".

The PKK has fought an insurgency against the Turkish state since 1984, using the rugged mountains of neighbouring northern Iraq as a rear base.



A 2018 file photo shows members of the Kurdistan Workers' Party (PKK) standing guard on a road in the Qandil Mountains, the PKK headquarters in northern Iraq SAFIN HAMED AFP/File

It has a tense relationship with the semi-autonomous Kurdish government in Iraq's north (KRG), which see the PKK as a rival but have been unable to uproot it from the area.

Analysts say the Turkish operation, dubbed "Claw-Tiger",

could not have taken place without the KRG's tacit approval.

There has been no comment from Iraq's new Foreign Minister Fuad Hussein, himself a Kurd who is close to top KRG authorities.

LE FIGARO

June 18, 2020

## L'Irak appelle la Turquie à retirer ses troupes du nord de son territoire

**L'**Irak a appelé jeudi 18 juin Ankara à retirer ses troupes de son territoire et de cesser les «actes de provocation», au lendemain du

déploiement de forces spéciales turques dans le nord irakien dans le cadre d'une opération contre des rebelles kurdes de Turquie.

L'ambassadeur de Turquie à Bagdad, Fatih Yildiz, a de nouveau été convoqué au ministère des Affaires étrangères et s'est vu remettre une lettre de

protestation employant «les termes les plus forts», selon un communiqué du ministère irakien.

## Incident entre la France et la Turquie : l'Otan ouvre une enquête

Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg, a annoncé jeudi 18 juin, l'ouverture d'une enquête sur l'incident, dénoncé par la France, impliquant des navires turcs lors d'une opération de contrôle de l'embargo de l'ONU, sur les livraisons d'armes à la Libye.

« L'incident en Méditerranée a été abordé en réunion par plusieurs alliés. Nous avons fait en sorte que les autorités militaires de l'Otan enquêtent sur l'incident afin de faire toute la lumière sur ce qui s'est passé », a déclaré Jens Stoltenberg. Le secrétaire général de l'Otan à l'issue d'une réunion des ministres de la Défense de l'Alliance.

« Je pense que c'est la meilleure façon, maintenant, de le faire, de clarifier réellement ce

qui s'est passé », a-t-il ajouté. Jens Stoltenberg a par ailleurs insisté sur la nécessité de respecter l'embargo des Nations Unies.

« L'Otan soutient la mise en œuvre de la décision de l'ONU d'imposer un embargo sur les armes à la Libye. Nous soutenons les efforts de l'ONU pour trouver une solution au conflit », a-t-il déclaré.

### Comportement « extrêmement agressif » de la Turquie

La France a dénoncé le comportement « extrêmement agressif » de la Turquie, membre de l'Otan, contre une frégate française engagée dans une mission de l'Otan en Méditerranée lors d'une tentative de contrôle d'un cargo suspecté de transporter des armes vers la Libye.



Le secrétaire général de l'Otan, Jens Stoltenberg lors d'un sommet à Bruxelles en novembre 2019. (Archives) | JOHN THYS / AFP

Des navires turcs qui assuraient la protection du cargo ont alors « illuminé le Courbet à trois reprises avec leur radar de conduite de tir », a décrit le ministre.

La ministre des armées Flo-

rence Parly a dénoncé le comportement de la Turquie à deux reprises lors des deux journées de la réunion des ministres de la défense de l'Alliance. Elle a précisé avoir été soutenue par huit pays pour obtenir cette enquête.

## Peines de prison pour deux co-maires du HDP

Un tribunal turc a condamné mercredi les co-maires HDP de la commune d'Ipekyolu, dans la province kurde de Van, à des peines de prison.

L'audience finale du procès contre les co-maires d'Ipekyolu, Azim Yacan et Şehzade Kurt, s'est tenue, mercredi 17 juin, devant la Cour criminelle de Van. Déchus de leur mandat électoral le 8 novembre 2019, en application d'un décret-loi pris par le gouvernement turc, les deux maires kurdes du Parti démocratique

des Peuples (HDP) avaient été remplacés par des administrateurs d'Etat. Le 11 novembre, ils avaient été arrêtés et incarcérés.

Kurt et Yacan ont assisté à l'audience par visioconférence. Le tribunal a prononcé 6 ans et 3 mois de prison contre la première et 7 ans et 3 mois contre le deuxième, pour « appartenance à une organisation illégale ». Tandis que Şehzade Kurt a été libérée avec assignation à résidence, la demande de libération de M. Yacan a été rejetée.



Azim Yacan et Şehzade Kurt, co-maires destitués de la commune d'Ipekyolu, dans la province de Van

## Un habitant d'Afrin enlevé par des mercenaires retrouvé mort à Azaz

L'État turc et ses mercenaires continuent de prendre pour cible les civils à Afrin. Il ne se passe pas un jour sans que l'on signale des crimes dans les territoires occupés du nord et de l'est de la Syrie.

Le corps d'un homme du nom de Qeys Kinco a été retrouvé dans un champ de la région d'Azaz occupée par la Turquie. Il avait été kidnappé à Afrin il y a une semaine par des mercenaires de l'armée turque.

D'après les premières constatations, l'homme aurait été torturé à mort après son enlèvement par une milice djihadiste agissant sous la coupe des forces d'occupation turques.

L'Administration autonome du Nord et de l'Est de la Syrie (AANES) ainsi que les organisations locales de défense des droits humains dénoncent un "régime de terreur" imposé par la Turquie dans les zones occupées du nord de la Syrie.

Récemment, le 9 juin, les mercenaires pro-turcs ont kidnappé

huit personnes dans le village de Raco, à Mabata, un district d'Afrin, demandant aux familles de verser des rançons contre leur libération.

Le 5 juin, une adolescente du nom de Malak Nabih Khalil, 16 ans, avait également été retrouvée sans vie dans la région d'Azaz, après avoir été kidnappée par des membres de la Brigade turkmène Sultan Mourad le 23 mai, à Afrin.

Le 11 juin, c'est le corps d'un Kurde de 80 ans, Aref Abdo Khalil, qui a été retrouvé au bord d'un lac, à Maidanki, une zone rurale d'Afrin.

Afrin est sous occupation du régime turc et de ses factions alliées depuis plus de deux ans maintenant. Attaquée par la Turquie à partir du 20 janvier 2018, la ville a été entièrement occupée le 18 mars suivant. Depuis, des crimes de guerre systématiques sont régulièrement dénoncés par les organisations de défense des droits humains : enlèvements, pillages, viols, tortures, exécutions sommaires.



Le corps de Qeys Kinco retrouvé sans vie à Azaz

Les forces d'occupation contrôlées par Ankara utilisent les enlèvements pour extorquer des rançons. Cette méthode est devenue une source de revenus lucrative. À ce jour, au moins 500 cas de remise de rançon ont été signalés. Les milices soutenues par la Turquie exigent des rançons allant de 3 000 et 100 000 euros, selon les capacités financières des familles.

Des vidéos diffusées sur les médias sociaux fin mai ont révélé l'existence d'un camp d'internement contrôlé par la milice pro-turque Furqat al-Hamza, dans lequel ont été séquestrées

des femmes kurdes, dont beaucoup de Yézidiennes, enlevées après l'invasion de la ville par l'armée turque au printemps 2018. Beaucoup de femmes se trouvent aujourd'hui dans les prisons des milices commandées par la Turquie, où elles subissent tortures, mauvais traitements et viols.

L'AANES et de nombreuses organisations locales de la société civile appellent constamment la communauté internationale à sortir de son silence et prendre des mesures urgentes pour mettre un terme à l'occupation turque et aux crimes qui en résultent dans la région.



June 19, 2020

## Turkey's top court says jailed Kurdish leader's rights to freedom violated

Turkey's Constitutional Court ruled that the lengthy imprisonment of Selahattin Demirtaş, a former leader of the country's main pro-Kurdish party, violated his rights to freedom.

Demirtaş's detention has exceeded a reasonable period, the court said in a decision published in the Official Gazette on Friday. He should be compensated financially, it said.

The Kurdish politician has been in prison since November 2016 for his alleged links to terrorism and faces multiple life sentences if found guilty. Demirtaş is among scores of Kurdish politicians who have

been ousted from their positions or jailed on the same charges.

It was not immediately clear if the Constitutional Court's decision would lead to Demirtaş's

release as prosecutors have begun another probe against him. Turkish courts have released prominent political figures and human rights leaders in recent years only for them to be jailed again, sometimes within hours, on other charges.

Demirtaş was co-leader of the

People's Democratic Party (HDP), the second-biggest opposition party in Turkey's parliament. He is known for his vocal criticism of President Recep Tayyip Erdoğan and was a key contributor to the party's successes, preventing Erdoğan's governing Justice and Development Party (AKP)

from winning a legislative majority in elections in 2015. The polls were re-run later the same year. The HDP's election performance in 2018 also prevented an AKP majority.

Turkey accuses Demirtaş and many other officials of the HDP of links to the outlawed Kurd-

istan Workers' Party (HDP), accusations they all deny. The PKK has been fighting for Kurdish autonomy for four decades in a conflict that has cost almost 40,000 lives. The group is labelled as a terrorist organisation by Turkey, the United States and the European Union.

AL-MONITOR 

June 19, 2020

## Iraq summons Turkey, Iran as operations against Kurdish groups continue

**T**urkey cites past agreements for its operations against the Kurdistan Workers Party in Iraq, while Iran is also targeting Kurdish groups in the country.

Iraq summoned the ambassadors from Iran and Turkey on Thursday due to their ongoing military actions against Kurdish groups in the country.

Iraq demanded in a statement Turkey stop its military actions against the Kurdistan Workers Party (PKK) in Iraq. Iraq also sent a statement to Iran protesting its attacks on Kurdish groups within Iraq, saying the recent shelling damaged property, according to the Associated Press.

Turkey is currently conducting large ground and air campaigns in Iraq against the PKK, a Kurdish group in Turkey that fights for greater Kurdish rights and is considered a terrorist organization by Ankara. The PKK has long based itself in the Qandil Mountains in the autonomous Kurdistan Region in northern Iraq near the border with Turkey. The PKK also has a presence in the predominantly Yazidi city of Sinjar and the refugee camp for Kurds from Turkey in Makhmour, south of the Kurdistan Region capital Erbil. Turkey has hit all



Turkish soldiers in a tank and an armored vehicle patrol on the road to the town of Beytussebab in the southeastern Sirnak province, Turkey, Sept. 28, 2015. Photo by REUTERS/Stringer.

these areas this week and some civilians have been killed. Turkey's operations followed recent bombings in Turkish-controlled Afrin, Syria and in Turkey that Ankara blamed on the PKK.

At the same time, Iran is shelling the Democratic Party of Iranian Kurdistan within Iraqi territory. Kurdish groups from Iran also operate within the Kurdistan Region of Iraq near the Iranian border.

Iraq's formal protest to Iran is notable given the strong political and economic ties between the two. Iraq has criticized Iran for such acts in the past, though. Iraq condemned the deadly Iranian strike on an Iranian-Kurdish party's head-

quarters in the Kurdistan Region town of Koya in 2018. Other periodic bombings by Iran of Iranian Kurdish groups in Iraq have not received a response from Baghdad.

The Kurdistan Regional Government (KRG) in Iraq was criticized for not officially condemning Turkey's actions at first, but it released a statement on the issue late Friday addressing both Turkey and the PKK. "We demand the Turkish republic respect the sovereignty of our lands and homeland and for the Kurdistan Workers Party to leave these regions," read the statement. The Kurdistan Democratic Party (KDP), which is the largest in the KRG, has an oil-based relationship with Turkey

and poor relations with the PKK. The Patriotic Union of Kurdistan (PUK), the second-largest party in the KRG, did call on Baghdad to stop the attacks and protect civilians. The PUK is historically closer with the PKK. There were protests against Turkey's operations in the Kurdistan Region city of Sulaimaniyah yesterday.

Turkey cites agreements from years ago for its operations in Iraq, and Turkey maintains several bases in the Kurdistan Region. In the 1990s, Turkey signed an agreement with Iraq — then led by Saddam Hussein — to pursue the PKK across the border. Cooperation between the KDP and Turkey also began at this time. Turkey also received authorization to deploy to Iraq from the US-brokered cease-fire between the KDP and PUK following the Iraqi Kurdish civil war in 1997, according to the Jamestown Foundation.

Turkey has remained defiant in the face of criticism from Iraq.

"[The operations] target the PKK terrorist organization, which threatens Iraq's territorial integrity and sovereignty as well as the national security of our country," Turkish Ambassador to Iraq Fatih Yildiz tweeted in Arabic on Thursday.

## La Cour constitutionnelle condamne la détention d'un opposant prokurde

**D**es partisans du Parti démocratique des peuples demandant la libération du leader kurde Selahattin Demirtas devant un tribunal d'Istanbul, le 21 mai 2018. Photo d'archives AFP

La longue détention, depuis novembre 2016, du leader kurde Selahattin Demirtas est une violation de ses droits, a jugé la cour constitutionnelle turque dans une décision rendue publique vendredi.

Ancien candidat à la présidentielle et l'un des principaux rivaux du président turc Recep Tayyip Erdogan, ancien coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, pro-Kurde), l'ancien député est en détention depuis son arrestation en novembre 2016. Accusé par Ankara de "terrorisme", il risque jusqu'à 142 années de prison s'il est reconnu coupable dans son principal procès.

La Cour constitutionnelle a jugé que les droits de M. Demirtas à la liberté et à la sécurité étaient violés, dans une décision publiée dans la Ga-

zette officielle. Elle a ordonné que lui soient versées 50.000 liras turques (6.500 euros) à titre de dédommagement. Ses avocats ont demandé qu'il soit immédiatement libéré, mais son sort restait incertain vendredi. La Cour européenne des droits de l'homme avait demandé, en vain, en novembre 2018 qu'il soit libéré.

En septembre 2019, un tribunal avait ordonné sa libération, mais M. Demirtas ne l'avait pas été en raison d'une condamnation en 2018 à une peine de quatre ans et 8 mois de prison pour "propagande terroriste". Son avocat Mahsuni Karaman a commenté dans un tweet que la décision de la Cour constitutionnelle signifiait que la détention de M. Demirtas en novembre 2016 et septembre 2019 n'était "pas raisonnable".

Le HDP, deuxième force d'opposition au parlement, a été fortement touché par les purges menées après le putsch manqué de juillet 2016. Pour ses détracteurs, le président turc a tiré parti de cette tentative de putsch pour neu-



Des partisans du Parti démocratique des peuples demandant la libération du leader kurde Selahattin Demirtas devant un tribunal d'Istanbul, le 21 mai 2018. Photo d'archives AFP

traliser ses opposants politiques et des militants de la société civile. Le président Recep Tayyip Erdogan a plusieurs fois accusé le HDP d'être la vitrine politique du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), un groupe classé comme terroriste par Ankara et ses alliés occidentaux.

La longue détention, depuis novembre 2016, du leader

kurde Selahattin Demirtas est une violation de ses droits, a jugé la cour constitutionnelle turque dans une décision rendue publique vendredi.

Ancien candidat à la présidentielle et l'un des principaux rivaux du président turc Recep Tayyip Erdogan, ancien coprésident du Parti démocratique des peuples (HDP, pro-Kurde), l'ancien...

## Les raids aériens turcs ont tué cinq civils au Kurdistan irakien

**C**inq civils ont été tués dans des raids aériens menés par Ankara, qui poursuit vendredi une vaste offensive dans le nord de l'Irak contre des rebelles kurdes de Turquie, malgré les protesta-

tions officielles de Bagdad.

En outre, le ministère turc de la Défense a annoncé la mort d'un de ses soldats vendredi lors d'affrontements avec les rebelles du Parti des travail-

leurs du Kurdistan (PKK, kurde turc).

Au troisième jour d'une offensive rare parce que terrestre, le gouvernement du Kurdistan irakien a pour la première fois

réagi, condamnant la mort de civils et appelant Ankara à "respecter sa souveraineté" et le PKK "à quitter ces régions et ne pas créer de tensions".

La Turquie, voisine de l'Irak, a

lancé dimanche des raids aériens contre des positions du PKK, qui dispose de bases et camps d'entraînement dans le nord kurde et montagneux de l'Irak.

En dépit des protestations des autorités irakiennes contre ces premières hostilités, la Turquie a maintenu sa position et même lancé mercredi "Griffes du tigre", une nouvelle campagne, cette fois-ci terrestre en plus d'être aérienne.

Ses hélicoptères ont transporté mercredi des commandos de forces spéciales, qui agissent désormais au sol au Kurdistan d'Irak en plus des frappes aériennes --régulières dans la zone et menées tant dans la région autonome que dans des territoires disputés dépendants des autorités centrales de Bagdad.

Les positions du PKK ont essuyé d'"intenses" tirs turcs à la frontière, a ajouté le ministère dans un communiqué.

L'ampleur exacte de l'opération turque "Griffes du tigre" n'est

pas connue dans l'immédiat, faute d'accès à la zone. Mais elle est plus limitée que les offensives d'envergure lancées ces dernières années par Ankara en Syrie contre des combattants kurdes syriens.

Et les civils paient le prix de leurs hostilités. Fuite de civils

En plus de la fuite de nombreuses familles, prises dans les tirs croisés des deux camps et sous la menace des avions turcs, au moins cinq civils ont été tués dans le nord de l'Irak, selon plusieurs responsables kurdes irakiens.

"Un berger a été tué jeudi", rapporte ainsi à l'AFP Ihssan Chalabi, responsable à Bradost, une communauté de villages de la province d'Erbil. La victime était âgée de 36 ans, selon des sources locales.

Vendredi, "trois civils ont été tués lorsque des avions turcs ont frappé leurs voitures", indique pour sa part Ouarchine Mayi, maire de Chiladzi, une localité de la province de Do-

houk aux confins de la Syrie, de la Turquie et de l'Irak.

En outre, ajoute Serbast Sabri, maire de Kani Massi, dans la même province, "un civil porté disparu depuis mercredi a été retrouvé vendredi sans vie".

A deux reprises cette semaine, Bagdad a convoqué l'ambassadeur turc qui a répondu que son pays poursuivrait son action contre le "terrorisme" aussi longtemps que l'Irak n'aurait pas expulsé le PKK, une organisation considérée comme "terroriste" par la Turquie, les Etats-Unis et l'Union européenne.

Jeudi, l'Arabie saoudite, rival régional de la Turquie, a dénoncé les opérations turques de même que des bombardements d'artillerie iraniens ayant visé, également dans le nord de l'Irak, d'autres groupes kurdes rebelles hostiles, eux, au pouvoir de Téhéran.

Toutefois, pour les experts, il est improbable que la Turquie ait lancé son opération aérienne et terrestre sans en avoir informé Bagdad et les autorités auto-

nomes du Kurdistan irakien.

Le PKK est également un adversaire pour le pouvoir à Bagdad et un concurrent pour les autorités kurdes irakiennes, qui tentent en vain depuis des années de faire partir ses combattants. Pour cette raison notamment, ils tolèrent le maintien d'une dizaine de postes militaires turcs au Kurdistan depuis 25 ans.

Le Kurdistan irakien, seule entité kurde jouissant d'une autonomie garantie par une Constitution dans la région, voit dans le PKK un concurrent dans la représentation de la cause kurde. Dans le même temps, Ankara est un partenaire économique incontournable qu'Erbil --en crise économique du fait de la chute du cours du pétrole-- se garde bien de se mettre à dos.

Le PKK livre une sanglante guérilla sur le sol turc depuis 1984. Le conflit entre l'Etat turc et les combattants kurdes a fait plus de 40.000 morts, dont de nombreux civils, depuis son déclenchement.



20 juin 2020

## Iran: plus de 53.600 décès dus au coronavirus dans 334 villes

Augmentation dramatique du nombre de morts à Tabriz, avec plus de 100 personnes décédées mercredi.

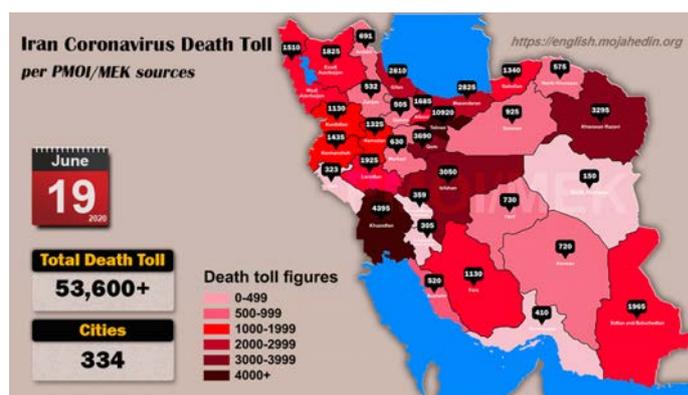
Les médecins de Machad signalent que plus de 3 000 personnes ont contracté le virus, et qu'au moins 180 sont mortes au cours des dix derniers jours.

A Qouchan, 19 personnes sont

mortes du coronavirus ces derniers jours

Un député du parlement du régime : Les officiels et les autorités de la province du Kurdistan continuent de rejeter sur le peuple la responsabilité des conséquences de leur inaction, et la population est très inquiète

L'Organisation des Moudjahidines du peuple d'Iran



(OMPI/MEK) a annoncé le vendredi 19 juin 2020 que le nombre de décès dus au coronavirus dans 334 villes d'Iran a dépassé les 53 600. Le nombre de victimes est de 10 920 à Téhéran, 4 395 au Khouzistan, 3 050 à Ispahan, 1 925 au Lorestan, 1 825 en Azerbaïdjan oriental, 1 515 en Azerbaïdjan occidental, 1 435 à Kermanschah et 1 130 au Fars.

Selon l'agence de presse IRNA, le porte-parole du ministère de la Santé du régime a déclaré que le nombre de victimes au cours des dernières 24 heures était de 120, avec 2 615 nouveaux cas et 2 833 patients admis dans les unités de soins intensifs.

Au Sistan-Baloutchistan, le président de la faculté des sciences médicales de Zahedan, cité par l'agence ISNA, a déclaré aujourd'hui : "Il est probable que la tendance à l'augmentation du nombre de patients atteints de coronavirus se poursuive quotidiennement pendant les 25 prochains jours. La situation est devenue critique, et 11 nouveaux patients sont morts au cours des

dernières 24 heures."

En Azerbaïdjan oriental, selon des témoins oculaires et des sources locales, le nombre de décès à Tabriz a augmenté de façon spectaculaire, et plus de 100 personnes seraient mortes dans la ville le mercredi 17 juin 2020. Selon l'adjoint à la santé de la faculté des sciences médicales de Tabriz, "ces dernières semaines, la province de l'Azerbaïdjan oriental a souvent été dans le rouge... Les villes d'Ahar, Bonab, Mianeh, Heris, Harand, Shabestar, Hashtroud et Tabriz ont le plus grand nombre d'infections virales par rapport à leur population", a rapporté l'agence Razavi, le 18 juin 2020. "Ces derniers jours, 20 membres d'une famille ont été testés pour le coronavirus, et 18 étaient positifs", a déclaré hier le chef du réseau de soins de santé d'Ajabshir au site Asr-e Iran.

Selon les médecins de la province de Khorassan Razavi, au cours des dix derniers jours, plus de 3 000 personnes ont contracté le virus, et au moins 180 en sont mortes. Selon des

témoins oculaires, à Machad, dans une seule clinique dimanche dernier sur 100 patients, 50 ont été testés positifs, et 40 autres ont été suspectés d'avoir le coronavirus. À Qouchan, 19 personnes sont mortes du coronavirus ces derniers jours.

Un porte-parole du centre national de lutte contre le coronavirus (CNLC) dans la province du Khouzistan a déclaré à IRNA aujourd'hui : "Le Khouzistan est dans le rouge depuis un mois maintenant, et ces derniers jours, le nombre de patients a augmenté de façon spectaculaire". Par ailleurs, le directeur de la faculté des sciences médicales Jundishapur d'Ahwaz a été cité par l'agence ISNA, disant aujourd'hui : "Nous avons une pénurie de lits dans l'USI, et les USI des villes de Dezfoul et Abadan sont pleines".

À Boushehr, le secrétaire du CNLC a été cité par le site Javan, disant aujourd'hui : "Le nombre de personnes atteintes du coronavirus dans la province a augmenté de plus de 90% en 9 jours. Le nombre de

décès a augmenté de 66 % et le nombre de patients hospitalisés de 170 %... Le nombre de patients à Bandar Ganaveh augmente chaque jour, et par conséquent, le nombre d'hospitalisations et de décès a augmenté". Le gouverneur de Ganaveh a déclaré à Hamsahri aujourd'hui : "Toutes les routes menant à la côte de Ganaveh, ainsi que l'éclairage et tous les services sociaux, seront fermés jusqu'au 5 juillet 2020."

Au Kurdistan, le député de Saqez et Baneh au Majlis a déclaré hier à l'agence de presse Irna : "L'indifférence des autorités de la province du Kurdistan les dix derniers jours de mai et le manque de supervision adéquate dans la province ont fait que la situation du coronavirus au Kurdistan a atteint un point critique. L'histoire se répète, et il n'y a pas d'action concrète. Les officiels et les autorités de la province du Kurdistan continuent de rejeter la responsabilité des conséquences de leur inaction sur la population, et celle-ci est très inquiète".



June 20, 2020  
By Wladimir Van Wilgenburg

## Kurdish Iranian politician survives assassination attempt in the Netherlands: Local media

**E**RBIL (Kurdistan 24) - Saqez Zarza, the 64-year-old former leadership member of the Democratic Party of Iranian Kurdistan (PDKI), survived an assassination attempt on Saturday in the Dutch city of Leeuwarden, an attack his family has blamed on the Iranian government.

Taher Zarza, his brother, told

the Leeuwarden Courant newspaper that Zarza was stabbed multiple times in his head, neck, stomach, and chest, but has survived.

"He was earlier on the kill list of the Iranian secret service," he told the local news agency. "Years ago, the BVD (Dutch intelligence service) also prevented another assassination

attempt against my brother," he said, adding that the attack was a message from Iran.

"Even abroad, the opposition is not safe."

Dutch police arrested a 38-year-old male Iranian national at the scene and have begun interrogating him as part of their investigation.

According to the Leeuwarden Courant, a former classmate in Iran recently called Zarza in the Netherlands and asked, as a favor, that he provide some assistance to his son who was about to begin studies in Rotterdam. Zarza agreed to meet the son at the Leeuwarden train station.

The suspect apparently had

been waiting at the station for hours with a bouquet of flowers.

A local witness told the newspaper, "When the victim arrived, he walked over to the car. They did not exchange any words; nothing. He immediately stabbed (him) through the passenger seat window."

As Zarza tried to flee, the suspect walked around the car and continued stabbing him with the knife, after which he waited for the police and then surrendered himself when they arrived.

It's not the first time that Iranian dissidents have been assassinated in the Netherlands. In 2015, Mujahedin-E-Khalq (MEK) member was killed and later, in 2017, an Iranian-Ahwazi politician was killed as he stood outside the door of his home in The Hague.

Ahwazis are Arabs, one of several major non-Persian ethnic groups in Iran that also include Kurds, Turks, and Baluch.

Such incidents are reminiscent of earlier Iranian-sponsored assassinations in Europe of leaders of the country's ethnic minorities, such as the 1989

killing in Vienna of Zarza's uncle, Dr. Abdel Rahman Ghassemlou, then head of the PDKI.

Three years later, Ghassemlou's successor, Dr. Sadegh Sharaf Kandi, was murdered in Berlin, along with three other men. In 1997, a German court issued an arrest warrant for Iran's intelligence minister, saying he had ordered the murders with the knowledge of Iran's political leadership.

Last year the Dutch government said there was strong evidence that Iran was behind two political assassinations in the Netherlands, triggering EU sanctions against Tehran's military intelligence service, as reported by The Guardian.

If it's proven that Iran was indeed behind the attack on Zarza, the incident could potentially lead to new diplomatic tensions between Iran and the Netherlands.

Last year, the Dutch government recalled its ambassador from Tehran after Iran expelled two Dutch diplomats in a dispute over the assassination of the two dissidents.

Alireza Nader, a senior fellow



Photos circulated on social media purport to show 64-year-old stabbing victim Sadegh Zarza (left), and the suspect (right) in the Dutch city of Leeuwarden, June 20, 2020. (Photo: Social Media)

at the Foundation for Defense of Democracies (FDD), told Kurdistan 24, "It's definitely possible that the Islamic Republic would assassinate Kurdish opposition activists abroad as it has done it in the past. And these days, the regime is feeling particularly vulnerable."

He also pointed out to the recent mysterious death of a fugitive former Iranian judge named Gholamreza Mansouri in the Romanian capital of Bucharest.

Zarza was a KDPI Peshmerga commander for years, but fled to the Netherlands from Iran as a political refugee in 1986 after sustaining severe and perma-

nently disabling injuries in a mortar attack.

In the Netherlands, he continued his work as a Kurdish dissident despite continued death threats by Iran.

On Thursday, The Iraqi Foreign Ministry summoned the Iranian Ambassador to Iraq in response to Tehran's shelling on Tuesday and Wednesday's of border areas within the Kurdistan Region, allegedly targeting KDPI positions.

The attacks, on villages outside Erbil province's Haji Omaran district in Erbil province, forced local residents, farmers, and herdsmen to flee to other areas further from the border.

Slate

21 juin 2020  
Par Léa Polverini

## La dernière chance de la panthère de Perse: les champs de mines du Kurdistan irakien

Cette espèce en voie de disparition est menacée par la déforestation sauvage et le braconnage.

Quand la neige se retire de la montagne de Bīrah Magrūn, dans le Kurdistan irakien, on redécouvre une forêt de chênes, qui s'étire sur ses

flancs. Dans les années 1980, la forêt était encore très dense, et l'on observait fréquemment des léopards arpenter les bois. Aujourd'hui, les chênes sont bien plus clairsemés, et s'arrêtent brusquement à mi-pente: l'exploitation forestière illégale a terrassé le massif, à tel point qu'il n'en reste plus qu'une

terre gaste, où les troupeaux de chèvre broutent les dernières souches d'arbres rongées par le soleil.

Avec les chênes, c'est l'habitat de la panthère de Perse, aussi appelée léopard iranien, qui a été ravagé. La montagne kurde est l'un des derniers re-

fuges au monde de cette espèce en voie de disparition, dont on ne compte plus que 800 à 1.200 spécimens.

### Crise et déforestation

En l'espace d'une vingtaine d'années, près de la moitié des forêts du Kurdistan irakien ont

été détruites. Une exploitation forestière intensive et des incendies de forêt auront eu raison de plus de 890.000 hectares, dont la disparition met en péril 31 autres espèces d'oiseaux, et le chêne du Caucase, lui aussi menacé d'extinction. Le daim persan et le lion d'Asie se sont déjà éteints depuis longtemps dans la région.

La crise économique qui frappe le Kurdistan irakien est l'un des facteurs d'aggravation de la déforestation, et de l'augmentation de la chasse. Alors que l'État tire 80% de ses recettes du gaz et du pétrole, la chute des prix mondiaux du secteur pétrolier et la forte augmentation de la dette depuis fin 2019 n'ont fait qu'empirer la situation.

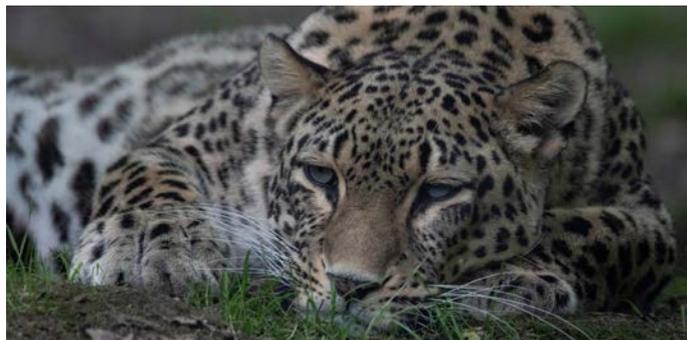
Beaucoup d'habitants de la région en viennent ainsi à couper des arbres pour les revendre et gagner de l'argent, ou s'en servir de combustible pour la cuisine et le chauffage. La crise économique a également mené

à une réduction de la présence policière, qui a eu pour conséquence une augmentation de la chasse, les zones n'étant plus surveillées. Celle-ci vise essentiellement les sangliers et les chèvres sauvages, dont les panthères de Perse dépendent pour se nourrir.

### Territoire protégé par des champs de mines

Les dernières zones épargnées par le braconnage et la déforestation sauvage se trouvent sur les champs de mines, qui s'étirent à travers le Kurdistan irakien, l'une des régions les plus minées au monde.

Ce sont les vestiges de la guerre Iran-Irak de 1980-1988, et de l'Anfal, le génocide kurde mené par Saddam Hussein en 1988, lors duquel des villages entiers ont été rasés. On estime qu'il reste aujourd'hui près de 226 kilomètres carrés minés, principalement le long de la frontière avec l'Irak. Ils font régulièrement de nouvelles victimes.



Une panthère de Perse, dans le parc zoologique de Lumigny-Nesle-Ormeaux, à l'est de Paris, le 23 mai 2019. | Thomas Samson / AFP

Pour Saman Ahmad, le président de la Fondation botanique du Kurdistan, les mines sont le dernier rempart pour la préservation des forêts de chênes et des léopards: «Pour l'instant, il est probablement préférable que les mines restent dans le sol, pour [garder les gens à distance et les] empêcher de couper des arbres et de perturber l'habitat naturel», raconte-t-il au Guardian.

Les dernières tentatives pour

créer une zone protégées ont jusque-là toutes échoué, mais en janvier 2019, le gouvernement régional du Kurdistan a approuvé l'achat d'un vaste terrain sur la montagne de Qopi, dans le Qara Dagħ, par Nature Irak, une organisation de protection de la nature. L'ONG cherche à créer un parc protégé pour les léopards, et espère que le gouvernement fédéral irakien approuvera le statut de parc national de la région d'ici 2021.

## Le Monde

22 juin 2020  
By Piotr Smolar

# Nucléaire iranien : l'Europe serre les rangs face aux vents contraires

**C**onfrontés aux manquements de l'Irak, Paris, Berlin et Londres veulent éviter un nouveau coup de force unilatéral de Donald Trump

Ensemble dans l'adversité. L'Allemagne, la France et le Royaume-Uni (« E3 ») ont affiché leur unité, vendredi 19 juin, dans le dossier iranien, alors que l'accord sur le nucléaire (JCPOA) qu'ils essaient de sauver semble plus menacé que jamais. Au terme d'une rencontre à Berlin, les ministres des affaires étrangères Heiko Mass, Jean-Yves Le Drian et Dominic Raab ont adressé un message de fermeté et d'ouverture à l'atten-

tion des autres acteurs du dossier, sous la forme d'un communiqué. Leur objectif : empêcher un nouveau coup de force unilatéral des Etats-Unis, qui condamnerait définitivement le JCPOA à l'automne.

Pour la première fois, les trois pays ont expliqué qu'ils ne soutiendraient pas une éventuelle tentative américaine de snapback. L'expression désigne un rétablissement des sanctions onusiennes qui visaient l'Irak avant la mise en œuvre de l'accord, il y a cinq ans. Celui-ci « aurait de graves conséquences au Conseil de sécurité des Nations unies », estime le

communiqué. Pourtant, l'escalade américaine se confirme, alors que la politique de « pression maximale » sur l'Irak n'a pas produit de résultats. Au contraire, depuis le printemps 2019, Téhéran n'a cessé, par étapes, de se soustraire à ses obligations au titre du JCPOA.

Les pays de l'E3 espèrent provoquer une réunion ministérielle avec l'Irak, à la suite du déclenchement en janvier du mécanisme de règlement des différends, prévu dans l'accord sur le nucléaire. Ils appellent toujours Téhéran à revenir dans le cadre du JCPOA, malgré le retrait des Etats-Unis en 2018. D'autre part, afin de

donner un gage d'ouverture à Washington, les Européens reconnaissent que la simple levée de l'embargo sur les armes conventionnelles, qui arrive à expiration en octobre, ne peut être acceptée. Celle-ci « pourrait avoir des implications majeures pour la sécurité et la stabilité régionales », dit le texte, prenant donc au mot les Américains sur leur priorité du moment. Une position particulièrement mal accueillie à Téhéran. Vendredi, dans un Tweet, le ministre iranien des affaires étrangères, Mohammad Javad Zarif, a reproché aux pays de l'E3 d'être les « complices de Trump et Netanyahu, et pas en position de donner des conseils à l'Irak ».

« Le fil rouge, c'est l'unité des E3, qui sont à la manœuvre et donnent le tempo et le ton, explique-t-on au Quai d'Orsay. Il y a eu des interrogations après le Brexit. Or on a vu le maintien de l'unité, de la solidarité européenne, y compris quand cela ne recoupe pas les positions américaines. » Mais la position d'équilibre que les E3 prétendent incarner est précaire. Les manœuvres à Vienne, depuis le début de la semaine, dans le cadre du conseil des gouverneurs de l'Agence internationale pour l'énergie atomique (AIEA) l'ont illustré.

### Le rejet de Pékin et Moscou

Les trois pays européens voulaient promouvoir une résolution apportant un soutien politique à l'Agence, tout en rappelant l'Iran à ses obligations en matière d'inspections. Avant d'être mise au vote vendredi, la résolution a fait l'objet de longues tractations. « Elle a été rédigée de manière modérée, raisonnable, non escalatoire, après des échanges très étroits et un dialogue nourri avec la Chine et la Russie », dit une source diplomatique européenne. Mais au final, ces deux autres signataires du JCPOA ont voté contre le texte,

adopté par 25 pays sur 35. Moscou a préféré se placer dans le camp chinois, qui nourrissait des réserves sur la légitimité même d'une résolution. Au final, la résolution qui se voulait consensuelle a révélé la polarisation croissante des grandes puissances sur le dossier iranien. A l'occasion d'un point presse vendredi, le représentant spécial des Etats-Unis pour l'Iran, Brian Hook, a certes remercié « les partenaires européens » de Washington pour leur rôle moteur dans la préparation et le vote de la résolution. Au passage, l'administration Trump se félicite des divergences entre Russes, Chinois et Européens. « Il est intéressant de voir (...) une sorte de querelle entre les participants restants au JCPOA », a ainsi déclaré le secrétaire d'Etat adjoint américain à la sécurité internationale et la non-prolifération, Christopher Ford.

Une bataille diplomatique majeure se profile. Depuis janvier, les pays de l'E3 ont convenu, sur le plan de la méthode, d'avancer ensemble. Le temps n'est plus à une médiation purement française, qui avait échoué. Entre le sommet du G7 à Biarritz en août 2019 et la mi-novembre, Emmanuel Macron avait œuvré à un

rapprochement irano-américain, autour d'une feuille de route. En vain. Aujourd'hui, alors que l'élection présidentielle américaine de novembre radicalise les positions à Washington, la France, l'Allemagne et le Royaume-Uni jouent à la fois la montre et le dialogue. Il s'agit d'étirer au maximum les échanges diplomatiques pour empêcher ou retarder un snapback. L'E3 a aussi besoin de trouver des convergences avec la Chine et la Russie, sous peine de s'écarter dans le vide.

Ce travail commun avec Moscou et Pékin concerne d'abord l'embargo sur les armes conventionnelles. Les Européens ne se rallient pas à l'idée d'une reconduction pure et simple de l'embargo, inacceptable pour l'Iran, la Russie et la Chine. Ils cherchent une voie médiane. « Il y a une volonté de l'E3 de traiter ce problème, dit une source diplomatique européenne. Nous voulons explorer ces pistes avec la Russie et la Chine, mais aussi avec les pays de la région concernés, qui ont des relations de sécurité avec Moscou et Pékin, comme Israël, les Emirats arabes unis ou l'Arabie saoudite. Par contre, si la levée de l'embargo est uniquement un

prétexte, pour les Etats-Unis, avant d'activer le snapback, ils seront seuls. » Cela n'a pas semblé poser problème à l'administration Trump, jusqu'à ce jour.

Un ancien juge religieux iranien retrouvé mort à Bucarest Le juge religieux iranien Gholamreza Mansouri a été retrouvé mort, vendredi 19 juin, dans un hôtel de Bucarest, selon la police roumaine. M. Mansouri, qui avait fui l'Iran en 2019, était accusé d'avoir accepté des dessous-de-table dans une affaire de corruption. Après avoir séjourné en Allemagne, il avait été arrêté par la police roumaine, au début du mois, puis placé sous contrôle judiciaire. Un tribunal de Bucarest devait se prononcer en juillet sur son éventuelle extradition. M. Mansouri a été découvert mort dans le hall de son hôtel, après avoir, semble-t-il, chuté d'un étage supérieur. Le ministère des affaires étrangères iranien a confirmé son décès. La semaine dernière, Reporters sans frontière avait déposé une plainte contre lui en Allemagne, où il aurait résidé avant de se rendre en Roumanie, pour « arrestation et torture » d'au moins vingt journalistes, en 2013.



June 22, 2020

## Without urgent reform, Iraq economy will face irreparable shocks: minister to AFP

**B**aghdad (AFP) - Iraq's economy could reach irreversible lows within the next year unless urgent reform measures are adopted, its finance minister warned in an exclusive interview with AFP on Monday. "Reform is inevitable," said Ali Allawi, who has been tasked

with stabilising Iraq's economy following an oil price crash that saw state revenues slashed by half.

"If we do not amend the situation throughout the next year, we may face shocks we cannot fix."

Iraq's economy is already projected to shrink by 10 percent this year following a dramatic drop in oil prices from over \$50 per barrel to around \$20.

OPEC's second-biggest oil producer relies almost exclusively on its crude exports to fund its budget, which includes a

bloated public sector and mass subsidies.

When he took over the finance ministry in May, Allawi told AFP, he was "shocked" to find so little liquidity.

"A government should normally have at least one-and-a-half months of spending in its ac-

counts in case of emergencies or shocks, but in reality there was only a tenth of this amount. There should have been 10-15 trillion IQD (up to \$12 billion), but there were only two trillion dinars," he said.

Iraq spends at least \$4.5 billion a month just to pay public workers and run the government.

"The finances are worse than it was in 2005 or 2006. We are in an existential economic situation," said Allawi, 73, who was also finance minister at that time.

Then, Iraq was paying public salaries to around a million people, with oil prices at around \$35.

Now, a barrel sells for the same amount -- but the state is responsible for 4.5 million workers, 2.5 million retirees and around a million welfare recipients.

#### - 'Hit a wall' -

At his family home in Baghdad, surrounded by books on history and economics, Allawi told AFP he hoped to pay June and July's public salaries on time by borrowing internally.

"We can do this up to a certain ceiling, but if we exceed that

ceiling then we'll face serious risks," he said, sporting a pink tie and glasses with translucent frames.

To navigate these dangers, Allawi said he would propose a full reform plan to parliament within three months, including austerity measures that could last two years.

He hopes to cut senior salaries, halt "double-dipping" for Iraqis who receive multiple state welfare packages, access aid from the International Monetary Fund and World Bank, and boost Iraq's non-oil revenues to make it less vulnerable to dramatic price changes.

Economic experts -- including Allawi -- have advocated such steps ever since the 2003 US-led invasion.

"If oil prices stay at this level for a year, and our expenses stay the same, without a doubt we're going to hit a wall," Allawi told AFP.

"We can't lead a country, particularly from the economic side, by hoping oil prices rise enough to cover costs."

Allawi, who served as finance minister in a transitional government Iraq in 2005, finds himself in a similar position now: part of a short-term cabinet that has in-



Iraqi finance minister Ali Allawi speaks at his home in Baghdad on June 22 AHMAD AL-RUBAYE AFP

herited a web of challenges from its predecessors.

Former prime minister Adel Abdel Mahdi's cabinet discussed austerity measures at length but never implemented them, top Iraqi officials told AFP, fearing backlash from the public and the political elite using state coffers to buy influence.

#### - 'Major failures' -

Instead, public outrage has focused on new Prime Minister Mustafa al-Kadhemi -- and Allawi.

The new cabinet sought to save by cutting monthly disbursements to ex-political prisoners and retirees earning a double-wage, but that sparked accusations it was targeting the country's most vulnerable cit-

izens while turning a blind eye to graft among top officials.

Iraq is perceived as the 16th most corrupt country in the world according to Transparency International, with some \$450 billion in public funds vanishing into the pockets of shady politicians and businessmen since 2004.

Asked if he thought he could regain the public's trust, Allawi admitted it would be a tremendous task.

"There have been major failures on behalf of successive governments in recent years, leading to a loss of confidence between the state and citizens," he said.

"I'm not asking them to trust us first, but to wait for the measures that we will take if they are fair, equitable and useful," he added.

The  
New York  
Times

June 22, 2020

By David E. Sanger and Lara Jakes

## Iran Is Accused of Hiding Suspected Nuclear Activity

The United States and the big European powers came together to declare they had serious concerns about Tehran's failure to allow inspectors into two locations.

WASHINGTON — International nuclear inspectors and the United States accused Iran on

Friday of hiding suspected nuclear activity, the first time in more than eight years that Tehran has been accused of obstructing inspections, paving the way for a new confrontation with Western powers.

The accusation came in a resolution passed by the board of

governors of the International Atomic Energy Agency, the United Nations watchdog, after its new director general, Rafael Grossi, reported that Iranian officials had repeatedly blocked inspectors and "sanitized" a site they wanted to visit beginning last July.

It was the first time that the big European powers — Britain, France and Germany — have sided with the Trump administration on a major Iran issue since splitting with President Trump on his decision more than two years ago to abandon the 2015 Iran nuclear agreement negotiated

by the administration of former President Barack Obama.

The tersely worded resolution, running just over one page, noted “serious concern” that Iran had refused to allow inspectors into two locations and was unwilling to clearly answer questions about its “possible undeclared nuclear material and nuclear related activities.”

Russia and China both voted against the resolution in a vote in Vienna, leading Christopher Ford, a top nuclear official in the State Department, to accuse the two countries of acting as “protector and enablers” of the Iranian effort to restart its nuclear program.

“What is happening here is that while everyone was staring at the J.C.P.O.A., new safeguards problems have arisen in a very different lane,” Mr. Ford told journalists in Washington on Friday, referring to the 2015 nuclear deal.



President Hassan Rouhani of Iran, which is facing new accusations that it hid nuclear activity. Credit...EPA, via Shutterstock

He added: “Whatever disagreements there may still be about the J.C.P.O.A. — and I don’t doubt that there are some — the whole world has an interest in coming together now to protect the integrity of the global system of I.A.E.A. safeguards that everybody has relied upon to detect or prevent the diversion of nuclear material to weapons purposes for generations, in coun-

tries all around the world.”

For Mr. Trump, the announcement on Friday provided cover should he choose to intensify pressure on Iran in the midst of the presidential election season. But with memories still strong of demands by former President George W. Bush that Iraq open up to inspections in 2002, only to later discover that Saddam Hus-

sein had no weapons of mass destruction under development, there would likely be strong domestic and international objections to any threats to compel access to the sites.

In this case, the United States would have a difficult time proving that Iran is racing to build a bomb anytime soon.

**R**  **J** **INFO**

22 juin 2020

## Batman : Nouvelle rafle contre le HDP, 18 personnes arrêtées

**L**a gendarmerie turque a mené, tôt ce lundi matin, des opérations simultanées dans le centre-ville de Batman et dans plusieurs villages de la province kurde, arrêtant 18 élus et militants du HDP.

Tôt ce 22 juin, la gendarmerie turque a procédé à des perquisitions dans plusieurs domiciles situés dans le centre-ville de Batman et dans des villages environnants. À l’issue des perquisitions, 18 personnes ont été arrêtées, d’après les informations obtenues jusqu’à présent.

Parmi les personnes placées

en garde à vue à la gendarmerie de Batman, figurent la Co-maire HDP (Parti démocratique des Peuples) de la bourgade d’Ikkiköprü, Hatice Taş, ainsi qu’un conseiller municipal et plusieurs employés de la mairie.

D’après les sources locales, ces opérations sont menées dans le cadre d’une enquête qui vise 25 personnes. L’on a appris par ailleurs que la garde à vue avait été fixée à quatre jours.

Destituée de son mandat de maire en décembre 2019, Hatice Tas avait été remplacée par un administrateur d’État,



en application d’un décret-loi gouvernemental.

Ces derniers mois, le régime turc a intensifié la répression politique à l’encontre des élus et militants kurdes du HDP,

parallèlement à un renforcement des opérations militaires contre les régions kurdes du nord de l’Irak et du nord de la Syrie.



June 22, 2020  
By Karwan Faidhi Dri

## Online bookstore in Turkey helps Kurds reconnect with their roots

**E**RBIL, Kurdistan Region — An online bookstore in Turkey's southeastern province of Diyarbakir is helping Kurds across the country reconnect with their language and history despite the coronavirus lockdown.

Six years ago, Bawer Bersev established Pirtuka Kurdi (Kurdish Book), an online bookstore to help millions of Kurds in Turkey access books about their own language, history and culture.

The site has books in Kurdish, Turkish and English and collects stock from 28 other stores.

Bersev told Rudaw on Sunday that their sales have spiked thanks to coronavirus-related lockdowns which have closed physical bookstores across the country.

"Sales have increased by 40 percent during the lockdown. We have received a satisfactory number of orders, mostly from Mardin, Sirnak, Hakkari, and Samsun provinces as well as Diyarbakir province," he said, referring to Kurdish-majority areas in southeast Turkey.

"Kurds order dictionaries and language learning books. This is an honour for us as it means that Kurds want to learn their language with all its dialects," Bersev added.

Kurds, who were categorized as "mountain Turks" by the Turkish government until 1991, have faced severe res-



Based in Diyarbakir, Pirtuka Kurdi sells books on Kurdish language, culture and history. Photo: Rudaw

trictions on their native language.

Totally banned until the 1990s, President Turgut Ozal pledged to lift the ban on Kurdish and somewhat succeeded, moving from total ban to a partial ban on the language. He also agreed to make a deal with the Kurdistan Workers Party (PKK), but his sudden death in 1993 suspended the process. When the ruling Justice and Development Party (AKP) came to power in 2012, Kurds were given more freedom to use their language, but it was mostly limited to speaking Kurdish at home and in informal settings.

"This website has been launched to serve the Kurdish language. We aim to make it possible for Kurdish readers and researchers to access books about Kurds in the Kur-

dish language and other languages," the bookstore says on their website.

Azad Zal is a Kurdish publisher in Diyarbakir. He says that they refer those looking for books about Kurds to Pirtuka Kurdi.

"When Kurdish readers ask us where they can find Kurdish books, we refer them to Pirtuka Kurdi because it has become the first stop for Kurdish books," he told Rudaw. Around 226 Kurdish books were published in Turkey in 2019. Online bookstores have helped authors sell their work in spite of the lockdown in place since April, which has closed shops across the country.

Abdullah Keskin, owner of the Kurdish Avesta Publishing House in Istanbul, told Rudaw

English in March that many of their books have been banned by Ankara due to their content.

"About 20 of our books were banned 10-12 years after [our] foundation. We were also fined and sentenced ... these are pre-Republic research and historical [books], not political books," he said.

Due to Ankara's sensitivity with the PKK, books about Kurdish language, culture and history are often banned on the grounds of "making propaganda for a terrorist organization."

The bookstore is not the only place helping Kurds to reconnect with their culture, however.

Thousands of Kurds in southeast Turkey have attended language courses to improve their mother tongue.

## La France rapatrie dix enfants de djihadistes présumés

Plus de 250 enfants français dont les parents ont été capturés sont détenus dans les camps du Nord-Est syrien. D'après nos informations, se trouvent parmi ces dix enfants trois orphelins et sept autres, dont les mères ont accepté de se séparer.

Un nouveau rapatriement au compte-gouttes est intervenu en toute discrétion depuis les camps de tentes du nord-est de la Syrie. Dix enfants français de parents présumés djihadistes sont arrivés sur le territoire français lundi 22 juin. Ils avaient été pris en charge la veille par une délégation de diplomates dépêchés de Paris vers les territoires contrôlés par les autorités kurdes syriennes, où des centaines d'enfants français sont encore retenus avec leurs mères. Selon un communiqué du Quai d'Orsay, « la décision a été prise au regard de la situation de ces jeunes enfants particulièrement vulnérables ».

D'après nos informations se trouvent parmi eux trois orphelins et sept enfants, dont les mères ont accepté de se séparer. Quatre d'entre eux étaient retenus dans le camp fermé de Roj, situé à proximité des frontières irakienne et turque, laissant derrière eux deux membres de la même fratrie restés auprès de leur mère. Les trois autres ont été rapatriés depuis le camp d'Al-Hol. Un haut responsable du Quai d'Orsay s'est rendu sur place pour superviser l'opération. Le nombre d'enfants français présents dans les camps du Nord-Est syrien à la suite de la capture de leurs parents par les forces à dominante kurde de la région, au fil des batailles qui les ont opposés à l'organi-

sation Etat islamique (EI) jusqu'en 2019, est évalué entre 250 et 300.

En juin 2019, douze enfants avaient été rapatriés, dont dix orphelins et deux enfants d'une mère volontaire. Plus récemment, le 23 avril, les autorités françaises ont organisé le rapatriement en urgence de la jeune Taymia, 7 ans, atteinte d'une double malformation cardiaque congénitale. Sa mère, retenue dans un camp du Nord-Est syrien, avait également accepté de s'en séparer pour qu'elle soit soignée en France. L'opération de rapatriement qui s'est achevée lundi est intervenue une dizaine de jours après que les autorités kurdes ont lancé un recensement des enfants étrangers orphelins résidant dans le camp d'Al-Hol, le plus vaste lieu de rétention de femmes et d'enfants de djihadistes étrangers du Nord-Est syrien.

Mais pour les quatre enfants arrivés en France lundi avec le consentement de leur mère, le rapatriement est aussi un déchirement, a rappelé Marie Dosé, avocate de plusieurs femmes françaises retenues dans les camps syriens. « Ces séparations sont extrêmement traumatiques et ne peuvent correspondre à l'intérêt de l'enfant, indique Me Dosé au Monde. Tous les enfants retenus dans ces camps, sans exception, sont en situation de vulnérabilité. Tous les enfants sont des cas humanitaires. Il faut rapatrier les enfants sans briser des fratries, sans les séparer de leurs mères. »

**Les risques « juridiques » d'un rapatriement collectif**



Dans le camp d'Al-Hol, en juillet 2019. DELIL SOULEIMAN / AFP

Depuis la fin du « califat » dans la zone irako-syrienne, la politique de la France à l'égard des enfants de djihadistes demeure inflexible : seuls peuvent être rapatriés, « au cas par cas », les enfants jugés les plus « vulnérables », et souvent orphelins. Après avoir un temps défendu l'idée que tous ces mineurs pourraient être ramenés en France, à condition que leur mère – avec laquelle ils sont généralement retenus – donne son accord, Paris s'est écarté de cette ligne à partir de fin 2018. Officiellement, les autorités françaises mettent en avant les difficultés logistiques et sécuritaires pour ramener ces enfants. Plus officiellement, d'autres sources évoquent les risques « juridiques » qu'un rapatriement collectif impliquerait, et le fait que celui-ci pourrait exposer l'Etat à des recours, au nom de « l'intérêt supérieur de l'enfant », permettant le retour de leurs mères.

Sur le fond, depuis le début, il n'y a en réalité pas vraiment de front uni au sein de l'exécutif français sur le dossier épineux des enfants de djihadistes français retenus en Syrie. Le Quai

d'Orsay est le plus allant pour tenter de rapatrier le plus possible d'enfants vulnérables, mais d'autres acteurs de ce dossier, qui implique de nombreux partenaires, freinent des quatre fers, de peur notamment que ces retours ouvrent la voie à un rapatriement de leurs parents. C'est particulièrement le cas du côté de la sécurité intérieure.

Les autorités kurdes syriennes ont à leur charge, en plus des camps, plusieurs prisons informelles où sont détenus des milliers de prisonniers djihadistes, dont de nombreux Européens. Elles ont de nouveau déclaré, lundi, souhaiter une « solution internationale » à ce problème hérité de la guerre contre l'EI. Tout traitement formel de la question reste cependant suspendu à celle du statut de l'administration kurde. Malgré une coopération militaire datant de près de six ans, la mise en place de relations officielles entre Paris et les autorités locales est freinée par l'hostilité de la Turquie voisine, qui les considère comme une émanation d'un mouvement kurde qu'elle combat sur son propre sol.

## Kurdish leader Demirtaş remains in prison despite release orders due to political pressure, lawyer says

**S**elahattin Demirtaş, the former co-leader of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP), should have been freed from prison after last week's ruling by Turkey's top court, his lawyer Ramazan Demir told Ahval.

Turkey's Constitutional Court (AYM) ruled that the lengthy imprisonment of Demirtaş violated his rights to freedom on June 19.

Demirtaş's legal ordeal began on November 4, 2016, when the HDP co-chair and 12 other HDP parliamentary deputies were arrested, with prosecutors alleging they had links to the Kurdistan Workers' Party (PKK), an outlawed militant group that has fought for Kurdish self-rule in Turkey since 1984.

Despite several court orders to release Demirtaş, both by domestic Turkish courts as by the European Court of Human Rights (ECHR), Demirtaş remains behind bars in the high security prison of Edirne, west of Istanbul.

"We had submitted five separate appeals to the AYM at various times," Demir said, including one filed during Demirtaş's presidential run, and another after Turkish authorities refused to comply with the ECHR ruling that found that the Kurdish leader's rights had been violated.

"The AYM combined all these appeals and issued one ruling to cover all of them," the lawyer said. However, the top court's ruling is "particularly critique-worthy" as it lacks the political aspects of Demirtaş's continuing imprisonment, he said.

All sectors of Turkey's public – with the notable exception of the ruling Justice and Development Party (AKP) and President Recep Tayyip Erdoğan – said Demirtaş should have been out of prison to run his campaign, Demir said.

"The ECHR made the same emphasis in its ruling dated Nov. 20, 2018, and went as far as to rule that the imprisonment was prolonged out of political motivation," he added.

"The ECHR clearly stated that (the imprisonment) was a process that had been kickstarted by the president's intervention."

The AYM ruling paralleled that of the ECHR, only without the political motivation part, the lawyer said.

"We said it was a direct hindrance to him running against the president on equal footing. All of Turkey, all the world said the same thing, but the AYM did not join in," Demir said.

One case used to justify Demirtaş's continued arrest was that related to the events of October 6-8 in 2014, when Erdoğan's comments against the northeastern Syrian Kurdish town of Kobane led to days of insurrection on Turkey's streets, resulting in the death of several dozen people. The president and the court handling the case agreed that Demirtaş had instigated hate and violence.

"That case is a great injustice," Demir said. "They included Demirtaş in a dubious case and arrested him. This is judicial engineering."

The AYM in actuality renounced the pieces of evidence presented during the time of the presidential campaign, including the October 6-8 events, Demir said.

"Naturally, in a country that respects its own laws, under a government that respects its own courts, Demirtaş should not spend one minute in prison."

The lawyers will cite the AYM ruling to file another appeal. Demirtaş is charged with instigating violence, looting, killing and bodily harm, but has "nothing to do with any of it," Demir said.

All charges are based on a tweet sent out from an HDP Twitter account calling for peaceful protests "urging people to exercise their democratic right to protest," Demir said, including those against Demirtaş's co-chair Figen Yüksekdağ who also remains in prison.

The existing ECHR ruling is clear, but the lawyers are also waiting for how the ECHR Grand Chamber ruling will turn out.

"Both us and the government appealed the ruling, but the government's defence during the previous hearing was not very effective," Demir said.

"In turn, we stressed once again that the judges and prosecutors were not neutral."

"I do not believe that there is a judge in Turkey today brave enough to rule for the release Demirtaş," Demir said, "so long as the president, the justice ministry and the council of judges and prosecutors remain where they are at."

Erdal Doğan, human rights lawyer, said "interestingly, new charges were brought against Demirtaş over the same charges on Sept. 20, 2019, and he remains in prison," Doğan said.

"The landscape we face now is more political than judicial," he added.

"The AYM creates this perception for Europe and the West that there is rule of law in Turkey, to say, 'Look, we do issue such verdicts,' while keeping both co-chairs in prison on the very charges."

There already is another appeal submitted by Demirtaş's lawyers that pertains to the re-arrest on Sept. 20, Doğan said.

"Were their intentions to release Demirtaş, the AYM could easily do it right now over this appeal."

The ECHR is not free from criticism, Doğan said, as it ruled in favour of the initial arrest, going against its own case law while objecting to the prolonged detention.

Political figures like Demirtaş and philanthropist Osman Kavala, who also remains in prison over a labyrinth of acquittals and indictments, have a significant effect on the public, Doğan said.

The continued arrest of political figures is related to imposing control over the Kurdish issue and Turkey's opposition.

"We cannot speak about the law in Turkey anymore," Doğan said.

"I wish we could, but the law has been politicised and judicial institutions are used by the government as a tool for political argument."

Turkey's domestic and foreign policies are deeply intertwined, he said, adding that currently the country is trying to rebuild bridges with the United States, Europe and NATO. Whether Turkey decides on a renewed alliance with the West or shift further towards Russia will also determine domestic politics, including over the Kurdish issue, Doğan said.

AKP's domestic alliances, with the far-right National Movement Party and the group called the Eurasianists, will also be a determining factor in how things will develop for Demirtaş, the HDP, and the Kurdish issue in general, he said.

"The stagnation and economic burden brought over by the post-pandemic process and uncertainties regarding the allies could usher a new election cycle," Doğan said.

Whether imprisoned politicians, activists and journalists will be released depending on how future hands are dealt and played out, he said.



j23 juin 2020

## Trump a menacé de frapper la Syrie si Assad ne faisait pas revenir les Américains détenus

Le leader américain a convenu de la nécessité d'assurer la sécurité des Kurdes, a déclaré l'ancien aide présidentiel américain à la sécurité nationale.

Le président américain Donald Trump a déclaré qu'il était prêt à « bien sangler » à frapper la Syrie début 2019 si Damas ne libérait pas immédiatement les détenus américains. Cela est indiqué dans le livre de mémoires de l'ancien assistant présidentiel américain sur la sécurité nationale, John Bolton, «The Room Where It Happened: A White House Memoir», qui sera mis en vente mardi.

«Les négociations sur notre rôle en Syrie ont été compliquées par le désir constant de Trump d'appeler [Syrian President Bashar] Assad sur la question des otages américains, bien que moi



et [Secretary of State Michael] Pompeo trouvait cela indésirable. Heureusement, la Syrie a sauvé Trump de lui-même en n'en parlant même pas à Pompeo. Trump a répondu avec colère: «Dites-leur que nous porterons un coup dur si ils ne rendent pas les otages. Nous voulons que les otages reviennent dans une semaine, ou ils n'oublieront jamais notre grève.» Mais au moins la conversation

téléphonique de Trump avec Assad a été abandonnée. Quant aux mots sur la frappe sur la Syrie, nous n'avons rien fait », – a déclaré l'ex-assistant.

Bolton a noté qu'à cette époque, les détails du retrait précédemment annoncé des troupes américaines de Syrie étaient en cours de discussion, ce que Trump a demandé de faire dès que possible. Dans le même

temps, selon des mémoires, le président américain a demandé aux militaires «de détruire l'Etat islamique dans les deux semaines. Trump a convenu de la nécessité d'assurer la sécurité des Kurdes qui, à la suite du retrait américain, tombaient sous la menace turque, mais ont exigé «de ne pas s'impliquer dans une guerre civile. «Nous ne voulons pas nous impliquer dans une guerre civile. Ils [Turks and Kurds] sont des ennemis naturels. Les Turcs et les Kurdes sont en guerre depuis de nombreuses années. Nous ne nous engageons pas dans une guerre civile, nous essayons d'obtenir l'IG », a déclaré Trump citant l'ancien assistant présidentiel américain à la sécurité nationale.

Trump a déclaré que les dommages aux monuments aux États-Unis seraient jusqu'à 10 ans de prison:

LE QUOTIDIEN  
DU MEDECIN  
www.lequotidiendumedecin.fr

23 juin 2020

## Erdogan le magnifique | Le blog de Richard Liscia

La Turquie a beau traverser une crise économique et sociale particulièrement sévère, son président, Recep Erdogan, n'en a cure. Il tente, non sans succès, d'augmenter son influence en Syrie et en Libye. Et n'hésite pas, comme un vulgaire ennemi, à menacer la marine française.

L'INCIDENT a eu lieu la semaine dernière au large de la côte libyenne. Un navire français s'efforçait d'arrai-



Recep Tayyip Erdogan (Photo AFP)

sonner un cargo soupçonné de convoyer des armes vers la Libye. Un navire turc s'est interposé en fixant ses radars de tir sur le bateau français. C'est l'ultime dispositif qui précède l'ouverture du feu et nous avons failli assister à une bataille navale. La France s'est plainte, à l'ONU et à l'OTAN, de ce comportement agressif adopté par un pays membre de l'OTAN et censé être notre allié. Mais Erdogan ne suit ni le droit ni les engagements pris par la

Turquie. Il entend soutenir le régime, certes approuvé par l'ONU, qui domine la partie occidentale de la Libye et qui est installé à Tripoli, contre le général Haftar, patron de la Cyrénaïque, soutenu par la France, et les Occidentaux en général. De la même manière, le dictateur turc a acheté des armes puissantes à la Russie, ce qui est interdit par le statut de l'OTAN.

### **Poutine pardonne Erdogan.**

Il est extrêmement difficile de convaincre les autres membres de l'Alliance atlantique que la Turquie doit être condamnée pour ses agissements. Elle joue de l'ambiguïté de son appartenance à l'OTAN qu'elle ne considère pas comme une forme de solidarité avec des puissances qui dénoncent ses agissements. Elle joue sur tous les tableaux, ce qui a amené Emmanuel Macron à répéter une fois de plus qu'il n'a pas eu tort quand il a déclaré il y a quelques mois que « l'OTAN est en état de mort cérébrale ». Bien entendu, si la Turquie se comporte en délinquant international, imitant de la sorte les mauvaises manières de Vladimir Poutine, dont l'aviation vole en rase-mottes sur les

navires qui patrouillent en mer du Nord et en mer Baltique, c'est qu'il ne subit jamais aucune sanction. Au plus fort de la guerre civile en Syrie, il a fait abattre un appareil russe. Poutine le lui a pardonné. Plus récemment, ses troupes ont envahi le nord de la Syrie, faisant reculer les forces Kurdes dans un réduit territorial et Donald Trump l'a laissé, allant même jusqu'à dire qu'il souhaitait le rapatriement des forces américains, ce qui serait une trahison. Car les Kurdes ont protégé les populations que menaçait l'alliance des Russes, du régime de Bachar el Assad et des milices turques. C'est grâce aux Kurdes que les Yézidis, par exemple, ont survécu.

### **Un atout pour les régimes autoritaires.**

Ce qui est en jeu, c'est un phénomène produit par deux lignes directrices : d'une part, les Turcs veulent affirmer leur influence en Syrie et en Libye par l'usage de la force ; d'autre part, le néo-isolationnisme américain dépourvu de toute compassion pour des peuples conduits à la servitude et fortement ancré dans le cynisme, favorise l'anarchie géopolitique au Proche-Orient. L'absentéisme des États-Unis n'est

pas neutre. Il entraîne automatiquement le renforcement de Bachar, la tentation interventionniste des Turcs et la perplexité de Vladimir Poutine, qui a été le premier à lancer l'interventionnisme tous azimuts et se voit soudain débordé par un régime turc totalement dépourvu de scrupules. M. Erdogan a certainement changé, à son profit, la donne en Libye. Il a fait de son pays, puissance moyenne, le lieu géométrique de tous les avantages qu'il est capable d'obtenir des situations malsaines. Il n'a craint de menacer ni Moscou ni Paris. Et le seul homme qui puisse le freiner ou l'arrêter dans cette aventure, c'est Trump.

### **Sursis pour les « dreamers ».**

Mais le président américain a beaucoup d'autres soucis. Il est, électoralement, en perte de vitesse. Il n'a rien fait pour épargner à ses concitoyens la progression de la pandémie de Covid-19. Il ne peut plus se targuer de la bonne santé économique des États-Unis, un foyer d'inégalités qui ne cesse de se répandre. Membre fondateur de l'Organisation atlantique, l'Amérique en est devenue le principal détracteur. Champion autoproclamé de la bonne gestion écono-

mique, M. Trump laisse aujourd'hui les gouverneurs des États gérer la misère et le chômage. Il est incompetent nationalement et internationalement, mais sa gouvernance est très dangereuse non seulement aux yeux de l'opposition démocrate mais aux yeux de nombre de ses collaborateurs.

Sur la décision de la Cour suprême d'accorder un sursis aux « dreamers », ces jeunes étrangers qui vivent aux États-Unis et poursuivent leurs études en vue d'une qualification professionnelle : Trump voulait les expulser massivement, la Cour a rejeté (à sa manière) ce projet scélérat. Mais la principale leçon du mandat de Trump, c'est l'abandon de l'ordre international, c'est le chaos qui permet à des dictatures à la tête de puissances moyennes de semer le désordre. Or personne ne va tirer le moindre profit de ce chaos, qu'il faut relier à la longue crise syrienne : ni les Américains, ni les Européens, ni les Russes, ni même ceux qui tentent d'imposer leur influence par la force militaire et qui seront, un jour, pendus haut et court par leurs peuples exaspérés.



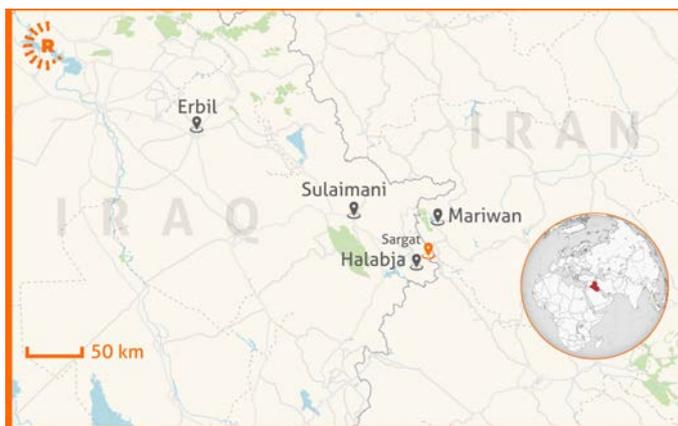
June 23, 2020  
By Zhelwan Z. Wali

# Hundreds of Kurdistan Region smugglers attack post on Iran border, one killed in skirmish with guards

**A**t least 200 smugglers attacked a Kurdistan Region border post with Iran in the early hours of Tuesday, according to local security officials, with one smuggler killed and four border guards wounded in the resulting clashes.

The deadly nighttime clash began when border guards in Sargat refused exit to smugglers on the grounds of measures to combat spread of the coronavirus.

"At 1:15 am, more than 200 smugglers who have long been trying to cross into Iran,



Graphic: Maps4news, Sarkawt Mohammed / Rudaw

"They have been pressuring us to open the borders, but we cannot do it because we



The town of Sargat on the Kurdistan Region-Iran border in January 2020. Photo: Rudaw

which we have not allowed due to coronavirus, attacked our border post in Sargat," Fakhraddin Abdulla, commander of Sulaimani Border Brigade 3 told Rudaw English.

"«So they burned the border post, smashed the windows and fired on our guards. Our forces responded instantly. As a result of the skirmish, a smuggler was killed and four of our guards were wounded," Abdulla said.

simply do not let them mix with the people of Iran, because of the extent of coronavirus in Iran," he added.

Iran was the Middle Eastern epicenter of the COVID-19 virus early on in the outbreak. The country has so far recorded over 200,000 cases of the virus, and almost 10,000 related deaths.

The KRG has taken stringent measures since late Feb-

ruary to prevent smugglers from criss-crossing the border in a bid to curb the spread of the virus. The Kurdistan Region's borders have remained open only for commercial traffic.

Abdulla said that the smugglers were mostly being used to transport "mobile phones, TVs, household appliances and tobacco" from the Region to neighboring Iran.

"The safety of our people comes first. So long as the danger of this pandemic exists, we will continue to block anyone from trying to come in or move from here to Iran," he added.

However, a resident from the village of Hanai Dn, less than a kilometer away from Sargat, told Rudaw English that the commotion started after a large number of smugglers descended on the border guards' outpost "because their loads had been seized."

"The border guards had told the smugglers not to smuggle

goods in these times [during the pandemic], but the smugglers who carry their goods on mules went ahead and did it anyway," the resident who spoke on condition of anonymity, said.

"The loud row between the smugglers and the border guards continued for half an hour before breaking into huge gunfire...in the mayhem, one man was killed."

Brig. Gen. Kazim Abdulla, head of Halabja province police told Rudaw English that the slain smuggler, identified as Saiwan Banishari, had been transferred to Halabja morgue.

The Halabja public prosecutor has issued an arrest warrant for the border guards who fired on the smugglers, Abdulla said.

He added that all those who attacked the border post were Kurds from the town of Khurmal, 20 kilometers north-east of the city of Halabja.

Goods carried by smugglers to the Kurdistan Region-Iran border are often taken up by kolbars, who trek the rugged mountains to carry them either on their backs or on colts through the Kurdish region of Iran. Many are pushed into the dangerous profession by poverty and lack of employment alternatives.

Monitors estimate around 70,000 people, mostly Iranian Kurds, make a living as kolbars.

## Deux autres co-maires du HDP arrêtés

**L**es co-maires HDP de la commune de Sarıcan, dans le district Karayazi (province d'Erzurum) ont été placés en garde à vue ce mardi matin.

Selon les informations provenant de source locale, les deux co-maires du Parti démocratique des Peuples (HDP), Bekir Polat et Canan Tagtekin, ont été arrêtés dans un raid mené par la police turque au petit matin, à Erzurum, dans le district de Karayazi. Un dirigeant local du HDP, Mehmet Sari, a également été arrêté dans le cadre de cette opération. Dans le même temps, l'armée turque a encerclé le bâtiment de la municipalité où avait lieu



La municipalité de Sarıcan encerclée après l'arrestation de ses co-maires

une perquisition.

Selon l'agence de presse kurde Mezopotamya, un administrateur devrait être nommé à la place des co-maires arrêtés.

Depuis le 19 août 2019, le gou-

vernement turc a procédé à plusieurs vagues de destitutions et d'arrestations à l'encontre des maires et conseillers municipaux du HDP, dans toute la région du Nord-Kurdistan. Sur les 65 maires du HDP élus le 31 mars

2019, il n'en reste aujourd'hui plus qu'une dizaine.

Récemment, dans un avis juridique rendu à la demande du Congrès des Pouvoirs locaux et régionaux du Conseil de l'Europe, la commission de Venise a pointé du doigt les décrets-lois du gouvernement turc prononçant la révocation des maires et leur remplacement par des administrateurs d'Etat. « Ces décisions, a-t-elle jugé, sont incompatibles avec les principes fondamentaux de la démocratie – le respect de la libre expression de la volonté des électeurs et des droits des élus – et de la prééminence du droit, y compris la légalité et la sécurité juridique. »



June 23, 2020

## COVID-19: Iraq announces 1,862 new cases, 299 in Kurdistan Region

**O**n Tuesday, the federal Iraqi government reported 1,862 new cases of the coronavirus and 84 deaths in the previous 24 hours, while the autonomous Kurdistan Region announced 299 new infections and 11 deaths.

Iraq's national figures do not include the most recent developments in the Kurdistan Region, which has its own health ministry and typically announces results later in the day. As such, Kurdistan's figures are usually added to the following day's national tally.

The Iraqi Ministry of Health and Environment said in its daily statement regarding the situation of the coronavirus in Iraq that 10,672 medical tests were conducted in Iraq and its regional counterpart announced that

2,247 tests had been carried out in Kurdistan.

The Iraqi Ministry's statement also pointed out that the total number of national infections counted so far have reached 34,502 confirmed cases, including 1,251 deaths. Patients currently receiving medical treatment number 17,498, 283 of them in intensive care units.

The Kurdistan Region's Ministry of Health specified that there have so far been 4,463 confirmed cases: 1,020 from Erbil province, 3,168 from Sulaimani, 154 from Duhok, and 121 from Halabja. Fatalities in the Kurdistan Region have reached nearly 300.

"Currently, at this peak of COVID-19 in Kurdistan Region, the community viral load has increased significantly as

there has been an increase in carriers, symptomatic cases, severe cases, critical cases, overall transmission, and mortality," said regional Minister of Health Saman Barznji in a statement. "This has resulted in a large number of active cases and low recovery discharges per day,"

Barznji also stressed, yet again, that the single most effective way to guard against infection is still the combination of wearing face masks and practicing social distancing.

Since early May, Iraqi authorities have reported increasingly soaring numbers of new cases across the country as testing has ramped up and lax containment measures appear to have led to the further spread of the virus.

"The health teams and Diyala's Health Directorate are increasing their efforts to confront the epidemic and reduce both infections and deaths in light of the lack of commitment from large sections of society," a medical official told local media, also mentioning that more than 160 health workers in that province alone have recently tested positive.

The coronavirus has infected more than 9.1 million people worldwide and killed over 473,000 according to government-reported data compiled by Johns Hopkins University. The actual figures could be dramatically higher due to insufficient testing capabilities or underreporting.

## Entre la France et la Turquie, une relation toujours plus houleuse

**A**lliés au sein de l'OTAN, les deux pays s'accusent mutuellement de se livrer « à un jeu dangereux » en Libye, où l'un soutient le gouvernement national et l'autre le maréchal Haftar.

Entre Paris et Ankara, les nuages s'amoncellent. Le porte-parole du ministère turc des affaires étrangères a riposté, mardi 23 juin, au président français, Emmanuel Macron, qui avait affirmé la veille que la Turquie jouait à « un jeu dangereux » en Libye. « En raison du soutien qu'elle apporte depuis des années aux acteurs illégitimes, la France a une part de responsabilité importante dans la descente de la Libye vers le chaos. De ce point de vue, c'est en réalité la France qui joue à un jeu dangereux », a déclaré Hami Aksoy.

A l'issue d'un entretien avec son homologue tunisien, Kaïs Saïed, reçu lundi à l'Élysée, Emmanuel Macron avait exhorté le président turc, Recep Tayyip Erdogan, à mettre fin aux actions de son pays en Libye, où Ankara soutient militairement le gouvernement d'accord national (GAN) de Tripoli, reconnu par les Nations unies, face aux forces du maréchal Khalifa Haftar, soutenu par l'Égypte, les Emirats arabes unis, la Russie et la France.

« Je considère aujourd'hui que la Turquie joue en Libye un jeu dangereux et contrevient à tous ses engagements pris lors de la conférence de Berlin », a expliqué le président français en référence à la réunion organisée en janvier pour amener les parties adverses à des négociations. « Il en va de l'intérêt de la Libye, de ses voisins, de toute la région mais également de l'Europe », a-t-il in-



Emmanuel Macron, lors d'une conférence de presse conjointe avec le président tunisien Kaïs Saïed, à l'Élysée, le 22 juin. CHRISTOPHE PETIT TESSON / AP

sisté, précisant avoir tenu « le même discours » au président américain, Donald Trump, lors d'un entretien téléphonique lundi après-midi.

### Incident maritime en Méditerranée

Après avoir lancé une offensive sur la capitale libyenne en avril 2019, les forces du maréchal Haftar ont été mises en déroute par le GAN, qui a reçu un soutien militaire conséquent de la Turquie. Désormais, les forces du gouvernement de Tripoli encerclent la ville stratégique de Syrte, qui ouvre la voie vers les champs de pétrole. Dénonçant « l'ingérence » turque en Libye, le président égyptien, Abdel-Fattah Al-Sissi, a menacé d'intervenir militairement si la ville de Syrte tombait aux mains du GAN.

Le président Erdogan n'a aucune intention de se retirer, au contraire. Après la récente visite à Tripoli d'une délégation de hauts responsables turcs – dont le ministre des affaires étrangères, Mevlut Cavusoglu, et celui des finances, Berat Al-

bayrak –, la coopération a été renforcée, la Turquie s'étant engagée à former militairement les combattants du GAN et à s'engager davantage en matière de sécurité et d'énergie.

Alliées au sein de l'OTAN, la France et la Turquie ont échangé des accusations la semaine dernière après un incident maritime survenu en Méditerranée entre des navires de guerre turcs et la frégate française Courbet. A trois reprises, l'un des navires turcs a actionné son radar de tir contre le Courbet, un acte particulièrement choquant entre alliés. Paris accuse Ankara de violations répétées de l'embargo sur les armes livrées à la Libye, imposé par l'ONU en 2011. La Turquie nie pour sa part avoir harcelé le navire français.

« La crise de solidarité avec la Turquie », dénoncée par le président Macron à la fin de 2019, quand il a évoqué la « mort cérébrale » de l'OTAN, est plus que jamais d'actualité. Déplorant le fait que l'incident survenu le 10 juin ait donné

lieu à « si peu de dénonciation », il y a vu une preuve supplémentaire de « cette mort cérébrale ».

### Quatre Turcs accusés d'espionnage pour le compte de Paris

Des propos qui, visiblement, ont déplu aux autorités turques. Quelques heures après l'intervention du président français, le quotidien Sabah, le principal porte-voix du pouvoir islamo-conservateur, annonçait l'arrestation de quatre ressortissants turcs accusés d'espionnage « politique et militaire » pour le compte de la France. Les « espions » travaillaient sur les agissements de l'organisation Etat islamique (EI), les activités en France de la direction turque aux affaires religieuses (Diyanet en Turquie, Ditib à l'étranger), son prosélytisme dans les banlieues françaises et sur les réseaux sociaux.

Reprise par d'autres médias progouvernementaux, l'information était assortie de la photographie du bâtiment du consulat français à Istanbul, devenu la vitrine des tensions entre Paris et Ankara.

Les prénoms de diplomates en poste, présentés comme des agents de la direction générale de la sécurité extérieure (DGSE), ont été mentionnés dans les articles, ce qui les expose. Sur le plan du renseignement, cette façon de procéder est peu conforme aux usages en vigueur. D'habitude, avant de rendre ce genre d'affaire publique, les autorités du pays visé sont informées pour pouvoir prendre les dispositions nécessaires à la sécurité de leurs agents. Cette fois-ci, rien de tel ne s'est produit, signe d'un nouvel accroc dans la relation.



24 juin 2020  
By Karwan Faidhi Dri

## Nearly 70 Kurdish politicians, activists sentenced to up to 10 years in jail by Turkish court

A Turkish court has sentenced 68 Kurdish politicians and civil activists, including a former mayor, to up to ten years in prison for their alleged links to an umbrella group linked to the Kurdistan Workers' Party (PKK).

A total of 79 people were tried by a court in Malatya province on Wednesday based on charges of membership of a terrorist organization. Eleven of them were acquitted while 68 others were found guilty, T24reported.

Turkey has detained and sentenced scores of Kurdish politicians, activists and journalists in the last decade for their alleged links to the Kurdish Communities Union (KCK), an umbrella group of a number of parties, including the PKK, which is a deemed a terrorist organization by Ankara. They have all faced terror-related charges. The cases against the defendants from Cizre, in the Kurdish province of Sirnak province, were launched in 2011. The judges are said to be



Mehmet Zirig was one of 68 people given prison sentences on Wednesday. File photo: social media

affiliated to the Fethullah Gulen movement, also known as FETO, which was accused by Ankara for orchestrating the 2016 failed coup attempt.

One of those sentenced on Wednesday is Mehmet Zirig, who was elected mayor of Cizre in March 2019's local elections on the ticket of the pro-Kurdish, leftist Peoples' Democratic Party (HDP). However, he was removed from his position in October of the same year for alleged links to the PKK. Zirig lashed out at the ruling,

claiming that his sentencing proves that the ruling Justice and Development Party, which once enjoyed good relations with Gulen's movement, still enjoy close ties.

"I have been sentenced to six years and three months for the KCK Cizre case which was launched by FETO [linked] prosecutors. This decision proves that the FETO-AKP partnership continues. Neither FETO nor the Palace's [Turkish presidency] one-man regime can make us re-

treat from our struggle," he tweeted.

Most of the HDP's 59 mayors have been removed from office and replaced by pro-government administrators, or trustees. Some of the removed politicians have been detained, tried, and convicted for their alleged links to the PKK, an armed group which struggles for Kurdish cultural and political rights. Six HDP mayor-elects were not permitted to even begin their term in office despite their victory in the March 2019 local elections.

Leyla Guven, a veteran Kurdish politician, was impeached in early June for a KCK-related case which dates back to 2009. She was later detained but released soon after, having previously served over six years in jail.

Scores of HDP officials, members and supporters have been detained or officially arrested for similar terror charges, including co-chairs Selahtin Demirtas and Figen Yuksekdag.



June 24, 2020

## Talks resume on resolving security in disputed territories

Talks have taken place between US officials and the Kurdistan Regional Government (KRG) over the deteriorating security situation in the disputed territories, vulnerable to attacks from the Islamic State (ISIS). KRG Prime Minister Masrour Barzani received Ernest Tucker, Chief Defense Officer and the Military Attache to the American Embassy in Iraq on Tuesday, in which both sides discussed the ways to fill the security vacuum in the disputed territories by increasing the military coordination between Iraqi forces and the Kurdish Peshmerga. "In the meeting, both sides discussed the situation in Iraq and the importance of coordination between the Pesh-

merga forces and the Iraqi army," read an official statement from the KRG. According to the statement, Barzani stressed his concerns regarding the security vacuum in the disputed areas that jihadists have used as a safe haven from which to launch insurgent attacks. "Barzani stressed the need for a joint security mechanism between the Iraqi army and the Peshmerga forces, which will pave the way for the return of stability to those areas [disputed territories]," the statement added. The territories disputed by the two governments comprise areas in Nineveh and the entire provinces of Kirkuk, Saladin, and Diyala. An absence of secu-

rity forces in the area has created a fertile breeding ground for ISIS to regroup.

ISIS was declared territorially defeated in Iraq in December 2017. However, remnants of the group continue to operate, returning to earlier insurgency tactics including ambushes, kidnappings and targeted killings across the disputed territories, including Kirkuk. Military operations have failed to entirely clear their presence, and military bodies worldwide have warned the group is still resurging.

Several Kakai villagers were killed in an ISIS attack in Khanaqin last week,

prompting Kurdish leaders to renew calls for joint security coordination in the disputed territories.

Jabar Yawar, chief of staff at the Ministry of Peshmerga Affairs, warned earlier in April that the ISIS resurgence has been underway for some time. "According to our data, the group increased its activities in 2018 and 2019, especially in Kurdistan areas outside of the Kurdistan Region administration, including Diyala, Hamrin, Kirkuk, Tuz Khurmatu, and Qarachogh. In Qarachogh, they even established bases," Yawar told Rudaw.



June 24, 2020

# Turkish drone strike kills 3 women in north Syria's Kurdish city of Kobani

ERBIL (Kurdistan 24) – A Turkish drone strike on Tuesday evening killed three civilian females at a residence in the village of Helincê, located outside the northern Syrian city of Kobani, according to local security forces.

The General Command of the Kurdish-led Internal Security Forces (ISF), also known as the Asayesh, in an official statement said blamed the “Turkish occupation” for the attack.

“We in the General Command of the Internal Security Forces (ISF) for Northeast Syria condemn the crimes of the Turkish occupation against our people and we also call on the International Coalition and the Russian Federation to do their duty.”

The ISF demanded that the United States and Russia hold Turkey to its stated commitment to the “ceasefire agreement between the two states of Russia and Turkey.”

After Turkey intervened in north-



The aftermath of the deadly Turkish drone strike on a civilian residence in the northern Syrian city of Kobani, June 23, 2020. (Photo: Hawar News Agency)

eastern Syria in October 2019, Russia and the US reached separate ceasefire deals with Ankara, which allowed Turkish troops to control the area between Tal Abyad and Ras al-Ain (Serikaniye).

Despite the agreements, Turkish-backed groups and Turkish army continue to occasionally target areas held by the SDF. In some cases, villagers living in the Syrian-Turkish border areas were killed in attacks by the Turkish army

and Turkish-backed rebel forces. “Zehra Berkel is one of the women who died during the Turkish attacks. She is a coordinating member of the Kongra Star women’s movement,” read the official Twitter account of the women’s rights organization, based in Syrian Kurdistan (Rojava).

“She was struggling for women’s rights. The attack... targeted women. This is another example of Turkey showing its patriarchal face,” the organization said. According to the local Hawar News Agency (ANHA) the other

two victims were Mizgin Xelil and the owner of the house, Amina Waysi.

This was not the first Turkish drone attack in Kobani. On April 28, a previous one targeted a checkpoint of the ISF, though resulted in no casualties or significant damage. Local officials and Kurdish civilians fear Kobani could still be a target for a possible Turkish attack in the future because the city was a global symbol in the fight against the Islamic State.

“All of the cities at the border are under threats, but particularly when it comes to Kobani, even the Russians tell us from time to time that there is the danger that the Turks will attack you again,” Ilham Ahmed, President of the Executive Committee of the Syrian Democratic Council, said during a May 29 online event organized by the Kurdistan Solidarity Campaign.

“So this is something that the Russians inform us of. So, of course there is a fear that Kobani will be attacked.”



24 juin 2020  
Par Claude Angeli

## "Seule la Turquie joue franc-jeu en Libye"

**A**U QUAI D'ORSAY, nombre de diplomates s'inquiètent des « menées impérialistes d'Erdogan », à l'instar de Macron, qui a dénoncé, le 22 juin, « le jeu dangereux que la Turquie joue en Libye ». Exact : le président turc a prévu de s'y installer à demeure, et il a déjà obtenu du gouvernement siégeant à Tripoli, reconnu par l'ONU, le droit d'utiliser une base navale à Misrata et une base aérienne proche de la Tunisie. Mais

d'autres diplomates concèdent qu'« Erdogan est le seul à jouer franc-jeu, sans dissimuler ses ambitions géopolitiques, militaires, pétrolières et gazières. Y compris en mer Méditerranée, au large de la Libye et près de Chypre ». Ce qui n'a pas vraiment l'air de chiffonner Donald Trump, qui, en revanche, s'insurge contre la présence de militaires et d'avions de combat russes auprès des forces rebelles.

Des éléments de langage et quelques anathèmes permettent de situer les limites de cette guerre des mots. Paris juge « inacceptable » l'intervention militaire d'Erdogan, tandis qu'Ankara estime « inacceptable le soutien qu'apporte la France au maréchal rebelle Haftar », qualifié par le ministre turc des Affaires étrangères de « voyou ». Avant d'accuser la France de « porter atteinte à la sécurité de l'Otan, à la sécurité de la Libye et de soutenir le dictateur-prési-

dent égyptien Fattah al-Sissi ». Cet autre maréchal (un titre en vogue dans la région) est un ennemi personnel d'Erdogan. Président Frère musulman de la Turquie, celui-ci ne lui pardonnera jamais d'avoir rempli ses prisons de quelques milliers de membres de cette confrérie dont il se veut le parrain. En juillet 2013, au Caire, un coup d'Etat suivi de plusieurs milliers d'exécutions sommaires avait permis au maréchal Sissi de s'installer dans le fauteuil du

président Frère musulman Mohamed Morsi, qui mourra en prison en 2019.

### Russes et Turcs très bien installés

Mais, dans cette guerre civile, il est davantage question de géopolitique et de pétrole que de religion. Brève description des deux camps en présence - le lecteur est prié de ne pas chercher quels sont les bons et les méchants, dans l'histoire. A l'est, le maréchal Haftar comptait sur l'appui militaire de la Russie (et de ses mercenaires), de l'Égypte ou des Émirats, puis sur la sympathie à son égard de l'Arabie Saoudite et de la France, pour devenir le

maître du pays. Mais il a manqué le coche. A l'ouest, le gouvernement installé à Tripoli, soutenu par le Qatar et l'Italie, a repoussé l'offensive de ce dangereux adversaire grâce à l'intervention de l'armée turque, appuyée par des milliers de djihadistes syriens.

Sans s'être combattus jusqu'à présent, les Russes et les Turcs — tous venus de très loin — sont les deux vedettes de cette confrontation internationale. La semaine dernière, par exemple, le président égyptien a menacé de faire parler la poudre. Il a averti le gouvernement de Tripoli et les Turcs que, si leurs troupes tentaient de s'emparer

de la ville et du port de Syrte, ils devraient faire face à « une intervention directe » de son armée. Explication : Sissi refuse que les soldats d'Erdogan s'approchent trop de la frontière égyptienne et permettent aux djihadistes syriens, leurs supplétifs, de pénétrer en Égypte pour y prêcher la bonne parole, armes à la main. Réaction immédiate du gouvernement de Tripoli : « C'est une déclaration de guerre. » Dernier épisode de ces échanges belliqueux : il y a deux semaines, le 10 juin, la frégate française « Courbet », en mission pour le compte de l'Otan, a voulu contrôler un cargo turc battant pavillon tanzanien soupçonné de vouloir li-

vrer des armes en Libye (placée sous embargo). Mais le cargo a poursuivi sa route, protégé par deux frégates turques. Lesquelles, à en croire la ministre française des Armées, ont « illuminé » le « Courbet » par un rayon laser de conduite de tir (ce qui, en principe, est le prélude à un tir de missiles).

En traînant les pieds, l'Otan a déclenché une enquête sur ce grave incident entre deux de ses membres. Donald Trump, curieusement silencieux, donne, quant à lui, l'impression de s'en laver les mains...

The Guardian

June 24, 2020

## Hopes fade for unity in Turkish opposition to Erdoğan

Local election gains by the HDP in 2019 have been eroded by a government crackdown

After a five-day journey across the country, a “march for justice and democracy” by Turkey's People's Democratic party (HDP) culminated in a rally next to the parliament building in Ankara on Saturday. The pro-Kurdish opposition party's trip was not a smooth one: many demonstrators faced police, teargas and arrests.

“I took part in the march in a few towns,” said Garo Paylan, the HDP MP for Diyarbakır, a Kurdish-majority city in Turkey's south-east. “The level of force on show was worse than ever: soldiers, police, helicopters, guns everywhere. We try to walk in peace but the state doesn't even allow that. Courage is very hard under these circumstances.”

This time last year, Turkey's opposition was celebrating a



landmark victory after voters in Istanbul rejected an attempt by the president, Recep Tayyip Erdoğan, to overturn the outcome of the mayoral election. Together with opposition wins in Ankara, Antalya and Mersin, the results proved that even after 16 years, the president's grip on the country was not final.

The local election successes were possible because, for the first time, the disparate nationalist, liberal and pro-minority elements of Turkey's political opposition managed to work

together effectively. Twelve months on, however, that solidarity appears to be failing — and the HDP is bearing the brunt of an ever-escalating government crackdown

The HDP, formed out of an alliance of leftists and Kurdish nationalists in 2012, is often compared to Green party movements and European democratic socialist parties such as Podemos in Spain and Syriza in Greece. A less favourable parallel is drawn with Sinn Féin, because of its historical association with the out-

lawed militant Kurdistan Workers' party (PKK).

At a teahouse in Istanbul's working-class Tarlabaşı neighbourhood on Tuesday, neighbours talked in worried tones as they discussed recent moves to neuter bar associations and social media threats made against Başak Demirtaş, the wife of the imprisoned HDP leader, Selahattin Demirtaş.

With 45 mayors out of the 65 municipalities that HDP won last year already removed from office or arrested over alleged terrorism links, many feel that support for the HDP from the main liberal opposition party, the Republican People's party (CHP), is lacking.

“We had hope in last year's mayoral elections, we came together to support [Istanbul CHP candidate Ekrem İmamoğlu] against the government,” said 30-year-old Mazlum, a HDP voter originally from Diyarbakır.

“We warned the CHP that after

they're done oppressing us it will be them next. If they don't speak up for us then they are part of the problem."

The HDP delivered a searing blow to Erdoğan's Justice and Development party (AKP) in Turkey's 2015 national election, destroying the ruling party's majority by breaking through the 10% election threshold that has traditionally kept small parties and Kurdish politicians out of parliament.

To undo its victory, the government pulled out of peace talks with the PKK, plunging Turkey's Kurdish south-east into renewed violence, and began arresting HDP politicians and supporters over alleged links to the militant group. When the election was rerun later that year, it yielded a much more favourable result for the AKP.

The party has struggled to maintain momentum in Turkey's increasingly hostile political and media environment. Rather than ban it altogether, however, Erdoğan has realised that keeping it inside the legitimate political spectrum can help him exploit the differences between Turkey's diverse opposition groups, scuppering their attempts at a united front. A cross-border offensive against Syrian affiliates of the PKK in October 2019, for example, was supported by the CHP, infuriating HDP MPs who voted against it.

"We are at a critical turning point in Turkey. All the opposition must meet on common ground to form a democratic alliance against one-man rule," said Filiz Kerestecioğlu, an Istanbul HDP representative. "We must not fall into the dividing and isolating traps set by the ruling party."

Despite the often great personal risk, HDP's members remain determined to fight for leftwing causes in Turkey. There is also hope that CHP is getting better at attracting voters outside its base: the Ankara mayor, Mansur Yavaş, and Istanbul's mayor, Ekrem İmamoğlu, have both surged in popularity over their handling of the Covid-19 crisis. According to the analyst Selim Koru, the party's youth wings are more class-conscious and less enamoured with nationalism than their forebears, giving them more in common with the Turkish left.

Most crucially, Turkey's protracted economic downturn continues to erode Erdoğan's popular support. Even after five years of a crackdown against the HDP, a survey by Metropoll this month found that if snap elections were called, the party

would once again emerge as parliamentary kingmakers.

Turkey is not supposed to hold national elections for another three years, which is a long time in such a politically turbulent country. While it is likely the AKP will try to rewrite electoral laws in order to keep out newly formed rightwing parties, the government coalition's ever-thinning margins mean almost anything could happen.

"Despite Erdoğan's dominance, our democratic tradition is still strong," said Soner Çağaptay, the director of the Turkish research programme at the Washington Institute for Near East Policy.

"It may not be a level playing field any more but Turkey's opposition is vigilant. They're not going anywhere."



June 25, 2020

## Majority-Kurdish town sees rapid surge in COVID-19 cases

The number of COVID-19 cases have seen a drastic increase in Cizre, a major town in the Şırnak province which lies along Turkey's border with Syria, and hospitals in the province are overwhelmed, chairman of Şırnak's medical association told news website Bianet on Thursday.

Chairman Serdar Küni said Cizre, which has an almost all-Kurdish population, had seen 88 cases on average, 75 of whom had recovered, before June 1 when Turkey started to ease coronavirus restrictions.

The outbreak in Cizre had been confined mostly to out-of-town soldiers before June, Küni said, but the infection started to spread among the populace in late May, when people congregated in shop-



ping centres as they prepared for the Eid al-Fitr feast, which marks the end of Muslim holy month of Ramadan.

"Before that, the number of people who lost their lives was one," he said.

Hospitals in Şırnak city centre and three of the province's major towns, Cizre, Silopi and İdil, have already been overwhelmed, the chairman said. There are at least 200 houses under quarantine, and some patients have been placed in

dormitories to isolate them.

Neighbouring provinces have also started to receive applications from people who suspect they contracted the virus, and some have later tested positive for the coronavirus, Küni told news network Medyascope in a separate interview.

A map of cases has been making the rounds among social media users, showing a severe rate of infection in many areas.

"You returned from the brink of destruction not once, not twice, but many times. You will again, my beloved Cizre," Mehmet Zırığ, the town's former mayor, said in a later tweet where he shared the map.



June 24, 2020

## Pro-Kurdish HDP at centre of Turkish gov't crackdown on opposition - Guardian

The solidarity displayed last year by Turkey's opposition parties is failing, with the country's pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) bearing the brunt of an ever-intensifying crackdown by President Recep Tayyip Erdoğan's government, the Guardian said on Wednesday.

One year after the opposition's landmark victory in the local polls, which handed Erdoğan's Justice and Development Party (AKP) its greatest defeat in its 17 years in power, the HDP is faced with deputy removals from parliament, arrests and police intervention in demonstrations to protest the government crackdown.

"The level of force on show was worse than ever: soldiers, police, helicopters, guns everywhere," HDP lawmaker Garo Paylan, who participated in the party's six-day march to the capital Ankara last week, told the Guardian.



We try to walk in peace but the state doesn't even allow that. Courage is very hard under these circumstances," Paylan added.

The protest march came after two HDP deputies were stripped of their parliamentary seats then arrested on terror charges, in addition to the removal of 45 mayors from 65 HDP-won municipalities in Turkey's southeast region.

The government accuses the HDP of links to the outlawed

Kurdistan Workers' Party, an armed group that has been at war in Turkey for almost 40 years.

"Many feel that support for the HDP from the main liberal opposition party, the Republican People's party (CHP), is lacking," the Guardian said, recalling HDP's support for the CHP, which allowed the latter to win six of Turkey's seven most populous provinces in the March 2019 local polls.

"We had hope in last year's mayoral elections, we came together to support (Istanbul CHP candidate Ekrem İmamoğlu) against the government," a HDP voter from Diyarbakır told the UK newspaper.

Turkey's next elections are not scheduled until 2023, Guardian said, but the ruling AKP is busy attempting to make changes to electoral laws to shut out AKP breakaway parties, led by former allies of Erdoğan.

Even so, analysts remain hopeful about Turkey's political future.

"It may not be a level playing field any more but Turkey's opposition is vigilant. They're not going anywhere," the Guardian quoted Soner Çağaptay, the director of the Turkish research programme at the Washington Institute for Near East Policy, as saying.



June 25, 2020

## Iran says coronavirus deaths top 10,000

Iran on Thursday announced 134 new deaths from the novel coronavirus took the overall toll in the Middle East's deadliest outbreak past 10,000.

"We lost 134 of our compatriots in the past 24 hours and the total number of victims is 10,130," health ministry spokeswoman Sima

Sadat Lari told a televised news conference.

It was the seventh straight day that Iran has reported more than 100 coronavirus deaths.

Lari said another 2,595 people had tested positive for the virus over the same 24-hour period, bringing the

country's overall caseload to 215,096.

Hospital admissions were highest in the provinces of Bushehr, Hormozgan, Kermanshah, Khuzestan and Kurdistan, while they were increasing in Tehran and Fars, she said.

"We call on all our compatriots to follow the health

protocols, especially the elderly and those with underlying diseases," said Lari.

"We also urge children and young people not to be present in crowded centres, to keep their distance from the elderly, grandparents, and to help them to stay at home as much as possible."

## Création d'une nouvelle alliance politique kurde en Syrie : vers une unification des Kurdes syriens ?

Les « Partis de l'union nationale kurde » (PYNK) : c'est ainsi qu'a été nommée la nouvelle alliance kurde en Syrie, créée le 19 mai 2020 à l'issue de longues négociations entre d'un côté le Parti de l'union démocratique (PYD) et, de l'autre, vingt-quatre partis politiques kurdes syriens, membres pour certains du concurrent du PYD, le CNKS (Conseil national kurde de Syrie).

En effet, comme Les clés du Moyen-Orient s'en faisaient l'écho en avril 2020, les deux pôles politiques incontournables de la scène politique kurde syrienne que sont le CNKS (appelé également « ENKS » ou « KNC ») et le PYD s'employaient depuis plusieurs mois (plus précisément depuis l'offensive turque « Source de Paix ») le 9 octobre 2019 environ) à entretenir des négociations visant à parvenir à un accord d'entente et de cohabitation.

Grâce à ses succès militaires en Syrie, le PYD s'est en effet progressivement imposé sur la scène politique kurde syrienne, exerçant un monopole décrié par ses opposants rassemblés sous la bannière du CNKS, un mouvement en grande partie soutenu par le Parti démocratique du Kurdistan (PDK) du clan Barzani. Face à la menace sécuritaire exercée par la Turquie et la pression diplomatique de divers acteurs internationaux, à l'instar de la France [1] ou encore des Etats-Unis et de la Russie [2], le PYD et le CNKS se sont toutefois résolus à engager des négociations qui, malgré plusieurs anicroches, ont commencé à produire leurs fruits.

L'annonce de la création du

PYNK intervient toutefois comme un élément perturbateur dans ces négociations : la liste de ses membres laisse en effet fortement penser à une alliance consolidant l'emprise politique du PYD au Kurdistan syrien et qui accroîtrait ainsi mécaniquement le rapport de force entre PYD et CNKS. Celui-ci a d'ailleurs affirmé ne pas avoir été tenu au courant de la création de cette nouvelle alliance [3], alors même que plusieurs des membres de cette dernière sont également membres du CNKS.

En quoi consiste exactement cette nouvelle alliance ? Qu'apporte-t-elle de nouveau au jeu politique kurde syrien ? Quels sont les enjeux accompagnant la création d'une pareille coalition ? C'est à ces questions que le présent article ambitionne de répondre, en présentant tout d'abord les membres de cette alliance (I) avant d'en venir au contexte de sa création et des enjeux qu'elle porte (II).

I. Une alliance de vingt-cinq partis gravitant tant autour du PYD que du CNKS

A l'initiative de Mazloum Kobané, commandant en chef des Forces démocratiques syriennes (FDS) [4], les représentants de vingt-cinq partis kurdes syriens se sont rassemblés le 18 mai 2020 à Qamishli, dans le nord-est syrien, afin de définir les modalités de leur nouvelle alliance, le PYNK. Un comité directeur représentera cette coalition ; ses membres n'ont, toutefois, pas encore été élus ou désignés. Les représentants des différents partis composant le PYNK se réuniront périodiquement, quand l'actualité le dictera, afin de s'accorder sur des stratégies

et des communications communes. La liste des partis composant le PYNK est la suivante :

- le Parti de la paix démocratique au Kurdistan (KDPP)

- le Parti de l'union démocratique (PYD)

- le Mouvement des femmes au Rojava (Kongra Star)

- le Parti démocratique kurde syrien (PDKS)

- le Parti vert du Kurdistan (KGP)

- le Parti de la gauche démocratique kurde en Syrie (KDLPS)

- le Parti de la gauche kurde en Syrie (KLPS)

- le Parti libéral du Kurdistan (KLP)

- le Parti de la fraternité au Kurdistan (PBK)

- le Parti national kurde en Syrie (KNPS)

- le Parti du changement démocratique au Kurdistan (KDCP)

- le Mouvement moderne du Kurdistan de Syrie (MKSM)

- le Parti de la lutte démocratique (DSP)

- le Parti de la liberté au Kurdistan libre (FKFP)

- le Parti de l'Union nationale au Kurdistan libéré (FVNUP)

- le Parti républicain du Kurdistan de Syrie

- le Mouvement de la réforme en Syrie (RMS)

- le Parti communiste kurde (KKP)

- le Parti du soleil démocratique en Syrie (DSPS)

- le Mouvement du futur au Kurdistan (FMK)

- le Parti démocratique du Kurdistan – Syrie (KDP-S)

- l'Union des travailleurs du Kurdistan (YKK)

- le Parti de l'assemblée nationale du Kurdistan (KNAP)

- le Parti de la réconciliation démocratique kurde en Syrie (KDRPS)

- le Parti démocratique kurde en Syrie (DKPS)

Deux éléments de cette liste retiennent l'attention. Premièrement, les membres du PYNK semblent, dans leur majorité, des partis proches, alliés ou affiliés au PYD. Par exemple, le Kongra Star est l'une des structures traditionnellement rattachées aux différentes filiales nationales du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) (PYD en Syrie, PÇDK en Irak, PJAK en Iran). Les Kongra Star ont en effet été conçues par Abdullah Öcalan, fondateur et leader spirituel du PKK, qui en a également inventé l'appellation ; « Star » n'est pas un nom mais la contraction de deux autres : « Ishtar », déesse mésopotamienne païenne et symbole de la femme au Proche-Orient antique, et « Sterk », qui signifie « l'étoile » en kurde kurmanci (l'étoile se rapportant à la symbologie communiste et à l'universalité qu'elle induit) [5]. Un grand nombre d'autres partis membres de cette coalition sont également de fidèles alliés du PYD : le parti commu-

niste kurde par exemple, allié historique du mouvement révolutionnaire qu'incarne le PKK à travers le PYD [6], ou encore le Parti de la réconciliation démocratique kurde en Syrie et le Parti démocratique du Kurdistan - Syrie qui, en décembre 2014, ont choisi de rompre l'alliance qui les liait alors au CNKC pour rejoindre l'administration que mettait alors en place le PYD dans les territoires libérés de Daech [7].

Le deuxième élément retenant l'attention est celui de la présence notable de partis membres du CNKS au sein du PYNK, pourtant dominé par le PYD. Le CNKS est en effet lui-même une vaste coalition de treize partis politiques kurdes syriens, dominée par le Parti Yekiti du Kurdistan de Syrie (PYKS) de Sulaiman Oso [8] - le CNKS étant actuellement dirigé par Saud Mala [9]. Parmi les partis membres du CNKS ayant décidé de participer au PYNK se trouvent ainsi le Parti démocratique kurde en Syrie (KDPS), le Parti de la gauche démocratique kurde en Syrie (KDLPS) ou encore le Parti démocratique du Kurdistan - Syrie (KDP-S).

Le PYNK apparaît ainsi comme une vaste alliance politique kurde syrienne revêtant un aspect indéniablement transpartisan. La domination du PYD reste néanmoins incontestable, tant par le quasi-monopole qu'exerce ce parti sur la scène politique kurde syrienne que par le lancement de cette nouvelle alliance sur une initiative de Mazloum Kobané,

commandant en chef d'une force dominée par le PYD (les FDS) et lui-même issu des rangs des YPG, bras armé du PYD [10]. Avant son engagement auprès des YPG, le général kurde a par ailleurs servi au sein du haut commandement du PKK et notamment des HPG, la branche armée du mouvement révolutionnaire kurde en Irak [11].



Mazloum Abdi (Kobani), commander-in-chief of the Syrian Democratic Forces (SDF), gives a press conference near the northeastern Syrian Hassakeh province on October 24, 2019. AFP

La création de cette alliance apparaît donc comme une démonstration de force du PYD, engagé dans des négociations à forts enjeux avec le CNKS, sous l'égide - ou en tous cas la surveillance attentive - de grandes puissances impliquées dans le dossier syrien.

II. Des négociations entre le PYD et le CNKS étroitement soutenues - et surveillées

Depuis l'opération turque « Source de Paix » en Syrie, en octobre 2019, le PYD et l'ENKS ont initié plusieurs cycles de négociations visant à parvenir à un accord de cohabitation, voire d'union, et à mettre de côté leurs différends. Ces derniers sont en effet nombreux : si une analyse politique de leur programme et idéologie mettrait en évidence les nombreuses divergences opposant les deux grands mouvements kurdes syriens (le CNKS prône un nationalisme kurde auquel le PYD oppose le confédéralisme démocratique apoïste par exemple), leur opposition tient principalement à leur lutte pour la suprématie sur la scène politique kurde syrienne. Ainsi, depuis le début de la guerre civile syrienne, les

deux mouvements ont régulièrement manœuvré afin d'affaiblir l'autre : le 14 août 2016 par exemple, les forces de sécurité de l'Administration autonome du nord-est syrien (AANES, dominée par le PYD) ont ainsi arrêté et détenu durant quelques jours Ibrahim

Biro, leader du CNKS, ainsi que Sleman Oso, responsable du Parti de l'union kurde et membre du comité exécutif du CNKS [12]. Afin de garder son monopole militaire au Rojava, le PYD a également refusé, et refuse toujours [13], l'envoi au Kurdistan syrien des 10 000 « Peshmergas du Rojava » [14], c'est-à-dire des combattants du CNKS formés et équipés en Irak par le PDK [15] et qui, aujourd'hui encore, attendent à la frontière irako-syrienne que les deux mouvements kurdes syriens trouvent un accord permettant à cette force de prendre position dans le nord-est de la Syrie.

Un accord entre le CNKS et le PYD est pourtant indispensable afin de pérenniser l'intégrité territoriale et politique du Rojava : la pression militaire turque représente l'une des plus grandes menaces à cet égard, mais aussi, et surtout, les discussions sur l'avenir de la Syrie. En effet, les Kurdes n'auront que peu de chances d'être représentés à la table des négociations si les divisions actuelles perdurent.

La France et les Etats-Unis se montrent particulièrement investis dans ces négociations : l'enjeu pour les Kurdes est ici de transformer le soutien militaire obtenu dans le cadre de la lutte contre Daech en soutien politique lors de la reconstruction de la Syrie. Dans cette perspective, les efforts français et américains se sont fortement accrus ces derniers mois. Les négocia-

tions connaissent en effet un nouveau cycle d'intensification depuis début avril où, au sein d'une base militaire américaine en périphérie d'Hassakeh [16], des pourparlers ont été tenus sous l'égide d'un envoyé spécial pour la Syrie des Etats-Unis, William Roebuck [17].

Au mois de mai, une délégation française est venue prendre le relais des Américains en organisant, à son tour, des négociations dans le nord-est du pays. Les Français auraient tout d'abord reçu des représentants de l'Alliance nationale kurde (HNKS), une coalition mineure de partis kurdes syriens proches du PYD [18], avant d'y joindre une délégation du CNKS [19]. Si les négociations apparaissent longues et notablement complexes en raison de l'intransigeance des deux parties [20], ces dernières se montrent en revanche satisfaites de l'évolution des discussions en cours [21].

La création du PYNK s'inscrit ainsi dans le cadre du rapport de forces opposant actuellement le PYD et l'ENKS, engagés dans des négociations à forts enjeux nationaux et internationaux. La captation, par le PYNK, de partis membres du CNKS présage toutefois d'une profonde mutation de la scène politique kurde syrienne. S'il reste très improbable que le CNKS se désagrège au profit du PYD, la création du PYNK pourra, à court et moyen terme, contraindre le CNKS à davantage de concessions dans le cadre des négociations en cours. Si aucun élément en sources ouvertes ne laisse présager d'une influence de la Turquie dans ces négociations, il apparaît pourtant fortement probable qu'Ankara suit de très près l'évolution de ces négociations, dont l'issue pourrait être un net renforcement de son adversaire kurde le long de sa frontière méridionale.



June 25, 2020  
By Karwan Faidhi Dri

## Light injuries in 5.4 magnitude earthquake in Turkey's Van province

The quake struck at around 1:00 pm local time, originating at a depth of 6.9 kilometers, according to Turkey's Disaster and Emergency Management Presidency (AFAD).

Van Governor Mehmet Emin Bilmez told reporters that some houses were damaged, but no one was hurt.

"The damage to houses is medium to severe in 15 neighborhoods in Ozalp, Saray and Gurpinar. Five of our people have been slightly injured but there is no casualty," the governor told reporters in a video aired on state media.

Interior Minister Suleyman Soyly said in a tweet that authorities are responding to the



Firefighters respond to damaged buildings after an earthquake struck the eastern city of Van. Photo: Nihat Ozbey / IHA

earthquake and will keep the public updated.

Turkey is no stranger to earthquakes. Less than two weeks ago, an earthquake with a magnitude of 5.7 hit the east-

ern province of Bingol, killing one person and injuring 18 others, in addition to causing the collapse of a military observation tower.

In January, dozens of people

died and more than a thousand were injured in a 6.8 magnitude earthquake in the eastern province of Elazig. Aftershocks rippled throughout the country, and thousands of residents in Istanbul, Turkey's most populous city slept outside for fear their homes could collapse on them at night.

An earthquake last hit Van province in 2011, killing 600 people and injuring over 4,000 injured in a quake that measured 7.1 in magnitude.

Located at the cross-section of continental fault lines, Turkey is prone to seismic rumbling. A major earthquake in 1999 killed more than 17,000 people, and geologists estimate that another tectonic shift could strike at any time.



June 25, 2020

## Syrian Kurdish politician blames Turkey for crimes in Afrin

Turkey as an occupying power is responsible for all rights violations in the northeastern Syrian town of Afrin in the Aleppo province, Redwan Seydo of the Kurdish National Council (ENKS) said in an interview, Kurdish news network Kurdistan24 reported on Wednesday.

Turkey-backed militias have "committed numerous violations, from war crimes to crimes against humanity," Seydo told K24, adding that the ENKS reported the "many violations" it observed to Amnesty International, Human Rights Watch and other international organisations.



ish troops, along with militia groups like the Free Syrian Army, took control of Afrin in March 2018, following several months of intense clashes with Syrian Kurdish forces, who had at the time carved out an enclave in northeast Syria relatively isolated from Syria's ongoing civil war, save for at-

tacks by the Islamic State (ISIS).

Officials from the de facto autonomous region, called Rojava in Kurdish, have long accused Turkey and the militia it supports of serious crimes, including assimilation, forced displacement, as well as kid-

nappings and murders. The women's commission of Kurdistan National Congress (KNK) recently sent open letters to the United Nations detailing the treatment of Kurds other ethnic and religious minorities in the town.

Redwan Seydo, whose organization is an opposition group that is not part of the Syrian Democratic Forces (SDF), which controlled the region before Turkey's military incursion into Afrin, called on international organisations to facilitate a path for the alleged criminals in Afrin to face trial in international courts.

"According to The Hague Convention, Turkey is responsible for crimes committed by the armed factions in Afrin," Seydo told K24. However, he said, "There are shortcomings from the EU and the U.N. when it comes to dealing with the occupation state of Turkey."

ENKS is part of the Syrian National Coalition, which Turkey supports, and has worked with the coalition to allow for safe return of civilians to their homelands. However, Seydo said, "The Syrian opposition has been negligent, and they are also responsible for these crimes."

As Kurdish political factions in northeast Syria, ENKS and Kurdish National Unity Parties (PYNK) recently reached a first-stage agreement, and hope to eventually achieve unity on political, military and diplomatic affairs among Syrian Kurds.

Turkey considers PYNK constituent Democratic Unity Party (PYD), as well as the SDF, to be terrorist organisations over their alleged ties with the outlawed Kurdistan Worker's Party (PKK), which has fought for Kurdish self-rule in Turkey since the 1980's.

"We can see the occupation state of Turkey having influence over the Syrian opposition, especially a section of them," K24 cited Seydo as saying. The ENKS official said Syrian opposition groups could be indifferent to violations in Turkish-occupied parts of northeast Syria because of this influence.

ENKS leader Fuad Aliko had accused Turkish-backed groups of looting and stealing from the people last year as well, according to K24.

A report by the U.N. Human Rights Council's Independent

International Commission of Inquiry on the Syrian Arab Republic published in March found "reasonable ground" that Turkey-backed fighters committed the war crimes of murder and pillaging.

The report said these crimes and violations "may entail criminal responsibility" for Turkish commanders, "if any armed group members were shown to be acting under the effective command and control of Turkish forces." Such a connection had not been proven at the time of the report's release.



June 25, 2020

## Sulaimani sees 10 coronavirus deaths recorded in 10 hours

Ten people in Sulaimani died on Thursday after contracting the COVID-19 virus, provincial health authorities confirmed, with all the deaths recorded in the space of ten hours.

"Since 2 am, nine men and a woman have died from coronavirus. They range from 55 to 80 years of age," according to a statement from the Sulaimani health directorate on Thursday.

The deaths were recorded across the province, in the towns of Sulaimani, Penjwen, Said Sadiq and Sangaw, Ahmed said.

With over two-thirds of the Region's over 4,670 total recorded cases, Sulaimani has been the Kurdistan Region province worst-hit by the coronavirus pandemic. It has also recorded the vast majority of coronavirus-related deaths - 111 of 133, according to an interactive dashboard from the Kurdistan Regional Govern-



ment (KRG) last updated on Wednesday night.

The outbreak now has the province's health workers and officials in its grip. Provincial health directorate spokesperson Yad Naqshbandi confirmed Wednesday that he had contracted COVID-19. Other senior medical officials have also tested positive, including Sarkhel Araz, in charge of dedicated COVID-19 testing facility Ali Naji Center.

Amid the overstretched working conditions, many health workers in the province have gone on strike over the KRG's failure to pay them their monthly wages.

Health and administrative officials in both Sulaimani and Erbil have warned of a "dangerous" situation, calling on people to follow health measures.

Among the dead was a cleric from Penjwen - the second

Kurdistan Region cleric to have died from coronavirus complications since the outbreak began.

The cleric "tested positive on June 18 receiving treatments at a hospital in Sulaimani. He died due to his unstable health conditions," he detailed.

A 70-year old religious cleric named Mullah Rashid Abdulrahman died in Sulaimani on March 4. He was the first novel coronavirus-related death to have been recorded in the Kurdistan Region.

The KRG interior ministry on Wednesday placed decisions on the extent of lockdown in the hands of provincial authorities.

The ministry last week announced fines for people and institutions that do not follow health measures, especially the wearing of face masks in public. The fines range from 5,000 to 150,000 Iraqi dinars (\$4.10-\$125).



June 26, 2020  
By Halgurd Sherwani

## COVID-19: Iraq records over 2000 new cases, 100 deaths in single day

**O**n Friday, Iraq's Ministry of Health provided its latest daily coronavirus statement, as it reported 2,504 new infections and 122 deaths as a result of the disease.

Following the appearance of the new virus in Iraq in early March and through the month of May, transmission rates appeared relatively slow and did not exceed the low hundreds, amid a country-wide lockdown and limited testing abilities.

However, Iraq has recently begun reporting record numbers of new cases of the highly infectious disease, on a daily bases.

Since late May, the number of new cases has risen dramatically, after it began to restart its domestic economy and re-opened some border crossings with neighboring Iran, the epicenter of the disease in the Middle East and original source of the spread of the infection into Iraq.

In addition, Baghdad has increased testing for the virus, which, while necessary to combating the virus, also has the effect of increasing the number of reported cases.

On June 10, Dr. Adham Ismail, the representative of the World Health Organization (WHO) in Iraq, stated that the pre-mature



A recovered COVID-19 patient donates plasma at the blood bank of Iraq's southern city of Nasiriyah in Dhi Qar province, on June 24, 2020. (Photo: Asaad Niazi / AFP)

resumption of trade with Iran, by both Iraq and the Kurdistan Region, had been a significant factor in the dramatic spike in new cases of the deadly disease.

The latest count of infections appeared after Iraq carried out over 11,920 tests across the country over the past 24 hours, the federal health ministry statement said. The Iraqi government has conducted 500, 723 examinations since the beginning of the outbreak, according to official data.

The total number of deaths in Iraq due to the coronavirus now stands at 1,559, the statement added, while there have been nearly 41,193 total cases, including 18,859 recoveries, and 20,775 cases remain active.

Today's national figures do not include the most recent developments in the Kurdis-

tan Region, which has its own health ministry and typically announces results later in the day. As such, Kurdistan's figures are usually added to the following day's national tally.

As the disease continues its rapid spread, the Iraqi health sector—already dilapidated and underdeveloped, due to years of war and instability—has become severely strained, with some healthcare facilities unable to accept new patients.

Medical professionals have also complained of the dwindling supply of personal protective equipment in hospitals that treat coronavirus patients. To address the problem, Iraq's Minister of Health said during a cabinet meeting on Thursday that his ministry was working to ensure healthcare facilities have a sufficient stock of the much-needed safety gear.

The spike in infections comes after struggling local economies pushed provincial governments to reopen for business. Workers were experiencing extreme financial difficulties during the shutdown, despite limited relief efforts.

In many Iraqi provinces, a nighttime curfew is still in place. But, of course, that does nothing to address the problem of daytime transmission.

Moreover, there is a serious problem of citizen non-compliance with public health regulations. Amid Iraq's reopening, senior health officials have warned that people are not abiding by prescribed health measures—such as social distancing and wearing masks in public—that have proven effective in limiting transmission of the disease.

Iraq is now beset by multiple difficulties. With the coronavirus pandemic, it, like many other countries, has been hit with a major decline in domestic economic activity. It is also heavily dependent on oil exports, and the price of oil on world markets has fallen significantly. In addition, Iraq is witnessing an uptick in terrorist activity, especially in the country's central provinces, as well as in the territories in dispute with the Kurdistan Region.

## L'archive musicale de la radio d'Erevan transposée dans un recueil

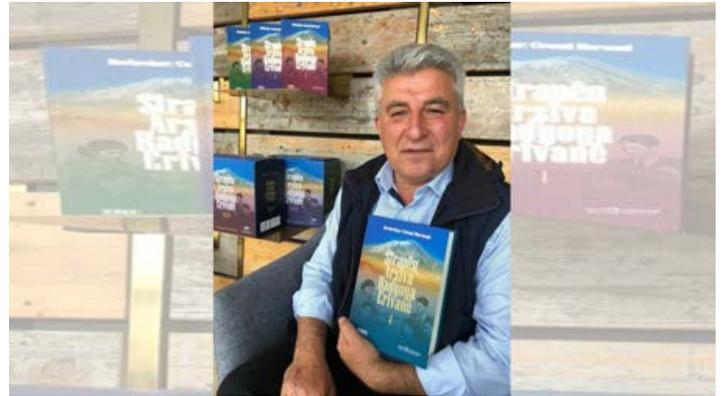
**L**e musicologue et artiste kurde Cewad Merwanî a transcrit dans un recueil en quatre volumes les paroles et notes de près de 900 chansons kurdes issues des archives de la Radio d'Erevan.

Après avoir numérisé les quelque 900 chansons kurdes figurant dans les archives de la radio d'Erevan, l'Institut culturel germano-kurde (Deutsch-Kurdisches Kulturinstitut) publie aujourd'hui un recueil en

quatre volumes contenant les notes et les paroles de ces chansons.

Fruit d'un travail d'équipe de quatre ans dirigé par le musicologue kurde Cewad Merwanî, cette compilation constitue une source importante pour les musiciens et les chercheurs.

Le recueil est accompagné d'un DVD contenant les 900 chansons.



Cewad Merwanî, musicologue et artiste kurde



June 27, 2020

## Pro-Kurdish party official beaten, tortured by Turkish authorities - HDP members

**A** member of the pro-Kurdish Peoples' Democratic Party (HDP) was beaten and subject to hours-long torture by Turkish police in her home in the southeastern province of Diyarbakır, HDP officials said on Saturday.

Sevil Rojbin Çetin, an HDP local government board member, was detained on Friday after hundreds of law enforcement officers surrounded her house in Diyarbakır, said HDP's Group Vice President Meral Daniş Beştaş and Women's Council spokesperson Ayşe Acar Başaran in a press release carried by news site Bianet.

Beştaş said that rather than follow standard detainment procedure, where neighbours and local officials accompany the process, counter-terrorism police released two dogs into Rojbin Çetin's home before themselves entering.

"Diyarbakır Police have started a new era in the use of dogs in



torture," she said, noting that the dogs bit into both of the HDP official's legs.

Beştaş said she told Rojbin Çetin's neighbours not to leave their apartment flats nor to communicate with the outside world.

"Rojbin Çetin was subjected to torture under her eyes and his lip was torn," Beştaş said, sharing photos of the HDP official's wounds to journalists.

"Law enforcement officers de-

liberately organised and monitored this attack."

Rojbin Çetin was the co-mayor of Edremit district in eastern Van province before she was replaced by a state-appointed trustee.

Başaran said that Rojbin Çetin was stripped half-naked and photographed with her eyes closed, and questioned the reasoning behind the actions.

"We ask, what are they going to do with the photos, where

are they going to post them, which (internet) troll are they going to hand them to? They're going to turn this into another form of torture," she said.

The HDP Women's Council spokesperson accused the Turkish government, run by the Justice and Development Party (AKP), of carrying out "various attacks against women for a long time", citing the closures of several women's institutions earlier this week, such as the Rosa Women's Association and the Free Women's Movement.

"These attacks are an attack on the will of women," Başaran said.

Beştaş called for an immediate explanation from government officials over the incident.

"Whoever did this, if necessary, special operations, whoever the police chief is, today we want these torturers to be dismissed immediately," she said.



June 28, 2020  
By Frédérique Geerdink

## Revolutionary Iranian-Kurdish town brought back to life in film “Big Village”

**D**utch-Kurdish filmmaker Beri Shalmashi was too young to remember the revolutionary fervour of the Iranian-Kurdish village of Gewrede, in the Iraqi Kurdistan mountains, where she spent two years as a young child.

The village was founded by peshmerga fighters of the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI) - an armed leftist group seeking self-determination for Kurds - but it was bombed to smithereens in the 1980s by the Iranian armed forces and its inhabitants were scattered around the world.

But in her new interactive online documentary “Big Village”, Shalmashi has, together with historian and director Lyangelo Vasquez, recreated Gewrede and explored its significance for the Kurdish movement, and herself, through interviews, footage, and photos.

As Shalmashi reflected on her latest film with Ahval from her home in Amsterdam, the bombs



were again falling on the mountains in Iraqi Kurdistan. In the years that she lived in Gewrede - Kurdish for “Big Village” - Iranian fighter jets were dropping bombs there. Now, Turkey is dropping the bombs in the same region but, essentially, that doesn’t make much difference, she said.

“Both Iran and Turkey still feel the urge to bomb the Kurdish mountains. Why? Because of the relative success of the Kurdistan Region in Iraq and because there are people in the mountains that keep the fire for a free Kurdistan burning,” she said.

The first steps towards making “Big Village” were taken five years ago. Shalmashi was asked to contribute to a podcast about the life of refugees before they became refugees. She realised she had no memories of that time in her life and had never really talked about it with her father - her mother passed away years ago.

Of course, she knew a little about Gewrede. Many Iranian Kurds had supported the 1979 revolution because it had given them hopes of a degree of autonomy but the theocratic regime that emerged did not tolerate independently-minded

Kurds and some were forced to leave Iran, including Shalmashi’s family.

But Shalmashi couldn’t picture the place, she couldn’t feel it, she couldn’t dig into her memories because she had just been too young at the time.

The project evolved and turned into an interactive documentary with interviews, images, maps, and footage that survived the three-and-a-half decades that has passed since Gewrede’s glory days.

Viewers can just let the documentary play and run its course, but they can also swipe across the screen and click locations - a picnic field, the radio room, the edge of the camp, and more - and explore the village, houses and other buildings. The interviews bring back memories of building the village, of the countless bombings by Iran, of the school and of broadcasting the Kurdish voice via radio.



June 28, 2020  
By Hiwa Shilani

## Iranian security shoot Kurdish border couriers, killing and wounding three

**I**ranian border guards on Sunday opened fire on several Kurdish border couriers known as kulbar, killing two and seriously injuring a third near the country’s border with the Kurdistan Region.

The term “kulbar,” as they are referred to in Kurdish, are individuals who carry goods on their backs through the rugged mountains to transport them from Iran to the Kurdistan Region or vice versa. A local source who asked to remain anonymous told Kurdistan

24 that Iranian border security “shot several kulbar in the far west of Urmia city on the border with the Kurdistan Region,” adding that two had died as a result and a third was injured.

Urmia (Wirme) is located in the Kurdish-majority northwestern Iranian province of West Azerbaijan, which has also been the site of recent clashes between Kurdish opposition fighters and Iranian armed forces.

According to Hengaw, an Iranian

Kurdish rights and conflict watchdog, one of the victims was an Iranian man named Salim Sulaiman Najad, and the other was called Dawd Majidyán.

As per data compiled by the rights group, Iranian security forces killed about 20 kulbar on the border in 2019.

With no other means of livelihood, kulbar cut through risky mountain roads carrying tobacco, clothes, and tea, and heavy packages, often more than one meter above

their shoulders, crossing the border with the goods on their back. They carry an average of 75 kilograms (150 pounds) on their backs as they journey across the Zagros Mountains, back and forth to make a living amidst rampant unemployment.

Although this profession is illegal because it falls within the framework of “smuggling,” it has become a local practice that many lost their lives practicing it over the past years.



June 28, 2020  
By Wladimir Van Wilgenburg

# YPG apologizes for 2013 protester killing incident in northeast Syria

In ongoing efforts to further improve relations among Syrian Kurdish parties that have often seen one another as rivals, the People's Protection Units (YPG) on Saturday apologized for an incident six years earlier in the town of Amude in which the group's fighters killed six protesters.

In a video statement, YPG spokesperson Nouri Mahmoud described the violent outbreak that took place on June 27-28, 2013, as "a catastrophe," stating that "such incidents should not be repeated in the history of Rojava (Syrian Kurdistan) and all Kurds."

"As the General Command of the People's Protection Units, we consider ourselves responsible for this unfortunate occurrence."

Mahmoud added that the group's leadership "admits" a major error had "followed an encounter between one of our units, which was returning from the frontlines, and a group of demonstrators gathering in front of the Asayish headquarters demanding the release of young activists—as a result, innocent people lost their lives."

"As the YPG's General Command, we express our deep grief and sorrow over the accident."

"Moreover, we are ready to do all that is required to heal this wound of the Rojava revolution, we offer our apologies, and we shall compensate, materially and morally, for the families of the martyrs in Amude city."

"We have sacrificed greatly in order to secure reconciliation, peace, and safety for our people—and yet that is our duty and our people's right upon us. We are ready to do all that is needed to guarantee the protection and security of our people."

Reporting the incident in 2014, the



Families of protesters killed in 2013 in northeastern Syria by Kurdish fighters in the People's Protection Units. (Photo: Kurdistan 24)

New York-based Human Rights Watch (HRW) claimed that the YPG had used "excessive force against anti-PYD demonstrators." The Democratic Union Party (PYD) is the political wing of the YPG.

The HRW report also alleged that "YPG forces came under fire from people in the crowd, killing a YPG soldier named Sabri Gulo, which provoked the YPG to respond with live fire from their positions on the main road."

However, participants in the protest interviewed by HRW denied that they were armed and claimed the YPG responded with gunfire without reason.

At the time, the US State Department condemned the YPG's deadly response and the arrest of 90 activists after the incident.

"There is no justification for these attacks or the PYD's attempts to repress freedoms of expression and assembly by silencing those who peacefully advocate for democracy and human rights," said Patrick Ventrell, a Director for the Office of Press Relations at the State Department at the time.

The General Command of the Syrian Democratic Forces (SDF) on Friday announced that a committee was established to reconcile the YPG and relatives of the killed protesters. YPG is the chief component of the SDF, the military

alliance backed by the US-led coalition against the so-called Islamic State in Syria.

In his statement on the issue, SDF Commander-in-Chief Mazloum Abdi affirmed "his readiness to do everything possible to heal this wound in the history of the Rojava Revolution and to offer apologies and moral and material compensation to the affected and the families of the martyrs of our people in the city of Amude."

Ebdulqadir Wetê, a member of the SDF's Reconciliation Committee, told Kurdistan 24 that they were invited by Commander Abdi to resolve the Amude issue.

"We went to meet him, and we told him that you must apologize to the people of Amude and the families of the martyrs, and compensate for those who were martyred as well as their families, and record them as 'martyrs.' He [Mazloum Abdi] accepted all of the terms."

"We then met with the Local Council in Amude and the [Kurdish] National Council in Qamishli. We explained the initiative to them; they were very welcoming since the terms covered all the noted demands." The Kurdish National Council (KNC) is another Syrian political entity that has had historical differences with the PYD.

"Not only the victim families but everyone in Amude was affected by the 2013 incident. Nothing alike

had happened in Amude before. The victims were the sons of the Amude families who were martyred. The issue was more sensitive since Kurds were killed by Kurds – if the [Syrian] government was behind the deaths, it might not have been as sensitive as it is now," Wetê concluded.

The PYD and the KNC, the two major factions among Syrian Kurdish parties, renewed negotiations in early November to resolve long-standing disputes after Turkey's cross-border offensive in northern Syria in October. On June 17, the two parties reached an initial understanding to continue talks based on the 2014 Duhok agreement.

"Both the 2013 shooting of three pro-KNC protesters and the 2020 apology from YPG are unusual incidents, with the relationship between the democratic-confederalist Administration and Kurdish-nationalist opposition in NES typically marked by frosty relations rather than open conflict," Thomas McClure, a Syria-based researcher at the Rojava Information Center, told Kurdistan 24.

"That YPG has chosen to apologise for the incident now is another goodwill gesture in the ongoing detente between these two major forces in local politics. KNC has been accused of dragging its heels in the crucial negotiations while citing a handful of historic incidents, while the PYD-led Administration has been accused of seeking to gloss over historic rights violations against opposition activists."

"Along with the Administration taking steps to release a handful of imprisoned KNC activists and allowing KNC to open unregistered offices in NES (Northeast Syria), this apology marks another baby step along the long road the two parties must still travel toward a political consensus."

## L'opération turque s'enlise au Kurdistan irakien

**E**ntamée le 15 juin, l'opération militaire turque contre le PKK dans les montagnes du Kurdistan irakien peine à atteindre ses objectifs. La campagne terrestre, baptisée Griffes de tigre, est appuyée par des frappes aériennes.

C'est une guerre à huis clos qui se joue au Kurdistan irakien entre soldats turcs et rebelles du PKK. Les journalistes et les observateurs des ONG de Droits de l'homme se voient refuser l'accès aux zones où ont lieu les combats par les soldats de la région kurde », déplore un observateur de la région souhaitant conserver l'anonymat.

Samedi 27 juin, l'état-major turc a annoncé, très laconiquement, la neutralisation de neuf membres du PKK, dans la région de Haftanin.

Dimanche 28 juin, outre la neutralisation d'un terroriste du PKK, le ministère de la Défense a fait part de la mort d'un soldat turc lors des opérations au Kurdistan (il pourrait s'agir



Le ministre de la Défense sur la ligne de front. | MINISTÈRE TURC DE LA DÉFENSE Ouest-France Correspondance, Sylvain

du 4e tué turc). 50 000 civils menacés par l'offensive

Ce massif de Haftanin et la région frontalière de Zakho sont particulièrement ciblés par les frappes turques qui terrorisent les villageois. Plus de cinquante mille civils de la région sont menacés par l'offensive turque et des dizaines de villages se sont déjà vidés de leurs habitants. Pour l'heure, nous déplorons la mort de huit civils et une vingtaine de blessés. Des centaines d'hectares de cultures ont été dévastées et les pâturages sont inacces-

sibles aux bergers. C'est une saison agricole de perdue dans une région où l'activité fait vivre des communautés kurdes isolées et vulnérables. Difficile d'évaluer sur le long terme les effets de cette guerre dans une région déjà sinistrée par la récession économique sans précédent et la guerre sans fin entre le PKK et l'armée turque.

### Le PKK bien préparé

Les combattants du PKK étaient mieux préparés que ne l'imaginait la Turquie. Le commandement turc espérait nettoyer Zakho et Haftanin

rapidement et avancer sur la base de Qandil à la frontière iranienne, où se situe le quartier général du PKK, mais la résistance des guérilleros a considérablement ralenti l'opération », poursuit-il.

Alors que l'opposition à l'opération turque est quasi unanime en Irak, des députés de tout bord (à l'exception du parti démocratique du Kurdistan dirigé par le clan Barzani, accusé de connivence avec la Turquie) ont déposé une motion au parlement pour prendre des mesures contre l'offensive turque.

Le gouvernement de Bagdad a déjà envoyé une délégation au Kurdistan pour enquêter sur les effets de l'opération et a convoqué l'ambassadeur turc à deux reprises pour protester contre cette violation de sa souveraineté, sans résultats probants. Constitutionnellement, il est de la responsabilité de l'État central d'assurer la sécurité des frontières de l'Irak, même si la région autonome assure elle-même sa sécurité intérieure », ajoute l'observateur.

## Kurdish women tortured by dogs and sexually assaulted during brutal police raid in Turkey

**T**HE lawyer of a Kurdish woman who was tortured and attacked by dogs during an interrogation by the Turkish state last Friday was hauled in for questioning after publishing photographs showing her sickening injuries.

Sevil Rojbin Cetin's Diyarbakir home was raided by security

services when they smashed the door down with a sledgehammer setting two dogs onto her in a brutal three-and-a-half-hour interrogation.

Hundreds of anti-terror police surrounded the Peoples' Democratic Party (HDP) executive member's apartment block while those inside the building blindfolded her, stripped her

and subjected her to sexual abuse.

Ms Cetin was denied access to a lawyer during her interrogation and was tortured more severely the more she resisted.

At one stage she said police held a gun to her head, threatening to shoot her if she refused to co-operate.

Photographs showed severe injuries on her legs and bruises on her face as a result of the attack during which she was mauled by police dogs.

Ms Cetin is also a leading member of the Tevgera Jinen Azad – Free Women's Movement, one of the women's organisations targeted in recent operations by the Turkish state,

with scores taken into custody. HDP MP Leyla Guven said that Kurdish women are coming under attack in Kobane, Afrin, Sulaymaniyah and Turkey because the state is "afraid of us" because of our struggle for the freedom of our people.

"We will never bow to your persecution," she said defiantly.

HDP vice-chair Danis Meral Bestas demanded an immediate statement from the government and legal action against the police officers involved.

Kurdish women have been in-



creasingly targeted by the state including in a drone attack which killed three women in

Kobane in Rojava last week. HDP launched its Women's Struggle Everywhere at the be-

ginning of June to defend the right of women to participate in political life.

**L'Orient  
LE JOUR**

28 juin 2020

## Un soldat turc tué lors d'affrontements avec des rebelles kurdes, selon Ankara

Un soldat turc est mort dimanche dans le nord de l'Irak lors d'affrontements avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), a indiqué le ministère turc de la Défense dans un communiqué.

Le soldat "est tombé en martyr lors d'accrochages avec des terroristes dans le cadre de l'opération +Griffes du tigre+", selon le communiqué, qui ne précise pas où les affrontements se sont déroulés.

Le 17 juin, après de premiers raids aériens, la Turquie, voisine de l'Irak, a lancé l'opération "Griffes du tigre" contre les combattants du PKK, qui dispose de bases et camps d'entraînement dans le nord kurde et montagneux de l'Irak.

En dépit des protestations des autorités irakiennes, la



Turquie continue à lutter contre un groupe qu'elle considère comme "terroriste", comme les Etats-Unis et l'Union européenne.

Au moins cinq civils ont déjà

péri dans ces opérations au Kurdistan d'Irak, tandis qu'Ankara avait déjà annoncé la mort de deux de ses soldats et le PKK d'un de ses combattants.

Le PKK livre une guérilla sé-

paratiste sur le sol turc depuis 1984. Le conflit entre l'Etat turc et les combattants kurdes a fait plus de 40.000 morts, dont de nombreux civils, depuis son déclenchement.

## Dallas à Damas, le clan Assad se déchire

**E**nquête : Argent, pouvoir, trahisons... la tumultueuse relation entre Bachar Al-Assad et son cousin Rami Makhoul, qui fut longtemps le banquier du régime, recèle les ingrédients d'un « mousalsal », série populaire arabe. Loin d'être affaibli, le président syrien fait le ménage dans son entourage.

« Menhebak », (« Nous t'aimons »). Ce slogan ingénu, imprimé sur de gigantesques portraits de Bachar Al-Assad, recouvre les murs de Damas. Nous sommes en mai 2007, à quelques semaines du référendum qui va accorder un deuxième mandat au président syrien avec un score de satripe africain (97,6 %). La campagne conçue en vue de cette échéance veut donner l'impression que le pays tout entier est tombé sous le charme de ce quadragénaire (il est né en 1965) à l'allure moderne et flegmatique. Son père, Hafez Al-Assad, commandeur sec et impénétrable, régnait par la peur. Le fils, lui, veut se faire aimer.

La campagne est l'œuvre du cousin maternel de Bachar Al-Assad, l'entrepreneur Rami Makhoul, de quatre ans son cadet, considéré comme l'homme le plus riche de Syrie. Quelques mois plus tôt, le navire amiral de son groupe, la compagnie de téléphonie mobile Syriatel, avait déroulé sur les panneaux publicitaires de la capitale une formule du même acabit, pleine de candeur, qui aurait pu tout aussi bien servir de devise au chef de l'Etat : « Daïman Maek ! » (« Toujours avec toi ! »). Une alliance bien huilée

Pour le régime, c'était la belle époque. Le duo Bachar-Rami, amis d'enfance, phagocytait l'espace public. La politique est dévolue au premier, les affaires



au second. Aucune ombre ne semblait planer sur cette alliance bien huilée, ciment du nouveau régime, plus libéral économiquement, incarné par Assad junior. La protection du président permettait au milliardaire d'accaparer les marchés les plus juteux. En échange, ce dernier reverseait une partie de ses bénéfices dans les caisses du gouvernement et dans la tirelire du couple présidentiel, Bachar et l'élégante Asma.

Treize ans plus tard, il n'est plus du tout question d'amour. Les deux inséparables sont à couteaux tirés. Le gouvernement, ruiné par neuf années de guerre civile et étranglé par les sanctions internationales, a fait main basse sur Syriatel, en arguant d'impôts impayés. Les avoirs de Rami Makhoul ont été gelés, certains de ses employés arrêtés, et ses gros bras désarmés. Le grand argentier du système, âgé de 50 ans, est mis sur la touche.

Mais dans une série de vidéos postées au printemps sur sa page Facebook, le banni a contre-attaqué. Il a contesté les accusations de fraude fiscale portées contre lui et dénoncé l'arbitraire des services

de sécurité – des doléances cocasses dans la bouche de cet homme qui a financé la répression de la révolution de 2011 dans le pays. Le cousin Rami s'est même présenté en bienfaiteur de la communauté alaouite, un défi implicite au président, membre comme lui de cette minorité religieuse, issue du chiisme, qui forme le socle du régime.

« Tout autre que lui aurait été liquidé dans l'heure », remarque l'opposant Ayman Abdel Nour, ancien conseiller de Bachar Al-Assad. Sauf que l'audacieux porte un nom de famille illustre, qui le protège, et possède beaucoup d'argent à l'étranger, caché dans des comptes offshore et des sociétés-écrans. « C'est son assurance-vie, confie un homme d'affaires damascène qui connaît les deux protagonistes de ce bras de fer. S'il était éliminé maintenant, tous ses avoirs passeraient sous le contrôle de sa femme et de ses fils qui sont à l'étranger. Rami est blessé, mais il n'est pas encore à terre. »

Cette tumultueuse affaire recèle tous les ingrédients du parfait mousalsal – ces feuilletons arabes très prisés en pé-

riode de ramadan. Des piscines de dollars, la gloire et le pouvoir, et puis, derrière cette façade clinquante, des haines recuites, des coups de poignard dans le dos et un clan qui s'entre-dévore. La chute de la maison Makhoul, c'est Dallas à Damas.

L'histoire de Bachar et Rami puise ses origines dans celles de leurs pères respectifs, Hafez Al-Assad et Mohamed Makhoul

L'histoire de Bachar et Rami puise ses origines dans celles de leurs pères respectifs, Hafez Al-Assad et Mohamed Makhoul. Peu après son accession au pouvoir en 1970, à la faveur d'un coup d'Etat, le premier nomme le second, frère de son épouse Anissa, à la tête de la régie des tabacs. Caractéristique du dirigisme en vigueur à l'époque en Syrie, l'organe étatique détient le monopole de la production et de l'importation de cigarettes. Et de leur contrebande ! Grâce à cette machine à cash, Mohamed Makhoul, dit « Abou Rami » (« le père de Rami »), s'enrichit rapidement.

Hafez Al-Assad sait récompenser

ser ceux qui lui sont loyaux. Quand il était venu faire sa demande en mariage, dans les années 1950, les parents d'Anissa avaient fait grise mine. Le prétendant, bien qu'officier de l'armée de l'air, provenait d'une lignée alaouite nettement moins prestigieuse que les Makhlof. Mohamed avait soutenu sa démarche et les deux hommes s'étaient liés d'amitié.

Au milieu des années 1980, en plein boom immobilier, le président transfère son partenaire de taoula (backgammon) à la tête de la Real Estate Bank, la banque d'Etat chargée du crédit à la construction. Les profits et les dessous-de-table s'envolent. Tout en conservant son titre de fonctionnaire, Abou Rami s'impose aussi comme l'interlocuteur obligé – et grassement rétribué – des importateurs de pétrole syrien.

Le futur magnat des télécoms syriens grandit dans cet environnement trompeur. Un système socialisant qui dédaigne officiellement l'argent, mais qui ménage, pour ses fidèles serviteurs, quelques rentes fort lucratives. Grisé par son ascension et par sa proximité avec le président, Mohamed élève son fils « dans l'idée qu'ils font partie intégrante du pouvoir en Syrie », écrit Ayman Abdel Nour dans un article publié par le think tank Middle East Institute.

Lorsqu'ils voyagent, les Makhlof ont droit à un traitement VIP, avec passeports diplomatiques, lounge privé, dispense de contrôle et escorte de la présidence. « On pouvait appeler le standard du palais et demander à être transféré à leur domicile, poursuit Ayman Abdel Nour. (...) Les Makhlof étaient les partenaires des Assad ; c'est ainsi qu'ils se percevaient. Ce n'était pas seulement le régime des Assad, mais le leur aussi. »

Lorsqu'il succède à son père, décédé en 2000, Bachar reproduit ce schéma. Il offre à Rami

la gestion de Syriatel, pionnier d'un nouveau marché prometteur. Selon le Syria Report, une lettre d'informations économiques en ligne, le contrat est signé après un appel d'offres de seulement deux semaines, organisé en plein été, de façon à s'assurer qu'aucun concurrent sérieux ne puisse émerger.

« Capitalisme de copains »

Le parlementaire Riad Seïf, qui dévoila au grand jour ce tour de passe-passe, paya son culot de plusieurs années de prison. La régie des tabacs, le fief d'Abou Rami, était le symbole de l'étatisme dévoyé des années 1970 et 1980. Syriatel sera l'emblème du « capitalisme de copains » impulsé par le nouveau chef de l'Etat. L'habillage change, mais le favoritisme continue.

Début 2001, Bachar Al-Assad officialise son mariage avec Asma Al-Akhras, la fille d'un cardiologue sunnite d'Homs installé au Royaume-Uni. Le président l'a rencontrée durant ses études d'ophtalmologie à Londres. Son allure glamour et sa formation d'analyste financière ravissent les gazettes people. Mais chez les Makhlof, la nouvelle venue ne fait pas recette. Il faut dire que la famille avait un temps espéré que l'héritier d'Hafez épouserait Kinda, une sœur de Rami.

« Anissa [mère de Bachar] et Mohamed étaient contre cette union, confie un consultant syrien qui a travaillé à l'époque pour le couple présidentiel. C'est Bahjat Souleiman [un pont de l'appareil sécuritaire syrien, mentor de Bachar Al-Assad au début de son mandat] qui les a convaincus de l'accepter. Il y voyait une importante ouverture vers les sunnites », la communauté majoritaire en Syrie.

L'argument laisse Rami de marbre. « Les relations entre lui et Asma ont été mauvaises dès le premier jour, assure un membre de l'élite économique syrienne. Il n'a pas aimé



qu'elle soit sunnite et qu'elle ait des ambitions. » « Les Makhlof, c'est la vieille école, renchérit le consultant. Asma, à cette époque, se piquait de réformes et de modernité. Ça ne pouvait pas marcher entre eux. »

Les opportunités économiques, à l'époque, sont suffisamment nombreuses pour combler tous ces ego. En 2006, dans le cadre de la politique de développement du secteur privé, Rami Makhlof crée une gigantesque holding baptisée « Cham ». Soixante-dix entrepreneurs, dont des grands noms du secteur, s'associent à lui. Le nouvel oligarque a un argument massue, relate à l'époque le site d'informations économiques Syria Report : « Rejoignez-moi et vous aurez une part du gâteau, restez à l'écart et vous ne recevrez rien. »

Les ambitions bridées d'Asma

Au même moment, Asma établit son propre groupe, Souria Holding. Le tour de table est moins prestigieux : une vingtaine d'investisseurs seulement, de seconde catégorie. L'épouse de Bachar ouvre aussi une organisation de charité, Syria Trust, la première ONG de l'histoire du pays. Mais, selon Ayman Abdel Nour, Anissa et sa fille Bouchra (la sœur aînée de Bachar) brident les ambitions de l'ex-banquière londonienne. Rami, lui, ne cesse de se développer. Grâce à ses relais au plus haut sommet de l'Etat, son empire s'étend aux hydrocarbures, aux services financiers, au transport aérien et aux assurances.

« Cette frénésie d'investissements n'a pas toujours été bien vue par Bachar, précise un homme d'affaires bien introduit

à Damas. En 2004, quand Rami est parti faire des emplettes à Dubaï, dans l'immobilier et l'hôtellerie, le ton est monté entre les deux hommes. La dispute a été apaisée grâce à l'intervention d'Anissa et de Mohamed. » L'actionnaire majoritaire de Syriatel est aussi dans le collimateur du Trésor américain, qui le met sous sanctions en 2008, au motif qu'« il bénéficie de la corruption des responsables publics et qu'il l'encourage ».

Mais la punition n'entame pas son appétit. « Nous avons l'argent, nous avons le pouvoir », s'exclame-t-il un jour, en tapant du poing sur la table de son bureau, lors d'une réunion avec des partenaires. « Je veux tout le gâteau », lance-t-il une autre fois à un ministre qui lui suggère de modérer ses ambitions. La scène est relatée par le journaliste libano-américain Sam Dagher dans son ouvrage *Assad or We Burn the Country* (« Assad, ou nous brûlons le pays », Little, Brown and Company, 2019, non traduit).

A la fin de la décennie 2000, il se dit que Rami contrôle 60 % de l'économie syrienne. L'estimation est disputée. Le patron de Cham Holding doit cohabiter avec un compétiteur aussi bien placé que lui, Maher Al-Assad. Le frère cadet du président, homme fort de l'armée, investit par l'intermédiaire de plusieurs prête-noms, comme Mohamed Hamsho. Mais Rami garde une longueur d'avance. Le numéro un, c'est lui.

En mars 2011, cette médaille se transforme en boulet. Dès les premiers rassemblements anti-régime, à Deraa, dans le sud du pays, son nom est conspué. Des boutiques de Syriatel sont brûlées. Le roi des affaires devient le champion de la prédation. Les Makhlouf, qui redoutent d'être les premiers sacrifiés si le régime cède aux révoltés, plaignent pour une réponse brutale auprès de Bachar Al-Assad.

C'est Hafez, le jeune frère de Rami, qui se distingue le plus



dans ce registre. Colonel des services de renseignement, il supervise la répression à Deraa, aux côtés de Maher Al-Assad. Les deux hommes interviennent aussi à Douma, une banlieue de Damas qui s'est soulevée dans la foulée. Quand les conscrits hésitent à ouvrir le feu sur les protestataires, le colonel Makhlouf et ses sbires s'en chargent personnellement.

Rami tente de son côté une diversion. En juin 2011, il annonce qu'il se retire des affaires pour se consacrer à l'action caritative. Il crée une association, Al-Boustan, qui vient en aide aux familles de combattants morts pour le régime, principalement des alaouites de la côte. Une initiative qui fait de l'ombre au projet d'Asma Al-Assad. Mais cette organisation se dote d'une branche paramilitaire, affectée à la protection des installations pétrolières. Et, en coulisses, le banquier du régime poursuit son œuvre.

En 2012, il fait accoster des tankers dans le port de Tartous, en passant à travers les mailles de l'embargo pétrolier décrété par les Etats-Unis et l'Union européenne. Il investit aussi dans l'importation de produits alimentaires, un nouveau marché, apparu à la faveur des mauvaises récoltes de 2013 et du basculement des zones rurales dans la rébellion. « Il a été l'acteur-clé de la résilience du pouvoir syrien », reconnaît un expert sécuritaire étranger. En échange de ces précieux services, Damas rabaisse en 2014 la part des bénéfices de Syriatel devant être reversés à l'Etat de 60 % à 20 %. Une copieuse ristourne !

Le « coach » de Bachar installé à Moscou

Quant au patriarche, Mohamed Makhlouf, il officie au début du soulèvement comme conseiller du président. « Al-Khal [l'oncle], comme on le surnomme, est alors considéré comme la voix de l'ombre, le «coach» de Bachar, souligne le

politologue Joseph Bahout, fin connaisseur de la scène politique syrienne. Quand il est parti s'installer à Moscou, quelque temps plus tard, il est devenu l'homme des livraisons d'armes russes à la Syrie. »

A l'ombre du Kremlin, allié indéfectible de Damas, le magot d'Abou Rami est à l'abri. En 2014, à la suite d'un désaccord avec le président, son fils Hafez le rejoint. Le *Financial Times* a révélé que, dans les années qui ont suivi, le bourreau de Deraa, ses frères Ihab et Iyad et leur sœur Kinda ont acquis une vingtaine d'appartements de luxe dans des gratte-ciel moscovites. Valeur totale : 40 millions de dollars (35,5 millions d'euros). Rami, lui, est resté à Damas aux côtés des Assad. La peur d'un effacement du régime incite les deux cousins à serrer les rangs.

Mais, après la reconquête d'Alep-Est, fin 2016, principale possession urbaine de la rébellion, le vent se met à tourner. Grâce au soutien aérien de la Russie, intervenue un an plus tôt, le pouvoir reprend confiance. En plus de faire reculer les insurgés, Assad le survivant décide de remettre de l'ordre dans la nébuleuse loyaliste. Fin 2017, il ordonne le démantèlement d'une milice prérégime, les Faucons du désert, dont les hommes sont devenus trop gourmands et trop remuants.

Soudaine disgrâce  
Les patrons de cette formation, les frères Ayman et Mohamed Jaber, des affairistes de la côte, sont mis au ban du régime du jour au lendemain. Leur proximité avec Bachar Al-Assad et la participation de leurs hommes à plusieurs batailles-clés, comme celle d'Alep, ne leur valent aucune clémence. Le message envoyé par le tyran de Damas est transparent. Personne n'est à l'abri d'une soudaine disgrâce. Pour Rami Makhlouf, les ennuis commencent à l'été 2019, quand le quartier général de sa milice, à Damas, est encerclé

par des soldats. Les nervis sont mis à pied et transférés dans l'armée régulière. Au même moment, les dirigeants de l'organisation Al-Boustan, rivale de Syria Trust, l'ONG d'Asma Al-Assad, sont débarqués et remplacés par des pions du pouvoir.

Puis viennent les sanctions financières. Les avoirs de la société Abar Petroleum, l'un des maillons de l'empire Makhlof, sont gelés en décembre. Mi-avril, le gouvernement annonce qu'il réclame 233 milliards de livres syriennes (180 millions de dollars à l'époque) à Syriatel et MTN, le numéro deux de la téléphonie mobile, en guise d'arriérés d'impôts. Dans les jours qui suivent, le nouveau proscrit poste sur sa page Facebook les trois vidéos outrées qui font éclater l'affaire au grand jour. L'ambitieuse Asma tient sa revanche. Les photos publiées durant l'été par les deux fils de Rami Makhlof, Ali et Mohamed, ont peut-être été la provocation de trop. Des clichés documentant leurs vacances de rockstar, entre Monte-Carlo et Mykonos, au volant de Ferrari rutilantes. « Asma pense à ses propres enfants, elle veut assurer leurs intérêts à long terme, soutient Ayman Abdel Nour, l'ancien habitué du palais présidentiel, directeur du site d'informations all4Syria. Elle ne se satisfait plus des versements des hommes d'affaires prorégime, elle veut faire passer leurs avoirs sous son nom et celui de Bachar. En tant qu'ancienne banquière, elle est persuadée de pouvoir les gérer. »

Le chef d'Etat, pour sa part, n'est pas mécontent de rappeler à son cousin les règles du jeu. « Dans son esprit, Rami a toujours été un gestionnaire, et non un partenaire. C'est le malentendu à l'origine de la crise », décrypte un membre de la nomenklatura damascène. Le président a d'autant moins de scrupules à faire les poches de son cousin que

celles de l'Etat sont quasi vides. Le régime a un besoin vital de dollars pour enrayer la dégringolade de la livre syrienne et la chute du pouvoir d'achat de la population, à bout de forces.

Il lui faut aussi calmer ses alliés à Moscou et Téhéran, pressés de toucher les dividendes du soutien qu'ils lui ont offert ces neuf dernières années. La publication dans les médias russes, au printemps, de plusieurs articles critiques du président syrien, a été perçue comme une façon pour Moscou de signifier son impatience. « Nous investissons de grosses sommes d'argent dans l'économie syrienne mais nous ne voyons aucun résultat », pouvait-on lire dans l'un de ces articles, consacré à la corruption au sein du régime Assad.

Enfin, dans cette crise, avant tout familiale, l'absence des anciens, Anissa et Mohamed Makhlof, les juges de paix du clan dirigeant, s'est fait sentir. La première est décédée en 2016 à Damas, après avoir vécu quelque temps à Dubaï, avec sa fille Bouchra. Le second est malade à Moscou. « Après la mort de sa mère et l'éloignement de son oncle, Bachar s'est libéré de la tutelle de ses aînés et depuis c'est la spirale infernale », juge Joseph Bahout, directeur de l'Institut Issam Farès, à l'université américaine de Beyrouth.

Aux trois vidéos sacrilèges, le pouvoir a réagi de manière habile, sans violence apparente mais par une avalanche de sanctions sur leur auteur : interdiction de voyager, interdiction de passer contrat avec l'Etat, gel de tous ses avoirs, etc. Parallèlement, les tentatives de Rami Makhlof pour diviser la rue alaouite et l'appareil sécuritaire ont capoté. En dehors des familles subventionnées par Al-Boustan, ses jérémiades parsemées de sourates coraniques ont scandalisé ou amusé.

« Ne teste pas la patience d'Assad », lui a conseillé fin mai une figure de la communauté, Ahmed Adib Ahmed, professeur de religion spécialiste des alaouites à l'université de Lattaquié. L'ancien intouchable a même été désavoué par son frère Ihab, le numéro deux de Syriatel, qui a démissionné de son poste. Le 5 juin, le fleuron de Cham Holding a finalement été placé sous séquestre judiciaire. C'est le probable prélude à une restructuration de sa direction, sur le modèle de MTN, où des proches d'Asma Al-Assad ont été promus.

L'épilogue du mousalsal reste à écrire. Selon nos informations, des contacts sont toujours en cours entre les deux camps, par l'intermédiaire de deux notables alaouites : Ghassan Mohanna, un oncle de Rami Makhlof, et Souleïman Haddad, un ancien ambassadeur à Berlin. Les palabres porteront sur les avoirs de Rami dissimulés à l'étranger, dont une grosse partie a échappé aux limiers occidentaux. « Ce qu'il détient en Syrie n'est qu'une petite partie de sa fortune globale, prévient le membre de l'élite damascène. Il a des investissements en Russie, en Biélorussie et aux Emirats arabes unis bien sûr, mais aussi en Asie et dans quelques pays européens. Il est prêt à transiger sur Syriatel, mais il ne veut lâcher aucun de ses actifs à l'étranger. »

Dans le bras de fer avec son puissant cousin, Bachar Al-Assad a fait la preuve qu'il tenait toujours fermement ses services de sécurité.

L'issue de la négociation déterminera probablement si le cousin Rami pourra rester en Syrie ou s'il devra faire ses valises et rejoindre son père à Moscou. Mais, à ce stade, quelques enseignements peuvent déjà être tirés de ces déchirements. Ceux-ci sont autant le révélateur des failles du système que de sa capacité à les surmonter.

Le pouvoir central syrien est évidemment fragilisé par le marasme économique et la grogne larvée qu'il entretient dans les zones loyalistes. Mais dans le bras de fer avec son puissant cousin, Bachar Al-Assad a fait la preuve qu'il tenait toujours fermement ses services de sécurité.

Le régime semble avoir passé ce test, comme il avait passé celui de la défection, en juillet 2012, du général Manaf Tlass, ex-intime du président, exfiltré vers la France. Ou comme il avait géré, quelques jours plus tard, un épisode très délicat, l'élimination des membres de la cellule de crise, à Damas : cette opération, déguisée en attentat rebelle, avait permis de liquider en douce plusieurs hauts responsables sécuritaires soupçonnés de vouloir passer à l'ennemi, dont Assef Chawkat, le vice-ministre de la défense, mari de Bouchra Al-Assad. Le régime syrien a la particularité, quand il se rétracte, de s'endurcir, et non de s'affaiblir.

« L'affaire Makhlof est le signe du retour en force de Bachar par rapport aux membres du premier cercle dont il était devenu l'obligé, analyse Joseph Bahout. Il a fait le ménage en interne, comme son père en avait l'habitude. Il y a deux ans, il n'aurait pas pu se le permettre, il avait trop besoin de Rami. C'est un signe de bonne santé, paradoxalement. » Les nouveaux oligarques, ces quasi-inconnus qui ont profité de la guerre pour amasser des milliards, à l'image de Samer Foz, le nouveau propriétaire du Four Seasons, palace numéro un de Damas, sont désormais prévenus. Il est peu probable que le régime les laisse jamais accéder au rang de Rami Makhlof, l'homme qui s'est cru vice-roi de Syrie.

# Tuna Altinel, enseignant de l'université de Lyon, empêché de quitter la Turquie

**L**e mathématicien avait été arrêté en Turquie pour avoir participé à une réunion prokurde en France. Acquitté, il attend le résultat de l'appel interjeté par le procureur.

Bloqué en Turquie depuis le 12 avril 2019, jour où les autorités lui ont confisqué son passeport, l'universitaire Tuna Altinel, ressortissant turc et maître de conférences à l'université Claude-Bernard-Lyon-I, ne sait pas quand il pourra enfin rentrer en France. « Je ne suis pas sûr de pouvoir rejoindre mon université à la rentrée de septembre », explique le mathématicien, depuis Istanbul, où il attend que la justice turque se prononce sur son cas.

Accusé de « propagande en faveur d'une organisation terroriste », l'enseignant a été acquitté le 24 janvier par le tribunal de Balikesir, une ville située à 180 kilomètres d'Istanbul. Après publication de la décision des juges, le 21 février, ses avocats ont demandé que son passeport lui soit restitué, sans succès. Le procureur ayant fait appel de l'acquittement, la préfecture ne peut pas le lui restituer. La décision finale est désormais du ressort de la cour d'appel de Bursa (nord-ouest de la Turquie), qui, débordée à cause de la crise sanitaire, ne semble guère pressée de statuer.

« La lumière sur un crime d'Etat »

« Pourtant, mon dossier n'a rien de complexe, les charges contre moi ne sont vraiment pas sérieuses », estime l'universitaire. La justice turque lui reproche des faits qui se sont produits... en France. Pour



Le mathématicien turc Tuna Altinel lors d'une manifestation devant le palais de justice de Balikesir, le 19 novembre 2019.

avoir participé à la réunion d'une amicale kurde, légale, organisée le 21 février 2019 à la mairie de Villeurbanne (Rhône), le mathématicien se retrouve sous le coup de poursuites pénales en Turquie.

Au cours de cette réunion, l'enseignant avait servi d'interprète au récit d'un intervenant, Faysal Sariyildiz, un député en exil du Parti démocratique des peuples (HDP, prokurde, troisième formation au Parlement turc), qui avait raconté le calvaire vécu à l'hiver 2015-2016 par la ville de Cizre, dans le sud-est de la Turquie, majoritairement peuplée de Kurdes.

Cet hiver-là, la petite localité avait été encerclée et détruite par les combats ayant opposé l'armée turque aux rebelles du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK), la bête noire d'Ankara depuis 1984. Plusieurs centaines de civils réfugiés dans les sous-sols de trois immeubles du quartier de Cudi avaient péri, brûlés ou asphyxiés, les secours n'ayant

pas été autorisés à intervenir.

« Je suis allé moi-même à Cizre après ces événements et j'ai recueilli de nombreux témoignages sur ce qui s'est passé », raconte Tuna Altinel, persuadé que les autorités cherchent à le punir pour avoir « fait la lumière sur un crime d'Etat ». Evoquer ce qui s'est passé à Cizre n'a rien d'illégal, de nombreux rapports en ont parlé, y compris celui de la Commission des droits de l'homme des Nations unies, sans compter les reportages parus dans les médias.

Dérive du système judiciaire

Son sort est emblématique de la répression qui s'est abattue sur des milliers d'universitaires et d'intellectuels, victimes des purges massives qui ont suivi le coup d'Etat manqué du 15 juillet 2016. Depuis, on ne compte plus les enseignants mis au ban de la société – limogés, privés de leurs passeports, jugés et souvent condamnés – parce qu'ils

avaient signé une pétition en faveur de la paix dans les régions à majorité kurde du sud-est du pays. Le 26 juillet 2019, la Cour constitutionnelle, la plus haute juridiction du pays, s'est prononcée en leur faveur, qualifiant ces poursuites de « violation de la liberté d'expression ».

Lire cet article de 2016 : A Cizre, « ville martyre » des Kurdes de Turquie

La confiscation du passeport est un autre abus. Une telle mesure, devenue routinière pour de nombreux prévenus, illustre la dérive du système judiciaire. Un passeport ne peut pas être confisqué sans une décision de justice. Dans le cas de Tuna Altinel, aucune interdiction de quitter le territoire n'a été prononcée. La restitution du passeport dépend désormais du tribunal administratif de Balikesir, qui s'en remet au jugement final de la cour d'appel de Bursa.

Le dénouement de cette situation kafkaïenne se fait attendre mais la mobilisation en faveur du mathématicien ne faiblit pas. En janvier, pour la troisième audience de son procès, de nombreux collègues français avaient fait le déplacement jusqu'au tribunal de Balikesir en signe de soutien. Récemment, la Conférence des présidents d'université (CPU), une voix qui compte dans le système de l'éducation supérieure en France, s'est également mobilisée. Une lettre a été envoyée aux juges de la cour d'appel de Bursa pour leur demander de lever les poursuites contre lui, « afin qu'il puisse rejoindre son université Lyon-I et y assurer ses fonctions d'enseignant-chercheur ».



29 juin 2020  
Par Jacques Pezet

## Que sait-on de cette vidéo montrant un blindé turc écraser une vieille dame ?

Une caméra de surveillance a filmé un blindé turc renverser une dame de 85 ans en juin 2017. Le conducteur a été emprisonné. Vous souhaitez avoir des informations à propos de cette vidéo partagée le 28 juin 2020 sur le réseau social Twitter et présentée comme montrant le traitement des Kurdes en Turquie. Sur cette vidéo violente, on peut voir un blindé recouvert du drapeau de la Turquie démarrer, puis renverser et écraser une vieille dame qui passe devant lui à l'aide d'une canne. Un homme lève alors les bras au ciel, tandis que le véhicule part.

En cherchant dans la presse turque, CheckNews a pu identifier que cette vidéo a été tournée par une caméra de surveillance le 14 juin 2017



dans la ville de Lice, dans le sud-est de la Turquie. Située à moins de 100 kilomètres de la ville de Diyarbakir, considérée comme la capitale du Kurdistan turc, la zone où a été filmée la vidéo, fait partie des territoires où vivent de nombreux Kurdes.

Remises de peine

Selon les informations partagées par les médias turcs, dont le journal Hürriyet ou la branche turque de CNN, la victime est Pakize Hazar, une femme de 85 ans qui se rendait au bureau de poste ce jour-là. Après avoir été initialement condamné à trois ans de prison, le sergent de 26 ans qui l'a renversé, a bénéficié de remises de peine de la part du

juge et n'a été finalement puni que de un an et huit mois d'emprisonnement. Lors du procès, il s'était défendu en expliquant qu'il n'avait pas vu la vieille dame.

Selon un rapport publié en juillet 2019 par l'organisation turque de défense des droits humains IHD, entre 2008 et 2018, 63 collisions de véhicules blindés contre des passants ou des véhicules de civils ont tué 36 citoyens (dont 16 enfants) et blessé 85 autres personnes. L'ONG y note que «les auteurs des accidents sont exemptés de jugement par les unités législatives, exécutives ou judiciaires directement ou en utilisant des dispositions légales ; ou ils sont condamnés à une peine inférieure à ce qu'elle devrait être».



29 juin 2020

## Coronavirus. En Iran, 162 morts en un jour, record de décès quotidiens

Les autorités sanitaires ont annoncé lundi 162 morts supplémentaires provoqués par la maladie de Covid-19 en Iran, le plus haut nombre de décès quotidiens liés au virus depuis le début de l'épidémie en février.

Le précédent bilan record de 158 morts avait été enregistré début avril dans ce pays le plus touché du Proche et Moyen-Orient.

À plusieurs reprises, les chiffres du gouvernement ont été mis en cause par des experts étrangers ainsi que par cer-



Des passagers dans le métro de Téhéran, le 28 juin 2020 (photo d'illustration). | WANA NEWS AGENCY / REUTERS

tains responsables iraniens qui les soupçonnent d'être large-

ment sous-estimés. Cette augmentation est en vé-

rité le reflet de notre action globale, tant en termes de réouverture qu'en termes du respect des protocoles sanitaires, a regretté Sima Sadat Lari, porte-parole du ministère de la Santé, lors de son point- presse quotidien retransmis à la télévision d'État.

### 10 670 morts

Le nouveau bilan de décès quotidien porte à 10 670 le nombre de morts liés au nouveau coronavirus dans le pays, a-t-elle précisé.

Au cours des dernières 24 heures, 2 536 nouveaux cas

de contamination ont été recensés, amenant à 225 205 le total des cas confirmés en Iran, a-t-elle ajouté.

Selon les chiffres officiels fournis par les autorités, l'Iran avait enregistré son plus bas bilan journalier début mai avant d'être confronté ces dernières semaines à une nouvelle hausse, faisant craindre une deuxième vague épidémique, ce que les autorités réfutent.

La République islamique n'a jamais imposé de confinement obligatoire à sa population mais a annulé tout événement public et fermé les commerces

non essentiels en mars, avant de lever progressivement les restrictions à partir d'avril pour tenter de ranimer son économie.

D'après Mme Lari, les provinces du Khouzestan, d'Hor-mozgan, du Kurdistan, de Kermanshah, Bouchehr, l'Azerbaïjan Occidental et Oriental et du Khorassan-é-Razavi sont classées rouge -- plus haut niveau de risque selon le code couleur établi par les autorités. La situation dans celles d'Illam, du Lorestan et du

Golestan reste critique, a-t-elle dit.

### Port du masque obligatoire

L'Iran a décrété samedi que le port du masque sera obligatoire dans les espaces couverts où il y a des regroupements à partir du 4 juillet.

Le même jour, le guide suprême iranien, l'ayatollah Ali Khamenei, a déploré que les efforts pour freiner la maladie aient diminué, en ce qui concerne certaines personnes et autorités, avertissant que les problèmes économiques du pays empireraient en cas de propagation non maîtrisée de l'épidémie.

Le rial iranien a ainsi plongé à de nouveaux plus bas face au dollar américain ces derniers jours en raison de la fermeture temporaire de l'économie, de la clôture des frontières et de l'arrêt des exportations non pétrolières, selon des analystes.

Les problèmes économiques de la République islamique se sont aggravés depuis 2018, après le retrait unilatéral de Washington en mai de l'accord sur le nucléaire iranien et la réimposition de sanctions américaines contre.

AL-MONITOR  
Customer Highlight

June 29, 2020  
By Bryant Harris

## Intel: Democrats try to stymie Trump's 'secure the oil' mission in Syria

**D**emocrats are turning up the heat on President Donald Trump's "secure the oil" mission in northeast Syria.

The House's version of the 2021 defense authorization bill, released this weekend, would require the defense secretary to certify that no US "military forces are being used or have been used for the extraction, transport, transfer or sale of oil from Syria."

"The committee remains concerned that the United States strategy for Syria expresses objectives that cannot be achieved with the means identified," a report accompanying the bill states. "Furthermore, the committee is concerned about the stated purpose of US military forces serving in Syria and tasks assigned to those forces," the report adds. The legislation also directs Defense Secretary Mark Esper to



US Sen. Bill Cassidy (R-LA) departs following a vote to close debate on the motion to proceed to consideration of the National Defense Authorization Act in the US Capitol in Washington, June 25, 2020. Photo by REUTERS/AI Drago.

brief Congress by October "on the applicable domestic and international legal authorities that would authorize the US military presence in oilfields in northeast Syria and to deny the government of Syria access to

them." Why it matters: Trump abruptly announced that he would withdraw US forces from Kurdish-held northeastern Syria last year, paving the way for a Turkish offensive. But shortly thereafter, Trump re-

versed course, announcing that several hundred troops would remain in Syria with a stated mission to "secure the oil." US troops in Syria engaged in several tense stand-offs with Russian forces advancing toward the oil fields earlier this year. Russia backs President Bashar al-Assad as he seeks to re-establish control over the rest of Syria.

What's next: The House Armed Services Committee will debate advancing its defense bill on Wednesday. The full Senate is also debating its version of the defense bill, which does not contain the House's Syria provision. Even if the Republican-held Senate jumps on board with the Syria provision, it's not clear whether Congress will coalesce around a final law before October, the deadline House Democrats have set for Esper to brief them on the issue.



REUTERS

June 29, 2020

By Francois Murphy and Daren Butler

## Turkey, Austria trade barbs over Kurdish-Turkish clashes in Vienna

**A**ustria and Turkey accused each other on Monday of responding inappropriately to clashes between Kurdish and Turkish protesters in Vienna last week, further straining relations.

On Wednesday, a brawl broke out after Turks heckled a Kurdish gathering in Vienna, police said. That was followed by clashes on Thursday and Friday between Turkish counter-protesters and about 300 people taking part in a Kurdish demonstration, according to a police count.

Stones and fireworks were thrown. Such violence is rare in Vienna, which has a large ethnic Turkish minority.

Turkey's Foreign Ministry strongly criticised Austria's handling of the protests, which it blamed on groups linked to militants of the outlawed Kurdistan Workers Party (PKK).

It accused Austrian security forces of meting out "harsh" treatment to the Turkish protesters.

"Austria's ambassador to Ankara will be invited to our ministry and informed of our concern," it said.

Austria's conservative Chancellor Sebastian Kurz, a vocal critic of Turkish President Tayyip Erdogan, called on him to stop interfering.

Kurz told broadcaster Puls4 on Monday evening that he would continue his restrictive course on migration, otherwise Austria might have to deal with other, comparable imported conflicts.

"We see in France where it can lead if integration policy goes wrong," Kurz said.

PKK militants have been waging an insurgency against the Turkish state since 1984 in a conflict that has claimed more than 40,000 lives. The PKK is designated a terrorist group by Turkey, the European Union and the United States.

Earlier on Monday, Foreign Minister Alexander Schallenberg expressed to the Turkish

ambassador "the clear expectation that he contribute to de-escalation rather than pouring fuel on the fire," Austria's Foreign Ministry said.

Austria said police intervention had prevented worse violence and pledged to find out who was behind the clashes. The police made 11 arrests and seven officers were injured in the clashes, the Interior Ministry said.

Reporting by Francois Murphy in Vienna and Daren Butler in Ankara; additional reporting by Kirsti Knolle, Editing by Jonathan Spicer, Gareth Jones and Sonya Hepinstall.

Kurdistan au féminin 29 juin 2020

## Hommage au leader kurde Cheikh Said

**L**e 29 juin 1925, le pouvoir turc pendait le leader kurde Cheikh Said et 47 de ses partisans à Amed. 95 ans après son exécution, on ne sait toujours pas où se trouve le corps de Cheikh Said.

Cheikh Said (Şêx Seîd) était un cheikh zaza et l'un des chefs de la rébellion kurde portant son nom.

Şêx Seîd\* a été capturé en avril 1925 par les troupes turques. Il a été condamné à mort le 28 juin 1925 et pendu le lendemain à Diyarbakır (Amed) avec 47 de ses partisans.

L'Etat turc a essayé de faire croire que la rébellion dirigée par Cheikh Said était à motivation islamique pour faire passer les Kurdes pour des « arriérés » qu'il fallait « civiliser » à coup de



TURQUIE / BAKÛR – Le 29 juin 1925, le pouvoir turc pendait le leader kurde Cheikh Said et 47 de ses partisans à Amed. 95 ans après son exécution, on ne sait toujours pas où se trouve le corps de Cheikh Said.

massacres. Pourtant, les Kurdes de « Turquie » s'étaient révoltés en masse quand on les avait privés d'un Etat indépendant promis lors du Traité de Sèvres signé le 10 août 1920. (Les révoltes de Dersim, Zilan, Ararat... sont les principales révoltes kurdes des années 1920-

1930 qui ont toutes été écrasées dans le sang par l'Etat turc.)

Outre les revendications culturelles kurdes, les rebelles kurdes détaillait également les craintes de déportations massives imminentes de Kurdes. Ils

ont également fait part de leur mécontentement quant au fait que le nom du Kurdistan n'apparaissait pas sur les cartes, aux restrictions imposées à la langue kurde et à l'éducation kurde et aux objections à l'exploitation économique des régions kurdes par l'Etat turc, au détriment des Kurdes.

Les autorités turques ont enterré le corps de Şêx Seîd dans une fosse commune anonyme pour empêcher les Kurdes de lui rendre hommage.

95 ans après sa mort, on ne sait toujours pas où trouvent ses restes. Le pouvoir turc montrant ainsi que les Kurdes seront punis même après leur mort et que même leurs cadavres seront des moyens de faire souffrir tout un peuple...



June 30, 2020  
Khrush Najari I

## Conflicting reports on cause of deaths of Kurdish environmentalists fighting forest fire in western Iran

Three environmentalists died late Sunday while attempting to put out a forest fire in the Kermanshah (Kermashan) province countryside in western Iran. A human rights watchdog said a day later that the fatalities had been due to landmine blasts in an area where the Iranian government has reportedly planted explosives in purported efforts to combat Kurdish opposition fighters, but a news agency disputed the claim.

“The three environmentalists stepped on Revolutionary Guards-planted landmines while controlling the fires and lost their lives,” Iranian-Kurdish rights group and conflict monitor Hengaw cited an anonymous source as claiming. The incident occurred in Marakhel, which is a mountainous territory located outside the city of Paveh (Pawa) in Kermanshah’s west, near the Kurdistan Region border.

Along with new landmines that the Iranian military has placed near areas where Kurdish fighters have been active, as rights groups allege, the border areas are also peppered with mines and other explosive devices that still remain deadly remnants of the eight-year Iran-Iraq war of the 1980s. Either way, Tehran does not appear to have organized any campaign to rid the areas of the mines which



Iranian Kurds gather to honor the lives of three environmentalists who died fighting a forest fire in Kermanshah province. (Photo: Social Media/Shahram Mouselchi)

routinely cause casualties among rural Kurdish populations.

Iran’s Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC), a branch of the Iranian army under direct leadership of the country’s supreme leader, is in charge of security in Kurdish-majority provinces due to movements calling for autonomy and equal rights for the minority group. Tehran views opposition parties that have fighters regularly engaging the IRGC as “terrorists.”

Official Iranian media has quoted provincial crisis management official Jalil Balayi suggesting that the activists were killed after being “surrounded by fire.”

Pawa County Mayor Paviz

Aiydapour told the semi-official Mehr news agency on Monday that flames had overtaken the activists when it changed direction toward them as a result of “strong winds.” Aiydapour also claimed the fire, that has been raging in various parts of the country since the summer season began, had been “contained” by fire-fighting units and members of various security units, including IRGC forces.

A diaspora news agency, IranWire, asserted that the activists had indeed died due to the fire, suggesting that the sound of the blast, as rights groups cited nearby civilians as hearing, may have been due to the gas tank of an air blower being operated by one of

the environmentalists exploding.

Such fires have repeatedly torn through the Iranian Kurdish region’s rural areas, with activists claiming local authorities have spared little to no effort to put out the flames or limit the damage caused by them.

At times, outbreaks have taken place due to IRGC shelling of border areas, targeting suspected opposition fighters operating in the border areas. In a similar incident in 2018, four activists succumbed while extinguishing fires in the Marivan area.

Hengaw claimed further that official Iranian media and local chat groups on

Telegram—a cloud-based instant messaging application popular in Iran—had initially reported that the three persons had died due to a landmine explosion. However, the outlets had deleted their reports after a few hours “due to pressure from the security agencies.”

“The Pawa intelligence office had contacted the administrators of Telegram channels of the area and told them: you do not have permission to report on this and can only say they died due to the fire and suffocation,” the rights group’s source alleged.

The three casualties have been identified as Mukhtar Khandani, Balal Amini, and Yasin Karimi. Khandani was reportedly the spokesman of the Zhiway Pawa Society, a local independent organization that raises awareness of environmental issues. Amini was also a member of the group while Karimi worked with the team as a volunteer. Karimi did not die on the scene like the other two, but sustained heavy injuries and passed away later while receiving treatment.

Such activists and advocates for human rights and political freedoms have re-

ceived repeated threats from local authorities, have been questioned by security forces, and even jailed due to suspected links with Kurdish opposition groups whose fighters operate in the rural areas of western Iran.

On Sunday evening, hundreds of Pawa residents held a march in memory of the three as they accompanied vehicles carrying their bodies, at one point singing Kurdish anthems such as “O’ Martyrs.” One informed source, cited by the Kurdpa news agency, claimed that the authorities had “threatened” the Khandani’s family

to speedily bury the man “before sunrise.”

Vigils were also reportedly held on Monday in the cities of Saqqez and Mariwan for the victims of the latest incident as well as the one in 2018, which claimed the lives of four other activists.

Another rights group, Kurdistan Human Rights Association (KMMK), called the circumstances surrounding the incident suspicious and called for the formation of an “independent committee” to establish the facts about the deaths of the three environmentalists.



June 30, 2020

## Iran must reveal details of Kurdish prisoner’s secret execution: Amnesty

**A**mnesty International is calling on Iranian authorities to reveal the details of a Kurdish Iranian prisoner’s secret execution and return his body to his family, days after relatives received his official death certificate.

Hedayat Abdollahpour was forcibly disappeared after being transferred to an undisclosed location on 9 May from the Central Prison of Urmia, in West Azerbaijan province. His family was given a death certificate only last week saying he “died” on May 11, says the watchdog.

“The certificate states his death was as a result of “being hit by hard or sharp objects” and

does not clarify that the death resulted from an execution - even though his family was told on 10 June that he had been executed in secret,” reads a statement put out by Amnesty on Tuesday.

The organization says it has previously documented this wording on death certificates of those killed by fire squad.

“The relentlessly cruel games the Iranian authorities are playing with Hedayat Abdollahpour’s family must stop. By refusing to reveal the truth, they are deliberately causing untold distress to his loved ones,” said Diana Eltahawy, Amnesty International’s Middle East and North Africa Deputy

Director, said in the statement.

Abdollahpour was arrested on August 3, 2016 after he was accused of having ties with the Kurdish Democratic Party of Iran (KDPI), and attacking Islamic Revolutionary Guard Corps (IRGC) on June 14, 2016.

“A disproportionate number of those executed since January were members of Iran’s Kurdish minority,” a May Amnesty report reads.

Tens of thousands of political prisoners are jailed in Iran over various charges including advocating for democracy and promoting women’s or workers’ rights.

Ethnic minority groups including Kurds and Azeris are disproportionately detained and more harshly sentenced for acts of political dissidence, according to a July 2019 report from the United Nations Special Rapporteur on human rights in Iran.

Since the re-imposition of US sanctions and the heightening of tensions, authorities in Iran have started tightening the noose on labor activists, journalists, satirists, environmentalists, anti-death penalty campaigners, and researchers, who have been detained in droves, with some sentenced in trials whose fairness has been questioned.



30 juin 2020

## Un kurde syrien menacé d'exécution en Iran

**K**amal Hassan Ramezan Soulo, Kurde syrien détenu arbitrairement dans la province de l'Azerbaïdjan occidental, en Iran, est sous la menace d'une exécution depuis trois ans car des agents du ministère du Renseignement refusent de reconnaître sa véritable identité et le soumettent à la torture et à d'autres mauvais traitements pour le contraindre à « avouer » sa participation à une attaque armée.

Ils continuent de réclamer son exécution en prétendant qu'il est quelqu'un d'autre, malgré deux décisions de justice récusant ces affirmations. Cet homme doit être libéré immédiatement.

Le 20 mai 2017, contre toute attente, Kamal Hassan Ramezan Soulo a été convoqué par les autorités pénitentiaires, qui lui ont annoncé qu'il se trouvait sous le coup d'une condamnation à mort. Cette annonce est intervenue à la suite d'un enchaînement d'événements qui montrent les profondes déficiences du système judiciaire iranien, qui permettent notamment aux services de renseignement et de sécurité de priver arbitrairement des personnes de leurs droits fondamentaux, y compris des droits à la vie, à la liberté et à la sécurité, en toute impunité.

En 2015, après plusieurs altercations armées entre les forces de sécurité iraniennes et le Parti pour une vie libre au Kurdistan (PJAK), les autorités iraniennes ont prononcé de nouvelles charges pénales contre deux hauts responsables du PJAK identifiés sous les noms de « Kamal Soor » et « Rahman Haji

Ahmadi », et ont sollicité l'aide d'Interpol pour localiser et arrêter ces personnes. La troisième chambre du tribunal révolutionnaire d'Ourmia avait jugé ces deux hommes par contumace le 12 novembre 2011. Elle les avait reconnus coupables d'« inimitié à l'égard de Dieu » (mohareb) pour l'attaque armée d'un poste de police d'Erbilan, près d'Ourmia, le 26 juillet 2011 – attaque attribuée au PJAK par les autorités iraniennes – et les avait condamnés à mort.

Après l'ajout de nouveaux chefs d'inculpation contre les deux hommes en 2015, le parquet a aussi demandé des informations aux pasdaran (gardiens de la révolution) et au ministère du Renseignement pour tenter de les localiser. Le ministère du Renseignement a répondu que la véritable identité de « Kamal Soor » était Kamal Hassan Ramezan Soulo, qui était déjà en prison. Sur cette base, le 28 juillet 2016, le parquet a ouvert une enquête pour « inimitié à l'égard de Dieu » contre Kamal Hassan Ramezan Soulo en lien avec l'attaque de juillet 2006.

Ce n'est que le 20 mai 2017, quand les autorités pénitentiaires lui ont remis une copie d'une lettre datée du 17 mai 2017 envoyée par le service d'application des peines au directeur de la prison centrale d'Ourmia, que Kamal Hassan Ramezan Soulo a appris que le ministère du Renseignement l'accusait à tort d'être « Kamal Soor » et cherchait à lui appliquer la déclaration de culpabilité et la condamnation à mort prononcées par contumace contre cet homme. Cette lettre indiquait : « Kamal Hassan Ramezan

Soulo (Kamal Soor) a été condamné à mort par la troisième chambre du tribunal révolutionnaire d'Ourmia le 12 novembre 2011 pour mohareb. » Elle précisait : « La condamnation est définitive et doit être signifiée au condamné. ».

L'avocat de Kamal Hassan Ramezan Soulo a par la suite porté plainte auprès du parquet, affirmant que ce qui s'était produit dans l'affaire concernant son client était illégal, et que celui-ci n'avait pas eu la possibilité d'être entendu par un tribunal ni de présenter des éléments prouvant qu'il n'était pas « Kamal Soor ». Le service d'application des peines, qui relève du parquet, a alors transmis l'affaire pour avis à la troisième chambre du tribunal révolutionnaire. Le 22 août 2017, le tribunal a jugé que la condamnation à mort avait été prononcée contre « Kamal Soor » et ne devait pas être appliquée à Kamal Hassan Ramezan Soulo tant qu'une nouvelle enquête n'avait pas été menée pour déterminer si ces deux noms faisaient référence à la même personne. Dans son jugement, le tribunal a relevé que, selon les gardiens de la révolution, il ne s'agissait pas de la même personne et « Kamal Soor » était toujours en liberté.

Le mois suivant, l'avocat de Kamal Hassan Ramezan Soulo a soumis des éléments de preuve au parquet et à la première chambre du tribunal révolutionnaire d'Ourmia, qui était chargée des nouvelles poursuites engagées contre « Kamal Soor » en 2015. Il leur a notamment présenté des papiers d'identité prouvant que Kamal Hassan Ramezan Soulo était né

à Ras al-Aïn, dans le gouvernorat d'Hassaké, en Syrie, alors qu'il avait été établi que « Kamal Soor » était né à Mardin, en Turquie. Ces documents établissaient en outre que Kamal Hassan Ramezan Soulo était né le 1er janvier 1990, ce qui signifie qu'il n'avait que 16 ans au moment de l'attaque de 2006, un âge incompatible avec les informations des services de renseignement indiquant que « Kamal Soor » était un haut responsable du PJAK.

Sur la base de ces preuves, confirmées par les gardiens de la révolution, la première chambre du tribunal révolutionnaire d'Ourmia a conclu en septembre 2017 que Kamal Hassan Ramezan Soulo et « Kamal Soor » n'étaient pas la même personne et a dissocié Kamal Hassan Ramezan Soulo de la nouvelle affaire en cours contre « Kamal Soor ». Malgré tout, les agents du ministère du Renseignement continuent de refuser de reconnaître la véritable identité de Kamal Hassan Ramezan Soulo, et demandent toujours son exécution.

Le 2 mars 2020, son avocat a déposé une nouvelle plainte devant le parquet. Après plusieurs démarches supplémentaires, la plainte a été transmise à la première chambre du tribunal révolutionnaire d'Ourmia. Début juin 2020, le tribunal a confirmé, une nouvelle fois, que Kamal Hassan Ramezan Soulo et « Kamal Soor » n'étaient pas la même personne et a ordonné au parquet de localiser « Kamal Soor ». Cependant, Kamal Hassan Ramezan Soulo se trouve toujours en détention arbitraire.



June 30, 2020  
By Lawk Ghafuri

## ISIS militants launch fresh riots at Hasaka prison

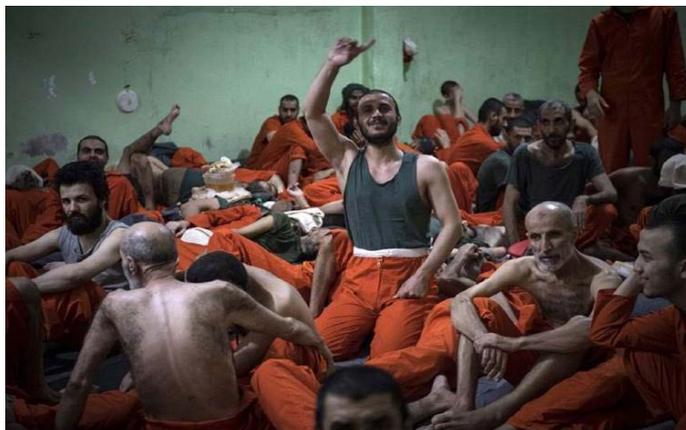
**S**uspected Islamic State (ISIS) militants rioted inside a prison in Hasaka province on Monday, the latest of several disturbances at the facility.

Detainees at Sanaa prison, run by the Syrian Democratic Forces (SDF) in Hasaka's Geweran neighborhood reportedly began rioting on Monday night.

The UK-based Syrian Observatory for Human Rights (SOHR) reported that a riot erupted as prisoners demanded "fair trials" and to see their families.

According to SOHR, the prisoners tried to break down the walls and doors of the prison, with "casualties" reported.

US-led coalition helicopters were flying over the city at "low altitude", the monitor added.



Prisoners at an SDF-run prison in northeast Syria. File photo: AFP

The prison has seen several disturbances in recent months, with two riots taking place in March. More riots took place in May.

Somewhere between 3,000-5000 prisoners from around 50 nationalities are held in the prison, most of whom were de-

tained by Kurdish and coalition forces in the last ISIS stronghold of Baghouz in March 2019.

There are currently more than 10,000 suspected ISIS members held in SDF prisons across northeast Syria.

Syria's official state news

agency SANA reported that the riot erupted after a "senior US official" visited the prison.

SDF-affiliated new agency NPA shared footage of military reinforcements arriving at the prison to control the scene.

Kurdish forces have repeatedly called on the international community to take responsibility for foreign ISIS militants held in SDF-run prisons, as well as their families housed in nearby camps.

"We believe that the international coalition forces and the international community have a responsibility to find a solution to the issue of detained ISIS members, provide more support for greater security measures, and improve the conditions of detainees inside prisons in northern and eastern Syria," SDF spokesperson Kino Gabriel said on May 3.

**Le Monde**

30 juin, 2020  
Par Ghazal Golshiri et Allan Kaval Publié hier

## En Iran, la chercheuse franco-iranienne Fariba Adelkhah condamnée en appel à cinq ans de prison

**U**ne cour d'appel en Iran a confirmé la peine infligée en mai à l'anthropologue pour « collusion en vue d'attenter à la sûreté nationale ».

L'universitaire franco-iranienne avait fait appel. La justice de la République islamique a confirmé sa peine

mardi 30 juin. Plus d'un an après son arrestation à Téhéran, l'anthropologue Fariba Adelkhah a été condamnée à cinq ans de prison pour atteinte à la sécurité nationale. La peine a été annoncée lors d'une conférence de presse par Gholamhossein Esmâïli, porte-parole de l'autorité judiciaire iranienne. La cher-

cheuse est également condamnée à un an et demi de prison pour « propagande » contre le régime. Mais elle ne devra purger que la peine la plus lourde.

Spécialiste du chiisme, affiliée au Centre de recherches internationales de Sciences Po, Mme Adelkhah avait été

arrêtée le 5 juin 2019 en même temps que son collègue et compagnon, Roland Marchal, qui venait d'arriver à Téhéran. Peu après l'annonce de sa condamnation, Paris a dénoncé un jugement « exclusivement politique » par la voix de la porte-parole du ministère français des affaires étrangères.

Le cas des deux chercheurs détenus à la prison d'Evin à Téhéran avait empoisonné des mois durant les relations entre la France et l'Iran, à partir de l'été 2019, alors même qu'Emmanuel Macron s'était engagé dans une tentative de médiation entre l'administration Trump et la République islamique sur le dossier nucléaire iranien.

### **Double nationalité non reconnue**

La libération de M. Marchal était finalement intervenue en mars, en même temps que la libération et le retour sur le territoire de la République islamique d'un ingénieur iranien, Jalal Rohollahnejad. Détenu depuis février 2019 en France et menacé d'extradition vers les Etats-Unis, il était accusé de violations des sanctions américaines sur l'Iran. Décrit comme résultant d'un échange de prisonniers entre les deux pays, l'élargissement de M. Marchal n'a pas été suivi d'avancées visibles sur le dossier de Mme Adelkhah.

Alors que la France la considère comme une ressortissante de plein droit, la République islamique ne reconnaît pas la double nationalité de ses citoyens, rendant plus délicate la poursuite de négociations d'une nature similaire. L'entourage de Mme Adelkhah continue toutefois à espérer que, malgré la condamnation, des pourparlers discrets entre Paris et Téhéran pourraient encore permettre sa libération ou au moins un aménagement de sa peine.

Article réservé à nos abonnés  
Lire aussi Roland Marchal : « La soumission accrue de la



justice iranienne aux gardiens de la révolution renforce son arbitraire et sa politisation »

La condamnation en appel de Mme Adelkhah a été confirmée mardi en même temps que la condamnation à mort d'un activiste iranien, Rouhollah Zam, dont le cas comporte une dimension française. Cet exilé bénéficiait en France d'un statut de réfugié politique et d'une protection policière. En octobre 2019, il a été enlevé alors qu'il avait quitté le territoire français pour se rendre en Irak puis transféré en Iran et placé sous les verrous.

Amadnews, sa chaîne sur l'application Telegram, très utilisée par les Iraniens dans le pays comme à l'étranger, était suivie par des centaines de milliers de personnes, un nombre rarement atteint par les médias iraniens plus conventionnels. En décembre 2016, il y avait dévoilé l'existence de 63 comptes bancaires au nom de l'ancien chef de l'appareil judiciaire, Sadegh Amoli Larijani, où

avaient été versés des cautions déposées par des accusés et des dommages financiers versés par des condamnés.

### **Rivalités féroces au sein du système**

Cette information, qui a été avérée, a renforcé la crédibilité du média de M. Zam auprès de ses lecteurs. Amadnews a par la suite joué un rôle important dans les manifestations de janvier 2018 contre la cherté de la vie, particulièrement suivies en province. La chaîne annonçait ainsi l'heure et le lieu des rassemblements à venir dans plusieurs villes iraniennes, facilitant l'organisation des manifestants.

Mais les contenus publiés par Amadnews comptaient aussi bien des révélations que de fausses informations. Le média de M. Zam a pu ainsi être considéré par les observateurs de la vie politique iranienne comme le canal opportuniste de règlements de compte entre factions po-

litiques opposées, plaçant ainsi l'activiste au cœur des rivalités féroces qui perdurent au sein du système.

Les conditions de « l'arrestation » de M. Zam en Irak, présentée par les médias officiels iraniens comme le fruit d'une opération menée en collaboration avec les services de sécurité irakiens, demeurent troubles. L'activiste aurait en effet été encouragé à se rendre dans le pays en vue de recevoir une aide financière de la part de personnalités hostiles au régime de Téhéran.

Pris au piège en territoire irakien, emmené de force en Iran et accusé d'espionnage, il avait commis des aveux filmés, diffusés par les autorités de la République islamique. Paris avait alors dénoncé son arrestation et fait savoir que M. Zam avait été dissuadé de se rendre en Irak par les services de sécurité français en raison de l'influence qu'y exerce la République islamique.